D

Da

Précé

s

DES PR

JURISPRUDENCE CANADIENNE

INDEX ANALYTIQUE

DES

Décisions Judiciaires

RAPPORTÉES DE 1864 A 1871

Dans les volumes 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du JURIST; 14, 15, 16 et 17 des REPORTS; 1, 2, 3 et 4 du LAW JOURNAL; 1 et 2 de la REVUE LEGALE.

Précédé d'une traduction de la Dissertation du Juge-en-Chef Sewell sur les Plaidoiries dans le Bas-Canada

ET

SUIVI DE TABLES DE REFERENCE, DE CONCORDANCE ET DES NOMS DES PARTIES

PAR

ALPHONSE LUSIGNAN, Avocat.

MONTREAL

DES PRESSES A VAPEUR DU "FRANC-PARLEUR", 22, RUE ST-GABRIEL

Bureaux dernièrement occupés par le *Nouveau-Monde*

1872

PLA

[Nous t
par
ger
Ch
qu'
Stu

La
une qu
Pratiq
examen
cessair

La l
plaidoi
elles ;
qu'ont
dans l'
dre pa
vais pr
mairen
différen

Tout
l'autre
dans le
la reve
dans to

DISSERTATION

SUR LES

PLAIDOIRIES DANS LE BAS-CANADA

[Nous traduisons des *Stuart's L. C. Reports*, p. 106 et suiv., ce travail si remarquable par sa lucidité, et nous le recommandons tout spécialement à l'étude des jeunes gens qui se destinent au Barreau. Cette dissertation a été faite par le Juge-en-Chef Sewell, dans une cause de Forbes *vs.* Atkinson. Nous ne la publions ici qu'en français, vu que le texte anglais se trouve dans les *Pyke's Reports*, les *Stuart's Reports*, et le *Manual of Civil Procedure* de M. Wotherspoon.]

La cause qui nous occupe est la première où se soit présentée une question de plaidoirie, depuis que les Règles et Ordres de Pratique actuels ont été établis ; et je vais être entraîné dans un examen plus détaillé des plaidoiries en général qu'il ne serait nécessaire dans une autre circonstance.

La bonne administration de la justice exige absolument que les plaidoiries soient logiques, compatibles et bien distinctes entre elles; c'est pour atteindre plus facilement ce but important qu'ont été prescrites les diverses formes de plaidoiries contenues dans l'Appendice aux Règles et Ordres. Il importe de comprendre parfaitement le principe sur lequel elles sont fondées. Je vais profiter de l'occasion qui se présente pour les expliquer sommairement, avant de rendre le jugement de cette Cour sur les différents points soulevés en cette cause.

Toute poursuite contestée comprend d'un côté la demande, de l'autre la défense. (Voir les mots *Intendits* et *Articulations de faits* dans le *Répertoire*). Le terme *demande* implique l'énonciation et la revendication du dédommagement ou de la réparation que, dans toute poursuite, le demandeur réclame du défendeur, à raison

des faits qui constituent sa cause d'action ; elle est en conséquence définie " l'exercice d'un droit d'action " (1). Le mot *défense* implique au contraire l'idée de tout ce que le défendeur invoque pour résister à la demande de son adversaire (2).

Les prétentions de la demande et de la défense sont respectivement exposées dans les plaidoiries des parties, et ces plaidoiries varient suivant la diversité des raisons sur lesquelles elles sont basées, et du but qu'elles sont destinées à atteindre. La plaidoirie n'est donc autre chose que l'exposé, par écrit et sous une forme technique, des faits qui constituent la cause d'action du demandeur ou les moyens de défense du défendeur. Elle est le moyen d'alléguer ce qui, étant prouvé plus tard, appuiera les prétentions de la partie qui s'en prévaut (3), ou de nier simplement ce qui est allégué par la partie adverse : dans le premier cas, la plaidoirie est affirmative ; dans le second cas, elle est négative (4).

Il y a dans une plaidoirie affirmative deux parties, le libelle (mémoire) et la conclusion. Dans le libelle—ou la narration, comme on la nomme quelquefois, — on allègue distinctement quant au temps, au lieu, à la personne et aux circonstances (5), sans commentaires ni raisonnements d'aucune sorte (6), les faits qui servent de base à la plaidoirie ; en d'autres termes, on pose les prémisses d'où les conclusions légales doivent découler. Il faut ajouter à cette narration, qui doit contenir tout ce qui est nécessaire pour justifier la conclusion, mais rien de plus, il faut ajouter, disons-nous, en termes précis, la demande par le plaideur du remède spécial auquel lui donnent droit les faits qu'il vient d'alléguer : c'est là la conclusion (7).

Une plaidoirie négative se compose également de deux parties : la dénégation directe des faits auxquels elle répond, et la conclusion qui demande le remède auquel le plaideur aura droit, en vertu de la loi, si ce qu'il nie n'est pas prouvé.

Il est de principe dans la procédure anglaise " que la simple demande de jugement suffit, sans qu'il faille indiquer le remède légal propre à l'espèce, et que, sur preuve des faits, la Cour est tenue *ex officio* de rendre le jugement qui convient " (8).

---

(1) 1 Pigeau, p. 33.

(2) 1 Poth. 4to, 14.—Code Civil, tit. 5, Art. 1 et 5.

(3) 3 T. Rép. 159.—Doug. 278.

(4) Hennecius in Pandectas, part. 2. s. 32.—Brown's Civil Law, vol. 1, p. 35.

(5) 1 Pigeau, 296, 270.—1 Gauret, 4.—Code Civil, tit. 2. Art. 1 ; tit. 20. Art. 1.

(6) 7 Pothier, 4to., 55, art. 4, c. 3.—Code Civil, tit. 20, art. 1.

(7) Répertoire, Vo *Conclus*, 8vo., vol. 14, p. 77.

(8) 4 East, 502, 509.—5 East, 270, 271.—1 Chitty, 243, 445.

Mais c'est le principe contraire qui prévaut dans notre procédure. Ici les conclusions sont essentielles (1) ; elles doivent contenir, à peine de nullité, l'énoncé de tout ce que le jugement de la Cour doit embrasser (2). Car, quoique la Cour puisse accorder ou rejeter les conclusions *in toto*, ou les modifier, ou les accorder et les rejeter en partie (3), elle ne peut suppléer ce qui y est omis, même quand la chose omise apparaîtrait en substance dans le corps ou libelle de la plaidoirie (4).

Dans toute cause la déclaration est la première plaidoirie. Elle expose les faits qui constituent la demande ; elle est toujours une plaidoirie affirmative. Les plaidoyers sont celles des plaidoiries qui contiennent la défense ; ils sont tantôt négatifs, tantôt affirmatifs. Un plaidoyer négatif nie ce qui forme le fonds de la demande, et rien de plus ; mais un plaidoyer affirmatif allègue quelque fait nouveau qui, prouvé, suffit de soi pour justifier un jugement en faveur du défendeur, malgré les faits qui servent de base à l'action du demandeur. C'est à raison de cette différence que le terme *défense* est employé dans un autre sens moins étendu : en effet, on nomme un plaidoyer négatif défense au fonds, parce qu'il nie et sape le fonds de la demande, telle que exposée dans la déclaration, contrairement au plaidoyer affirmatif, que l'on nomme exception (du verbe latin *excipere*, exclure), parce qu'il n'attaque pas le fonds de la demande exposée dans la déclaration, mais qu'il allègue un ou plusieurs faits nouveaux et se fonde entièrement sur eux pour faire retarder ou congédier la poursuite (5) : de la maxime *reus excipiendo fit actor* (6).

Les autres plaidoiries en usage dans ce pays sont les réponses et les répliques. Celle que le demandeur produit en réponse à un plaidoyer affirmatif du défendeur s'appelle une réponse ; celle qu'il produit en réponse à un plaidoyer négatif, ou que le défendeur produit en réponse à la réponse du demandeur, se nomme une réplique (7).

---

(1) 14 Vol. Répert., 8vo., p. 77, Vo *Conclure*.

(2) Ibid., p. 78.—Code Civil, tit. 2, art. 1.

(3) 14 Vol. Répert. p. 78, et 17 Vol., p. 479, Vo *Demande*.—L. C. Denizart, Vo *Conclusions*, Vol. 5, p. 83, no 2.

(4) 14 Vol. Répert. p. 76, 78.—1 Pigeau, 399,400.

(5) Hennecius, Elementa Jur. Civ. p. 395, tit. 13, art. 1277.—Henn. in Pandectas, part. 2, s. 42.—7 Pothier, 4to., 14.—De la Jannès, Vol. 2., p. 406, tit. 29, art. 629 —L. C. Denizart, vol. 8, p. 166, Vo. *Exceptions*, s. 1, no. 1—1 Pigeau, 150.—Jousse, Idée de la Justice Civile, tit. 3, part. 2, s. 1, art. 5, p. 63.—Erskine's Institutes, p. 663.

(6) Répert., 8vo., Vol. 4, p. 363.—Jousse, Idée de la Justice Civile, p. 63.

(7) Prov. Ord., 25 Geo. III, c. 2, s. 13.

Tels sont les traits généraux distinguant les plaidoiries usitées dans les poursuites ordinaires; nous allons maintenant examiner plus particulièrement la nature de chacune d'elles.

La déclaration est la spécification des faits et des choses qui constituent la cause d'action du demandeur, l'énonciation exacte et logique de sa plainte, de ses imputations contre le défendeur, et l'indication du remède légal qu'il veut obtenir par le jugement de la Cour. Le demandeur doit, à peine de nullité, y raconter et libeller distinctement quant au temps, au lieu, à la personne et aux circonstances, les divers faits qui motivent sa poursuite et qu'il entend prouver (1). Il offre en conséquence " de les vérifier, établir et prouver tous quand et comme la Cour le prescrira; " il allègue que toutes ses prétentions " sont bien fondées en fait et en droit, " et il demande par sa conclusion que la Cour, en vertu de son autorité, " oblige le défendeur de comparaître " et " de répondre à la demande contenue dans sa déclaration, " et qu'elle lui accorde, à lui demandeur, le remède légal auquel il a droit, qu'il spécifie et qu'il allègue découler légitimement des prémisses (2). Le bref, ou ordre *ad respondendum*, émané au nom du Souverain, assigne le défendeur à comparaître et à répondre à la demande contenue dans la déclaration (3); s'il comparait (afin d'empêcher que jugement ne soit rendu contre lui, après une procédure *ex parte*), il doit répondre ou faire voir qu'il n'est pas tenu en droit de répondre.

Ici se présente la première grande division des plaidoyers. Car, comme il serait contraire à la loi de forcer un défendeur, qui n'y est pas tenu, de répondre à une demande,—ce qu'aucune Cour ne saurait en conséquence exiger légitimement,—la question de savoir s'il est ou non tenu de répondre doit être nécessairement l'objet d'une enquête préliminaire chaque fois qu'il prétend n'y être pas tenu. Il doit alors produire, *in limine litis*, ses plaidoyers à cet effet, sans répondre à la demande: de là, ces plaidoyers sont quelquefois nommés plaidoyers préliminaires (4). Mais la prétention principale de ces plaidoyers étant que " la Cour de Notre Souverain le Roi ne peut de droit procéder en cette cause " (5), en les appelant fins de non-procéder (6) on les distingue d'une

(1) Code Civil, tit. 11, art. 1—1 Gauret, 4.—Répert., 2 Vol., p. 4, Vo. *Ajournement.*

(2) Rules and Orders, p. 233.

(3) Ibid., p. 191.

(4) Ibid., s. 7, art. 7, p. 68.

(5) Ibid., p. 234, 235.

(6) L. C. Denizart, vol. 8, p. 638, Vo. *Fin de non-procéder*, s. 1.—Serpillon, p. 54, note 2.—Jousse, Cod. Civ., Vol. 1, p. 182.—Répert., Vol. 25, 8vo., p. 62.

façon plus technique des plaidoyers qui répondent à la demande et qui sont pour cela nommés plaidoyers au mérite (ou à l'action).

Un plaidoyer préliminaire ou fin de non-procéder ne peut jamais, de sa nature, être un plaidoyer négatif. Un plaidoyer négatif lie nécessairement contestation sur les faits récités dans la déclaration, et, au lieu de faire voir que le défendeur n'est pas tenu en droit de répondre, ce plaidoyer répondrait de fait à la demande. Le défendeur devant donc plaider affirmativement ce sur quoi il compte pour appuyer son assertion " qu'il n'est pas tenu en droit de répondre, " toutes les fins de non-procéder sont des exceptions. Pour la même raison (c'est-à-dire parce qu'elles ne peuvent répondre à la demande), les fins de non-procéder ne sauraient contester ni le droit d'action en lui-même, vu qu'il concerne les deux parties, ni l'objet de la poursuite ; de fait, elles n'ont rapport qu'à la Cour, et sont fondées sur le principe " que la Cour n'a pas d'autorité pour exiger une réponse " (1),—ce qu'elles allèguent tendant uniquement " à annuler les présents procédés, " sans examiner si le demandeur possède ou non un droit d'action (2). Les fins de non-procéder ne demandent donc pas " que l'action soit renvoyée," mais bien " que le bref et ordre *ad respondendum* et la déclaration, et chacun d'eux, soient déclarés nuls et de nul effet quelconque," " ou que tous les procédés soient suspendus jusqu'à ce que, etc, " selon que le comporte en droit la matière plaidée (3).

Les fins de non-procéder se divisent en trois classes, et ont trait soit à la juridiction de la Cour, soit à la forme des procédés, soit au droit du défendeur de se soustraire à l'obligation commune de répondre.

Le défendeur peut donc prétendre que la loi ne l'oblige point de répondre à la demande contenue dans la déclaration du demandeur, en plaidant :

1o. Qu'à raison de quelque fait, matière ou moyen qu'il expose et allègue, " la Cour, vu son défaut de juridiction, ne peut procéder dans la cause, ni le forcer de répondre en aucune manière à la demande, ni prendre aucune connaissance de l'action du demandeur, si toutefois il en a une " (4);—c'est là l'exception déclinatoire (5).

---

(1) Serpillon, p. 54, note 2.

(2) Ibid.

(3) Rules and Orders, p. 236.—1 Pigeau, 162.

(4) Rules and Orders, p. 234.

(5) L. C. Denizart, vol. 8, p. 638, Vo. *Fins de non-procéder*, s. 2.—7 Poth. 17—Jousse, C. C., vol. 1, p. 182.—Répert. Vo. *Fin*, vol. 25, 8vo., p. 62.—Serpillon, p. 54, note 2.

2o. Qu'à raison de quelque imperfection, défaut ou manque de forme, apparent à la face des procédés (7 Pothier, 15), comme dans le bref ou la déclaration, et qu'il spécifie, ou à raison de quelque loi, règle ou ordre qu'il indique également, " la Cour ne peut procéder dans la cause ni le forcer à répondre en aucune manière à la demande, parceque les procédés sont nuls ; " —c'est là l'exception à la forme (1).

3o. Qu'à raison de quelque fait ou moyen qu'il allègue et expose " la Cour ne peut pas procéder maintenant dans la cause ni l'obliger de répondre en aucune manière à la demande," parce que les moyens qu'il plaide lui donnent droit, en loi, d'être exempté pour le présent de l'obligation commune de répondre ;—c'est là l'exception dilatoire (2).

Si les fins de non-procéder sont maintenues ; ou l'instance est suspendue jusqu'à ce que la Cour ait le pouvoir de procéder et d'exiger une réponse, ou le bref et ordre *ad respondendum* et la déclaration sont déclarés nuls et de nul effet. Dans ce dernier cas, le défendeur est absous et renvoyé hors de Cour, et le demandeur est obligé de faire émaner un nouveau bref *ad respondendum*. Mais si les fins de non-procéder sont déclarées frivoles, le défendeur doit, dans les délais fixés par la pratique de la Cour, " répondre à la demande contenue dans la déclaration du demandeur," par un plaidoyer au mérite (3).

Nous allons maintenant nous occuper de ces sortes de plaidoyers.

De même que le plaidoyer qui met en doute l'autorité de la Cour pour exiger une réponse, sans toutefois contester le droit d'action, ni l'objet de la poursuite, est un plaidoyer préliminaire ou fin de non-procéder,—de même, *e converso*, le plaidoyer au mérite est celui qui conteste le droit d'action ou l'objet de la poursuite, sans mettre aucunement en question l'autorité de la Cour.

Le droit d'action est mis en contestation par un plaidoyer négatif, qui attaque les allégations de la déclaration en fait ou en droit. Tous les plaidoyers de ce genre sont des défenses au fonds ; car, attendu qu'ils contestent le fonds même de la demande en niant ou la vérité des faits récités dans la déclaration, ou l'existence ou l'applicabilité de la loi que le demandeur invoque

(1) Rules and Orders, p. 236—Jousse, C. C., vol. 1, p. 182—L. C. Denizart, Vo *Fins de non-procéder*, s. 2, vol. 8, p. 638.—Répert., Vo. *Fin*, vol. 25, 8vo., p. 62.—7 Poth. 15.

(2) L. C. Denizart, vol. 8, p. 638, Vo. *Fins de non-procéder*, s. 1 et 2.—Répert. vo. *Fin*, vol. 25, 8vo., p. 62.—7 Poth. 16.

(3) Rules and Orders, s. 7, art. 8 et 9, p. 68 et 69.

à raison de ces faits,—on les distingue, par le nom de défenses au fonds (1), de tout autre plaidoyer en particulier, ainsi que de l'ensemble des plaidoyers qui sont qualifiés de défenses dans l'acception la plus étendue de ce terme. Le droit d'action est également contesté par tout plaidoyer affirmatif, qui allègue et plaide quelque fait relatif aux parties ou à l'objet du procès, et suffisant de lui-même en loi pour autoriser un jugement en faveur du défendeur, nonobstant les faits énoncés dans la déclaration du demandeur. Pour les raisons que nous avons données ci-dessus, tous ces plaidoyers sont des exceptions (2). Mais, comme les exceptions de ce genre tendent en droit à exclure pour toujours l'action du demandeur, ou à l'écarter jusqu'à ce que les obstacles qu'elles soulèvent aient disparu, le terme d'exceptions péremptoires en droit les fait distinguer de cette autre classe d'exceptions qui, sous le nom d'exceptions préliminaires ou fins de non-procéder, tendent uniquement à démontrer que le défendeur n'est pas tenu de répondre à l'action du demandeur: le mot péremptoire (du latin *perimere*, éteindre, détruire) exprime leur effet légal (3).

Il est évident qu'un défendeur ne peut avoir que deux sources de défense, sa propre force et la faiblesse de son adversaire; c'est pour cela que tous les plaidoyers au mérite doivent être ou des exceptions péremptoires ou des défenses au fonds. Les premières comprennent tous les plaidoyers au mérite fondés sur la propre force du défendeur, c'est-à-dire sur des faits nouveaux non allégués dans la déclaration, mais que le défendeur expose et à la contestation desquels il provoque le demandeur; les dernières comprennent tous les plaidoyers au mérite qui sont fondés sur la faiblesse du demandeur, c'est-à-dire sur l'insuffisance intrinsèque, en fait ou en droit, des moyens proposés par lui dans sa déclaration et sur lesquels la contestation s'engage.

Toute défense au fonds ayant exclusivement trait aux faits et matières énoncées dans la déclaration, et se basant entièrement sur leur insuffisance, en fait ou en droit, à étayer la demande,—il suffit dans ces plaidoyers d'une dénégation directe des faits ou de la loi invoqués par la demande pour mettre efficacement en contestation le droit d'action et pour rejeter sur le demandeur le fardeau de la preuve. Mais lorsque le défendeur répond à la demande par de nouveaux faits non allégués dans la déclaration, il doit nécessairement, pour sa propre sûreté, les alléguer avec précision quant au temps, au lieu, à la personne et aux circonstances; sans

(1) 7 Pothier, 14.
(2) *Vide ante.*
(3) 1 Bornier, 39.—1 Pigeau, 151.

cela, ils ne sauraient lui servir, car ils ne pourraient être prouvés devant la Cour, d'après ce principe fondamental, que la Cour doit juger *secundùm allegata et probata*, et que, bien que les faits seuls doivent être énoncés dans la plaidoirie, au moins tous les faits essentiels doivent-ils l'être, afin de mettre la Cour en état de déclarer quelle loi s'applique à l'espèce et permet de rendre jugement pour le défendeur (malgré les moyens exposés dans la déclaration) ; afin aussi d'apprendre au demandeur ce que le défendeur entend prouver, et de le mettre ainsi en position de nier les assertions du défendeur, ou de leur répondre par de nouveaux faits ; et, en dernier lieu, afin de permettre au demandeur de préparer ses preuves suivant les besoins de la cause (1).

Les défenses au fonds se divisent en deux classes : 1o. les défenses au fonds en droit, qui nient que la loi invoquée par le demandeur ressorte des faits et moyens énoncés dans la déclaration (2) ; 2o. les défenses au fonds en fait, qui nient la vérité, l'existence de ces faits et moyens (3). Par la défense au fonds en droit, le défendeur, " pour défense au fonds à la demande contenue dans la déclaration du demandeur," expose " que les allégations du demandeur et les moyens contenus en sa déclaration, et chacun d'eux, sont entièrement et complètement mal fondés en droit et insuffisants pour que le demandeur obtienne contre lui les conclusions de sa déclaration, ou aucune d'elles, ou que son action soit maintenue ; " et en conséquence il demande par ses conclusions " que le jugement de la Cour déboute le demandeur de son action " (4). Par la défense au fonds en fait, le défendeur, " pour défense au fonds à la demande contenue dans la déclaration du demandeur," expose " que les allégations du demandeur et les moyens contenus dans sa déclaration sont entièrement et complètement faux et mal fondés en fait, etc.," et en conséquence ses conclusions demandent " que le jugement de la Cour déboute le demandeur de son action " (5).

Les exceptions péremptoires en droit se divisent, elles aussi, en deux classes : 1o. les exceptions péremptoires en droit perpétuelles (6), et 2o. les exceptions péremptoires en droit temporaires ;—et ces titres distinctifs sont tirés de l'effet légal de ces

---

(1) Code Civil, tit. 20, art. 1.—Chitty, 217.

(2) 7 Pothier, 14.

(3) Ibid.

(4) Rules et Orders, p. 244.

(5) Ibid., p. 246.

(6) 1 Pigeau, p. 150 : "Ces moyens sont appelés exceptions, du latin *excipere* (exclure), parce qu'ils tendent à exclure le demandeur de poursuivre sa demande *soit pour un temps, soit pour toujours.*"

plaidoyers. Ces deux sortes de plaidoyers sont également péremptoires, parce qu'ils détruisent tous deux l'action à laquelle on les oppose, mais leur effet ultérieur n'est pas le même. Le jugement qui maintient une exception péremptoire en droit perpétuelle éteint, proscrit pour toujours l'action dans laquelle il est rendu : de là le nom d'exception perpétuelle. Mais le jugement qui maintient une exception péremptoire en droit temporaire ne fait qu'écarter l'action du demandeur, jusqu'au jour où l'obstacle soulevé et opposé par cette exception (1) aura disparu ; il ne proscrit donc l'action que pour un temps : de là le nom d'exception temporaire.

Par l'exception péremptoire en droit perpétuelle, le défendeur, « pour réponse à la demande contenue dans la déclaration du demandeur," expose et libelle les faits particuliers qui constituent le fonds de son exception et qu'il offre de prouver « quand et comme la Cour le prescrira," et il allègue qu'en conséquence « le demandeur ne peut en aucun temps avoir ou faire maintenir en loi aucune action contre lui, à raison des moyens exposés dans sa déclaration, ou d'aucun ou de chacun d'eux," et il demande, dès lors, par ses conclusions, « que, pour les causes susdites, le jugement de la Cour déboute le demandeur de son action " (2). Par l'exception péremptoire en droit temporaire, le défendeur, « pour réponse à la demande contenue dans la déclaration du demandeur," expose et libelle les faits particuliers qui constituent le fonds de l'exception et qu'il offre de prouver « quand et comme la Cour le prescrira," et il allègue qu'en conséquence « le demandeur ne peut présentement faire maintenir son action contre lui, à raison des moyens contenus dans sa déclaration, ou d'aucun ou de chacun d'eux," et dès lors il demande, par ses conclusions, « que le jugement de la Cour déboute le demandeur de son action pour le présent " (3).

Les exceptions péremptoires en droit n'attaquant pas, ne niant pas les faits énoncés dans la déclaration, elles ne peuvent donc jamais entraîner ou rendre nécessaire l'examen du mérite intrinsèque de ces faits ; comme l'*exceptio* de la loi romaine et comme le plaidoyer en chancellerie, « elles tiennent à ce que l'objet de la

---

(1) 1 Jousse, C. C., 189.—Les épithètes *perpetuæ* et *temporales* s'appliquaient aux exceptions dans le droit romain. Harris, Justinian's Institutes, lib. 4, tit. 13, § 10, p. 341.— Pothier, Pandectes, vol. 3, p. 251.— Ferrière, Inst. Justin., vol. 6, p. 274 à 278.—Brown's Practice of the Civil Law, 1ère édit., vol. 2, p. 32. La même distinction existe, dans la loi anglaise, entre *abatement* et *bar*, qui sont quelquefois appelés *temporary bar* et *perpetual bar*. *Vide* Lebret *vs.* Papillon, 4 East, 505.

(2) Rules and Orders, 243, 244.

(3) Ibid., p. 241, 242.—2 Poth., 4to, p. 729.—1 Pigeau, 199.—Répert., 8vo, vol. 17, p. 479, Vo. *Demande*.

demande ne soit pas mis en contestation" (Gilbert, *Forum Romanum*, p. 64). Elles exposent invariablement quelque fait ou moyen nouveau qui, malgré les faits ou moyens de la déclaration, tend à démontrer qu'en vertu de la loi l'action du demandeur doit être renvoyée pour le présent ou pour toujours (1). Mais comme ces moyens nouveaux sont quelquefois étrangers à ceux de la déclaration et quelquefois s'y rattachent, comme tantôt ils ont rapport au mérite de la demande et tantôt n'y ont point trait,—on les divise, eu égard à ce qu'elles allèguent et qui leur sert respectivement de base, en fins de non-recevoir et en fins de non-valoir (2).

Les fins de non-recevoir sont les exceptions qui allèguent des moyens suffisants en droit (que les faits de la déclaration soient vrais ou faux) pour autoriser en faveur du défendeur un jugement qui renvoie l'action pour un temps ou pour toujours; comme si, par exemple, le défendeur plaide que le demandeur est un étranger ennemi, ce qui est une exception péremptoire en droit temporaire; ou s'il plaide la prescription de trente ans, ce qui est une exception péremptoire en droit perpétuelle (3). On les nomme fins de non-recevoir, parce que ce qu'elles plaident tend à faire voir que la Cour ne peut légalement recevoir le demandeur à poursuivre le procès qu'il a intenté (4). D'un autre côté, les fins de non-valoir sont les exceptions dont les moyens admettent et confessent nécessairement les faits de la déclaration, mais qui se soustraient à l'effet de cette admission pour un temps ou pour toujours, et suffisent ainsi aux yeux de la loi pour justifier en faveur du défendeur un jugement qui déboute le demandeur de son action; comme si le défendeur plaide terme non-échu, ce qui est une exception péremptoire en droit temporaire; ou s'il plaide accord et arrangement, ou chose jugée, ce qui est une exception péremptoire en droit perpétuelle. Ces exceptions sont nommées fins de non-valoir parce que leurs moyens tendent à faire voir que, bien que le demandeur ait eu jusqu'ici ou puisse avoir dans la suite une

---

(1) Une exception (plea in bar) en loi ou en équité sert à reconnaitre le droit de poursuivre, tout en s'y soustrayant par un moyen étranger; elle admet le droit du demandeur en dehors de ce qu'elle plaide; elle reconnait la plainte, mais elle y oppose des moyens qui la détruisent, s'ils sont vrais.—Par le Lord Chancelier, 6 Vesey, jr., 597.

(2) 1 Bornier, 39, note 1.

(3) 1 Pothier, 346.

(4) 1 Pigeau, 165.—8, L. C. Denizart, p. 638.

cause légitime d'action, il ne peut cependant s'en prévaloir (1). Ainsi les fins de non-recevoir et les fins de non-valoir sont tantôt perpétuelles, tantôt temporaires dans leurs effets; mais la division des exceptions péremptoires en droit en perpétuelles et en temporaires embrasse toutes les fins de non-recevoir et de non-valoir, lesquelles ne sont de la sorte que des subdivisions des premières (2).

Comme les défenses en droit ou en fait sont des plaidoyers négatifs, qui lient contestation, le demandeur ne peut leur répondre que par une réplique générale (3), et cette réplique, en complétant la contestation, met fin aux plaidoiries. Mais les exceptions étant des plaidoyers affirmatifs et provoquant une contestation, le demandeur doit leur faire une réponse ou générale ou spéciale.

Une réponse générale lie contestation sur les moyens de l'exception, en les niant généralement (4), et cette réponse complète la contestation et met fin aux plaidoiries (5); mais une réponse spéciale provoque une nouvelle contestation, en énonçant en réponse à l'exception des faits ou moyens nouveaux suffisants pour la détruire, et dans ce cas la contestation n'est pas complétée par une réplique générale du défendeur à cette réponse spéciale (6), quoique la législature ait défendu l'usage de plaidoiries additionnelles (7).

[Le Code de Procédure autorise d'autres plaidoiries, avec la permission de la Cour. Art. 148.—*Note du Trad.*]

---

(1) Rodier, 75. — 1 Bornier, 39.— C'est une règle dans la pratique anglaise que pour justifier un fait, il faut l'admettre.—(3, T. R. p. 298. Taylor *vs.* Cole)— Tout plaidoyer de justification, dit Williams (sur Saunders), relate les circonstances qui justifient le fait dont on se plaint ou qui démontrent sa légalité. Il doit donc nécessairement admettre le fait, sans quoi, au lieu d'être une justification, il serait une dénégation du fait, et équivaudrait à une défense au fonds en fait. Williams's Saunders, vol. 1, p. 28, note 1, et 14, note 3, cite Taylor *vs.* Cole, 3 T. R. p. 298.—Gibbons *vs.* Pepper, 1 L. Raym., 38.— 3 Wils., 411, 412.

(2) Rodier, 75, 76.

(3) Rules and Orders, 231.

(4) Ibid., 220, 222, 224.

(5) Ibid , s. 7, art. 21, p. 76.

(6) Ibid., 229.

(7) Ord. 25 Geo. III, c. 2, s. 13.

CA

ABANDO

ACCROIS

ACQUIES

ACTE AU

ACTE SO

INDEX

DES

CAUSES RAPPORTEES

DANS LE BAS-CANADA

ABANDON :—**1.** Articles 773.-7 C. C. P. apply to debtors in custody on *contrainte par corps* as well as to those detained on *capias*, and under Art. 777, such debtor cannot obtain his discharge until four months have elapsed from the filing of a schedule and declaration of abandonment. *Winning et al. vs. Leblanc et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 335 (1870).

ACCROISSEMENT :—**2.** Where it is stipulated in a deed of donation that the usufruct shall pass to several persons collectively, *leur vie durante*, it accrues to the surviving usufructuaries. *Joseph et Castonguay.* Q. B., 8 L. C. J., p. 62 ;—1 R. L., p. 200 (1861).

ACQUIESCEMENT :—**3.** There is no *acquiescement* when the amount of the judgment tendered has been accepted through error. *Jones vs. Warminton.* C. R., 14 L. C. J., p. 161 ;—2 R. L., p. 188 (1869).

ACTE AUTHENTIQUE :—**4.** Les clercs et serviteurs du notaire qui reçoit un acte authentique, lorsque les parties ne savent pas signer, peuvent servir de témoins à l'acte, la prohibition de l'Art. 844 du Code Civil ne s'appliquant qu'aux testaments. *Crébassa vs. Crépeau.* C. R., 1 R. L., p. 667 (1868).

ACTE SOUS SEING PRIVÉ :—**5.** Un document sous seing privé contenant les stipulations d'un contrat synallagmatique est valide, et sa production pour constater les engagements réciproques des parties est suffisante, quoiqu'il ne soit pas exécuté en double, ni allégué avoir été exécuté ainsi. *Lampson vs. McConnell.* C. C., 14 L. C. R., p. 44 (1864).

ACTES DE FAILLITE :—**6.** In insolvency cases, the procedure under the Ordinance of 1667 requiring the sheriff to make a *procès-verbal* to accompany his report, has been superseded by the special procedure introduced by the Insolvent Act of 1864. *Johnson et al. vs. Kelly.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 96 (1865).

7. The acceptance of an assignment under the Insolvent Act of 1869, must be made by the official assignee in person, and cannot be made by attorney. *Hervey vs. Rimmer.* S. C., 14 L. C. J., p. 24 (1869).

8. Le créancier qui a consenti à ce que son débiteur fasse une cession autrement que de la manière prescrite par l'Acte de Faillite 1864, ne peut se prévaloir de cette cession pour assujettir les biens de ce débiteur à une liquidation forcée. *Whyte vs. Cohen.* C. S., 14 L. C. J., p. 83 (1869).

9. The fyling of a declaration in an attachment for compulsory liquidation under the Insolvent Act of 1869 is irregular. *Macintosh vs. Davis et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 235 (1870).

10. Where a writ of attachment has been issued under the Insolvent Act of 1864, the defendant will not be allowed to appear in the cause and petition against the attachment after five days from the return day of the writ, even although his motion to that effect is supported by affidavits that it was through an error on the part of his attorneys that the appearance was not fyled before the expiration of the five days, the Court having no discretion to exercise in such a case. *May vs. Larue et al.* S. C., 10 L. C. J., p. 113;—1 L. C. L. J., p. 97 (1865).

11. Under s. 2, c. 18, 29 Vic. (1865), a list of creditors of the insolvent need not be appended to an assignment made to an official assignee. *Hingston vs. Campbell.* Common Law Chambers, Upper-Canada, 11 L. C. J., p. 315 (1866).

12. A meeting of creditors duly convened under the Insolvent Act may be lawfully adjourned to a subsequent day, without repeating the advertisements and notices required by the Insolvent Act for meetings of creditors. *Macfarlane et al. et Court.* S. C., 12 L. C. J., p. 241 (1868).

13. The right to petition to quash a writ of attachment in compulsory liquidation under Insolvent Act of 1864 is purely personal to the debtor, and cannot be exercised by a person to whom he has made a voluntary assign-

ACTE DE FAILLITE :—

ment. *Watson et The City of Glasgow Bank.* Q. B., 14 L. C. J., p. 309 (1870).

14. Goods deposited with a firm, to be sold on commission, are property held fort the benefit of another, within the Insolvent Act of 1864, and do not vest in the assignee of that firm, who cannot detain them from the owner, even if they were seized by the landlord, on the premises of the insolvent firm, prior to the attachment of their estate under the Act, and the landlord has filed a claim with the assignee asserting his lien upon them for unpaid rent. *Lawlor vs. Walker.* S. C., 17 L. C. R., p. 349 (1867).

15. The nullity declared by par. 3 of s. 8, Insolvent Act 1864 is absolute, and a promissory note given in violation of the provisions thereof is absolutely null and void *ab initio* even in the hands of a third party innocent holder before maturity. *Davis et al. et Muir.* S. C., 13 L. C. J., p. 184 (1869).

16. The examination of an insolvent before the assignee may be used against him by a creditor contesting his discharge. Exparte *Tempest.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 276 (1867).

17. A creditor is not debarred from his right to examine the insolvent under oath, before a judge, by the mere fact that a composition deed (purporting to be duly executed) has been deposited with the prothonotary, and that notice has been given by the insolvent of his intention to seek its confirmation. *Bowie et Rooney.* S. C., 13 L. C. J., p. 191 (1869)

18. An insolvent or party summoned for examination as to his estate and effects, upon oath, under the Insolvent Act of 1864, s. 10, ss. 2, cannot be cross-examined. *Fraser et Sauvageau.* S. C., 12 L. C. J., p. 272 (1868).

19. Le défaut de publication de l'avis d'un bordereau de dividende, suivant l'Acte de 1864, rend ce bordereau complètement nul ; il reste à l'état de projet et le syndic peut le mettre de côté. *Larivière et Whyte.* C. S., 11 L. C. J., p. 265 (1867).

20. La décision du syndic sur une contestation d'un bordereau de dividende est finale, à moins qu'appel ne soit interjeté dans les trois jours. *Larivière et Whyte.* C. S., 11 L. C. J., p. 265 (1867).

21. A deed of composition will be set aside on proof that the creditors were induced to sign by fraudulent

ACTE DE FAILLITE :—

representations. *Girard et Hall et al.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 58 (1865).

22. The discharge of a trader who has granted a fraudulent preference to a creditor, must be absolutely refused. Ex parte *Tempest.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 276 (1867).

23. If an insolvent receive a sum of money during the interval between the notice of meeting of creditors and the appointment of the assignee, and refuses to pay over the money to the assignee, it is a "retaining and withholding without lawful right", within the meaning of the Amending Act of 1865 (29 Vic., c. 18, s. 29). *Warminton et al. et Jones.* S. C., 12 L. C. J., p. 237 (1868).

24. Discharge of a debtor under the Insolvent Act refused, where it was proved that he had granted fraudulent preferences, and had traded extensively without capital, though without the intention of committing fraud. Ex parte *Watt.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 284 (1867).

25. Insolvent giving a creditor a fraudulent preference, and keeping no proper books of account, not entitled to his discharge. In re *Lamb.* Common Law Chambers, Upper Canada. 2 L. C. L. J., p. 193 (1866).

26. The note of a third party given by an insolvent to a creditor, to obtain the creditor's consent to the discharge of the insolvent, is null and void. *Prevost et al. vs. Pickle.* C. C., 14 L. C. J., p. 220 (1870).

27. An insolvent is discharged, by a composition deed with the requisite number of his creditors confirmed by the Court, from debts which his creditor has claimed from the assignee, but not as regards costs incurred, subsequent to such claim, by the litigation of the insolvent. *Tate et al. vs. Charlebois et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 215 (1870).

28. A trader, purchasing goods for cash, at a time when he must have known that he could not meet his liabilities, and converting the goods into money and applying the proceeds to his own use and to the payment of certain creditors, and withholding payment of the goods during five days under various pretences, and then declaring himself insolvent, is guilty of fraud within the meaning of the Act, and is therefore liable to have his discharge suspended or altogether refused. *Freer et Gilmour.* S. C., 12 L. C. J., p. 315 (1868).

ACTES DE FAILLITE :—

29. A discharge will be confirmed, unless positive proof be adduced of " fraud or fraudulent preference," on the part of the insolvent. Ex parte *Thurber et Law et al.* S. C., 11 L. C. J., p. 35; —2 L. C. L. J., p. 129 (1866).

ACTION :—**30.** Un cessionnaire a le droit de se servir du nom de son cédant pour porter une action. *Crémazie et al. vs. Caucnon.* C. S., 16 L. C. R., p. 482 (1863).

31. A party paying a debt for which he was liable with others, and obtaining a subrogation *sous seing privé*, may sue his co-debtors for their share of the debt, in the name of the original creditor. *Berthelet vs Dease et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 336 (1868).

32. Under Art. 450 C. C. P., a plaintiff, as a general rule, can discontinue his action only on payment of costs. *Greenshields vs. Leblanc et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 343 (1868).

33. Plusieurs créanciers, sur une demande *ex delicto*, ne peuvent poursuivre ensemble pour le recouvrement de leurs dommages respectifs. *Bénard et al. vs. Bourdon.* C. S., 13 L. C. J., p. 233 (1869).

34. Deux propriétaires fonciers dans une municipalité peuvent poursuivre conjointement par l'action populaire pour faire démolir sur une rue un quai construit sans autorité. *Bénard et al. vs. Bourdon.* C. S., 13 L. C. J., p. 233 (1869).

35. Under c. 78, C. S. C., an action to recover damages for the death of a person caused by the negligence of the defendants, lies in the name of the curator to his vacant estate, though for the benefit of his relatives. *Smyth vs. La Corporation, etc., de Québec.* S. C., 17 L. C. R., p. 347 (1867).

36. Un inspecteur appelé à examiner une clôture de ligne qu'il trouve insuffisante, n'a pas le droit de la réparer et de poursuivre en son propre nom pour recouvrer ses dépenses; mais il peut, s'il en est requis, autoriser le plaignant à faire les réparations, et celui-ci pourra poursuivre pour recouvrer ces dépenses. *Murray et Hurtubise.* C. C., 15 L. C. R., p. 421 (1864).

37. On peut poursuivre en dommages pour torts qui sont une félonie, sans avoir au préalable poursuivi le défendeur criminellement. *Neill vs. Taylor.* C. S., 15 L. C. R., p. 102 (1865).

ACTION EN BORNAGE :—**38.** In an action *en bornage*, the existence of a fence between the two properties for upwards of

ACTION EN BORNAGE :—

thirty years before action brought, entitles the defendant to claim such fence as the division line between the properties. Although such fence form an irregular encroachment (équerre) on the plaintiff's land to the depth of 7 feet by 48 feet only in length along a portion of the line of division; although the title deeds of the defendant and all his *auteurs* show the line of division to be straight throughout its entire length, and are silent as to the encroachment; and although defendant's possession only dates back a little over four years,—he nevertheless can avail himself of the possession up to the fence of all those from whom he derives title to the property. *Eglaugh et The Montreal General Hospital.* Q. B., 12 L. C. J., p. 39 (1868).

39. Where the Court cannot correctly know the limits of the land of plaintiff and defendant according to their titles and possession from the evidence of record in an action *en bornage*, it may order a plan to be made by a surveyor, showing the respective pretensions of the parties. *Moineau vs. Corbeille.* S. C., 14 L. C. J., p. 236 (1870).

40. Le bornage demandé aura lieu suivant les clôtures et travaux actuellement existants, s'ils existent depuis le temps requis pour acquérir par prescription le fonds où ils sont construits. *Ricard et la Fabrique de Ste. Jeanne de Chantal.* Q. B. 1 R. L., p. 713 (1868).

41. Vide *O'Heir et Lemoine.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 199 (1866).

ACTION CONFESSOIRE :—**42.** Dans une action confessoire avec demande de dommages, si le défendeur nie le droit du demandeur à la servitude, les frais sont réglés par la nature de l'action et non par le montant des dommages accordés. *Monastesse vs. Christie.* C. S., 8 L. C. J., p. 154 (1864).

ACTION EN DOMMAGES :—**43.** Sous les dispositions de l'Acte d'Agriculture, les juges de paix n'ont aucune juridiction pour décider sur le montant des dommages soufferts, qui doivent être constatés par des experts, auxquels seuls le Statut donne l'autorité requise. *St. Gemmes dit Beauvais et Cherrier.* C. C., 14 L. C. R., p. 82 (1863).

44. L'action en dommages et pour démolition d'une chaussée de moulin, construite sur un pouvoir d'eau, qui fait répandre l'eau sur les terres adjacentes et avoisinantes, ne peut être intentée que sur l'expertise faite en vertu des S. R. B. C., c. 51. *Blais vs. Blais.* C. S., 13 L. C. J., p. 277 (1869).

ACTION EN DOMMAGES :—

45. Le défendeur peut, en réponse à une action en dommages pour injures verbales, plaider spécialement que tout ce qu'il a pu dire au sujet du demandeur diffère d'avec les allégations de la déclaration, et que tout ce qui sera prouvé qu'il a pu dire est vrai. *Delisle vs. Beaudry.* C. S., 12 L. C. J., p. 221 (1868).

46. Dans une action en dommages pour injures verbales, le défendeur ne peut plaider réconciliation en se basant sur ce que lui et le demandeur ont eu une entrevue et bu ensemble, si durant cette entrevue le demandeur a protesté qu'il se réservait son droit de poursuivre la réparation du délit commis envers lui. *Pepin vs. Rocand dit Bastien.* C. S., 8 L. C. J., p. 218 ;—14 L. C. R., p. 364 (1864).

47. In an action for damages (under C. S. C., c. 78) for the death of a relative killed by accident, the relationship must be established by legal proof and special damages must be alleged. *Provost et ux. et Jackson et al.* Q. B., 13 L. C. J., p. 170 (1869).

48. Dans une action en dommages pour l'émanation d'un warrant de recherche sans cause probable, l'allégation de l'absence d'aucune cause probable est suffisante, et le défendeur devra établir l'existence de telle cause probable. *Mimandre vs. Allard.* C. C., 14 L. C. R., p. 154 (1863).

49. Dans une action en dommages causés par l'émanation injuste d'une saisie-arrêt, le défendeur doit prouver qu'il a agi sur des informations suffisantes et avec cause raisonnable et probable, sans quoi il y a malice et il est responsable des dommages. *Deniss et Glass.* Q. B., 17 L. C. R., p. 473 (1867).

50. In an action of damages based on the allegation that the defendant, knowing a horse to be unsound, falsely and fraudulently represented the animal to be sound, and that the plaintiff purchased the horse from defendant, on the faith of the truth of such representation, it must be established beyond doubt that these facts are true, to entitle plaintiff to recover. *Teasel et Pryor.* Q. B., 12 L. C. J., p. 108 (1868).

51. Pour réclamer des dommages causés par la négligence du défendeur, il faut être à l'abri de l'imputation de négligence ou d'un manque de soin ordinaire, et il n'y a pas d'action si le tort est des deux côtés, surtout s'il n'y a

ACTION EN DOMMAGES :—
pas eu préméditation chez le défendeur. Si le dommage est causé par une personne dans l'exercice d'un droit, le demandeur devra prouver qu'il n'y a pas eu faute de sa part et qu'il y a eu négligence chez le défendeur. Quoique le défendeur soit coupable de négligence grossière, si le demandeur n'a pas fait preuve d'un soin ordinaire, et a contribué au dommage, il n'a pas d'action. *Moffette vs. The Grand Trunk Railway Co. of Canada.* C. R., 16 L. C. R., p. 231 (1866).

52. Dans une action pour dommages causés par la négligence du défendeur, le demandeur devra prouver cette négligence du défendeur et prouver qu'il n'y en a pas eu de sa part, ou, s'il y en a eu de sa part, qu'elle n'a pas contribué aux dommages ; et il doit y avoir preuve affirmative de précautions suffisantes de la part du demandeur au moment même de l'accident. *Moffette vs. The Grand Trunk Railway Co. of Canada.* C. R., 16 L. C. R., p. 231 (1866).

53. La s. 11 de la 27 Vic., c. 9, n'éteint pas l'action en dommages, après les deux ans à compter de la vente par adjudication en vertu de l'acte municipal ; la corporation est toujours tenue aux dommages, lorsque les formalités dans les ventes d'immeubles en vertu de l'acte municipal n'ont pas été observées, et telles ventes seront déclarées nulles. Si la Corporation ne justifie pas les procédés ou ne plaide pas erreur avec offre d'indemniser l'adjudicataire de bonne foi, ce dernier sera maintenu dans son adjudication, et la Corporation condamnée seule aux dommages et intérêts envers la partie lésée. *La Corporation du comté d'Arthabaska et al. et Barlow.* Q. B., 14 L. C. J., p. 226 (1870.

ACTION EN DÉCLARATION DE PATERNITÉ :—**54.** La demande en déclaration de paternité peut être portée par l'aïeul, sans qu'il y ait de tuteur à l'enfant, la mère étant mineure ; et la Cour peut sur telle demande accorder des aliments tant pour le passé que pour l'avenir, et sans qu'il soit besoin d'une nouvelle action pour les aliments futurs. *Patoille et Desmarais.* Q. B., 16 L. C. R., p. 189 ; — 1 L. C. L. J., p. 58 (1865).

55. Unless there be clear proof that the Court below has proceeded upon a principle entirely erroneous, the Judicial Committee of the Privy Council will not, upon a question of damages, alter the amount awarded. *The Bank of Upper Canada et Bradshaw et al.* P. C., 17 L. C. R., p. 273 (1867).

ACTION EN DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE :— **56.** The action *en dénonciation de nouvel œuvre* can only be brought by a party claiming protection against a work commenced and still in progress by which, if completed, he alleges he will be injured. *Brown et Gugy.* P. C., 14 L. C. R., p. 213 (1864).

ACTION EN GARANTIE :—**57.** Dans une action par un shérif pour recouvrer le montant qu'il a payé à un régistrateur pour l'enregistrement d'un acte de vente par le shérif au défendeur, et où le défendeur plaide que la somme que le régistrateur avait droit d'exiger est moindre que celle réclamée par l'action, le shérif ne peut appeler le régistrateur en garantie. *Bouthillier vs. Berthelet,* C. C., 16 L. C. R., p. 155 (1865).

ACTION HYPOTHÉCAIRE :—**58.** Par suite de la stipulation d'une hypothèque spéciale, jusqu'à concurrence d'une somme fixe et certaine, consentie par le mari à sa femme pour ses droits mentionnés à leur contrat de mariage qui a été enregistré, elle ne peut réclamer hypothécairement au-delà de telle somme ainsi stipulée. *Demers vs. Larocque.* C. S., 8 L. C. J., p. 178 (1864).

59. In order to sustain an *action hypothécaire,* the debt set up by the plaintiff must be due and exigible. *Aylwin et Judah.* Q. B., 9 L. C. J., p. 179 ;—14 L. C. R., p. 421 (1864).

60. Dans une action hypothécaire il faut prouver que, lors de l'acte créant l'hypothèque, celui qui l'a consentie était propriétaire de l'immeuble qu'il hypothéquait, et que le titre du tiers-détenteur dérive de ce propriétaire. *Renaud et Proulx.* C. S., 16 L. C. R., p. 476 (1866). Confirmé en Appel. *Ibidem,* et 2 L. C. L. J., p. 126 (1866).

61. Le seul effet d'une action hypothécaire est de faire condamner le défendeur tiers-détenteur à délaisser l'héritage, et le créancier n'a aucun recours personnel contre le tiers-détenteur, à défaut par lui de délaisser l'immeuble ; et les conclusions demandant que le tiers-détenteur soit condamné à payer le montant de l'hypothèque si mieux il n'aime délaisser, sont vicieuses et illégales. *Renaud et Proulx.* C. S., 16 L. C. R., p. 476 (1866).

62. Les conclusions de l'action hypothécaire qui ont pour objet de faire condamner le détenteur à payer la créance si mieux il n'aime délaisser, sont insuffisantes en loi. *Homier vs. Lemoine.* C. S., 14 L. C. J., p. 58 (1869).

63. L'action hypothécaire est une action mixte et non une action réelle dans le sens de l'art. 497 du Code

ACTION HYPOTHÉCAIRE :—

de Procédure Civile. *Forsyth et al. vs. Charlebois.* C. R., 13 L. C. J., p. 328 (1869).

64. Les syndics à la masse en déconfiture d'un insolvable ne sont pas des tiers-détenteurs possesseurs civils contre lesquels une action hypothécaire puisse être exercée. *Ward vs. Robertson et al.* C. S., 8 L. C. J., p. 180 (1864).

ACTION PÉTITOIRE : — **65.** When it is proved, in a petitory action, that the possession of the defendant's predecessors in the occupation of the land claimed, is antecedent to the date of plaintiff's title, although the defendant may not be able to avail himself of such possession in support of a plea of prescription of thirty years for want of a title thereto, the action of the plaintiff will nevertheless be dismissed. *Stoddart et al. et Lefebvre.* Q. B., 8 L. C. J., p. 31 (1863).

66. A petitory action may be instituted pending proceedings (by the defendant) in a possessory action. *Mackay et Cook.* Q. B., 13 L. C. J., p. 321 (1869).

67. A petitory action cannot be maintained, where defendant proves a ten years open, uninterrupted and peaceable possession, under title, by himself and predecessor, he having thus acquired prescription. *Hogle et McCorkill.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 108 (1866).

68. Dans une action pétitoire par l'acquéreur d'un lot de terre à une vente pour taxes municipales contre le possesseur de ce lot, un plaidoyer alléguant possession en vertu d'un billet de location de la Compagnie des Terres de l'Amérique Britannique subséquent au titre du demandeur; alléguant de plus que la Compagnie avait possédé ce lot plus de dix ans comme propriétaire et qu'il ne devait aucune taxe lors de sa vente, mais que le rapport fait au Secrétaire-Trésorier du Comté était erroné, et que le demandeur avait obtenu son titre pendant les deux ans accordés par l'Acte Municipal pour racheter tels lots,—sera maintenu. *Morkill vs. Heath.* C. R., 15 L. C. R., p. 408 ;—1 L. C. L. J., p. 27 (1865).

ACTION POSSESSOIRE :— **69.** The Circuit Court has no jurisdiction in possessory actions. *Mackay et Cook.* Q. B., 13 L. C. J., p. 321 (1869).

70. L'action possessoire ne peut être maintenue pour voies de fait sur des propriétés contiguës et non délimitées, par suite de l'incertitude de la possession respective des parties; et celles-ci seront renvoyées au

ACTION POSSESSOIRE —

pétitoire ou à l'action en bornage. *Lalonde vs. Daoust.* C. S., 8 L. C. J., p. 163 (1864).

71. L'action possessoire à raison de troubles et nouvelletés ne peut être maintenue par suite de l'incertitude de la possession respective des parties, quand il n'y a pas de bornes entre les héritages, et dans ce cas elle sera renvoyée avec dépens. *Laprade vs. Gauthier.* C. S., 10 L. C. J., p. 139 (1866).

72. Mais la Cour d'Appel a jugé, dans la même cause, que l'action possessoire compète au possesseur d'un héritage non enclos et non délimité par des bornes légales ou naturelles, lorsque son étendue est déterminée par des marques quelconques capables de faire reconnaître l'endroit jusqu'où la possession s'est exercée; et le possesseur troublé, sans recourir à l'action en bornage, peut tout de suite intenter l'action possessoire. 1 R. L., p. 145 (1867).

73. Dans une action possessoire en complainte, le demandeur doit alléguer qu'il possédait depuis un an et un jour lors du trouble dont il se plaint. Il ne suffit pas d'alléguer qu'il possédait depuis un an et un jour lors de l'institution de l'action; son action serait renvoyée sur une défense en droit. *Cardinal vs. Bélanger.* C. S., 10 L. C. J., p. 251 (1866).

74. Il est loisible au possesseur depuis l'an et jour d'un lot de terre dans un *township*, de porter l'action en complainte ou en réintégrande contre celui qui entre sur ce lot seulement pour y couper du bois de chauffage; et il n'est pas nécessaire que l'action, en pareil cas, soit simplement une action en dommages. *Vallée et Pacaud.* Q. B., 14 L. C. R., p. 187 (1864).

ACTION QUI TAM: — **75.** In an action for penalty for non-registration of partnership, the affidavit required by the Statute (27-28 Vic., c. 43) is such as indicated in the English version of the Statute, the French version being manifestly erroneous and containing a fatal discrepancy with the object of the Statute. *Leclerc vs. Blanchard.* C. C., 12 L. C. J., p. 236 (1868).

76. L'affidavit requis par le c. 43 de la 27-28 Vic., est nul et irrégulier si le déposant demandeur déclare, suivant la version française, « qu'il n'agit pas dans le but de se procurer à lui-même aucun avantage, » au lieu de dire « dans le but de lui procurer (au défendeur) aucun avantage, » suivant la version anglaise et l'in-

ACTION QUI TAM :—

tention du législateur. *Semble* que l'affidavit est irrégulier s'il est intitulé dans la cause, et ne donne pas la qualité et le domicile des parties. *Gagnon vs. St. Denis.* C. C., 12 L. C. J., p. 279 (1867).

77. Le demandeur, ayant donné son affidavit dans la cause, ne peut-être tenu de comparaître personnellement, sur motion du défendeur, pour constater son existence et déclarer son état réel, sa résidence et sa capacité à poursuivre, malgré la déposition sous serment du défendeur qu'il a fait sans succès les démarches nécessaires pour le connaître. *Gagnon vs. St. Denis.* C. C., 12 L. C. J., p. 279 (1867). *

78. Le demandeur *qui tam* en vertu de l'Acte Municipal, s. 63, ss. 8, doit poursuivre tant en son nom qu'en celui de la municipalité, et quiconque peut poursuivre ainsi sans autorisation de la municipalité. *Lami vs Rabouin.* C. S., 1 R. L., p. 687 (1870).

79. Le défendeur à une action *qui tam* ne peut être témoin contre lui-même, et s'il l'est son témoignage sera mis de côté. *Ibidem.*

ACTION EN REDDITION DE COMPTE : — **80.** Un tuteur rendant compte de sa tutelle, après l'institution de l'action en reddition de compte, n'est pas tenu des frais de l'action s'il ne l'a pas contestée, et la question des frais n'est pas laissée à la discrétion de la Cour comme le sont la plupart des questions qui ont rapport aux dépens. *Loiselle et al. vs. Loiselle.* C. R., 10 L. C. J., p. 258 (1866).

81. Vide *School Commissioners, etc., of St. Bruno vs. Champeau.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 108 (1865).

ACTION RESCISOIRE :— **82.** Si une femme séparée de biens vend sa propriété sans autre considération que le paiement d'une dette due par son mari à l'acheteur, elle a un droit d'action pour faire rescinder la vente. *Walker et vir vs. Crebassa.* C. R., 9 L. C. J., p. 53 (1865).

83. La stipulation de la part d'un acquéreur "de souffrir les servitudes de toute nature qui pourraient exister sur la dite terre ou en sa faveur, lesquelles tourneront au profit ou à la perte de l'acquéreur, sauf à lui de se défendre de ce qui lui porterait préjudice et à

---

* Cette décision se trouve en tête du rapport de la cause au *Jurist*, mais rien dans le rapport lui-même, non plus que dans le jugement, ne fait voir qu'elle a été rendue.

ACTION RESCISOIRE :—

profiter de ce qui lui serait utile, à ses risques et périls, sans aucun recours contre le vendeur, le dit vendeur déclarant néanmoins ne connaître aucune servitude de l'une ou de l'autre espèce *qu'un droit de passage à pied ou en voiture* sur la dite terre en faveur de Pierre Monastesse, que le dit acquéreur sera obligé de souffrir comme susdit,"—n'empêche pas cet acquéreur de demander la rescision de la vente ou une diminution du prix de vente, si ce droit de passage est accompagné de la charge de l'entretien, à la connaissance du vendeur, mais non de l'acquéreur. *Christie vs. Malhiot.* C. S., 10 L. C. J., p. 78 (1865).

84. Dans une action en rescision d'un contrat octroyé à l'adjudicataire d'un immeuble vendu pour taxes municipales, il n'est pas nécessaire de mettre en cause la corporation du comté, si les vices invoqués contre la validité du contrat sont exclusivement attribués à la corporation locale ou à son secrétaire. *Patton vs. La Corporation de St. André d'Acton et al.* C. S., 13 L. C. J., p. 21 (1868).

85. Un acte notarié consenti dans un état d'ivresse causé par le dol de l'autre partie contractante, est sujet à rescision. *Verdon vs. Verdon.* C. S., 13 L. C. J., p. 223 (1869).

86. The Court will not proceed to adjudicate upon a demand to annul a deed of sale, where persons interested in such deed have not been made parties to the suit. *Lemoine vs. Lionais.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 163 (1866).

87. Although open possession for a period slightly falling short of the term necessary for prescription is not a legal ground of defence to an action to rescind the deed of sale under which the property has been held, yet a presumption of good faith on the part of the possessor arises from it, which may be regarded in the decision of the case. *Ibidem.*

ACTION EN REVENDICATION :—**88.** Avant la mise en force du Code Civil, le vendeur non payé ne pouvait revendiquer des effets pour le paiement desquels il avait donné crédit. *Brown et al. et Hawksworth et al.* Q. B., 14 L. C. J., p. 114;—2 R. L., p. 182 (1869).

89. Le vendeur non payé n'a pas droit de revendiquer les choses mobilières pour le paiement desquelles il a donné délai. *Ryan vs. Chantal.* C. C., 17 L. C. R., p. 207 (1867).

ACTION EN REVENDICATION :—

90. In an action *en revendication* by the proprietor and lessor of a piano against the now possessor who had bought it from a third party who himself had bought it from the lessee, the sale by the lessee do not amount to larceny so as to bring the case under the rule as to a *chose volée*. *Gould et al. vs. Cowan.* C. R., 17 L. C. R., p. 46 (1866).

91. A person who has leased a piano belonging to him, has a right to revendicate it after it has been sold by a third party to cover advances made by such party to the lessee. *Nordheimer vs. Fraser.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 92 (1865).

92. Where defendant had leased a pair of oxen from plaintiff for two years, and when the lease was over plaintiff had allowed him to keep them for another year, and afterwards plaintiff had agreed to sell them to defendant if he paid for them on 1st January following,—held that plaintiff could revendicate the oxen upon the old lease before the term of payment had expired. *Woodard vs. Auringer.* C. C., 1 L. C. L. J., p. 113 (1866).

93. The reception here of goods purchased in England, by their being deposited in a bonded warehouse, on an entry by the purchaser's custom-house broker, is such a delivery as would defeat the vendor's remedy under the 176th and 177th articles of the Custom of Paris, if not exercised within fifteen days from such delivery. *Brown et al. et Hawksworth et al.* Q. B., 14 L. C. J., p. 114 ;— 2 R. L., p. 182 (1869).

94. Where a horse was stolen and sold at public auction, the purchaser at auction in good faith has no right or title to the horse, but must restore the same to the original owner, his only recourse being against the seller for recovery of the purchase money. *Langevin vs McMillan.* S. C., 9 L. C. J., p. 105 (1865).

95. An action *en revendication* and for damages lies against the collector of tolls for a bridge or a road, who seizes and detains a horse and cart on refusal by the master of the horse to pay a toll higher than the one fixed by law; and the action is well brought against him although he acted in obedience to orders. *Lavoie et Deguire dit Larose.* Q. B., 17 L. C. R., p. 352 ;—3 L. C. L. J., p. 68 (1867).

96. Dans une action en revendication, il n'est pas nécessaire de conclure à ce que la saisie-revendication soit déclarée bonne et valable, et les effets saisis remis

ACTION EN REVENDICATION :—

au demandeur, vu que le bref de saisie implique cela et que le bref et la déclaration ne font qu'un. *Jackson et Filteau.* Q. B., 15 L. C. R., p. 60 (1864).

97. The emanation of a writ of *saisie-revendication* is an institution of an action within the meaning of 12 Vic., c. 30 (C. S. C., c. 23), sufficient to entitle the grantee of timber limits, after the expiration of the license which he holds, to proceed with such action in revendication against any person unlawfully holding timber which has been cut upon his limits, even if the declaration in the cause should not be served upon the defendant until after the expiration of the license. *Ennis et The Grand Trunk R. R. Co.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 113 (1866).

98. The defendant in an action in revendication is answerable, when the moveables seized were so upon his land, if he fails to properly inform the plaintiff who their real possessor is. *Ibidem.*

ADJUDICATAIRE : — **99.** An *adjudicataire* at a sheriff's sale of a fief described in the sheriff's advertisement as containing 400 arpents, whereas it only contains 188, has a direct action against the plaintiff at whose instance the fief was sold and to whom the proceeds of the sale went as mortgage creditor, to recover from him the excess of the price; and the defendant, whose land has been so sold, and the sheriff, need not be put into the cause, to recover such excess of price, the action being not an *action révocatoire.* Such action could not be barred by any prescription, or, at least, by any prescription short of ten years. *Desjardins et La Banque du Peuple.* Q. B., 8 L. C. J., p. 106 (1860).

AFFIDAVIT :—**100.** The initials C. S. C. do not legally express the capacity of a commissioner to receive affidavits, they are insufficient, and the commissioner must indicate the district for which he is appointed. *Leclerc vs. Blanchard.* C. C., 12 L. C. J., p. 236 (1868).

ALIÉNATION :—**101.** La clause d'une donation qui permet d'aliéner les fonds, à constitution de rente, dans le cas où une expertise le trouverait avantageux aux enfants du donataire, sera mise à exécution par la Cour, sur rapports d'experts, dans une action par le donataire concluant à être autorisé à vendre, quoiqu'il n'ait aucun enfant et qu'il ne soit pas probable qu'il en ait. *Castonguay et Castonguay.* Q. B., 14 L. C. R., p. 308 (1857).

ALIÉNATION :—

102. Where a lot of land was donated by a father to a son, to provide him with means of living, with the condition that it was not to be alienated or hypothecated during the donor's lifetime, the seizure of the land by the father will be set aside, the property being *insaisissable*. *Kiernan vs. Kiernan*. S. C., 1 L. C. L. J., p. 57 (1863). The judment was confirmed in appeal, but on the ground that the claims of the father against his son had been satisfied before the seizure. *Ibidem* (1865).

103. Le bail d'une maison pour neuf ans ne comporte pas aliénation de l'usufruit de cette maison. *Valois vs. Gareau et al.* C. S., 2 R. L., p. 131 (1870).

AMARRAGE :—**104.** Le propriétaire d'un vapeur remorquant des radeaux est responsable pour l'amarrage, pendant le trajet, des rdaeaux remorqués, appartenant à des tiers, envers le propriétaire du quai où les radeaux sont ainsi amarrés. *The S. Lawrence Tow Boat Co. et Joly*. Q. B., 15 L. C. R., p. 70 (1864).

AMEUBLISSEMENT :—**105.** L'ameublissement général stipulé dans un contrat de mariage par les père et mère de la future épouse, qui est mineure, est valide. *David vs. Gagnon*. C. S., 14 L. C. R., p. 110 (1863).

ANIMAUX SAUVAGES :—**106.** Celui qui est à la poursuite d'un animal sauvage est censé en être le premier occupant tant qu'il est à la poursuite, et il n'est pas permis à un autre de s'en emparer pendant ce temps ; et s'il s'en empare ce dernier doit en payer la valeur au poursuivant. *Charlebois vs. Raymond*. C. C., 12 L. C. J., p. 55 (1867).

ANTICHRÈSE :—**107.** Dans le cas d'une stipulation contenant antichrèse, faite pendant que la 16 Vic. c. 80, s. 3, réglant l'intérêt, était en force, le débiteur ne peut demander que l'excédant de la valeur du loyer sur le taux de l'intérêt légal soit porté en déduction du capital qu'il doit ; et cette stipulation ayant l'effet d'un bail jusqu'au jour fixé pour le remboursement du capital, le fait que le créancier continue son occupation après ce jour n'entraîne pas tacite reconduction de manière à faire présumer un délai pour le remboursement du capital. *King vs. Conway*. C. R., 16 L. C. R., p. 401 (1866).

[ANTI]CIPATION :—**108.** Le vice d'anticipation dans le paiement des loyers ne peut être invoqué que par le nu-propriétaire (et non par l'usufruitier), l'appelé à la substitution, le pupille ou la femme. *Valois vs. Gareau et al.* C. S., 2 R. L., p. 131 (1870).

APPEL :—**109.** Where a manifest error exists in the judgment of the Court below, and the party who might claim the benefit of such error desists therefrom by *acte de désistement* fyled *au greffe* and notification thereof served on the opposite party before service of writ of appeal, such error will be held to the effectually cured, and an appeal instituted for the mere purpose of curing such error will be dismissed with costs. *Brown et al. et Wood.* Q. B., 8 L. C. J., p. 53 (1863).

110. Le fait que l'un des appelants a payé partie des frais taxés sur le jugement dont est appel, sans faire aucune réserve ni protestation, ne fait pas présumer acquiescement de sa part. *Woodman et al. et Génier.* Q. B., 16 L. C. R., p. 452 (1866.)

111. Lorsque, dans une action en dommages pour un montant de plus de $100, le demandeur a obtenu jugement pour une somme au-dessous de $100, avec les frais d'une action susceptible d'appel, et qu'il se contente de ce jugement, il n'y a pas d'appel pour le défendeur. *Hyacinthe dit Bellerose et Hart.* Q. B., 14 L. C. J., p. 223 ;—1 R. L., p. 157 (1869).

112. Les délais pour faire la signification du cautionnement et de la requête en appel à la Cour de Circuit d'une décision d'un conseil de comté, ne sont pas à peine de nullité. *Rhéaume et la Corporation du Comté de Lotbinière.* C. C., 14 L. C. R., p. 444 (1864).

113. Dans le cas d'un bref d'appel rapportable le 25 novembre 1862, et rapporté le 24 février 1863, l'appel sera déclaré déserté et abandonné avec dépens. *Bouvier et Reeves.* Q. B., 15 L. C. R., p. 465 (1865).

114. Where an appeal is returnable on the 19th December 1863, but is only returned on the first June 1864, an exception fyled by the respondent on the 25th April 1864, setting up acquiescence by the appellant in the judgment appealed from, is not fyled too late. *Menéclier dit Morechaud et Gauthier.* Q. B., 15 L. C. R., p. 474 (1865).

115. La femme séparée de biens peut interjeter appel d'un jugement rendu contre elle, après le délai de l'an et jour expiré durant la vie de son mari. *Walker et vir et Le Maire, etc., de Sorel.* Q. B., 10 L. C. J., p. 77 (1865).

116. An appeal, made within eight days from the rendering of the judgment which is subject to revision, is premature, end shall, on motion, be dismissed with costs. *Beaulieu et Charlton.* Q. B., 11 L. C. J., p. 297 (1867). *Evanturel et vir et Evanturel.* Q. B., 17 L. C. R.,

APPEL :—

p. 228 (1866). Et la partie dont l'appel aura été rejeté de la sorte pourra se pourvoir. *Ibidem.*

117. La Cour Supérieure a juridiction, comme Cour d'appel des jugements de la Cour du Recorder, relativement aux taxes imposées par la Corporation de la Cité de Québec, en vertu de ses réglements. *Boswell et le Maire, etc, de Québec.* C. S., 14 L. C. R., p. 450 (1864).

118. A writ of appeal will not be allowed from an interlocutory judgment of the Superior Court, rejecting a motion by a defendant to unite four separate actions, on promissory notes, between the same parties, in which the pleas are precisely similar, where the application is resisted by the plaintiffs. *Foley et al. et Tarratt et al.* Q. B., 9 L. C. J., p. 108 (1865).

119. An appeal will not be allowed from a judgment of the Superior Court dismissing a motion to revise a ruling at *enquête;* the parties in such case will proceed at their own risk, and if one of them is injured, the case may come up in appeal at a later stage of the proceedings. *F don et al. vs. Painchaud et al.* Q. B., 15 L. C. R., p. 437 (1865).

120. Il n'y a pas d'appel d'un jugement rendu par la Cour de Circuit en vertu de l'Acte Municipal de 1860. *Groulx vs. La Corporation, etc., de St. Laurent.* Q. B., 10 L. C. J., p. 74 ;—16 L. C. R., p. 170 ;—2 L. C. L. J., p. 11 (1866).

121. Il n'y a pas d'appel d'un jugement interlocutoire rendu à l'enquête maintenant l'objection d'une partie à l'audition du mari de l'autre partie comme témoin. *The Ontario Bank vs. Duchesnay.* Q. B., 16 L. C. R., p. 194 (1865).

122. An appeal will not be allowed from an interlocutory judgment of the Superior Court dismissing a demurrer to a declaration. *Benning et Grange.* Q. B., 13 L. C. J., p. 153 (1868).

123. A *cadastre* duly deposited and closed, and as to which no appeal was taken before the Seigniorial Court of Revision, is final, and a defendant cannot ask its reformation upon the alleged ground that the Commissioner was led into error owing to the non-production of deeds. *Ellice vs. Renaud.* S. C., 13 L. C. J., p. 164 (1869).

124. Il n'y a pas d'appel à la Cour du Banc de la Reine de jugements rendus soit par un juge en chambre, soit par le juge siégeant *in banco,* sur des matières som-

APPEL :—

maires et de juridiction non-contentieuse. *Andrews et ux. et Davies.* Q. B., 1 R. L., p. 210 (1856).

125. There is no appeal from the decisions of the Superior and Circuit Courts, under the Act 24 Vic., c. 29, amending the Lower Canada Consolidated Municipal Act, the amending statute being an integral part of the original Act. *Les Dames Religieuses Hospitalières de St. Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal et The Corporation of the Village St. Jean-Bte.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 160 (1866).

126. Un second bref d'appel peut émaner, mais dans le délai fixé par le statut. *Bouvier et Reeves.* Q. B., 15 L. C. R., p. 465 (1865).

127. Sur motion de l'intimé la Cour ordonnera qu'à défaut par l'appelant de payer dans un court délai les frais taxés d'un premier appel, le second sera renvoyé avec dépens et le dossier remis sans qu'il soit besoin d'aucun autre jugement, avec dépens de la motion. *Ibidem.*

128. The proceedings upon a second appeal will be suspended till the costs of previous appeal be paid, and if they are not paid on a day certain, the second appeal will be dismissed with costs. *Bouvier et Reeves.* Q. B., 12 L. C. J., p. 291 (1863).

129. Il y a appel à la Cour du Banc de la Reine des décisions de la Cour Supérieure revisant les décisions des arbitres provinciaux. *Attorney-General et Ellice.* Q. B., 16 L. C. R., p. 64 ;—2 L. C. L. J., p. 11 (1866).

130. Il est loisible aux parties qui ont plaidé séparément devant la Cour de première instance d'appeler ensemble du jugement de cette Cour en ne faisant émettre qu'un bref d'appel. *Spelman et al. et Robidoux.* Q. B., 12 L. C. J., p. 227 (1868).

131. Une règle pour reviser la taxation, par le greffier des appels, d'un mémoire, sera rayée du rôle, et le mémoire soumis à l'un des juges de la Cour d'Appel. *Bouvier et Reeves.* Q. B., 15 L. C. R., p. 465 (1865).

132. Vide *Bouvier et Reeves,* Q. B., 15 L. C. R., p. 465 (1865), sur le cautionnement d'appel.

133. Un avocat qui ne représente aucune partie dans la cause, à l'époque de la production d'un factum signé par lui dans l'intérêt d'une partie, peut

Appel :—

néanmoins produire tel factum. *Bell et Stephens.* Q. B., 16 L. C. R., p. 141 (1865).

134. Le jugement de première instance, renvoyant une inscription en faux sur une défense au fonds en droit, doit être rangé dans la classe des jugements interlocutoires, à raison de l'influence qu'il peut avoir sur la décision du fond du procès, quant à l'affaire en litige entre les parties ; et l'appel doit en être interjeté comme d'un jugement interlocutoire, c'est-à-dire sur motion et non de *plano.* *Beaudry vs. Le Maire, etc., de Montreal.* Q. B., 11 L. C. J., p. 28 ;—2 L. C. L. J., p. 231 (1866).

135. The practice of attorneys *ad litem* to certify the copies of writs of appeal is justified by long usage and will not be disturbed. *Morrison et al. et Dambourgès et al.* Q. B., 11 L. C. J., p. 126 ;—3 L. C. L. J., p. 118 (1867).

136. En appel, la Cour du Banc de la Reine peut, à sa discrétion, ordonner la mise en cause d'un tiers qui a quelque intérêt apparent dans l'issue de l'instance en appel, et ordonner que le dossier soit renvoyé à cette fin à la cour de première instance. *Joubert et vir et Rascany.* Q. B., 12 L. C. J., p. 228 (1866).

137. In question purely of practice, the Court of Appeal will not, as a general rule, disturb the judment of the Court below. *Perry et De Beaujeu et al.* Q. B., 14 L. C. J., p. 334 (1869) ;—also *Doyle et Desjardins.* Q. B., *Ibidem* (1869).

138. Lorsqu'il y a appel d'une décision d'un conseil local au conseil de comté (s. 66 Acte Municipal Ref. B. C.), celui-ci est considéré comme un tribunal judiciaire, et ses décisions comme des jugements dont il y a appel à la Cour de Circuit (s. 67). *Lafond et al. vs. Boisvert et al.* C. C., 1 R. L., p. 494 (1861).

139. Lorsque le cautionnement est donné par deux cautions sur appel de la Cour de Circuit à la Cour du Banc de la Reine, il n'est pas nécessaire que l'une ou l'autre d'elles se déclare propriétaire de biens-fonds valant £50 en sus de toutes charges ; cela n'est nécessaire que dans le cas où le cautionnement est donné par une seule caution, en vertu de la 20 Vic., c. 44, s. 61 et 62. *Dupont et al et Grange.* Q. B., 15 L. C. R., p. 36 (1864).

140. An opposant, who is not also defendant, appealing from a judgment dismissing his opposition, is bound

APPEL :—

to give security for costs only. *Ferrier et Dillon.* Q. B., 10 L. C. J., p. 226 (1866).

141. La Cour d'Appel peut permettre d'amender et compléter le cautionnement d'appel donné devant la Cour Supérieure. *Taylor et Molleur.* Q. B., 17 L. C. R., p. 376 (1867).

ARBITRES :—**142.** La Cour Supérieure ne peut, sans le consentement des parties, référer une cause à des arbitres et amiables compositeurs, et un jugement homologuant une sentence d'arbitres nommés sans ce consentement sera infirmé avec dépens. *Dunn et Bissonnette.* Q. B., 14 L. C. R., p. 403 (1864).

143. Dans une action par un menuisier pour ouvrages faits, à laquelle le défendeur plaide que les ouvrages ont été faits en vertu d'un contrat verbal et pour un prix fixe, la Cour ne peut pas renvoyer à la décision d'arbitres et amiables compositeurs la question de l'existence ou de la non-existence du contrat, mais elle doit la décider elle-même. *Dunn et Bissonnette.* Q. B., 14 L. C. R., p. 403 (1864).

144. An award of *arbitrateurs et amiables compositeurs* not signified to the parties interested until after the delay limited by the *compromis* for the rendering of the award, is null and void, notwithstanding such award may have been rendered within the prescribed time. *Chapman vs. Hodgson.* C. C., 9 L. C. J., p. 112 (1864).

145. Where two of three arbitrators change the place of meeting or deliberation, notice of such change must be given to the third. *O'Connell vs. Frigon.* C. C., 9 L. C. J., p. 173 ;—1 L. C. L. J., p. 65 (1865).

146. A report of arbitrators will be set aside and annulled on motion, when it appears that a material witness gave evidence before the arbitrators without having been previously sworn ; such evidence afterwards reduced to writing and signed and sworn to by the witness, is irregular, cannot be fyled of record or used, even where two of three arbitrators consent to such a course. *O'Connell vs. Frigon.* C. C., 9 L. C. J., p. 173 ;—1 L. C. L. J., p. 65 (1865).

147. Where a reference to arbitrators allowed the parties two days to produce papers, etc., and the award was made by the arbitrators on the day following the reference, without their having had any communication

ARBITRES :—

with the defendants, such award was premature and null. *Chapman et al. vs. The Lancashire Ins. Co.* S. C., 13 L. C. J., p. 36 (1868).

ARCHITECTE :—**148.** Where a party asked plans from the plaintiff and other architects for a proposed edifice, the cost of which was not to exceed $32,000; and certain conditions and restrictions were made by such party in his letter to the architect, and the competitors whose plans would be rejected should receive only $50 each; and the party rejected plaintiff's plan and accepted others which were not in accordance with the conditions stated, —the plaintiff has a right not to accept the $50 offered, but is entitled to his *quantùm meruit*; and in this case the *quantùm meruit* was valued at one per cent, *i. e.* at $320. *Hopkins vs. Thompson.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 36 (1867).

149. Plans, identified by parties to a contract to build a church and by the notaries, although not annexed to the contract nor specially stated to form part of such contract, and in the absence of proof that they are the property of the architect, will be deemed to be the property of the church, and cannot be revendicated in the hands of the notary having the legal custody of the contract and being also the depository of the plans. *Moffatt et al. et Scott.* Q. B., 8 L. C. J., p. 310 (1863).

150. Un architecte ne peut être employé par le propriétaire et le constructeur à la fois, et recevoir rémunération des deux ; et le fait que l'architecte a convenu de recevoir son paiement du constructeur suffit pour libérer le propriétaire. *Fahrland et Rodier.* Q. B., 16 L. C. R., p. 473 ;—2 L. C. L. J., p. 83 (1866).

151. An architect is responsible for defects in a building erected by him, though the plans were made by another architect before he assumed charge; and the damages occasioned by his want of skill may be opposed in compensation of the items due him for such building. *Scott vs. Incumbent and Churchwardens of Christ Church Cathedral.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 63 (1865).

152. Vide *Marcotte et al. vs. Hubert.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 116 (1866).

ASSAUT :—**153.** Assaulting a bailiff in the execution of his duty is a misdemeanor, and the case will be sent down from the Court of Queen's Bench to the Court of General

ASSAUT :—

Sessions of the Peace, on the motion of the Crown Prosecutor. *Regina vs. Caisse.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 281 (1857).

154. He who, though assaulted, resists the assault in an unjustifiable and violent manner and exceeds the measure of resistance which the occasion calls for, is liable in damages. *Devaltamier vs. McCready et al.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 30 (1865).

155. $100 damages awarded for assault on a justice of the peace in a magistrate's Court. *Belanger vs. Gravel.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 98 (1865).

ASSIGNATION :—**156.** Le délai entre la signification d'une sommation émanée d'une Cour de juges de paix, à 3h. P. M., et le rapport du bref le jour suivant à 10h. A. M., est insuffisant, et le demandeur ne peut procéder *ex parte*, le jour du rapport, si le défendeur ne comparait pas. Ex parte *Church.* C. S., 14 L. C. R., p. 318 (1863).

157. Un débiteur qui a fait cession de ses biens autrement que prescrit par l'Acte de Faillite de 1864, ne peut être légalement assigné à son ancienne place d'affaires, sur un bref de saisie basé sur l'illégalité de cette cession, quand même le syndic de ce débiteur aurait continué les affaires. *Hutchins et al. vs. Cohen.* C. S., 2 R. L. p. 182 ;—14 L. C. J., p. 113 (1869).

158. Lorsque la signification d'une sommation est faite au défendeur personnellement dans un autre endroit que son domicile, le délai d'assignation se calcule d'après la distance de son domicile (et non du lieu de la signification) au lieu où siège la Cour. *Donovan vs. Smith.* C. S., 14 L. C. J., p. 138 ;—2 R. L., p. 185 (1870).

159. But it was held by the Court of Review that when the defendant is served personnally at a place other than his domicile, the delay is computed according to the distance from such place of service (and not according to the distance from his domicile) to the place where the Court is held. *Donovan vs. Smith.* C. R., 14 L. C. J., p. 222 (1870). Also *Currier vs. Lafrance.* C. R., 13 L. C. J., p. 329 (1869).

ASSURANCE :—**160.** The following words in a fire policy: "On the hull and joiner work of the steamer *Malakoff* (now in Tate's dock, Montreal), *navigating river St. Lawrence, between Quebec and Hamilton, stopping at intermediate ports, etc*, $2,400, etc.," describing the subject insured, imported the agreement that the vessel was navigating and to

ASSURANCE :—

navigate; the words used must be considered a warranty, and the engagement not having been performed, the insurer was discharged; in view of the warranty on the face of the policy and the admitted breach of it, the verdict of the jury (for plaintiff) was of no avail, and the Court must look to the law beyond the verdict and dismiss the action, *non obstante veredicto. Grant vs. The Equitable Fire Insurance Company.* S. C., 8 L. C. J., p. 13 (1863). Confirmed in Appeal, 8 L. C. J., p. 141 et 14 L. C. R., p. 493 (1864).

161. En matière d'assurance, il y a réticence de la part de l'assuré s'il ne déclare pas qu'une allonge qu'il dit contenir des marchandises est aussi occupée en partie comme cuisine, et quoique non frauduleuse cette réticence rend l'assurance sans effet. *Barsalou vs. The Royal Insurance Co.* C. S., 15 L. C. R., p. 3 (1864).

162. Under the terms of a contract between insurers and insured whereby the insurers insure against loss or damage by fire, the insurers are liable for losses to the insured by goods stolen at a fire. *McGibbon vs. The Queen Insurance Co.* S. C., 10 L. C. J., p. 227 (1866).

163. In the absence of satisfactory evidence that certain goods, the value whereof is claimed under a fire policy, were either actually destroyed or damaged by fire, or stolen, the claim therefor cannot be recovered. *Harris vs. The London and Lancashire Fire Insurance Co.* S. C., 10 L. C. J., p. 268 (1866).

164. In the case of a fire policy of buildings described as dwellings, endorsed to the effect that any change of occupation by which the risk is increased must be notified in writing to the Insurance Company and endorsed on the policy, and that in default thereof the insurance shall be null and void,—the change of occupation into a tavern, without notice to or consent of the Company, renders the policy void, notwithstanding an intermediate change of occupation into a vinegar factory may have been sanctioned by the Company and a special jury may have found that the risk of the tavern was not greater than that of the vinegar factory. *Campbell vs. The Liverpool and London Fire Insurance Co.* S. C., 11 L. C. J., p. 66; — 2 L. C. L. J., p. 224 (1867).

165. But it was held in Appeal that the change of occupation to a tavern, without notice to or consent of the Company, does not render the policy void, when

ASSURANCE :—

the jury state in their special findings that an intermediate change of occupation into a vinegar factory had been sanctioned by the Company, and that the risk of the tavern was not greater than that of the vinegar factory. Q. B., 13 L. C. J., p. 309 (1869).

166. An insurance of goods described as being in Nos. 317 and 319 St. Paul Street, does not cover also goods in the premises No. 315 adjoining. *Rolland vs. The North British and Mercantile Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 69 (1869).

167. The sale of the property insured does not convey to the purchaser the policy of insurance, without a transfer of the policy and by mere operation of law. *Forgie et al vs. The Royal Insurance Co.* S. C., 13 L. C. J., p. 9 (1868).

168. Where the plaintiffs effected insurance on premises described as being occupied by them as a bonded warehouse, and by other tenants as offices, and subsequently sub-let part of the premises to a common warehouseman, to be used for storage of goods, and also effected additional insurance upon the property insured, without giving notice of either fact to the insurers as required by the conditions endorsed on the back of the policy,—there was breach of warranty on the part of the insured, and the policy was null and of no effect. *Chapman et al. vs. The Lancashire Insurance Co.* S. C., 13 L. C. J., p. 36 (1868).

169. A policy of insurance is vitiated by changes increasing the risk, made in the buildings insured without legal notice to the insurers. *British American Land Co. vs. Mutual Fire Insurance Co.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 95 (1865).

170. When an applicant for life insurance, in answer to printed questions, mistates his age, or declares that his health is good, whereas it is bad, or fails to disclose the name of medical attendants, though he had them, and answers as if he had none, and where a policy issues upon such answers, such policy is void. *Hartigan vs. International Life Assurance Company.* S. C., 8 L. C. J., p. 203 (1863). Generally, false statements made by the applicant absolutely void the policy. *Ibid.*

171. The *exécuteur testamentaire* to a deceased person whose life had been insured, being unable to surrender the policy of insurance to the Insurance Company, inas-

ASSURANCE :—

much as said policy has been transferred to cover all advances made and to be made by a third party, has no right to claim the benefit of such policy, so long as the claim of such third party in possession of said policy remains unsettled; and the settlement of such claim involves two distinct issues which cannot be joined in the same action. *Conway vs. The Britannia Life Insurance Company et al.* S. C., 8 L. C. J., p. 162 (1864).

172. The allowing by a bank manager of overdrafts, without security, but (in the opinion of the Court) under a discretionary power possessed by him, and without fraudulent intent, is not an irregularity within the meaning of a policy guaranteeing the bank against such loss as might be occasioned to the bank by the want of integrity, honesty, fidelity, or by the negligence, defaults or irregularities of the manager. *The Bank of Toronto vs. The European Assurance Society.* S. C., 13 L. C. J., p. 63;—1 R. L., p. 89 (1869). The Court of Review was of opinion that there had been fraudulent intent on the part of the manager, from the fact that he concealed the overdrafts from the head office by fictitious returns, and acted in improper concert with the parties whom he allowed to overdraw. The judgment of the Superior Court was in consequence reversed, the facts being viewed in a thoroughly different light. 14 L. C. J., p. 186 (1870).

173. The implied warranty of seaworthiness applies to the state of the vessel at the commencement of the voyage, and if seaworthy then the insurer is responsible for all the ordinary incidents arising in the course of the voyage; and it is no breach of this warranty, 1o. that defects existed in the boiler at the time of sailing rendering repairs to it after sailing necessary, where, in the opinion of the Court, it is not proved that the loss was occasioned by the originally defective boiler, or by the repaired boiler; 2o. that the chief-engineer had never before been to sea and was ignorant of the management of boilers in salt water, where, in the opinion of the Court, it is not proved that the loss was occasioned or influenced thereby. *The Quebec Marine Insurance Co. et The Commercial Bank of Canada.* Q. B., 13 L. C. J., p. 267 (1869).

174. Deposit by a party of bills of sale and documents requisite for showing ownership of a vessel,

ASSURANCE :—

with the Collector of Customs for registration, is sufficient to give such party an insurable interest, though actual registration be not made till after the destruction of the vessel by fire. *Moore vs. The Home Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 77 (1869). If this be not so, the insured may fall back upon any *anterior* title registered, from which he can deduce insurable interest. *Ibidem.*

175. One of two trustees, part owners, can insure a vessel. *Moore vs. The Home Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 77 (1869).

176. L'assureur d'un navire qui a accepté le délaissement fait par l'assuré, ne peut ensuite repousser la demande de ce dernier sous prétexte de violation des clauses de la police et de la déviation de la route indiquée. *Leduc vs. The Provincial Insurance Co. of Canada.* S. C., 14 L. C. J., p. 273 (1870).

177. Lorsque la valeur du navire est fixée par la police d'assurance, le co-propriétaire du navire qui a assuré tout le navire en son nom seul, a droit, non-seulement à la moitié de la somme assurée, mais à la moitié de la valeur du navire, pourvu que cette moitié de valeur ne dépasse pas le montant total assuré. *Ibidem.*

178. When a policy of insurance contains the condition that if there appears any fraud, or false statement, the insured shall be excluded from all benefit under the policy, and the insured fraudulently exaggerates his claim for loss, he will be held to have forfeited all claim under the policy. *Seghetti vs. The Queen Insurance Co.* S. C., 10 L. C. J., p. 243 (1866).

179. A contract of insurance alleged to have been made in Montreal by an agent there of an Insurance Co. of New-York, whose charter and by-laws provide that it can only contract in New-York, and by its president or vice-president, is null and void. *Redpath et al. vs. The Sun Mutual Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 90 (1869).

180. Although A. is merely the agent of B., in obtaining from C. an advance of money on certain goods, yet, if he render himself liable to C. for any loss which might arise after the sale of the goods, he has an insurable interest in the goods, and can therefore legally insure them in his own name to the full extent of the loan. *O'Connor vs. The Imperial Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 219 (1869).

ASSURANCE :—

181. An insurance, by simple receipt for the premium, is legal and binding without the issue of a policy, and the interest in the insurance money may be legally assigned by any simple form of transfer endorsed on the receipt, and such transfer does not require the consent or acceptance of the Insurance Co. to make it binding. *O'Connor vs. The Imperial Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 219 (1869).

182. The condition endorsed on a policy to the effect that no suit or action shall be sustainable for the recovery of any claim under the policy, unless commenced within twelve months next after the loss shall have occurred, is a complete bar to any such suit or action instituted after that term. *Cornell et The Liverpool and London Fire and Life Insurance Co.* S. C., 4 L. C. L. J., p. 13 (1867) ;—Q. B., 14 L. C. J., p. 256 (1869).

183. A *boná fide* equitable interest in property of which the legal title appears to be in another may be insured, provided there be no false affirmation, representation or concealment on the part of the insured, who is not obliged to represent the particular interest he has at the time, unless inquiry be made by the insurer; and such insurable interest in property of which the insured is in actual possession may be proved by verbal testimony. *Whyte vs. The Home Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 301 (1870).

184. Vide *Quenneville vs. Mutual Fire Insurance Co.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 116 (1866). Reversed in Appeal. *Mutual Fire Insurance Co. et Lorrain* (same case). 3 L. C. L. J., p. 67 (1867).

ATERMOIEMENT :—**185.** Une action sur billet promissoire antérieur à un acte d'atermoiement entre le défendeur et ses créanciers y compris le demandeur, sera renvoyée sur preuve de paiement du montant convenu, le billet étant censé avoir été inclus dans l'acte. *Evans vs. Cross et al.* C. R. 15 L. C. R., p. 86 (1865).

AUTHENTICITÉ :—**186.** Le fait seul que le notaire a la vue trop faible pour pouvoir lire et écrire autre chose que sa signature, et que dans un acte qu'il a dicté il n'y a de son écriture que la signature, n'enlève pas à cet acte son authenticité. *Raiche vs. Alie.* C. S., 1 R. L., p. 77 (1867).

187. Lorsqu'un acte a été rédigé et lu par le notaire dans une langue incomprise de l'un des contractants, celui ci peut prouver que l'acte ne contient pas les

AUTHENTICITÉ :—
conventions des parties, et cela sans recourir à l'inscription de faux. *Noble vs. Lahaye.* C. R., 1 R. L., p. 197 (1869).

AVAL :—**188.** A signature subscribed to a negotiable note by a person other than the maker of the note is equivalent to an *aval. Narbonne vs. Tetreau.* C. C., 9 L. C. J., p. 80 (1863).

189. Le chèque est susceptible d'un aval comme un billet promissoire; l'engagement par aval est une question de fait et de droit, et semble être plus de droit que de fait.—B, ayant endossé en blanc un chèque payable au porteur généralement, tiré par A. et livré par ce dernier à C. pour valeur reçue, est un donneur d'aval et non un endosseur.—Le donneur d'aval n'a droit à aucune diligence et n'a pas d'autres exceptions que celles de la personne qu'il a cautionnée, leurs obligations étant solidaires. *Pratt et al. vs. Macdougall et al.* C. S., 12 L. C. J., p. 243 (1868).

190. Where a note, payable to the order of the plaintiffs, was endorsed first by A. and by B., and underneath these names by the plaintiffs, *held* that A. and B. endorsed as *avals* and *cautions solidaires* for the maker. *Latour et al. et Gauthier et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 109 (1866).

AVEU JUDICIAIRE :—**191.** Vide 9 L. C. J., p. 1 et 8.

192.—Indivisibilité de l'aveu judiciaire. 9 L. C. J., p. 8.

193. L'aveu judiciaire est divisible lorsqu'une partie de la réponse est combattue par des indices de fraude ou de simulation, ou ne concorde pas avec la plaidoirie de la partie interrogée. *Goudreault et Poisson et al.* Q. B., 13 L. C. J., p. 235 (1866).

194. The answer of a party to a question put to him may be divided according to circumstances in the discretion of the Court, when the part of the answer objected to is improbable. *Legault dit Deslauriers vs. Viau.* C. C., 14 L. C. J., p. 56 (1869).

195. Dans le cas d'une motion par le défendeur pour qu'il lui soit permis de produire une nouvelle défense, les réponses par lui faites à des transquestions posées par la partie adverse sur son affidavit au soutien de cette motion, ne peuvent militer contre lui sur le fonds du procès. *Lepage et al. vs. Chartier.* C. S., 11 L. C. J., p. 29 (1866).

AVIS D'ACTION :—**196.** Money paid to a collector of customs as duty upon goods to be imported, upon the condition that a certain portion of the money so paid shall be remitted

AVIS D'ACTION :—

by him, in the event of the goods arriving before a rise of duty takes place by virtue of an act about to come into force, is not in the nature of a deposit placed in the hands of a private individual, but is so paid to him in his capacity of collector, in the performance of his duty as such, and therefore in such case s. 91, c. 17, C. S. C., applies and the collector is entitled to a month's notice. *Stephens et al. et Bouthillier.* Q. B., 9 L. C. J., p. 309 (1864).

197. In an action for damages against defendant acting as a constable, for malicious arrest and false imprisonment, if the notice of action do not state the place where the party was arrested and imprisoned, it is insufficient, and the plaintiff is subjected to a non-suit;—and if the day specified in the notice as the time when the arrest and false imprisonment took place be proved to be a day on which the defendant acted as a constable, the plaintiff, to avoid the necessity of a notice, will not be allowed to prove an arrest and false imprisonment made on the day previous, when the defendant was not a constable. *Bettersworth vs. Hough.* S. C., 16 L. C. R., p. 419 (1865). Confirmed in Appeal. 10 L. C. J., p. 184 (1866).

198. Dans une action en dommages, l'avis à l'officier public (S. R. B. C., c. 101) n'est requis que lorsqu'il a agi *bonâ fide* dans l'exécution de ses devoirs; si l'avis n'a pas été donné, la Cour ou le jury décidera par la preuve faite si l'officier public a agi *bonâ fide* et par conséquent s'il avait droit à l'avis. *Pacaud et Quesnel.* Q. B., 10 L. C. J., p. 207 (1866).

199. La prescription de six mois ni l'avis d'un mois ne peuvent être invoqués par un officier public qui outrepasse ses devoirs, que s'il est de bonne foi. *Côté vs. De Gaspé.* C. R., 16 L. C. R., p. 381 (1866).

AVOCAT :—**200.** L'avocat n'est pas tenu de produire son mandat, même lorsqu'il plaide pour une corporation, la question d'autorisation ne pouvant se soulever qu'entre lui et la corporation. *Duvernay vs. La Corporation de St. Barthélemy.* Q. B., 1 R. L., p. 714 (1868).

201. An advocate and attorney, *tiers-saisi* in a cause, cannot refuse to declare what moneys he may have in his hands belonging to a defendant in the cause, on the ground that his doing so would be a betrayal of profes-

AVOCAT :—

sional confidence. *Mackenzie et al. vs. Mackenzie.* S. C., 9 L. C. J., p. 87 (1864).

202. Counsel may be called upon to disclose the place of residence of their clients ; but it is optional with them to answer. *Ranson vs. Corporation of Montreal.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 94 (1865).

203. The attorney *ad litem* of a party, examined as a witness in the cause, may refuse to answer a cross-question tending to disclose a communication made to him by his client professionally, and not arising out of the examination in chief. *Forsyth et al. vs. Charlebois.* S. C., 12 L. C. J., p. 264 (1868).

204. Where the attorney *ad litem* is witness for his own client in a cause, and an objection is taken by the other side to a question put to the witness on his examination, the witness cannot himself appear before the Court to maintain the pertinency and relevancy of the question, but the client must be represented before the Court by another counsel. *Angers vs. Lozeau et vir.* S. C., 12 L. C. J., p. 214 (1868).

205. La Cour ne peut prendre connaissance d'elle-même du fait qu'un des avocats de la cause aurait cessé de pratiquer. *Day vs. Descousse et al.* C. S., 12 L. C. J., p. 265 (1868).

206. Where the attorney of one of the parties has deceased, the opposite party can properly demand the nomination of a new attorney by motion (after previous notice) and is not obliged to proceed by rule *nisi*. *Boudreau vs. Lanctôt.* C. R., 12 L. C. J., p. 215 (1868).

207. Where the attorney of record has duly elected a domicile, service must be made upon him at such domicile, but he is bound to have some one to represent him at his domicile. *Aimbault et vir vs. Bates et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 139 (1869).

208. Where a client supplies his attorney *ad litem* with money for carrying on a suit, and the attorney is paid his bill of costs in the suit taxed against the other party, and the client brings an action against his attorney to recover back the money so supplied,—the attorney has a right to offset against the *demande* of the client the value of his services to the client over and above the taxed costs paid to the attorney by the other side, if the client has impliedly admitted that he would pay him

AVOCAT :—

more than taxable costs. *Beaudry vs. Ouimet et al.* C. R., 9 L. C. J., p. 158 (1865).

209. An attorney is not liable in damages to his client except for gross negligence, and allowing an action to become *périmée* does not of itself constitute such negligence. *Beaudry vs. Ouimet et al.* C. R., 9 L. C. J., p. 158 (1865).

210. Where parties settle a case out of Court, after plea fyled, by a *compromis,* it is not competent to the plaintiff's attorney who asked for *distraction de frais* to proceed to judgment in his favor for costs on the ground that the *compromis* has been made out of Court in order to deprive him of his costs. *Castongué vs. Perrin et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 304 (1870).

211. Les parties dans une cause où l'avocat du demandeur a demandé distraction de frais, peuvent prendre arrangement et discontinuer le procès en tout temps avant jugement, sans le consentement de leurs avocats ; et alors l'avocat de la demande ne peut continuer l'instance pour ses frais seulement. *Lafaille vs. Lafaille.* C. R., 14 L. C. J., p. 262 ;—1 R. L., p. 90 (1869).

212. At any time prior to a final judgment awarding *distraction de frais,* the parties to the suit can make what settlement they please, even as to costs, and in that case the attorney of either of the parties cannot continue the suit in the name of his client for the purpose of obtaining his costs from the opposite party. *The Quebec Bank vs. Paquet.* C. R., 13 L. C. J., p. 122 (1869).

213. An advocate cannot recover on a *quantùm meruit* and verbal evidence of value of services, the amount of a fee claimed by him over and above the amount of his taxed costs. *Grimard et Bourroughs.* Q. B., 11 L. C. J., p. 275 ;—3 L. C. L. J., p. 85 (1867).

214. An attorney at law has no right of action against his client for costs of a suit which is still pending. *Atwell et Browne.* Q. B., 9 L. C. J., p. 155 (1865).

BAIL A LONG TERME:—**215.** Depuis l'abolition du système féodal, le bail à cens n'étant plus reconnu, notre loi ne reconnait comme baux à long terme que le bail à rente et le bail emphytéotique. *Dufresne vs. Lamontagne.* C. S., 8 L. C. J., p. 197 (1864).

BANQUES :—**216.** Le gérant d'une banque ne peut légalement prêter les fonds de la banque à une compagnie dans la-

BANQUES :—

quelle il a un intérêt majeur comme actionnaire ; la banque peut ne s'adresser qu'à lui pour recouvrer ces avances ; et il est tenu de les lui rembourser avec intérêt de l'assignation, à moins que la banque n'ait sanctionné ses actes. Mais si l'intérêt qu'il a dans telle compagnie est minime, il ne peut être tenu à ce remboursement, surtout s'il appert que son intention était de favoriser les intérêts de la banque. Le gérant d'une banque ne peut, sans se rendre coupable d'un grave abandon de ses devoirs, s'associer avec une des pratiques de la banque dans une entreprise devant être conduite avec le secours des fonds de la banque, et il est responsable à la banque de ces avances. *The Bank of Upper Canada et Bradshaw.* Q. B., 16 L. C. R., p. 3 (1865).

217. But it was held by the Privy Council that any one standing in the position of an agent cannot put his duty in conflict with his interests (the application of which rule does not rest on the amount of the interest adverse to that of his employer, which the agent may be supposed to have) ; but a Bank Manager can deal, in the ordinary and proper course of banking business, with the trading corporations of the place in which he acts as manager, although he himself may hold shares in any one of them. *Same case.* 17 L. C. R., p. 273 (1867).

218. The polling of illegal votes at the election of a bank's director will not *per se* annul the election of the candidate in whose favor they were given, unless it be alleged and proved that some other candidate had a greater number of legal votes polled in his favor at the said election. *Gibb vs. Poston.* S. C., 16 L. C. R., p. 257 (1866).

219. La Cour Supérieure, ou un juge d'icelle en vacance, peut, sur requête libellée, s'enquérir de la validité de l'élection d'un directeur de banque incorporée, laquelle doit être considérée comme corporation publique. *Henry vs. Simard.* C. S., 16 L. C. R., p. 273 (1866).

220. Un certificat de dépôt dans une banque n'est pas un effet de commerce et n'est pas transférable par endossement. *Voyer vs. Richer.* C. R., 13 L. C. J., p. 213 (1869).

221. Any party having acquired transmission of the interest in any share of the capital stock of the Bank of Montreal, can transfer or sell such interest by notarial transfer or in any other lawful way ; but transfers

BANQUES :—
in the books of the Bank must be made according to ss. 16 and 17 of the Act (19 Vic.) amending the act of incorporation. *The Bank of Montreal et Henderson et al.* Q. B., 14 L. C. J., p. 169 (1870).

222. Any transferee, by notarial transfer or any other lawful means, of the interest in any share of such stock, may make the declaration in writing, mentioned in s. 17 of said Act, and comply with the formalities therein prescribed, and thereupon shall be entitled to have his name duly recorded in the register of shareholders in lieu of the original shareholder. *The Bank of Montreal et Henderson et al.* Q. B., 14 L. C. J., p. 169 (1870).

223. Banking institutions are not liable for any deficit in packages of silver paid out by them, unless the silver be counted and the deficit made known before the packages are taken from the bank. *Brown vs. The Quebec Bank.* C. C., 2 L. C. L. J., p. 253 (1866).

BEDEAU :—**224.** Une coutume et un usage suivis de temps immémorial par les habitants d'une paroisse dans le mode de remunérer les services d'un bedeau, sont obligatoires et ont force de loi jusqu'à ce qu'un autre mode y ait été légalement substitué. *Martin vs. Brunelle.* Q. B., 1 R. L., p. 616 (1869);—C. C., 1 L. C. L. J., p. 112 (1865).

225. Les émoluments attachés à la charge de bedeau sont des honoraires d'office, et une action pour leur recouvrement est appelable *ex naturâ rei. Ibidem.*

BILLETS PROMISSOIRES :—**226.** La reconnaissance d'un prêt contenue dans une lettre n'est pas un billet promissoire contre lequel la prescription de cinq ans peut être invoquée. *Gilmour et al. et Whishaw.* Q. B., 15 L. C. R., p. 177 (1865).

227. Un écrit constatant seulement qu'une personne doit une certaine somme à une autre, n'est pas négociable comme billet. *Dassylva et al. vs. Dufour.* C. C., 16 L. C. R., p. 294 (1866).

228. Lorsqu'une signature à un billet est déniée, des experts vérificateurs peuvent être nommés sur motion de l'une des parties, et leur rapport sera homologué et concluant. *Lord vs. Laurin et al.* C. C., 9 L. C. J., p. 171 (1865).

229. In an action against a firm upon a promissory note made by them, where the firm set up a defence of forgery, the admissions by one defendant that the signa-

BILLETS PROMISSOIRES :—

ture was that of the firm and was written by himself, could not be set aside, in the absence of clear legal proof of the want of genuineness of the signature, on mere presumptions arising from knowledge of the makers' handwriting; and another note with the firm signature thereto could not be used as standard of comparison of handwriting, if such signature has not been established by the Court or Judge as genuine. *Reid et al. et Warner.* Q. B., 17 L. C. R., p. 485 (1867).

230. The genuineness of the signature to or endorsement upon a promissory note ceases to be presumed the moment the defendant denies it in his plea supported by affidavit, and the plaintiff must make proof of the same. *Dorwin et al. vs. Thomson.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 130 (1867). Also *Wood vs. Thomson,* and *O'Gilvy vs. Thomson. Ibidem.*

231. Under certain circumstances a plaintiff suing on a promissory note may be compelled to prove what value he gave therefore, notwithstanding such note may contain the words "value received." *Converse vs. Brown.* S. C., 10 L. C. J., p. 196 (1865).

232. By 29 Vic., c. 4, s. 4, the holder of a promissory note stamped by the endorsers and not by the maker may be permitted to pay the double duty thereon and give it validity, even after action brought upon the note. *The Quebec Bank vs. Sewell et al.* S. C., 17 L. C. R., p. 3 (1866).

233. A promissory note stamped by the payees some weeks after its delivery to them is null, and they cannot render it valid, after suit brought, by payment of the double duty. *Murphy et al. vs. Cotnam.* S. C., 17 L. C. R., p. 51 (1866).

234. The holders of a promissory note insufficiently stamped will be allowed, even after suit brought, to affix stamps to the note in the presence of the prothonotary. *Stevenson et al. vs. Kimpton et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 291 (1867).

235. Un billet promissoire fait et daté à Malone (N. Y.), entre citoyens américains, mais payable au porteur généralement, et passé depuis entre les mains d'un habitant du Canada, doit être payé en monnaie ayant cours légal en ce pays. *McCoy vs. Dinneen.* C. C., 8 L. C. J., p. 339 (1864).

236. The maker of a *bon* made in the United States, payable on demand, if sued in Canada will have to pay the full amount of the *bon* in Canadian currency, and a tender of the value of the *bon* at the date of demand in gold, less the discount on American bills, will be declared insufficient. *Daly vs. Graham.* C. C., 8 L. C. J., p. 340;—15 L. C. R., p. 137 (1864).

237. Un billet promissoire daté d'un pays étranger et dont on demande le paiement au Canada doit être payé en argent courant du Canada. *Chapman vs. Macfie et al.* C. R., 1 R. L., p. 192 (1869).

238. Un billet promissoire non encore dû, endossé par une personne devenue depuis insolvable, ne met pas le porteur en droit d'être payé au marc la livre, avec les autres créanciers de l'endosseur insolvable, le terme de paiement n'étant pas encore échu. *Mailloux vs. Audet dit Lapointe.* C. C., 14 L. C. R., p. 207 (1864).

239. When the last endorser has paid the amount of a judgment at the suit of the holder of a note against him, such payment being made after the institution of an other action by the same holder against the maker and payee of the same note, such endorser has a right to intervene and obtain judgment in his favor against the maker and payee. *Mitchell et al. vs. Brown et al.* C. C., 15 L. C. R., p. 425 (1865).

240. A note en *brevet* payable to A. B. or his order cannot be endorsed by a blank endorsement, but only by an endorsement in full. *Brunet vs. Lalonde et al.* C. C., 16 L. C. R., p. 347 (1866).

241. L'endosseur d'un billet promissoire à ordre qui n'a pas payé lui-même ce billet et n'en est pas devenu porteur, ne peut-être reçu à poursuivre le faiseur pour le faire condamner à payer le billet, vu qu'il est échu et protesté. *Maynard et al. et Renaud.* Q. B., 12 L. C. J., p. 293 (1868).

242. The holders of accommodation paper, even with knowledge of the fact, can recover thereon; the holders of such paper duly endorsed to them may rank upon the estate of and discharge the endorsers, and even knowing the same to be still accommodation paper thereafter recover thereon from the maker thereof; the imputation of payment, made by the creditor, of monies paid by the endorser, and not declared to be incorrect upon an account furnished, will operate as a valid imputation even

BILLETS PROMISSOIRES :—

against the accommodation maker. *Lyman et al. vs. Dyon et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 160 (1868).

243. If an endorser sign his name on the back of a note having spaces to the left of the amount sufficient to permit of alteration by the maker, and deliver the note in that condition to the maker, and the maker afterwards increase the amount of the note by filling in the blank spaces with an additional word and figure, and pass the note in its altered state to a *bonâ fide* holder for value, and if the said note so altered appear, on the face thereof, to be genuine, the endorser is liable to pay the full amount of the note as altered to such *bonâ fide* holder for value. *Dorwin et al. et Thomson.* Q. B., 13 L. C. J., p. 262 (1869).

244. Un billet promissoire qui n'est pas à ordre ne peut être transporté par endossement en blanc par le preneur. *La Banque du Peuple vs. Ethier.* 1 R. L., p. 47.

245. An overdue note, not protested, may be endorsed by the payee to a third party, and recovered by such third party from the maker thereof. *Duguay vs. Senécal.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 26 (1865).

246. The holder of a promissory note who has alleged that his title thereto is derived from an endorsement, which is afterwards proved to be a forgery, even although he may be acting in good faith, cannot recover the amount of the note from any of the previous endorsers. *Larue et Evanturel.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 112 (1866).

247. La promesse de payer un billet à un endroit y indiqué n'est pas une promesse de payer généralement, et pour que son action soit maintenue le demandeur devra prouver qu'il y a eu présentation, demande et défaut de paiement à l'endroit indiqué. *O'Brien et Stevenson et al.* Q. B., 15 L. C. R., p. 265 (1865).

248. A notice of protest of a promissory note, addressed to a lady as *Sir* instead of *Madam*, is sufficient, if duly served upon her. *Mitchell vs. Browne.* S. C., 9 L. C. J., p. 168;—15 L. C. R., p. 425 (1865).

249. Lorsque dans une action sur billet, la déclaration allègue protêt et avis à l'endosseur, et que l'acte notarié ne certifie pas qu'avis a été donné, tel avis sera présumé avoir été donné régulièrement, si l'endosseur ne plaide et ne soutient pas par affidavit qu'il n'a pas reçu tel avis. *La Banque du Haut-Canada vs. Turcotte et al.* C. S., 15 L. C. R., p. 276 (1865).

BILLETS PROMISSOIRES :—

250. The presentation of a promissory note at the closed door of a bank, after its usual office hours, is not such a presentation for payment of such promissory note as is necessary upon protest thereof. *Watters vs. Reiffenstein et al.* C. C., 16 L. C. R., p. 297 (1866).

251. The prescription of five years, under c. 64 C. S. L. C., is so absolute that no acknowledgement of indebtedness or partial payment will take the case out of the Statute; and if no suit or action be actually brought on a note within five years after its maturity, it will be held to be absolutely paid and discharged. *Bowker et Fenn.* Q. B., 10 L. C. J., p. 120 ;—16 L. C. R., p. 73 ;—1 L. C. L. J., p. 34 and 83 (1865).

252. The prescription of a promissory note made in a foreign country, and payable there, is to be governed by the *lex fori* and not by the *lex loci contractûs*, and an action on such a note, more than six years overdue, will be dismissed on demurrer. *Wilson vs. Demers.* S. C. (Berthelot, J.), 10 L. C. J., p. 261 (1866).

253. The case having been brought up again, it was held that in such a case the prescription is to be governed by the *lex loci contractûs* and not by the *lex fori*. *Same case.* S. C. (Mondelet J.), 12 L. C. J., p. 222 (1868).

254. But the Court of Review held that it is to be governed by the *lex fori*, and not by the *lex loci contractûs*. *Same case.* 13 L. C. J., p. 24 (1868).

255. Where a promissory note was made in a foreign country, and payable there, and the debtor before the maturity of the note absconded from his domicile in such foreign country and came to Lower Canada, and his domicile was discovered by the creditor, after diligent search, only about the time of the institution of the action, and it appeared that under these circumstances the plaintiff's recourse on the note would not be barred by the statute of limitations of the foreign country,—the action was not barred by the statutory limitation of Lower Canada, though more than five years had elapsed after the maturity of the note before the action was brought. *Wilson et Demers.* Q. B., 14 L. C. J., p. 317 (1870). Vide same case, Q. B., 2 L. C. L. J., p. 251 (1867).

256. Par le ch. 64 S. R. B. C., un billet promissoire est censé absolument acquitté cinq ans après son échéance,

et une action pour en recouvrer le montant ne sera pas maintenue, même contre un défendeur qui n'a pas comparu. *Giard et al. et Lamoureux.* C. R. et Q. B., 16 L. C. R., p. 201 ;—1 L. C. L. J., p. 86 (1865).

257. Une banque a le droit de déduire du produit de l'escompte d'un billet le montant d'un autre billet déjà dû à la banque par celui en faveur de qui elle escompte et dûment protesté. *La Banque Nationale et Guay.* Q. B., 15 L. C. R., p. 496 (1865).

258. A note by an insolvent debtor, made at his request and for his benefit, in favor of one creditor, to facilitate a final settlement between him and his creditors generally, where such agreement is not prejudicial to nor complained of by said creditors, and where the debtor has frequently, since the final settlement with his said creditors, acknowledged the amount of said note to be due and promised to pay the same, is not made in fraud of said creditors and is binding on the debtor in favor of the payee. *Greenshields et Plamondon.* Q. B., 8 L. C. J., p. 192 (1860).

259. An agreement by which a debtor gives one of his creditors a promissory note in consideration of the creditor agreeing to sign a composition deed between the debtor and his creditors whereby the debtor is discharged on payment of a part of his debt, the note given being in excess of the amount of the composition, is valid. *Perrault vs. Laurin.* C. C., 8 L. C. J., p. 195 ;—14 L. C. R., p. 85 (1863).

260. A note given by an insolvent (before the Insolvent Acts of 1864 and 1865) to one of his creditors, for the purpose of obtaining his signature to a deed of composition, cannot serve as a ground of action against such insolvent; such note, so given, being considered a fraud on the other creditors. *Sinclair et al. et Henderson et al.* Q. B., 9 L. C. J., p. 306 ;—1 L. C. L. J., p. 54 (1865).

261. Where, in an action on a note, the defendants plead an *acte* of composition alleged to be of later date than the note, to which he agreed to take 10s. in the £., and " that by signing said *acte* of composition, the conditions whereof have long since been fulfilled, the plaintiff discharged and released the said defendants from all the claims and rights which the said plaintiff had or might have had, or pretended to have previous to the execution and taking effect of said *acte* ",—*held* that

BILLETS PROMISSOIRES :—

the plea is sufficient and that it is not necessary for the defendants to allege that the note sued upon was given to induce the plaintiff to sign the *acte* of composition, or that it secured to him an unfair advantage over the other creditors. *Evans et Cross et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 79 (1866).

262. An action will lie for the recovery of a lost promissory note, and the loss is sufficiently proved by the oath of the party, but the holder must give security to guarantee the debtor from any other claim or action upon such note. *Carden et Ruiter.* Q. B., 15 L. C. R., p. 237 (1864).

263. The members of a joint stock company, incorporated under 13-14 Vic., c. 28, are jointly and severally responsible for the amount of a promissory note, signed under their preliminary articles of association and before the incorporation has been perfected. *Edmonstone et al. et Childs et al.* Q. B., 12 L. C. J., p. 133 (1868).

264. Le porteur d'un billet promissoire est seulement tenu de livrer ce billet à la caution qui lui offre le montant dû, et non de faire une subrogation formelle. *Bove et McDonald et al.* C. S. (1863). Confirmé en Appel (1865), 16 L. C. R., p. 191;—1 L. C. L. J., p. 55.

265. Le porteur d'un billet ayant une date antérieure à la liquidation forcée du faiseur n'a pas besoin de prouver qu'il a réellement été fait à la date qu'il porte, celle-ci faisant preuve par elle-même. *Hutchins et al. vs. Cohen.* C. S., 14 L. C. J., p. 85 (1869).

266. Dans une action sur billet promissoire contre des associés, qui ont été forclos de plaider, jugement peut être rendu sans qu'il soit besoin que le demandeur fasse de preuve. *Foley et al. et Forrester et al.* Q. B., 16 L. C. R., p. 441;—2 L. C. L. J., p. 16 (1866).

267. Vide *Monette et Phaneuf.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 37 (1865).

BREF D'ERREUR :—**268.** The Court of Queen's Bench sitting in Appeal cannot grant a writ of error in a criminal case, without the *fiat* of the Attorney-General. *Notman et Regina.* Q. B., 13 L. C. J., p. 255 (1869).

269. The issue of a writ of error is illegal where it is allowed and signed by the Crown prosecutor for and in the name of the Attorney-General, and not by the Attorney-General. *Dunlop et Regina.* Q. B., 11 L. C. J., p. 271;—3 L. C. L. J., p. 57 (1867).

BREF D'ERREUR :—

270. Where a party undergoing imprisonment on conviction of felony, has been released in consequence of the issue of a writ of error and such writ is subsequently quashed, he may be re-imprisoned for the unexpired term of his sentence, on a warrant of a judge of the Court of Queen's Bench (Cr. S.), signed in chambers and granted in consequence of the Court having ordered process to issue, to apprehend such party and bring him before the Court, " or before one of the justices thereof, to be dealt with according to law. " Ex parte *Spelman.* Q. B., 14 L. C. J., p. 281 (1869).

271. Dans une cause pour emprisonnement où le rapport d'un témoin (médecin), à qui la Cour avait ordonné de faire une analyse chimique pour renseigner le jury, n'avait pas été soumis au jury, ce qui privait l'accusé de l'avantage d'une preuve importante en sa faveur, la Cour d'Appel a décidé qu'attendu que ni les témoignages ni les décisions du juge y relatives ne pouvaient être soumis à la Cour d'Appel par un bref d'erreur, le prisonnier, demandeur en erreur, n'avait pas le droit de faire amender le record de manière à placer devant la Cour d'Appel soit le rapport, soit les entrées au régistre de la Cour Criminelle qui y avaient trait, ni de manière à constater si le juge présidant avait lui-même pris note des témoignages, ou s'il les avait fait prendre par une autre personne, ou quelles précautions avaient été prises pour la garde des jurés pendant qu'ils délibéraient sur leur verdict hors de Cour. *Duval dit Barbinas vs. Reginam.* Q. B., 14 L. C. R., p. 52 (1863).

272. The proceedings on a rule for contempt, on the Crown side of the Court of Queen's Bench, do not constitute a criminal case, and therefore a writ of error does not lie with respect to a judgment rendered on such rule. *Ramsay et Regina.* Q. B., 11 L. C. J., p. 158;—2 L. C. L. J., p. 231 (1867).

CAPIAS :—**273.** A *capias* may issue upon a judgment debt of this Court, and such writ is valid although it be issued in a new action—a writ *introductif d'instance. Perry vs. Milne.* S. C., 8 L. C. J., p. 222 (1864).

274. A claim of unliquidated damages for alleged personal wrongs is a sufficient cause of indebtedness to justify the issue of a *capias*; for, in Lower Canada, claims arising from *torts* are considered debts as well as

CAPIAS:—

those arising from contracts, and this in conformity to the French and Roman Law. *Redpath vs. Giddings.* S. C., 9 L. C. J., p. 225 (1863).

275. The fact that defendant purchased a quantity of flour from plaintiff for cash, to be paid immediately after delivery, and then obtained advances on the flour and pledged the same for such advances, and wholly failed to pay the vendor, asserting as his reason for not doing so that he was insolvent, is a sufficient ground for the issuing of a writ of *capias*. *Raphael vs. McDonald.* S. C., 9 L. C. J., p. 336 (1865).

276. Where a party purchases a quantity of wheat payable cash on delivery, and only pays a portion of the price, and upwards of two months afterwards makes preparations to leave Canada for Scotland, his original domicile, where his family had resided for five years, without paying the balance of his purchase and without leaving any property in Canada out of which his creditor could get paid, and after repeated applications to him for payment, such a party is liable to arrest by a writ of *capias*. *Burns et Ross.* Q. B., 10 L. C. J., p. 89 (1864).

277. En matière de *capias*, l'Angleterre est un pays étranger, et un *capias* ne peut émaner pour une dette contractée hors du Canada. *Bottomley et al. et Lumley.* Q. B., 15 L. C. R., p. 213 (1864).

278. Un créancier de moins de $40 ne peut, dans le but de prendre un *capias*, ajouter à sa dette une dette qui lui est transportée, à moins de signification préalable de ce transport au débiteur, telle signification étant nécessaire pour que le cessionnaire devienne créancier. *Laidlaw et Burns.* Q. B., 16 L. C. R., p. 318 (1866).

279. In the case of a *capias* issued for the recovery of the value of certain U. S. Government securities, alleged to be the property of the plaintiff, and in the possession of the defendants in Montreal, and there illegally detained by the defendants, and secreted by them, so as to prevent their revendication by plaintiff,—on proof that the securities were stolen by the defendants from the plaintiff in New-York and brought into Montreal, the cause of action was held to have arisen in a foreign country and consequently the *capias* was quashed. *The Royal Insurance Company vs. Knapp and Griffin.* S. C., 11 L. C. J., p. 1;—2 L. C. L. J., p. 201 (1867).

CAPIAS :—

280. An affidavit for *capias* alleging that the defendants illegally hold, in Lower-Canada, property of the plaintiffs, illegally obtained, is sufficient, and it is of no importance whether the property was stolen or illegally obtained in Canada or in a foreign county. *The Royal Insurance Co. vs. Knapp and Griffin.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 189 (1866).

281. A *capias* may issue—on the ground of secretion committed previous to an assignment—after or concurrently with the making of the assignment. *Stevenson et al. vs. McOwan.* S. C., 11 L. C. J., p. 46 ;—3 L. C. L. J., p. 38 (1867).

282. The holder of negotiable paper, endorsed to him merely to enable him to adopt any course he may think proper against the maker, and without his becoming owner thereof, may legally arrest the debtor by *capias* as his personal debtor, and though said paper constitute the greater portion of the holder's (plaintiff) claim, the application of the defendant to reduce the bail will not be allowed. *Winning et al. vs. Fraser.* S. C., 13 L. C. J., p. 167 (1869).

283. Dans un affidavit pour *capias* la dette est suffisamment énoncée s'il y est dit que le défendeur est endetté envers le demandeur en une somme de £39, sans indiquer la cause de la dette ou l'endroit où elle a été contractée, et les raisons de croire du déposant sont suffisamment énoncées par l'allégation que le défendeur aurait dit au déposant dans un endroit et à une époque spécifiés qu'il était sur le point d'aller en Californie pour y faire de l'argent et aurait demandé au déposant de lui fournir de l'argent pour le voyage, et qu'il aurait répété la même chose à d'autres personnes mentionnées dans l'affidavit. *Debien vs. Marsant dit Lapierre.* C. S., 14 L. C. R., p. 89 (1863).

284. The statement, in an affidavit for a *capias*, that the defendant is truly and personally indebted to the plaintiff in the sum of £300 "for the balance of an account for various transactions which the said defendant had with the plaintiff in their business as wood merchants, which sum defendant hath acknowledged to owe the plaintiff,"—is a sufficient statement of the cause of debt to entitle the plaintiff to a *capias*. *Kenny vs. McKeown.* S. C., 9 L. C. J., p. 104 (1864).

CAPIAS :—

285. The cause of indebtedness is sufficiently set forth in an affidavit for *capias*, where it alleges that the deponent was agent at Montreal of the plaintiffs, and that the defendant was justly, truly and personally indebted to the plaintiffs in a sum exceeding forty dollars, to wit in the sum of $2,500, being as and for the price and value of a large quantity of glass sold by the deponent, as agent of the plaintiffs, to the defendant. *Gregory et The Boston and Sandwich Glass Company.* Q. B., 9 L. C. J., p. 134;—15 L. C. R., p. 475;—1 L. C. L. J., p. 37 (1865).

286. In an affidavit for *capias* the amount due may be stated in sterling money, the value of the £ stg. being defined in the Canadian Currency Act. *The Bank of Montreal vs. Brown.* S. C., 17 L. C. R., p. 144 (1867).

287. The affidavit for *capias* must set forth the cause of action and the nature of the defendant's indebtedness. *Rolland vs. Guilbault.* S. C., 12 L. C. J., p. 276 (1868).

288. Un affidavit pour *capias* par l'un de plusieurs légataires, alléguant une dette à lui due excédant £10 et aussi une dette due à chacun de ses co-légataires excédant £10, dans une action pour tout le montant de ces diverses dettes, sera mis de côté et le *capias* annulé *in toto*, si le déposant ne parait pas agir comme l'agent ou le procureur légal des autres légataires, ses co-demandeurs. *Bourassa vs. Brosseau et al.* C. S., 14 L. C. R., p. 23 (1863).

289. An affidavit for a *capias* is sufficient if it contain all the allegations required by the statute, although in a different order. *Gregory et Ireland.* Q. B., 9 L. C. J., p. 131;—1 L. C. L. J., p. 37 (1865).

290. In an affidavit for *capias*, it is necessary to disclose the names of the persons from whom the information that defendant is immediately about to abscond, etc., was obtained. *Cameron vs. Brega.* S. C., 10 L. C. J., p. 88;—1 L. C. L. J., p. 65 (1865).

291. The affidavit for *capias* must state directly that the defendant has secreted or made away with, or is immediately about to secrete or make away with, his property and effects, with intent to defraud, etc.; and the old formula "that deponent is credibly informed, hath every reason to believe and doth verily and in his conscience believe" is insufficient; and the secretion must be

CAPIAS :—
affirmed of the property and effects generally, and not merely of "the moveable property or effects." *Hurtubise et al. vs. Leriche.* S. C., 13 L. C. J., p. 83;—1 R. L., p. 86 (1868).

292. A *capias* will be quashed when the name of the deponent's informant is not disclosed in the affidavit. *Roberts vs. West.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 94 (1865).

293. Sur requête d'un défendeur arrêté sur *capias*, le juge peut ordonner au shérif de faire rapport du bref avant le jour du retour. *Moss et al. vs Wilson.* C. S., 14 L. C. R., p. 26 (1863).

294. Where a party declares that he might sustain damage, or lose his debt, by waiting till Monday, there is sufficient to justify the judge in causing a writ of *capias* to issue on Sunday. *Redpath vs. Giddings.* S. C., 9 L. C. J., p. 225 (1863).

295. In the case of a *capias* the delay between the deposit of the copy of declaration *au greffe* and the return day of the writ need not be the same as between the service and the return day of an ordinary writ of summons. *Raphael vs. McDonald.* S. C., 10 L. C. J., p. 19;—1 L. C. L. J., p 69 (1865).

296. In the case of a *capias* issued by a commissioner, the defendant cannot be legally detained in custody after 48 hours from the time of his arrest, and the service of a writ of *capias* on the defendant after the 48 hours, and while he is still held in custody under the first writ, is illegal and the defendant will be discharged from custody upon his petition. *Hingston vs. McKenty.* S. C., 12 L. C. J., p. 25;—4 L. C. L. J., p. 42 (1867).

297. Vide *Miller et al. vs. Dutton.* C. S., 1 L. C. L. J., p. 29 (1865).

298. Vide *Gregory et Ireland* and *Gregory et The Boston and Sandwich Glass Co.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 37 (1865).

CAUTION :—**299.** Le délai accordé au débiteur principal pour acquitter son obligation sans le consentement de sa caution, ne libère pas la caution. *Smith et al. vs. Porteous.* K. B., 8 L. C. J., p. 116 (1832).

300. La caution solidaire répond à toutes les obligations du débiteur envers le créancier, sans que celui-ci soit tenu de veiller aux intérêts de la caution en usant de diligence contre le débiteur. *Quinn vs. Edson.* C. S., 9 L. C. J., p. 101 (1865).

CAUTION :—

301. A surety has, after expiration of time of payment, a good action against the principal debtor to compel him to produce receipts from the creditor, or pay him, the surety, the amount for which such surety is responsible to the creditor, although the defendant be not *en déconfiture* and the surety has not been troubled by reason of the amount due. *McKinnon vs. Cowan.* C. C., 9 L. C. J., p. 175;—15 L. C. R., p. 254 (1864).

302. La caution simple n'est pas tenue au paiement des dépens d'une première action portée contre le débiteur principal et de ceux faits pour la discussion des biens de ce dernier, si avis de telle poursuite n'a pas été signifié au préalable à la caution. *Dansereau vs. Fontaine dit Bienvenu.* C. C., 10 L. C. J., p. 142 (1866).

303. La caution solidaire, comme la caution simple, est déchargée lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et priviléges du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution; et le fait du créancier consiste autant *in omittendo* que *in committendo.* *Béliveau vs. Morelle.* C. C., 16 L. C. R., p. 460 (1866).

304. A surety or bailsman cannot withdraw from his liability under a bond for security for costs, by giving notice to the parties that he does not desire to remain surety any longer. Ex parte *Stephen et Stephen.* S. C., 13 L. C. J., p. 140 (1869).

305. La caution qui ne requiert point, sur les premières poursuites dirigées contre elle et le débiteur principal, le bénéfice de discussion, doit être condamnée au paiement de la créance comme le débiteur principal. *Sargent vs. Johnston et al.* C. R., 13 L. C. J., p. 298;—1 R. L., p. 438 (1869).

306. The surety for an absent tenant has no right of action for the resiliation of the lease, on the ground that the premises are out of repair, and cannot bring any such action in the name of the absent tenant. *O'Donahue vs. Morson.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 92 (1865).

CAUTIONNEMENT EN MATIÈRES CRIMINELLES :—**307.** When the articles of the peace have been exhibited in open Court against a person, the Court will direct that he do stand committed until security to keep the peace be given. *Regina vs. Vendette.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 284 (1861).

CAUTIONNEMENT:—

308. A person committing perjury on a trial will be committed, in default of bail. *Regina vs. Johnson.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 285 (1857).

309. Persons accused of a misdemeanor are not entitled to be bailed, if in the opinion of the judge presiding the evidence adduced be positive against them, though two juries have been discharged because they could not agree upon a verdict; and in such case the Court will order that they stand committed to goal without bail or mainprize, to be tried again at the next term, and not to be discharged without further orders from the Court. *Regina vs. Blossom et al.* Q. B. (Cr. S.), 10 L. C. J., p. 29 (1865)

310. Under the circumstances of this case, as stated in the preceding number, the prisoners were entitled to bail; but by virtue of 24 Geo. 3, c. 1, s. 3, an order by the Court of Queen's Bench (Cr. S.), as recited in the preceding case, is a legal bar to the granting of bail, by another judge, to persons entitled to the same, without regard to the legality or illegality of such order. Ex parte *Blossom et al.* S. C. (MONK, J., in Chambers), 10 L. C. J., p. 30 (1865).

311. The word *shall* in s. 57, c. 102, C. S. C., is obligatory. Ex parte *Blossom et al.* S. C. (BADGLEY, J., in Chambers), 10 L. C. J., p. 35 (1865).

312. In case of prisoners having been twice tried for misdemeanor and the juries in both trials discharged, because of disagreement, an order of the Court of Queen's Bench (Cr. S.), that the prisoners "be committed to goal, without bail or mainprize, to stand trial at the next term and not to be discharged without further orders from the said Court," is void, and as such will be no bar to the granting of bail by any competent Court or judges. *Ibidem.*

313. *Semble* that in such a case as the one above stated, the evidence of guilt of the prisoner is to be gathered by the judge to whom application for bail is made, from the conclusions of the jury, and not from the opinion of the Judge presiding at the trial. Ex parte *Blossom et al.* S. C. (BADGLEY, J., in Chambers), 10 L. C. J., p. 35 (1865).

314. A person charged with misdemeanor is, after two trials for the same, and disagreement of the jury on both trials, entitled to bail, and his application to

CAUTIONNEMENT :—
be admitted to bail will be granted by the Court of Queen's Bench (A. S.), although the Court, on the Crown Side, may have ordered the commitment of such person without bail or mainprize, as stated in the preceding numbers. Ex parte *Blossom.* Q. B. (A. S.), 10 L. C. J., p. 46;—1 L. C. L. J., p. 88 (1865).

CAUTIONNEMENT AU SHÉRIF :—**315.** Dans le cas de *capias*, le défendeur peut donner cautionnement spécial, même après jugement rendu dans la cause, sur application afin de prolonger le délai pour donner tel cautionnement appuyée de raisons suffisantes ; et les cautions du défendeur, qui ont donné cautionnement pour sa comparution au shérif, ont aussi le droit, sur défaut du défendeur de ce faire, de donner cautionnement spécial, sur application à cet effet appuyée de même de raisons suffisantes ;—et le cautionnement à être fourni par les cautions spéciales est le même que celui requis par les lois en force dans le Bas-Canada avant la 12 Vic., c. 42, savoir par la 5 Geo. 4, c. 2. *Sewell et Vannever et al.* Q. B., 14 L. C. R., p. 239;—9 L. C. J., p. 265 (1864).

316. When the bail of a party originally arrested under a *capias* have caused him to be imprisoned under a writ of *contrainte par corps* issued at their instance, in order that he should undergo the imprisonment imposed by C. S. L. C., c. 87, s. 12, ss. 2, the bail cannot, for that reason alone, claim that their bail bond should be cancelled and discharged. *Macfarlane vs. Lynch.* S. C., 10 L. C. J., p. 26;—1 L. C. L. J., p. 99 (1865).

317. After the expiration of the delay of one month accorded for the surrender of a defendant by his bail under a bond in terms of s. 11, c. 87, C. S. L. C. (*capias ad respondendum*), the liability of the bail to pay the plaintiff's debt becomes absolute. *Lynch et al. et Macfarlane.* Q. B., 12 L. C. J., p. 1;—4 L. C. L. J., p. 42 (1868).

318. Celui qui a donné au shérif son cautionnement pour un défendeur arrêté en vertu d'un *capias*, est une caution judiciaire passible de la contrainte par corps. *Belle vs. Coté.* C. C., 13 L. C. J., p. 26 (1868).

319. The bail under Art. 825 C. C. P. for a defendant arrested under *capias ad respondendum*, are *cautions judiciaires* and liable to *contrainte par corps* for the payment of a judgment against them on their bond. *Winning et al. vs. Leblanc et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 298 (1870).

CAUTIONNEMENT :—

320. Après jugement maintenant un *capias* et condamnant le défendeur à payer la dette, il sera permis à celui-ci, *on cause shewn,* de donner, à la place du cautionnement donné au shérif, un cautionnement de se constituer prisonnier suivant les termes de la loi. Il lui sera permis, *on cause shewn,* cinq mois après le jugement, de produire l'état de ses affaires requis par la s. 12, c. 87, S. R. B. C., et la requête du demandeur pour emprisonnement sera en conséquence renvoyée avec frais contre le défendeur. *Henderson vs. Lemieux.* C. S. (1866) et C. R. (1867), 17 L. C. R., p 414.

321. *Semble* that a statement under s. 12, c. 87, C. S. L. C., is sufficient, although it does not mention the nature of the claim, privileged, hypothecary or otherwise of each creditor, if it is supported by an affidavit that, the defendant had no property, real or personal, at the date of the judgment, nor for a year previous, nor since the judgment. C. R., *Ibidem* (1867).

CAUTIONNEMENT POUR FRAIS :—**322.** A motion for security for costs will be granted if more than four days after the return of the action the plaintiff leaves his domicile in Lower Canada and resides in the United States, and although more than two months since the return may have elapsed before any notice of motion be given, provided that the motion is made on the first day of the term next after the discovery by the defendant of this change of residence, and that these facts are established by affidavits. *Stalker vs. Hammond.* C. C., 8 L. C. J., p. 137 (1864).

323. Where a plaintiff has left the country subsequent to the institution of the action, security for costs may be demanded, although it be shown, by affidavits, that he has a place of business, containing valuable stock, and a domicile, in the City of Montreal, and that his absence was believed would be temporary, namely about three months. *Davis vs. Jacobs.* C. C., 9 L. C. J., p. 25 (1864).

324. Avenant le décès d'une caution *judicatum solvi,* le défendeur a droit à un nouveau cautionnement, et il ne peut perdre ce droit avant que le décès lui ait été annoncé en la manière ordinaire. *Grainger et al. vs. Parke.* C. S., 15 L. C. R., p. 134 (1865).

CAUTIONNEMENT :—

325. The security *judicatum solvi* cannot be exacted from any person residing in Lower-Canada, even supposing that he is not a house-holder therein, and that he has another domicile out of Lower-Canada. *Ryland vs. Ogilvie.* S. C., 10 L. C. J., p. 200 (1866).

326. A foreign intervening party who has already given security for costs to the plaintiff *par reprise d'instance*, can demand security for costs from such plaintiff, on producing affidavits to show that such plaintiff has left the province permanently since the institution of the action, before such intervening party was himself a party to the cause. *McCulloch vs. Routh.* S. C., 11 L. C. J., p. 25-26 (1867).

327. Security for costs can only be demanded by a citizen from a foreigner, but when the foreigner has put in security, he becomes purged from his quality of foreigner and is on a parity with the citizen and can demand security for costs from the latter, if he changes his domicile to a foreign country pending the action. *McCulloch vs. Routh.* S. C., 11 L. C. J., p. 25-26 (1867).

328. A corporation must give security for costs in cases where the law compels a private individual to give such security. *Columbian Insurance Co. vs. Henderson.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 98 (1865).

329. When a defendant, after judgment by default against him, has been allowed to appear by opposition and plead to the action (484-485, C. C. P.), he cannot afterwards make a motion for security for costs on the ground of the plaintiff being an absentee, unless in his opposition he has reserved his right to make such motion. *Booth vs. Lawton.* S. C., 13 L. C. J., p. 59 ;—1 R. L., p. 88 (1869).

330. On ne peut demander cautionnement pour frais d'un opposant résidant hors de la province, qui fait une opposition à fin de conserver. *Dupré vs. Cantara.* 1 R. L., p. 39.

331. Un curateur à l'absent qui intente une action en cette qualité n'est pas tenu de fournir le cautionnement *judicatum solvi*. *Parent vs. St. Jacques.* C. S., 2 R. L., p. 91 (1867).

332. For the purposes of ordinary security for costs, it is not necessary that the surety be proprietor of immoveable property. *Utley et al. vs. McLaren et al.* S. C., 17 L. C. R., p. 267 (1866).

CAUTIONNEMENT :—

333. The rule of practice requiring application for security for costs to be made within four days after return of action is not complied with by making a motion for a rule *nisi causa* within four days, returnable after the four days. *The Newark Patent Leather Company vs. Wolff.* S. C., 14 L. C. J., p. 18 (1869).

334. An affidavit in support of a motion for security for costs, to the effect that the deponent is personally acquainted with the plaintiff *par reprise d'instance*, and that he has no domicile in the Province of Canada, he having since he became a party in the cause ceased to reside therein, and that he is now permanently residing in England, as deponent has been informed and believes, is insufficient, and such motion will be rejected. *McCulloch vs. Routh.* S. C., 11 L. C. J., p. 25 (1866).

335. An application such as the above may be renewed, on the production of further and sufficient affidavits, even after inscription for *enquête.* *McCulloch vs. Routh.* S. C., 11 L. C. J., p. 25 (1867).

336. The notice of demand for security for costs by motion must be served within four days after return. *Rousseau vs. Trudeau et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 138 (1869).

337. It is not necessary for the plaintiff to notify the defendant that he has put in security for costs; notice that security will be put in on a day specified is sufficient, and the delays run from the date of putting in security. *Graves vs. Dennison et al.* C. R., 13 L. C. J., p. 178 (1869).—Also *Tuckett et al. vs. Forester et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 179 (1869).

CERTIFICAT DU REGISTRATEUR :—**338.** Sur preuve qu'il y a erreur quant au nom du notaire et quant à la date de l'obligation mentionnée au certificat du registrateur, produit avec le retour du shérif sur un bref *de terris*, la Cour ordonnera au registrateur d'amender son certificat en faisant un rapport supplémentaire. *Hébert dit Lambert vs. Lacoste.* C. S., 8 L. C. J , p. 156 (1864).

339. The certificate of registration of a deed is not insufficient because written on a separate paper from the deed, but the deed must be sufficiently identified in and by the certificate. *Foley et Godfrey.* Q. B., 9 L. C. J., p. 154;—15 L. C. R., p. 482; —1 L. C. L. J., p. 34 (1865).

340. The sheriff is not personally liable for the costs of the registrar's certificate of hypothecs upon the pro-

CERTIFICAT DE RÉGISTRATEUR :—
perty sold by him, unless he has levied money by the sale out of which the same might have been paid. *Lambly et al. vs. Quesnel.* C. C., 17 L. C. R., p. 41 (1867). But the Court of Appeals held that the provision of the C. S. L. C., c. 36, s. 28, that in cases of sheriff's sale, the costs of the registrar's certificate shall be paid out of the money levied by the sheriff, does not exempt him from personal liability for such costs, when the proceeds are insufficient to pay them, if the certificate has been ordered before the day of the sale. 17 L. C. R., p. 264 (1867).

341. The registrar's certificate required by 27-28 Vic., c. 40, need not include *hypothèques* registered more than ten years before the sale of the property by the sheriff, unless the *hypothèques* have been renewed. *Roberts vs. Harrison et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 148 (1867).

CERTIORARI :—**342.** A writ of *certiorari* will be granted to remove a conviction to the Superior Court, notwithstanding that the writ of *certiorari* is taken away by the statute under which the conviction was had. Ex parte *Church.* S. C., 14 L. C. R., p. 318 (1863).

343. Proceedings had under sec. 18 of the Act 31 Vic., c. 42, are of such a character as to be susceptible of being removed by *certiorari*; and a writ of *certiorari* will be granted, notwithstanding the same is expressly taken away by the statute (s. 21), provided there be ground for the belief that the conviction was had without proof, where the Act provides that it shall be on proof to the satisfaction of the magistrate. Ex parte *Morrison et DeLorimier.* S. C., 13 L. C. J., p. 295 ;— 1 R. L., p. 437 (1869).

344. Un jugement de la Cour Supérieure, sur un bref de *certiorari*, est un jugement final et en dernier ressort, et il n'y a pas d'appel à la Cour du Banc de la Reine, telle que constituée dans le Bas-Canada, d'un jugement de la Cour Supérieure annulant un bref de *certiorari*, émané de la même Cour pour la révision d'une décision finale des Commissaires Réviseurs sous l'autorité de l'Acte Seigneurial. *Boston et al. et Lelièvre et al.* Q. B., 14 L. C. R., p. 457 (1864).

345. Une poursuite sous le c. 6, S. R. B. C., pour vente de liqueurs spiritueuses sans licence, peut être instituée au nom du Conseil Municipal, qui a qualité pour poursuivre par la 24 Vic., c. 29, s. 4, ss. 20; et une con-

CERTIORARI :—

viction rendue par un juge des Sessions de la Paix ne vertu du dit acte ne peut être portée devant la Cour Supérieure par *certiorari*. Ex parte *Vaillancourt et le Conseil Municipal de, etc., St. Roch de Québec.* C. S., 16 L. C. R., p. 227 (1866).

346. Un bref de *certiorari* ne sera pas accordé sur les motifs : 1o. Que l'Inspecteur du Revenu, dans une poursuite sous le c. 6, S. R. B. C., n'a pas allégué que le défendeur n'était ni distillateur ni marchand de vins ; 2o. qu'il n'a pas fait d'autres allégués négatifs (negative averments) que celui que le défendeur n'avait pas de licence ; 3o. que la conviction ne précise pas exactement le jour de l'offense ; 4o. que les juges de paix ont ordonné qu'à défaut de meubles suffisants le défendeur serait emprisonné ; 5o. qu'ils l'ont condamné à un emprisonnement de deux mois à compter du jour de l'incarcération. Ex parte *Beauparlant et Gervais et al.* C. S. et C. R., 1 R. L., p. 467 (1865).

347. The return of the notice of motion for a writ of *certiorari* made by a bailiff under his oath of office is insufficient, but the proof of service must be made by affidavit. Ex parte *Adams.* S. C., 10 L. C. J., p. 176 (1865).

348. A writ of *certiorari*, issued out of the Court of Queen's Bench, civil side, and addressed to the Prothonotary of the Court below, for the return of papers, and not to the judges of that Court, will be quashed. *Grant et Lockhead.* Q. B., 10 L. C. J., p. 183 ;—16 L. C. R., p. 308 (1866).

349. The commissioners to whom a writ of *certiorari* has been addressed and who have failed to make a proper return will be mulcted in costs. Ex parte *Leroux* S. C., 10 L. C. J., p. 193 (1866).

350. Un bref de *certiorari* adressé au surintendant de police, au lieu de l'être au Juge des Sessions de la Paix, suivant la 25 Vic., c. 13, s. 1, sera annulé, et un second bref ne sera pas accordé pour corriger l'erreur commise dans l'adresse du premier. *Piton et Lemoine.* C. S., 16 L. C. R., p. 316 (1866).

351. The merits of a *certiorari* may be heard on a rule to quash, without inscription for hearing. Ex parte *Marry et Sexton.* S. C. 14 L. C. J., p. 101 (1869).

CERTIORARI :—

352. Upon the inscription for hearing on the merits of the cause under the writ of *certiorari*, a motion to quash the conviction is necessary. Ex parte *Whitehead.* S. C., 14 L. C. J., p. 267 (1870).

353. Une motion pour *certiorari* peut être rejetée *avec dépens*, quoique les juges de paix, qui siégeaient en vertu du c. 6, S. R. B. C., aient seuls comparu par un avocat. Ex parte *Beauparlant et Gervais et al.* C. S. et C. R., 1 R. L., p. 467 (1865).

354. Vide *Regina vs. Murray.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 87 (1866).

CESSION DE BIENS :—**355.** Our statute in providing for a *cession de biens* does not introduce the technicalities or machinery of the old French law ; under our law no provision has been made for a *cession de biens* in the proper and precise signification of the proceeding as understood and practised in France. In the old French law, the *datio in solutum* or *abandon*, the *cession de biens*, the *contrat d'abandonnement* and the *acte d'atermoiement* were separate and distinct proceedings, accompanied by strict legal and judicial formalities. *Chevalt vs. DeChantal.* S. C., 8 L. C. J., p. 85 (1861).

356. Une cession faite aux termes du droit commun par un débiteur à ses créanciers, sans décharge de leur part, ne dépouille pas le débiteur de ses droits de propriété, les créanciers n'étant que des administrateurs ou *procuratores in rem domini*, avec pouvoir de disposer des biens cédés dans leur intérêt commun et celui du débiteur, auquel appartiennent les actions contre les tiers pour détournement de ses biens. *Rivard vs. Belle.* C. S., 1 R. L., p. 571 (1866). Confirmé en Appel. *Ibidem.*

357. The conduct of an insolvent firm in making an assignment of their estate to three trustees by an authentic deed containing *inter alia* the following clauses : "That upon a surrender of their assets, the assignors may obtain a discharge from their liabilities ..... " ; " that any creditor desiring to have his share of the proceeds of such assets, shall have it by previously executing an authentic deed by which he shall accept the terms of the presents and fully discharge the assignors ; and the share of any creditor who shall refuse to execute such acceptance and discharge, shall be retained by the assignees or their assigns, subject to subsequent distribution as assets of said estate, should such creditor persist

CESSION DE BIENS :—

in such refusal,"—is in law a fraud, and a creditor is justified in suing out a writ of attachment. *Molson's Bank vs. Leslie et al.* S. C., 8 L. C. J., p. 8 (1863).

358. An assignment made by a co-partnership vests in the assignee the separate estates of the partners, as well as the co-partnership estate; and the removal of the assignee at a meeting of the creditors (called under s. 11, ss. 3, Insolvent Act of 1864.) has the effect of removing him with respect to the separate estates as well as the co-partnership estate. *Macfarlane et al. et Court.* S. C., 12 L. C. J., p. 239;—4 L. C. L. J, p. 83 (1868).

359. A general assignment by an insolvent to trustees, which did not conform to the Insolvent Act of 1864, is a fraudulent conveyance by the enactment of said Act, especially s. 3, ss. 1 "I". *Calvin et al. vs. Tranchemontagne et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 210 (1870).

360. A voluntary assignment, under the Insolvent Act of 1864, must be made to an official assignee resident in the district in which the insolvent resides and carries on his business, and the Amending Act of 1865 makes no change in this respect. *Douglass vs. Wright.* C. R., 11 L. C. J., p. 310;—4 L. C. L. J., p. 12 (1867).—Also in *Hingston vs. Campbell*, Common Law Chambers, Upper Canada (1866). 11 L. C. J., p. 315.

361. But it was held in Appeal that under the insolvent acts in force, an insolvent may validly make a voluntary assignment of his estate and effects to any official assignee whether resident within the district or county wherein such insolvent has his place of business, or not. *Brown et Douglass.* Q. B., 13 L. C. J., p. 29 (1868).

362. A voluntary assignment made by an insolvent under 29 Vic., c. 18, § 2, to a duly appointed official assignee not resident within the district within which the insolvent has his place of business, is valid. Ex parte *Smith et Robertson et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 51;—4 L. C. L. J., p. 61 (1867).

CHARRETIERS :—**363.** Le tarif réglant la remunération des charretiers dans la cité de Québec n'a aucune force en dehors des limites de la cité. *Amiot dit Lafrenière vs. Bailey.* C. C., 14 L. C. R., p. 108 (1863).

CHEMINS :—**364.** En vertu de l'Acte Municipal Refondu du Bas-Canada, un chemin d'hiver peut être valablement tracé sans le consentement du propriétaire, si la clôture est de pierres sans mortier, telle clôture étant considérée comme

CHEMINS :—

pouvant " être abattue ou replacée sans beaucoup de difficulté ou de dépense ; " et une action en dommages contre l'inspecteur pour avoir tracé ce chemin et contre une autre personne pour avoir aidé au déplacement de la clôture, sera renvoyée. *Lavoie vs. Hotte et al.* C. C., 14 L. C. R., p. 441 (1864).

365. A municipality cannot avoid responsibility for damages occasioned in entering upon plaintiff's land and making a road, by invoking a *procès-verbal* of the county council, duly homologated, ordering the making of said road, where no valuation of the amount of compensation to be paid to the plaintiff, proprietor of the land taken, had been made. *Deal vs. The Corporation, etc., of Philipsburgh.* C. R., 16 L. C. R., p. 342 ;—2 L. C. L. J., p. 40 (1866).

366. Les municipalités sont responsables de tous les dommages causés par le mauvais état de leurs chemins. *Gaudet vs. La Corporation du Township de Chester-Ouest.* C. C., 1 R. L., p. 75.

367. L'établissement et ouverture d'un chemin par une municipalité en 1859 ne pouvait se faire que sur procès-verbal d'une personne déléguée par le conseil municipal, avec les pouvoirs de surintendant de comté, en donnant avis de sa procédure, et ce procès-verbal ne pouvait être homologué à moins qu'avis n'en eût été donné. *La Corporation, etc., de St. Barthélemy et Désorcy.* Q. B., 16 L. C. R., p. 463 ; —2 L. C. L. J., p. 16 (1866).

368. A public road, abolished as such by a *procès-verbal* of a *grand-voyer,* under the provisions of the old Road Act, but ordered by such *procès-verbal* to remain open for the private benefit of certain individuals, is not subject to the jurisdiction of a municipal corporation, under the Act of 1855. *Gosselin et Racette.* Q. B., 10 L. C. J., p. 219 (1864).

369. Un inspecteur de chemins ne peut lier une municipalité pour des travaux qu'il fait faire à l'insu de la municipalité ; et il faut une convention avec elle pour l'obliger. *Lemay vs. La Municipalité de Chester-Ouest.* C. C., 16 L. C. R., p. 241 (1862).

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD DE QUÉBEC :—**370.** Les Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Nord sont les agents de la Couronne, et les meubles ou immeubles

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD DE QUÉBEC :—
possédés par eux appartiennent à la Couronne. *Anderson vs. The Quebec North Shore Turnpike Road Trustees.* S. C., 14 L. C. R., p. 90 (1863).

CHEMINS DE FER :—**371.** L'obligation de la Compagnie du Grand Tronc de clore la voie ferrée ne s'étend qu'en faveur du propriétaire voisin, et la Compagnie, lorsqu'il n'y a pas négligence de sa part, n'est pas responsable du dommage causé à des animaux venant d'une propriété non-contiguë au chemin de fer, bien qu'elle ne se soit pas conformée aux dispositions du Statut. *Roux dit Sanschagrin vs. The Grand Trunk R. Co. of Canada.* C. C., 14 L. C. R., p. 140 (1864).

372. Municipalities have no right to impose upon the Grand Trunk Railway Company of Canada the obligation of performing works in relation to public roads, independently of those required for its railway; and consequently the Grand Trunk Company are not bound to construct bridges over points where their track crosses municipal roads opened after the completion of the railway. *La Corporation, etc., de St. Liboire et The Grand Trunk Railway Co. of Canada.* Q. B., 16 L. C. R., p. 198;—1 L. C. L. J., p. 54 (1865).

373. A person whose horses and cattle have strayed on to the railway track where they are trespassers, cannot recover the value of an animal killed under such circumstances, though the Company had not fenced their road. *Rae vs. The Grand Trunk Railway Co. of Canada.* C. C., 14 L. C. R., p. 142 (1859). Also *Dubord vs. The G. T. R. Co. of C.* S. C., 14 L. C. R., p. 142 (1858).

374. " The Champlain and St. Lawrence Railway Co." n'est pas responsable de la perte de chevaux tués sur son chemin, s'il n'y a négligence de sa part dans la conduite des convois ou dans l'entretien des clôtures; la Compagnie n'étant pas d'ailleurs tenue de faire ces clôtures à l'épreuve des chevaux, qui ne sont pas compris sous la désignation de bestiaux. *The Champlain and St. Lawrence Railway Co. et Simard.* Q. B., 14 L. C. R., p. 406 (1864).

375. Après le 1er décembre, lorsque les clôtures sont abattues sur les terres avoisinant un chemin de fer, la compagnie de chemin de fer n'est pas responsable des animaux tués sur sa voie. *La Compagnie du Chemin de fer*

CHEMINS DE FER :—

de Montréal et Champlain et Perras. Q. B., 16 L. C. R., p. 443;—2 L. C. L. J., p. 17 (1866).

376. Une compagnie de chemin de fer est responsable des dommages soufferts par suite de ce que, par la construction de son chemin, elle a coupé certains fossés de ligne qui servaient auparavant à l'écoulement des eaux, et a par là porté le surplus des eaux dans un cours d'eau sur la terre du demandeur, laquelle a été inondée à cause de l'insuffisance de ce cours d'eau à porter le surplus des eaux. *The Grand Trunk R. Co. of Canada et Miville dit Deschênes.* Q. B., 14 L. C. R., p. 469 (1864).

377. A railway passenger having a return ticket and offering the same to the conductor when requested to pay his fare, cannot be considered as "refusing to pay fare";—the condition on a return ticket "good for day of date and following day only," cannot be enforced when it is proved that the company has habitually neglected to enforce the same;—by law the company are bound to treat all passengers alike, and if tickets be once treated as valid, like tickets are valid under similar circumstances;—if a conductor takes from a passenger his return ticket, which has not been used on the return trip, and retains the same, he cannot demand return fare from the passenger;—the power to eject passengers for non-payment of fare must be strictly confined to persons who refuse to pay fare;—a passenger forcibly ejected from a railway train by the conductor, because he refuses to pay fare otherwise than by the tender of his return ticket, on a day subsequent to the day limited on the face of the ticket, is entitled to recover damages from the Company, when it is proved that the Company habitually neglected to enforce the conditions stated on the ticket;—in the case there would not exist such negligence on the part of the Company, the Company could only demand the difference between the sum paid by the passenger and the united price of two separate passages, and not the price of a new journey. *Cunningham vs. The Grand Trunk Railway Co. of Canada.* S. C., 9 L. C. J., p. 57 (1864).

378. Mais il a été jugé en Appel que l'achat d'un billet de retour comme susdit est un contrat légal et valide dont on peut exiger l'exécution ; que le conducteur peut expulser des chars un passager qui a un tel billet

CHEMINS DE FER :—

passé de date et qui refuse de payer son passage ; et que quand même, en plusieurs cas, les conducteurs auraient reçu de tels billets passés de date, cela ne lie pas la Compagnie, étant contraire aux ordres donnés par elle. 16 L. C. R., p. 219 ;—11 L. C. J., p. 107 ;—1 L. C. L. J., p. 87 (1865).

379. The rolling stock of a railway in Lower Canada is a part of its realty, being *immeuble par destination*, and as such is not liable to seizure, under a writ of execution *de bonis*. *The Grand-Trunk Railway Co. of Canada et The Eastern Townships Bank*. Q. B., 10 L. C. J., p. 11 ;—16 L. C. R., p. 173 ;—1 L. C. L. J., p. 63 (1865).

380. A conditional subscription for stock in a Railway Company is a special one, which might be enforced by the Company on proof of their acceptance of it and compliance with the conditions ; and it is not necessary to prove that calls where made by the Company as required in the case of ordinary subscription stock. *The Stanstead, Shefford and Chambly Railway Co. vs. Brigham*. S. C., 17 L. C. R., p. 54 (1866).

381. Subscription for stock in a Railway Company may be conditional, and until the fulfilment of the condition no action will lie in favor of the Company as against the subscriber ; and in the case of the non-fulfilment of such condition a judgment creditor of the Company has no action against the subscriber under and by reason of his conditional subscription. *Rodgers et al. et Laurin*. Q. B., 13 L. C. J., p. 175 (1863).

382. Les souscriptions au fonds social d'une compagnie de chemin de fer ne se prescrivent pas par six ans à compter de l'échéance de chaque appel de fonds, cette prescription ne s'appliquant qu'aux contrats d'une nature commerciale, et l'engagement de payer les parts souscrites n'étant pas d'une nature commerciale. *The Connecticut and Passumpsic Rivers Railroad Co. et Comstock*. Q. B., 1 R. L., p. 589 (1870).

383. Un actionnaire ne peut refuser de payer sa mise parce que la corporation aurait fait des actes illégaux et propres à déprécier la valeur des actions ; ces actes peuvent donner lieu à des actions en dommages contre la corporation ou ses directeurs individuellement, mais non résoudre l'acte d'association. *The Connecticut and Passumpsic Rivers Railroad Co. et Comstock*. Q. B., 1 R. L., p. 589 (1870).

CHEMINS DE FER :—

384. Dans une action par le créancier d'une compagnie de chemin de fer contre un défendeur, comme actionnaire de la compagnie, le défendeur n'est pas obligé par la s. 86, c. 83, S. R. B. C., de produire avec son plaidoyer un affidavit que sa signature au livre de *stock* de la compagnie est fausse, et le fait que son nom apparaît dans l'acte d'incorporation comme un des directeurs provisoires n'est pas une présomption qu'il soit devenu actionnaire, surtout si rien ne prouve qu'il ait agi comme directeur ou qu'il ait assisté à aucune assemblée de la compagnie. *Rogers et al. vs. Hersey.* C. S., 15 L. C. R., p. 141 (1864).

CHÈQUES :—**385.** Le tireur d'un chèque est responsable jusqu'à ce qu'il ait acquis la prescription, et n'a droit à aucune diligence, pas même à celle de la présentation, à moins qu'il n'établisse que ce défaut de diligence lui a causé des dommages, comme si la banque, où il avait des fonds, a failli. *Pratt et al. vs. Macdougall et al.* C. S., 12 L. C. J., p. 243 (1868).

386. Dans le cas d'un ordre ainsi conçu : « Veuillez payer au porteur M.—$800 en argent monnayé, et je vous verrai plus tard," il y a présomption légale que le tireur empruntait, et non qu'il tirait sur des fonds déposés. *Nichols vs. Ryan.* C. R., 2 R. L., p. 111 (1868).

CHOSE JUGÉE :—**387.** Un jugement qui est encore susceptible d'appel n'a pas l'autorité dite de chose jugée. *The Corporation, etc., of Quebec et Dunbar.* C. R., 17 L. C. R., p. 6 (1866).

CHOSE TROUVÉE :—**388.** The captain, and not the owners, of a vessel has a right to two-thirds of the net proceeds of things found by him accidentally while navigating his vessel. *Maguire vs. The Trinity House of Montreal.* C. C., 9 L. C. J., p. 111 ;—15 L. C. R., p. 411 (1865).

CIMETIÈRE :—**389.** Le curé ou la Fabrique a le droit d'indiquer l'endroit du cimetière où seront inhumés les catholiques. *Brown vs. Les Curé, etc., de Montréal.* C. R., 2 R. L., p. 257 (1870).

390. La Fabrique peut diviser son cimetière en autant de parties que bon lui semble. *Ibidem.*

COLLISION :—**391.** In a case of collision, the vessel in a position contrary to rule cannot claim damages suffered from such collision. *Black et al. et Lefebvre.* Q. B., 16 L. C. R., p. 290 ;—2 L. C. L. J., p. 13 (1866

COLLISION :—

392. Where the persons in charge of the plaintiff's steamer, supposing the defendant's vessel to be at anchor, tried to pass inside between it and the shore, and the two vessels came into collision and the plaintiff's vessel sustained damage,—the collision being caused by the plaintiff's mistake, he could not recover. *The Trinity House of Montreal vs. Brown.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 133 (1866).

393. When a collision occurs, in consequence of deficiency of look-out and management on board a vessel, and not solely from any fault or neglect of the pilot in charge, the owner of the vessel in fault cannot claim exemption from liability for the damage caused by the collision, on the ground that he was compelled by law to have a pilot on board; and to entitle him to such exemption the fault must be exclusively that of the pilot. *The Secret.* V. A. C., 11 L. C. J., p. 294 ;—4 L. C. L. J., p. 41 (1867).

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT :—**394.** Answers of a party on *faits et articles* shall have a retroactive effect and will, as a *commencement de preuve par écrit,* legalize oral evidence previously produced to prove an agreement above the sum of $25, notwithstanding the said evidence was objected to at the time, the objection was reserved and a motion made to have it rejected. *Beaudry vs. Ouimet et al.* C. R., 9 L. C. J., p. 158 (1865).

395. Une partie ne peut être examinée comme témoin pour contredire un acte notarié, sans un commencement de preuve par écrit obtenu par l'examen de cette partie sur faits et articles. *Charles vs. Foley.* C. S., 15 L. C. R., p. 248 (1863).

396. Dans le cas d'un contrat fait sans les conditions requises par la s. 17 du Statut des Fraudes, l'admission du défendeur dans son examen comme témoin ou dans ses réponses sur faits et articles ne sera pas considérée comme commencement de preuve par écrit, comme elle aurait pu l'être par l'Ordonnance de Moulins. *Baylis vs. Ryland.* C. S., 15 L. C. R., p. 94 (1864). Mais il a été jugé en Révision que telle admission équivaut à la note ou mémorandum écrit requis par la dite s. 17. C. R., 15 L. C. R.,p. 94 (1864).

397. Where a party, employing a notary to perform certain services, writes to him (in doing so) that he understands another party has arranged with him as to

COMMENCEMENT DE PREUVES PAR ÉCRIT :— his remuneration, and the notary in reply does not contradict this statement, the correspondance is a sufficient *commencement de preuve par écrit* to entitle the party, so employing the notary, to prove that the latter agreed to look to the other party for his fees. *Thomas et Archambault.* Q. B., 9 L. C. J., p. 203 (1863).

398. In the case of a contract being made by the father to permit his minor child to be received, fed, clothed, educated and brought up by another, the admission by the father that he was ready to put out his child, and that the other was ready to receive it, but not on the terms exacted by the father, is sufficient *commencement de preuve par écrit* to allow the admission of parol evidence to prove the contract, if *commencement de preuve par écrit* is necessary in such a case. Ex parte *Kennedy et Barlow.* S. C., 13 L. C. J., p. 57;—1 R. L., p. 87 (1869).

399. *Semble* that there is no necessity of written proof of such a contract, when the question is raised under *habeas corpus*, under Art. 1048, C. C. P. *Ibidem.*

400. La possession en fait de meubles équivaut à un commencement de preuve par écrit suffisant pour permettre au possesseur d'expliquer sa possession par une preuve testimoniale. *Lefebvre vs. Bruneau.* C. R., 14 L. C. J., p. 268 (1870).

401. Vide *Lavoie et Gagnon.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 35 (1865).

COMMIS :—**402.** Where a clerk was engaged for a year, of which four months had not expired, and the employer became insolvent,—the tender by the assignee of the arrears due together with one month's salary after the time plaintiff ceased to be employed, is sufficient. *Ouellette et Badeaux.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 57 (1865).

COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR :—**403.** Une motion de consentement peut être accordée en chambre, en vacance, nommant un *solicitor* du Haut-Canada commissaire pour y prendre certains témoignages, sans l'émanation d'une commission rogatoire et sans interrogatoires écrits de part et d'autre. *Moss et al. vs. Wilson.* C. S., 14 L. C. R., p. 26 (1863).

COMMISSION ROGATOIRE :—**404.** A motion by a plaintiff for a *commission rogatoire* to examine certain witnesses at or near St. Paul, Minnesota, may be granted on the application of the plaintiff though unsupported by affidavit

COMMISSION ROGATOIRE :—

unless there are grounds for supporting that he wishes to retard the proceedings. Such a commission applied for by a defendant should be supported by affidavit. *Lane et Campbell.* Q. B., 8 L. C. J., p. 68 (1863).

405. An application by a defendant for a writ of *commission rogatoire* must be made within the delay specified in C. C. P., Art. 308. and will not be granted afterwards, except on special cause shown and in the discretion of the judge. *Harvey vs. Philipps.* S. C., 14 L. C. J., p. 279 (1869).

406. Les frais d'une commission rogatoire émanée à la demande d'une partie pour constater certains faits qui sont à la connaissance de l'autre partie, et que celle-ci devrait admettre, seront à la charge de cette dernière partie .*Cathcart et al. vs. The Union Building Society.* C. S., 15 L. C. R., p. 467 (1864).

407. The mere order for the issuing by the defendants of a *commission rogatoire* is sufficient to prevent the plaintiffs from inscribing their cause for judgment, although the plaintiffs formally notify the defendants in writing to use due diligence, and although an interval of fifteen days has elapsed between the date of the order and the day named in the inscription for hearing, without any attempt being made by the defendants to sue out the commission so allowed to issue *Tarratt et al. vs. Barber et al.* S. C., 10 L. C. J., p. 27 ;—1 L. C. L. J., p. 64 (1865); *Tarratt et al. vs. Foley.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 64 (1865).

408. Where a writ of *commission rogatoire* has been addressed to six commissioners, of whom three have been named by each party, and the writ directs that any two of the commissioners may execute it, the execution of the writ by two of the plaintiff's commissioners, without explanation why the others did not join, is sufficient. *Tarratt et al. vs. Foley et al.* S. C., 11 L. C. J., p. 140 (1865).

COMMUNAUTÉ :—**409.** Tout ce qui échoit à la femme de la succession de ses père et mère, et tout ce qui est donné par eux pour être conquêt de la communauté, est entièrement à la disposition du mari, qui peut le vendre ou l'hypothéquer légalement, et avenant la dissolution de la communauté, la femme ne peut, en vertu de la stipulation de reprise d'apports, reprendre ce qui a pu lui advenir de ses père et mère par succession ou donation,

COMMUNAUTÉ :—

qu'à la charge des hypothèques que le mari y a imposées comme chef de la communauté. *David vs. Gagnon.* C. S., 14 L. C. R., p. 110 (1863).

410. Tant qu'il n'y a pas eu de partage de la communauté et continuation de communauté, le mari survivant peut valablement hypothéques, tant comme chef de la communauté que comme lui étant un bien propre, un immeuble qu'il n'avait ameubli que pour les fins de la communauté. *Lalonde dit Latreille vs. Parent.* C. R., 13 L. C. J., p. 231 (1868).

411. Dans le cas de communauté légale, le mari n'est pas responsable des dettes contractées par la femme pour le maintien d'un établissement séparé de celui du mari, si celle-ci s'est volontairement absentée de son domicile sans cause légale. *Morkill vs. Jackson.* C. C., 14 L. C. R., p. 181 (1863).

412. Un mari commun en biens qui autorise sa femme à accepter une donation dont l'une des conditions est le paiement par la donataire des dettes du donateur, est tenu de payer les dettes mobilières, même celles contractées pour acquitter un propre donné à la femme par la dite donation; et les créanciers du donateur, quoique non présents à l'acte de donation, peuvent poursuivre les donataires pour le paiement de leurs créances. *Fortier vs. Cantin et ux.* C. S., 17 L. C. R., p. 337 (1867).

413. A donation by a father to a daughter and her husband is a *propre,* and does not fall into the community of property between husband and wife. *Pollico vs. Elvidge.* S. C., 13 L. C. J., p. 333 (1869).

414. If a Lower Canadian reside in the North-West Territory for a series of years for the purposes of his trade or business, and afterwards return to Lower Canada and there permanently reside, he will not be held to have lost his domicile of birth and acquired one in the North-West Territory, and a community of property will be held to have existed between him and a Cree squaw, whom he may have married in the North-West according to Cree custom. *Connolly vs. Woolrich.* S. C., 11 L. C. J., p. 197;—3 L. C. L. J., p. 14 (1867);—Q. B., 1 R. L., p. 253 (1869).

COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON :—**415.** Though the Hudson's Bay Company's Charter is of doubtful validity, yet if valid, the chartered limits of the Company did not ex-

COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON :—

tend westward beyond navigable waters of the rivers flowing into the Bay;—The English common law prevailing in the Hudson's Bay territories did not apply to natives who were joint occupants of the territories; nor did it supersede or abrogate, even within the limits of the Charter, the laws, usages and customs of the aborigines;—No other portions of the English common law than that introduced by King Charles, Charter obtains in Hudson's Bay territories;—The English law was not introduced into the North-West territories by the cession by France to England, nor by royal proclamations subsequent to that date;—Neither the decrees of the Council of Trent, nor the ordinances of the French Kings, nor the British Marriage Acts, were law nor in force at Rat River, or in any part of the North-West territories, in 1803. *Connolly vs. Woolrich.* S. C., 11 L. C. J., p. 197; —3 L. C. L. J., p. 14 (1867);—Q. B., 1 R. L., p. 253 (1869).

COMPENSATION :—**416.** Le montant d'une créance déjà offerte en compensation dans une cause où le défendeur a plaidé compensation, ne peut être offert en compensation dans une autre cause, lors même que la première cause serait encore pendante. *Gugy et Brown.* Q. B., 16 L. C. R., p. 302 (1865).

417. A shareholder of an insolvent corporation cannot offer a debt due to him by the corporation, whatever may be the character of such debt, in compensation to a claim against him by a creditor of the corporation, under C. S. C., c. 66, s. 80. *Ryland vs. Routh.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 114 (1866).

418. Compensation takes place *pleno jure* of the debt due by a shareholder in a bankrupt Railway Co. to a judgment creditor of the Co. with the debt due by the Co. to the shareholder, for arrears of salary as President of the Co. *Delisle et Ryland.* Q. B., 12 L. C. J., p. 29;—4 L. C. L. J., p. 61 (1868). Reversed by the Privy Council, which held that such compensation takes place where the debt due by the shareholder is for stock not paid up, and where no calls have been made by the Co. on such unpaid stock. 14 L. C. J., p. 12 (1869).

419. In an action demanding a sum of money due on a promissory note, and for money lent, the defendant cannot plead compensation by unliquidated damages

COMPENSATION :—

claimed to be due by the plaintiff to a partnership of which the defendant is a partner; and a pleading is bad which sets up in compensation unliquidated damages alleged to be due as well to the defendant personally as to the partnership of which he is member, without stating how much of the damages have been sustained by himself personally and how much by the partnership. *The Quebec Bank vs. Cook.* S. C., 13 L. C. J., p. 253 (1869).

420. An account for board, where the debt is easily proved, is a debt *claire et liquide*, and such as may be offered in compensation to a debt under an obligation. *Desjardins vs. Tassé.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 88 (1866).

COMPLAINTE :—**421.** Un co-propriétaire indivis troublé dans la jouissance de la propriété indivise par son co-propriétaire indivis, a l'action en complainte pour faire cesser le trouble. *DeBellefeuille et al. et Globensky et al.* Q. B., 11 L. C. J., p. 75 (1866).

422. In order to bring an action *en complainte*, the plaintiff should have had actual possession of the property for a year and a day before the institution of the action. *Morin vs. Palsgrave.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 95 (1865). Confirmed in Appeal. 2 L. C. L. J., p. 111 (1866).

423. The possession of a year and a day, upon which may be founded an action *en complainte*, must *immediately* precede the *trouble* complained of, and must also be continuous and decided. *Guillemette et Larochelle.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 111 (1866).

424. Carrying away wood already cut is not a *trouble de fait* sufficient to found an action *en complainte. Ibidem.*

CONDICTIO INDEBITI :—**425.** Celui qui, croyant payer un billet qu'il a consenti, paie et retire un billet forgé, n'est pas coupable de négligence s'il avertit le ci-devant porteur du billet du faux quatorze jours après le paiement, surtout si l'ex-porteur connaissait le faux, et il pourra poursuivre celui-ci pour recouvrer le montant du billet véritable ou le billet lui-même. *Davis vs. Fitz.* C. S., 15, L. C. R., p. 413 (1865).

426. An action *condictio indebiti* lies to recover back money which has been paid, but under protest, in satisfaction of a prescribed debt, when illegal coercion has

CONDICTIO INDEBITI :— been employed to obtain the payment. *The Corporation of Quebec et Caron.* Q. B., 10 L. C. J. p. 317 (1866).

CONFESSION DE JUGEMENT :—**427.** A direct action can be maintained at the instance of a partner for setting aside a judgment rendered upon the confession of his co-partner made after the dissolution of the partnership. *Moore vs. O'Leary et al.* S. C., 9 L. C. J., p. 164 (1865).

CONFUSION :—**428.** Un legs en usufruit par un mari à sa femme n'éteint pas le recours qu'elle avait contre son mari ou ses héritiers pour reprises matrimoniales, et il n'y a pas confusion en ce cas. *Ménéclier dit Morochond et Gauthier.* Q. B., 16 L. C. R., p. 181 (1865).

429. Un donateur appelé par la loi à la succession de son fils ne peut, sans renoncer à la succession, réclamer de la veuve de son fils, en sa qualité d'usufruitière de ses biens, une dette à lui due par son fils sur ses propres, parce qu'il y a en ce cas confusion des qualités de créancier et de débiteur en sa personne ; et il ne peut pas même réclamer d'elle les intérêts des capitaux à lui dus par son fils. *Désautels vs. Larue.* C. S., 1 R. L., p. 485 (1869).

CONNEXITÉ :—**430.** Lorsque le défendeur à une action en dommages pour libelle intente à son tour contre le demandeur une action en dommages aussi pour libelle, et que les deux actions sont pour le même montant et se compensent entre elles, il y a connexité suffisante entre elles pour qu'elles soient réunies ensemble par le tribunal, à la demande de l'une des parties. *Hébert vs. Quesnel.* C. S., 10 L. C. J., p. 83 (1866).

CONSEIL PRIVÉ :—**431.** A decree of the Privy Council, reversing a judgment of the Court of Queen's Bench for Lower Canada, which had confirmed a judgment of the Superior Court dismissing an action therein brought,—said decree directing the Superior Court to enter up judgment for the plaintiff,—is inoperative, and a judgment entered up accordingly by such Superior Court will be reversed on appeal. *Cuvillier et al. et The Bank of British North America.* Q. B., 8 L. C. J., p. 21 (1863).

432. Dans le cas d'appel au Conseil Privé, si la copie du dossier a été transmise par la poste, mais que le certificat de sa réception au Conseil Privé ne soit pas produit dans les six mois de l'appel, la Cour du Banc de la Reine

CONSEIL PRIVÉ :—

n'ordonnera pas l'exécution provisoire de son jugement. *Jones et al. et Guyon dit Lemoine.* Q. B., 17 L. C. R., p. 377 (1867).

433. Leave of appeal to the Privy Council from a judgment of the Court of Queen's Bench, sitting in error, refused, though the Attorney-General consented. *Ramsay et Regina.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 231 (1867).

434. Il n'y a pas d'appel au Conseil Privé d'un jugement rendu par la Cour d'Appel sur un ordre interlocutoire de la Cour Inférieure. *Lacroix et Moreau.* Q. B., 15 L. C. R., p. 485;—16 L. C. R., p. 180 (1865).

435. Il n'y a pas d'appel au Conseil Privé d'un jugement condamnant une partie à $40, quoique la partie soit aussi condamnée à la contrainte par corps, si elle refuse de satisfaire à ce jugement. *Pacaud et Roy.* Q. B., 16 L. C. R., p. 398 (1866).

436. Aux termes de l'Art. 1178, C. P. C., le montant de £500 stg. requis pour autoriser l'appel au Conseil Privé doit être le montant réclamé par la déclaration et non le montant accordé par le jugement. *Richer et Voyer et al.* Q. B., 2 R. L., p. 244 (1870).

437. An appeal may be had to the Privy Council when the amount involved in the controversy exceeds £500 stg., though the amount actually demanded in the declaration be less than £500 stg. *Buntin et Hibbard.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 60 (1865).

438. An appellant who, by cross-appeal, in another cause, might have had the same point decided before the Privy Council, will not be allowed the costs of a separate appeal to the Privy Council. *Gugy et Brown.* P. C., 17 L. C. R., p. 33;—2 L. C. L. J., p. 222 (1867).

439. The delay of six months fixed by C. S. L. C., c. 77, s. 53, during which execution on the judgment is suspended, is not absolute, but directory only, and the Court of Appeal may refuse to order the record to be remitted to the Court below to the intent that execution may be sued out, where the appellant has lodged his appeal before the Privy Council soon after the expiration of six months. *Jones et al. et Lemoine.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 161 (1866).

440. An application made on the last day of the Appeal term, for leave to appeal to the Privy Council from a judgment rendered five days previously, will be reject-

Conseil privé :—
ed as coming too late. *Mullin et Archambault.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 117 (1867).

Conseiller de ville :—**441.** Under 14-15 Vic., c. 128, s. 27, a petitioner complaining that any person exercises the office of councillor (or mayor, etc.) for the City of Montreal, illegally, must be a "citizen qualified to vote," and allege the same in his petition; (it is not sufficient for the petitioner to allege his own qualification for the office of councillor;) and no amendment to cure the want of proper allegation in this respect will be allowed. *Dubord vs. Lanctôt.* S. C., 10 L. C. J., p. 244;—2 L. C. L. J., p. 89 (1866).

Consentement **442.** Le consentement des parties qu'il ne soit pas produit d'inscription en faux contre le rapport d'un huissier qu'une exception à la forme allègue être faux, n'oblige pas, et la Cour le mettra de côté sur application du défendeur, à qui il sera permis de s'inscrire en faux. *McLimont vs. Robin.* C. S., 15 L. C. R., p. 37 (1864).

443. An admission by defendant's attorney of the existence of a will referred to in the plaintiff's declaration, and a consent that an authentic copy thereof should be considered as fyled in the cause as plaintiff's exhibit No. 1, where no such copy is fyled, is null and void and of no effect, as being beyond the power in law of an attorney. *Hynes vs. Lennon et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 53;—4 L. C. L. J., p. 61 (1867).

Considération :—**444.** Bien qu'une obligation ait été consentie pour £53, défaut de considération doit être inféré du fait que les livres du créancier ne comportaient, lors de l'obligation, qu'une dette de £34 et qu'il n'a pas prouvé avoir vendu d'autres marchandises au débiteur pour parfaire le montant de l'obligation; et en conséquence le créancier sera condamné à donner quittance au débiteur s'il est prouvé que £34 ont été payés à l'acquit de l'obligation. *Lalonde vs. Rolland.* C. S., 10 L. C. J., p. 321 (1864).

Consignataire :—**445.** Le consignataire d'effets qui sont à bord d'un vaisseau ne peut exiger que ces effets lui soient livrés sur un allége fourni par lui, avant d'avoir payé le fret dû au vaisseau qui a fait le transport. *Juson et al. et Aylward.* Q. B., 14 L. C. R., p. 164 (1862).

Constructeur :—**446.** A builder is responsible for the sinking of a building erected by him, on foundations built by another but assumed by him, both in his tender and con-

CONSTRUCTEUR :—

tract, without protest or objection, although such sinking be attributable to the insufficiency of such foundations and of the soil on which they were built, and is liable to make good at his expense the damage thereby occasioned to his own work. *Wardle et Bethune.* Q. B., 8 L. C. J., p. 289;—12 L. C. J., p. 321 (1864).

447. A builder has no right to claim payment of gothic work, according to double measurement, there being no law or usage to entitle him to such a measurement. *Ouimette et Gamache.* Q. B., 10 L. C. J., p. 132;—1 L. C. L. J., p. 86 (1865).

448. Après avoir reçu les ouvrages pour la construction d'une église, etc., on ne peut se plaindre de leurs défectuosités qui ne résultent pas des vices du sol, à moins qu'il n'y ait dol ou surprise. *Morrison et al. et Ducharme.* Q. B., 16 L. C. R., p. 65;—1 L. C. L. J., p. 55 (1865).

449. Where a builder had quarried some stone under a contract, which he afterwards refused to sign, he was nevertheless entitled to be paid for the work done. *McWilliams vs. Joseph.* S. C., 1 L. C. L. J., p 92. (1865).

450. It is not necessary for a person, when offering a builder the balance due him under a contract, to reserve his rights of action against the builder in respect to defects in the building; but if such reserve be made, the builder cannot on this account refuse to accept the balance tendered him. *Filiatreault vs. McNaughton.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 63 (1865).

451. Vide *Viau vs. Jubenville.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 64 (1865).

CONTRAINTE PAR CORPS :—**452.** La contrainte par corps contre un témoin faisant défaut de comparaître ne sera pas accordée, si le témoin a été sommé par un seul et même *subpœnâ* de comparaître pendant trois jours consécutifs, à moins qu'il ne fasse défaut de comparaître pendant les trois jours. *Guay vs. Bégin.* C. S., 15 L. C. R., p. 203 (1864).

453. Il n'est pas nécessaire qu'un jugement accordant une demande de contrainte par corps pour rébellion à justice, reproduise *verbatim* les termes de la motion ou règle. *Crébassa et Massue.* Q. B., 16 L. C. R., p. 446 (1866).

CONTRAINTE PAR CORPS :—

454. Le retour seul du shérif est une preuve suffisante de rébellion à justice pour permettre à la Cour de rendre jugement sur une demande de contrainte par corps, le défendeur n'ayant pas comparu. *Crébassa et Massue.* Q. B., 16 L. C. R., p. 446 ;—2 L. C. L. J., p. 22 (1866).

455. L'incarcération en vertu d'un jugement ordonnant la contrainte par corps pour rébellion à justice, doit se faire dans le district où réside le défendeur. *Crébassa et Massue.* Q. B., 16 L. C. R., p. 446 (1866).

456. Une femme séparée de biens, qui devient adjudicataire, n'est pas contraignable par corps sur la foi du seul retour du shérif sur le bref *de terris* qu'elle était dûment autorisée par son mari, alors présent, à devenir adjudicataire, sans la production d'une autorisation écrite et précise. *Les Commissaires d'Ecoles de Sorel vs. Crébassa.* C. R., 9 L. C. J., p. 23 (1865).

457. An order or judgment of the Superior Court enjoining "the *late* Prothonotary of this Court, Messrs. Monk, Coffin and Papineau, to wit Samuel W. Monk, Wm. C. H. Coffin and Ls. J. A. Papineau, *or their representatives*" to pay a certain sum of money deposited with "Monk, Coffin and Papineau, Prothonotary," Mr. Papineau being still Prothonotary with other associates, is valid, and this, notwithstanding that both Monk and Coffin were dead when such judgment or order was pronounced without any one of the said three individuals, or their representatives, being in any way parties to the case.—Under the circumstances above related, the said Papineau is still an officer of the Court, and as such liable to be summarily impleaded, by rule for *contrainte par corps*, for non-compliance with said order or judgment.—Notwithstanding the fact that said Papineau, by the terms of his appointment by the Government and the consequent notarial agreement between himself and his colleagues, had no control over the business of the said Superior Court, or the moneys received by said Prothonotary, and abstained from exercising any such control, and did not participate in the emoluments of such office (his powers and remuneration being limited to the business and emoluments of the Circuit Court), he nevertheless is liable and responsible for all moneys which may at any time have been deposited with the said Prothonotary. Ex parte *The Mayor, etc., of Montreal et Papineau.* S. C., 13 L. C. J., p. 281 ;—1 R. L., p. 435 (1869).

CONVICTION :—**458.** In the case of a conviction, by a **Court Martial**, of having fraudulently embezzled *or* mis-applied a quantity of cord wood, no specific charge nor any conviction upon a specific or positive charge appear to have been preferred or obtained against the accused (petitioner for *habeas corpus*), and as such conviction is in the alternative, one of the two being no offence created by the 17th article of the Mutiny Act, without any certainty as to either of the charges in the disjunctive, such conviction and the warrant of commitment are null and void, and the petitioner who had been committed to prison is entitled to be set at liberty. Ex parte *Moor.* Q. B. (Cr. S.), 11 L. C. J., p. 94 (1867).

459. In a prosecution under C. S. L. C., c. 6, the conviction must exactly conform to the charge in the information; and where the statute creates several offences, one of which is charged in an information, a conviction of another offence, though subject to the same penalty, will be held bad and quashed on *certiorari. Thompson et Durnford.* C. C., 12 L. C. J., p. 285 (1868).

460. La conviction doit contenir l'adjudication sur le fait qui constitue la base de la conviction, et l'énonciation dans la conviction " qu'il résulte pleinement de la preuve que le défendeur a vendu sans licence des liqueurs spiritueuses," n'est pas une adjudication suffisante. *Dubord vs. Boivin.* C. S., 14 L. C. J., p. 203 (1866).

461. Une conviction qui ordonne l'emprisonnement à défaut de payer immédiatement une somme d'argent est nulle, lorsque le réglement sur lequel elle est basée accorde l'alternative de l'amende ou de l'emprisonnement. Ex parte *Marry et Sexton.* C. S., 14 L. C. J., p. 163 ;—2 R. L., p. 188 (1869).

462. Une conviction qui impose des frais est nulle lorsqu'elle est basée sur un réglement qui ne donne aucune juridiction quant aux frais. *Ibidem.*

463. A conviction for disturbing the public peace " in premises off McGill Street," does not come under the statute, is bad and will be quashed with costs. Ex parte *Gareau.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 63 (1865).

464. Under C. S. L. C., c. 77, s. 57, no question of law which has arisen on the trial, can be reserved by the Court of Queen's Bench, Crown side, and referred to the same Court, Appeal side, unless there has been a conviction. *Regina vs. Paxton,* and *Regina vs. Dunlop.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 162-3 (1866).

CONVICTION :—

465. On an indictment for any offence after a previous conviction, the defendant is first to be arraigned and tried upon the offence charged, and if found guilty, then the jury are to be charged to try whether he has been so previously convicted. *Regina vs. Harley.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 280 (1857).

CORPORATION :—**466.** Les membres d'une corporation, votant de bonne foi une résolution, ne sont pas personnellement responsables, quand même elle serait en contravention à un statut qui punit telle contravention. *Audette dit Lapointe et al. vs. Duhamel.* 1 R. L., p. 52.

467. Les corporations municipales peuvent transiger sur toutes réclamations en dommages ou autres contre elles, et elles sont liées par ces transactions et n'en peuvent être relevées que pour les mêmes raisons que peut invoquer tout majeur en possession de l'universalité de ses droits civils. *Bachand vs. La Corporation de St. Théodore d'Acton.* C. S., 2 R. L., p. 325 (1870).

CORPORATION ÉTRANGÈRE :—**468.** By the laws of the Province of Quebec, corporations are under a disability to acquire lands without the permission of the Crown or authority of the Legislature, and therefore a foreign corporation has no right to hold lands in the Province, without such permission or authority; and any deeds they may give or receive connected with such acquisitions are radically null and void. *The Chaudière Gold Mining Company vs. Desbarats et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 182 ;—1 R. L., p. 82 (1869).

469. Une corporation étrangère incorporée et reconnue par les lois d'un pays étranger où est le siége de ses opérations, peut valablement contracter dans cette province, y ester en justice et contraindre ceux qui se sont engagés envers elle à remplir leurs obligations. *The Connecticut and Passumpsic Rivers Railroad Co. et Comstock.* Q. B., 1 R. L., p. 589 (1870).

CORPORATION DE MONTRÉAL :—**470.** A resolution of the City Council ordering " flagstone *or* brick footpaths," is void for uncertainty.—When the City Surveyor is required to assess the cost of a street improvement upon the proprietors, according to the frontage of their real estate, an assessment roll prepared by him, which simply states that he has " assessed on the proprietors according to law " is insufficient. Ex parte *Jenking et Sexton.* S. C., 12 L. C. J., p. 273 (1868).

CORPORATION DE QUÉBEC :—**471.** La Corporation de la Cité de Québec n'avait pas avant, mais a depuis la 22 Vic., c. 63, le pouvoir de passer un réglement imposant une taxe sur les agents de Compagnies d'Assurance organisées ou dont le bureau principal est établi en dehors de la Cité. *Henderson et Le Maire, etc., de Québec.* Q. B., 15 L. C. R., p. 116 (1864).

472. Par la s. 25 du Réglement de la Corporation fait en 1859, c'est la société (firm) seule, et non les membres de cette société individuellement, qui est sujette à la taxe d'affaires. *The Mayor, etc., of Quebec vs. Fisher.* Cour du Recorder, 15 L. C. R., p. 263 (1865).

473. La Corporation de Québec est obligée d'entretenir un chemin sur le pont de glace vis-à-vis la ville, et si elle tolère un autre chemin que le sien, elle est tenue à son entretien et responsable des dommages causés par sa négligence. *Sheppard vs. Le Maire, etc., de Québec.* C. C., 16 L. C. R., p. 127 (1865).

474. La Corporation de Québec n'est pas responsable des dommages causés par le mauvais état des chemins, bien qu'ils soient sous son contrôle, l'acte d'incorporation de la Cité (3-4 Vic., c. 35) n'ayant altéré aucunement la 39 Geo. 3, c. 5, s. 11, et quoique obligée de poursuivre ceux qui sont en contravention aux lois de police sous ce rapport, elle n'est pas responsable des dommages causés par la négligence des propriétaires ou locataires. *O'Neil et Le Maire, etc., de Québec.* Q. B., 16 L. C. R. p. 404 (1866).

CÔTE DE NOTRE-DAME DE LIESSE :—**475.** La Côte de Notre-Dame de Liesse fait partie de la paroisse de St. Laurent. *Les Syndics de Lachine vs. Lefebvre.* C. C., 13 L. C. J., p. 185 (1869).

COUPE DE BOIS :—**476.** Un droit d'usage en bois ou coupe de bois entre particuliers est un droit personnel et non une servitude ou droit réel, et ce droit est purgé par le décret. *Lefebvre vs. Gosselin.* C. S., 9 L. C. J., p. 95 (1865).

477. A moins de stipulation contraire, la vente de la coupe et dépouille d'une terre à bois ne donne à l'acquéreur le droit de couper le bois qu'une fois et non à perpétuité. *Pâquette dit Lavallée vs. Dansereau et ux.* C. S., 14 L. C. J., p. 195 (1869).

COURONNE, *Bois de la* :—**478.** Une saisie des bois de la Couronne, faite sans écrit par ses agents contre le possesseur de ces bois qui n'a pas de titre légal, est absolument nulle. *Rivard vs. Belle.* C. S., 1 R. L., p. 571 (1866). Confirmé en Appel. *Ibidem.*

Couronne, *Bois de la :*

479. Tant que celui qui a coupé des bois de la Couronne n'a pas payé à celle-ci ses droits sur ces bois, la Couronne en conserve la possession civile et peut les saisir en quelques mains qu'ils passent, nulle aliénation valable n'en pouvant être faite au préjudice du fisc. *Ibidem.*

—: *Droits de la :*—**480.** Lorsqu'il appert que les droits de la Couronne sont susceptibles d'être affectés par le jugement à être rendu dans une cause, la Cour peut d'elle-même ordonner qu'avant de faire droit avis soit donné au Procureur-Général d'adopter les procédés qu'il croira utiles dans l'intérêt de la Couronne. *Clarke vs. Kelly.* C. R., 12 L. C. J., p. 206 (1868).

481. It is not necessary that stamps should be affixed to the papers in proceedings taken by the Crown; in other words, the Crown is not obliged to stamp its proceedings. *Queen vs. Ellice.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 81 and 106 (1866).

—: *Terres de la :*—**482.** A location ticket or licence of occupation signed by a local Crown Lands Agent confers no right on the holder of such ticket to maintain the actions referred to in s. 13, c. 22, C. S. C. *Lanigan vs. Gareau.* S. C., 14 L. C. R., p. 21 (1862).

483. Crown lots remain Crown property so long as no patent issues in respect of the same, and *hypothèques* granted upon such lots by individuals in possession of, and who have improved, the same, do not attach and convey no rights to the mortgagees. *Pacaud et Pelletier.* Q. B., 16 L. C. R., p. 305 (1864).

484. Un agent du Commissaire des Terres de la Couronne ne peut accorder des permis de coupe de bois qu'avec l'autorisation du Commissaire (S. R. C., c. 23, s. 1). *Gouin vs. Dubord.* C. S., 2 R. L., p. 49 (1870).

Courtiers :—**485.** Dans les ventes faites par des courtiers, il faut qu'ils donnent un avis écrit (bought and sold notes) tant au vendeur qu'à l'acheteur de la transaction qu'ils ont effectuée, pour en établir la validité en loi. *Tourville et al. vs. Essex.* C. S., 8 L. C. J., p. 314 (1864).

Créancier éventuel :—**486.** Un créancier éventuel ou conditionnel a droit de faire tous les actes conservatoires nécessaires pour assurer sa dette, et pour cela il peut, au lieu de la payer, garder entre ses mains toute somme d'argent qu'il doit à celui dont il est le créancier éventuel, si celui-ci est insolvable. *Rousselle vs. Primeau.* C. R., 1 R. L., p. 703 (1868).

CUMUL D'ACTIONS :—**487.** There is no cumulation of actions in suing in one and the same action the architects and superintendents and the carpenters and joiners for damages incurred by the sinking of floors in consequence of the insufficiency of the timber used to support the bridging joists and floors, they being *solidairement* liable for such damages. *David et McDonald et al.* Q. B., 8 L. C. J., p. 44 ;—14 L. C. R., p. 31 (1863).

488. Il n'y a pas cumul d'actions à demander que le défendeur (secrétaire-trésorier des écoles, qui par un rapport faux au gouvernement en a obtenu l'octroi des écoles communes) soit condamné à l'amende et à rembourser au fonds des écoles publiques l'octroi ainsi frauduleusement obtenu, et tel droit d'action n'est pas prescriptible par trois mois. *Pacaud et Roy.* Q. B., 12 L. C. J., p. 65 (1866).

CURATEUR :—**489.** The law allows a curator six months to find an investment of trust funds, but the curator is liable to pay interest on all funds proved to have been applied to his own use, even within the six months. *Mackenzie et Taylor.* Q. B., 9 L. C. J., p. 113 (1865).

490. Where a curator deposits the trust funds to his own private credit in a Bank, and afterwards checks out the funds in his own name, he will be presumed to have applied such funds to his own use, in the absence of proof to the contrary. *Ibidem.*

491. A person, in his capacity as curator, cannot purchase from himself individually, and in his own right, and cannot individually, with the assistance of a *prête-nom,* do an act which he cannot do directly in his own name. *Mackenzie et Taylor.* Q. B., 9 L. C. J., p. 113 (1865).

492. In any litigation between the party interested and the curator, in connection with such illegal purchase, it is not necessary that all the parties to the transaction should be in the cause. *Ibidem.*

493. Un curateur à l'absent ne peut intenter une action pétitoire dont l'issue peut entraîner la perte des droits de l'absent sur l'immeuble revendiqué, mais seulement les actions qui ont trait à l'administration de ses biens. *Parent vs. St. Jacques.* C. S., 2 R. L., p. 91 (1867).

CURÉ :—**494.** Un curé ne peut être poursuivi en justice pour dommages à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, même pour avoir marié un mineur

CURÉ :—
sans le consentement de ses parents, à moins qu'avis de telle poursuite ne lui ait été donné au moins un mois avant l'émanation du bref d'assignation. *Robert et al. et Bean.* Q. B., 13 L. C. J., p. 225;—1 R. L., p. 150 (1869).

495. Le curé a le contrôle du chœur de son église, et si quelqu'un s'y comporte d'une façon inconvenante, il peut l'en chasser et lui faire perdre sa place de chantre. *Boudreault vs. l'Œuvre et Fabrique, etc., du Sault-au-Récollet.* C. C., 1 R. L., p. 663 (1869).

496. Le curé a droit personnellement à ce qui reste des cierges fournis pour un service funèbre, par la famille du défunt. *Gaboury vs.*——. C. C., 2 L. C. L. J., p. 199 (1867).

DATION EN PAIEMENT :—**497.** A deed of assignment whereby the estate of the debtor is transferred in judgment and vests absolutely in the creditors to the absolute discharge of the debtor, is a *datio in solutum* and equivalent to a sale. *Cheval vs. DeChantal.* C. S., 8 L. C. J., p. 85 (1861).

DÉCRET :—**498.** Une propriété immobilière vendu par décret est purgée de toutes charges dont elle était jusqu'a lors grevée, excepté celles qui sont expressément réservées dans l'avis de vente du shérif ; et dans l'espèce la propriété vendue ayant été deux fois louée pour plusieurs années, sujette à un canon emphytéotique en vertu de chaque bail, et le premier bail ayant seul été mentionné dans l'avis, elle était purgée des charges qui l'affectaient en vertu du second bail. *Tétu vs. Chinic.* C. S., 14 L. C. R., p. 147 (1858).

499. Le décret purge un immeuble de tous les droits de propriété, excepté dans le cas où, lors du décret, le propriétaire est en possession de l'immeuble saisi *super non domino ;* mais si, lors de la saisie, le propriétaire n'est pas en possession de l'immeuble, il doit, pour conserver son droit de propriété, s'opposer à la vente par les moyens ordinaires. *Patton et Morin.* Q. B., 16 L. C. R., p. 267 (1865).

500. Les shérifs ou huissiers n'ont pas le droit de limiter le temps durant lequel ils recevront des enchères, et toute enchère offerte avant l'adjudication doit être reçue, quoique l'heure indiquée pour clore la vente soit expirée, et un décret fait contrairement à ce qui précède

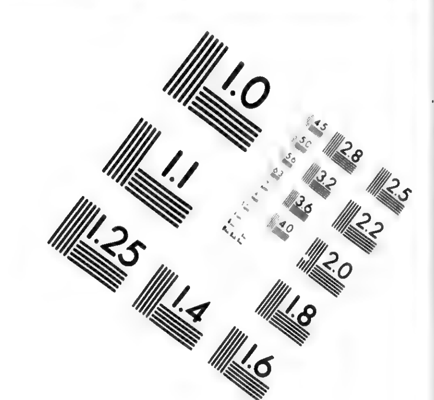
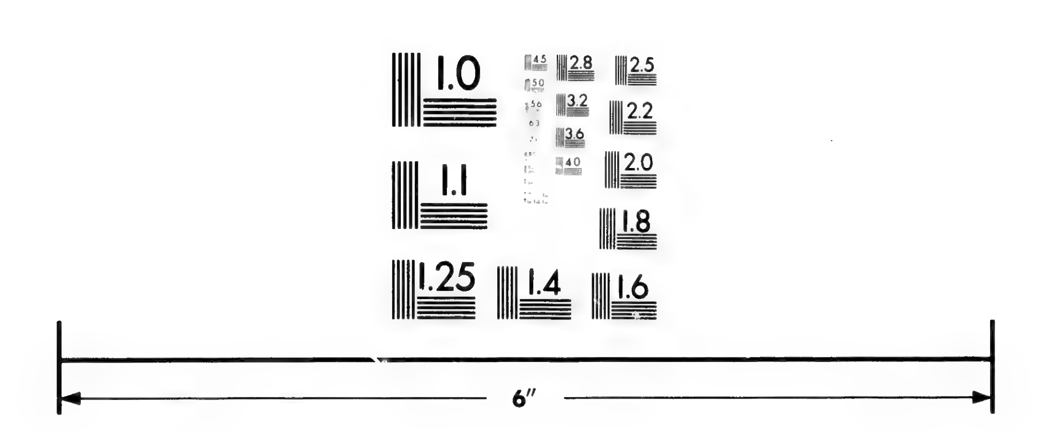
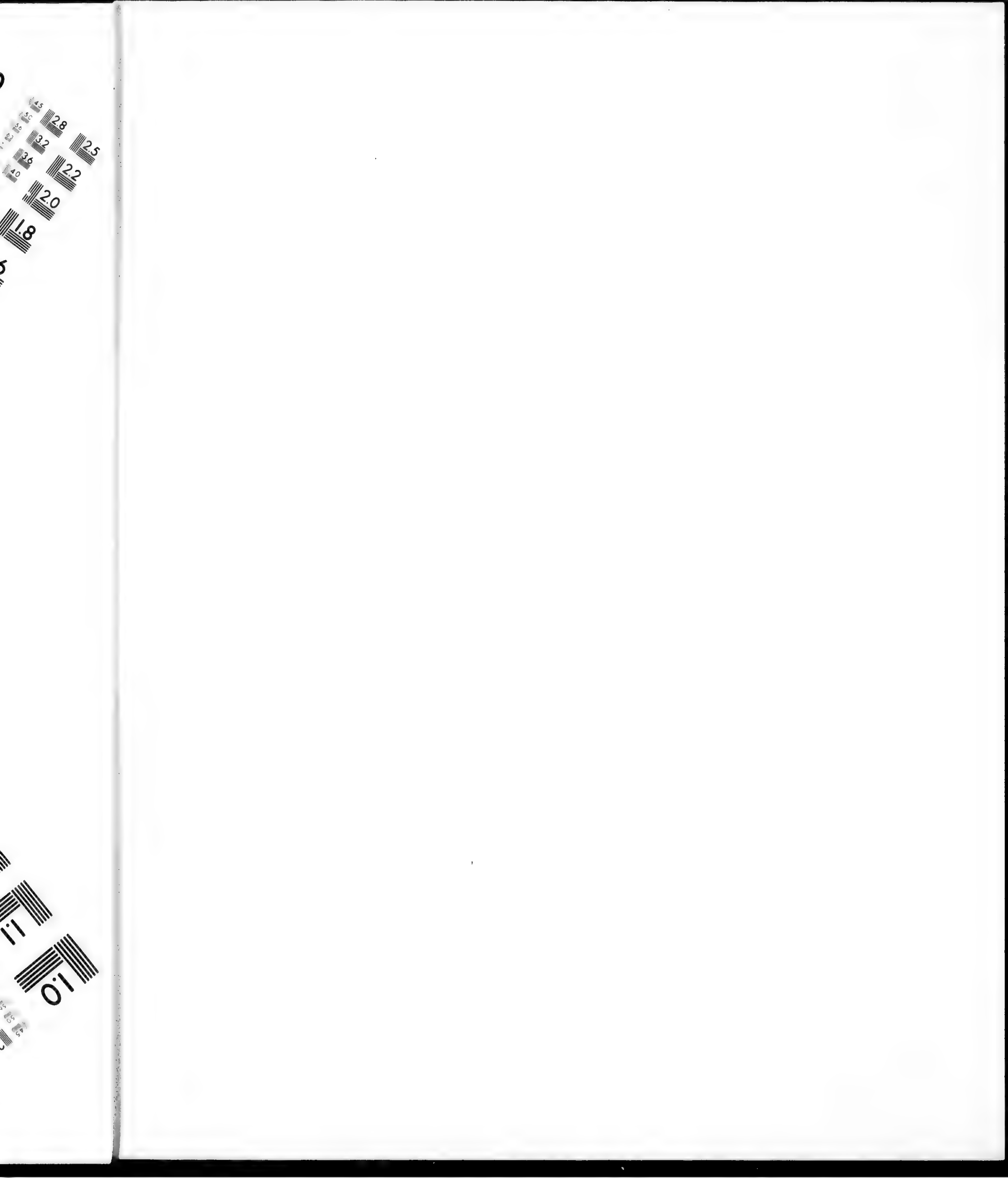


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)




2.8
2.5
3.2
2.2
3.6
2.0
4.0
1.8
1.1
1.0

DÉCRET :—
peut être annulé. *Génier vs. Woodman et al.* C. S., 10 L. C. J., p. 87 (1865). Confirmé en Appel, 3 L. C. L. J., p. 120 (1867).

501. La demande en nullité de la vente par décret faite *super non domino*, étant dirigée tant contre l'adjudicataire que contre les autres parties au décret et le shérif, est valable ; et cela sans que la personne qui demande la nullité du décret ait fait d'opposition ou aucune procédure dans la cause où l'adjudication a été faite. *Tessier vs. Bienjonetti.* C. S., 9 L. C. J., p. 67 (1865) ; C. R., 16 L. C. R., p. 152 ;—1 L. C. L. J., p. 68 (1865).

502. The sheriff must be made a party to an action to set aside a sheriff's sale. *Drapeau vs. Fraser.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 95 (1865).

503. L'adjudicataire d'un immeuble ne peut invoquer sa propre erreur pour demander la nullité du décret, si celui-ci a été légalement fait en tous points. *Gagné vs. [illegible]hon.* C. S., 17 L. C. R., p. 447 (1866).

504. Par suite d'une erreur faite dans le procès-verbal de saisie relativement à la date du jugement, une requête en nullité de décret de la part du saisi sera maintenue avec dépens contre le shérif. *Beaudry vs. Raymond.* C. S., 14 L. C. J., p. 112 (1869).

505. Un défendeur sur qui un immeuble a été vendu par le shérif ne peut, *de plano*, s'opposer à la saisie du même immeuble sur un tiers-détenteur, sans avoir au préalable fait annuler, dans la cause où il a eu lieu, le décret dont il demande la nullité par son opposition. *Armstrong vs. Barrette.* C. R., 2 R. L., p. 98 (1870).

506. Le fait que le shérif se serait porté adjudicataire d'un immeuble par personnes interposées, ne rend pas le décret nul de plein droit, mais seulement annulable. *Armstrong vs. Barrette.* C. R., 2 R. L., p. 98 (1870).

507. A sale of land without notification to the party who is the real owner, though the land stands in the name of other persons on the assessment roll, is null and void. *Felton vs. Corporation of Compton and Ascot.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 107 (1865).

DÉLÉGATION DE PAIEMENT :—**508.** In the case of a simple delegation of payment in a deed of sale, where the vendee, in the course of proceedings for a judgment of ratification, deposits the total amount of purchase money

DÉLÉGATION DE PAIEMENT :— in Court, the vendee is completely exonerated from all further responsibility to pay the amount stipulated to be paid to the creditor *délégué*, even if such creditor receive nothing in the distribution of the moneys so deposited; such delegation not being a personal undertaking on the part of the vendee to pay the amount so delegated. *Dubuc vs. Charron.* S. C., 9 L. C. J., p. 79 and 106 (1865).

DÉLIT :—**509.** Even before 32-33 Vic., c. 29, s. 38, on a trial for misdemeanor, the Crown might, without showing cause, direct jurors, on their names being called, "to stand aside," until the panel has been gone through. *Regina vs. Fraser.* Q. B., 14 L. C. J., p. 245 (1870).

510. The Court of Queen's Bench in Appeal will adjudicate upon a reserved case of misdemeanor in the absence of the defendant who has fled away. *Regina vs. Fraser.* Q. B., 14 L. C. J., p. 245 (1870).

DÉLIVRANCE DE LEGS ;—**511.** No action *en délivrance de legs* against the heirs of a testator will lie, or is necessary, where the testator has disposed of all his property by will. *Webb et Hall.* Q. B., 15 L. C. R., p. 172 (1864).

512. Where a man by will left a property to his two sons, with a substitution in favor of the children of the surviving son, in the event of the death of the other without leaving children; and one of the sons died without children; and subsequently the surviving son transferred the whole property to the widow of his brother; and the widow took possession, and by her will made her nephews her universal legatees, but made a special legacy of the property above mentioned to one of them; and all the others joined in the *délivrance de legs* to the special legatee, whose possession exceeded ten years, and joined to that of his aunt, at the time of the institution of the suit, exceeded thirty years;—*held* that the prescriptions of ten and thirty years were acquired, and that the *délivrance de legs* made by the universal legatees to the special legatee, debarred any of them from claiming under the substitution contained in the will of the grandfather. *Lafond et al. et Eno.* Q. B., 14 L. C. J., p. 1 (1869).

DEMEURE :—**513.** Vide *Beaudry vs. Tate et al.* C. S, 3 L. C. L. J., p. 143 (1867).

DENIERS DÉPOSÉS :—**514.** Of applications made to the Superior Court for the payment by the prothonotary of the moneys claimed by parties in a cause, notice must be

DENIERS DÉPOSÉS :—
given to other parties interested in the judgments or orders pronounced in the cause. *Mann et al. et Monk.* Q. B., 8 L. C. J., p. 55 (1862).

515. Money specially deposited at interest in a chartered Bank, by consent, and under the sanction of the Court, in the name of the prothonotary, and subject to the future order of the Court, or of a judge thereof, cannot be legally withdrawn and used by the prothonotary without such order. *Butters vs. The Bank of Montreal.* S. C., 14 L. C. J., p. 266 (1869).

DÉSAVEU :—**516.** Proceedings *en désaveu* are in the nature of a *procès* between client and attorney, and the matter to be adjudged is : had the attorney a right or authority to act? And the attorney *porteur de pièces* is presumed to have had full authority to act, and, in the absence of proof to the contrary, will be held to have had such authority. *Moss et al. vs Ross.* S . C., 9 L. C. J., p. 328 (1865).

DÉSISTEMENT :—**517.** Le désistement de la demande principale ne met pas fin à une intervention ayant pour objet de revendiquer la chose saisie en vertu de la demande principale. *Mulholland et Benning et al.* Q. B., 15 L. C. R., p. 284 (1864).

DÉTÉRIORATION :—**518.** Le détenteur d'une terre hypothéquée ne peut enlever les bâtisses y érigées, même sans intention de frauder le créancier hypothécaire, et s'il le fait ce dernier a contre lui un recours en dommages au montant de la valeur des bâtisses. *Armstrong vs. Barrette.* C. C., 1 R. L., p. 645 (1868).

DIFFAMATION :—**519.** A charge of theft, made by an employer, in the presence of and addressed to his own clerks, against one of his clerks, is a privileged communication, and, in the absence of proof of express malice, will not give rise to an action of damages. *Poitevin vs. Morgan.* S. C., 10 L. C. J., p. 93 ;—1 L. C. L. J., p. 120 (1866).

520. Proof of rumours current in the plaintiff's neighbourhood before the uttering of slanderous words imputed to defendant, may be made in mitigation of damages under the general issue. *Fournier vs. Noreau et ux.* S. C., 12 L. C. J., p. 342 (1868).

521. The use of the term *loafer* in reference to a person, gives ground for damages. *Lighthall vs. Walker.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 43 (1866).

DIFFAMATION :—

522. In an action for slander, where the evidence has proved a gross case against the defendant, and the damages and costs awarded by the Court below are inadequate to meet the costs due by plaintiff to his attorney, the Court of Appeals will increase the amount of damages and costs, it being unjust that a plaintiff who has a right should be made to pay money for having exercised his right. *Léger dit Parisien et Léger dit Parisien.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 60 (1867).

523. On slander, vide *Poitevin vs. Morgan.* S. C., 10 L. C. J., p. 93 ;—1 L. C. L. J., p. 120 (1866).

524. Vide *Rochon vs. Gaspel.* C. C., 1 L. C. L. J., p. 65 (1865).—Also *Leroux* (1) *vs. Brunel.* C. C., 1 L. C. L. J., p. 111 (1865) (2).

DIMES :—**525.** In an action for recovery of *dîmes*, notice that defendant has ceased to profess the Roman Catholic religion cannot be proved by parol evidence, but a written plea that defendant has ceased to be a Roman Catholic is a notice in writing of the fact, and sufficient to exempt the party from future liability. *Proulx vs. Dupuis.* S. C., 10 L. C. J., p. 114 and 115 ;—16 L. C. R., p. 172 ;—1 L. C. L. J., p. 94 (1865).

526. *Dîmes* can only be recovered from persons who profess the Roman Catholic religion. *Proulx vs. Dupuis.* S. C., 10 L. C. J., p. 115 (1865).

527. Notwithstanding the Edict of 1679, which vests the tithes of a parish in a *curé* holding his cure in perpetuity, they may be legally claimed by the priest in possession of a cure, removable at the will of the bishop ; and a provision in his appointment to the cure securing a portion of the tithes for the use of the bishop, does not prevent the *curé* in possession from being entitled to the tithes. *Duhault vs. Pacaud.* C. R., 17 L. C. R., p. 178 (1866).

---

(1) We find *L'heureux* instead of *Leroux* in the report of the case in Appeal (3 L. C. L. J., p. 61), but it is the same case.

(2) The judgment of the Court of Review, reversing that of the Circuit Court, was confirmed in Appeal, because the letter which was the basis of the action, and which was written by the defendant to plaintiff's brother-in-law, accusing the plaintiff of dishonesty and trickery on account of his having broken up a sale from the brother-in-law to defendant,—although it was not a privileged communication, yet it was justifiable under the circumstances, and consequently an action did not lie. Q. B., 3 L. C. L. J., p. 61 (1867).

DÎMES :—

528. Supposé que le curé n'aurait droit qu'à 500 fr. de dîme annuelle, le surplus appartenant à Sa Majesté par la 14 Geo. 3, c. 83, un paroissien ne peut réclamer de lui au nom de Sa Majesté le surplus des 500 fr. qu'il aurait perçu, ni plaider à une action pour dîmes que le curé a perçu des dîmes pour plus de 500 fr. *Ibidem.*

529. A *missionnaire desservant* under the authority of the bishop is entitled to the tithes. *Brassard vs. Brunet.* Q. B., 17 L. C. R., p. 206 (1848).

DISCUSSION :—**530.** Le créancier hypothécaire qui s'oblige, par acte de transaction avec les tiers-détenteurs, à discuter son débiteur avant d'exercer contre eux son recours hypothécaire, ne peut exercer ce recours contre eux qu'après avoir discuté tous les biens meubles et immeubles de son débiteur. *DeBeaujeu et Deschamps.* Q. B., 16 L. C. R., p. 454;—2 L. C. L. J., p. 68 (1866).

531. Dans le cas ci-dessus, le tiers-détenteur n'est pas obligé d'indiquer les biens à être discutés. *Ibidem.*

DOMICILE :—**532.** A person formerly residing in Lower Canada and leaving it for many years, and then returning to it with the intention of residing there immediately, acquires a domicile, although he may have only actually resided there a period of 17 days since his return, and his intention may be proved by his subsequent acts. *Cressé et Baby.* Q. B., 10 L. C. J., p. 313 (1866).

533. L'Art. 1081 du Code de Procédure Civile concernant l'élection de domicile pour le poursuivant par l'huissier saisissant, ne s'applique qu'aux causes susceptibles d'appel. *Légaré vs. Desroches.* 1 R. L., p. 51.

534. An election of domicile by an opposant at the office of an attorney, must state where the office is situated. *Leclaire et al. vs. Daigle.* C. S., 1 L. C. L. J., p. 93 (1865).

535. A residence of a year and a day is not required in order to acquire a domicile. *Benning vs. Canadian India Rubber Co.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 97 (1865).

DOMMAGES :—**536.** For injuries sustained in a street encumbered with building materials, an action of damages lies directly against the Corporation of the City in which such street is situated, irrespective of the negligence of the contractors. *Humphries vs. The Corporation of Montreal.* S. C., 9 L. C. J., p. 75 (1865).—Confirmed in Review. 1 L. C. L. J., p. 65 (1865).

DOMMAGES :—

537. An action lies against the Montreal Corporation for damages occasioned by the reflux of water through the private drain of complainant, when it is manifestly caused by the faulty state of the public drain; and in estimating such damage, the expense of removing goods and storing them to avoid damage thereto is fairly assessable as part of the damages. *The Mayor, etc., of Montreal et Mitchell et al.* Q. B., 9 L. C. J., p. 248; —14 L. C. R., p. 437 (1865).

538. If the Corporation of Montreal, in the excavation and construction of works which they are authorized by law to make, or their contractors, are guilty of negligence which causes damage by impeding traffic and interfering with plaintiff's business, the Corporation are liable for such damage. *Harold et The Mayor, etc., of Montreal.* Q. B., 11 L. C. J., p. 169;—3 L. C. L. J., p. 88 (1867).

539. Un père peut poursuivre en dommages, en son propre nom, pour torts faits à sa fille mineure, sa servante, si ces torts le privent de ses services ou lui causent d'autres dommages. *Neill vs. Taylor.* C. S., 15 L. C. R., p. 102 (1865).

540. A plaintiff seizing *bonâ fide* property in the possession of his debtor, is not liable in damages towards a third person, owner of the property. It is *damnum absque injuriâ. McDonald vs. Lalonde.* S. C., 13 L. C. J., p. 331 (1869).

541. L'huissier qui exécute de bonne foi un mandat d'arrestation illégal émané par un juge de paix, n'est pas poursuivable en dommages, non plus que le plaignant s'il a de bonnes raisons de faire sa plainte et s'il ne participe pas aux procédures subséquentes à cette plainte. *Bissonnette et al. et Bornais.* Q. B., 16 L. C. R., p. 377;—2 L. C. L. J., p. 18 (1866).

542. Le fait de crier à quelqu'un, en pleine rue: "Paie tes dettes, paie tes dettes," ne suffit pas pour autoriser une action en dommages. *Lenoir dit Rolland vs. Jodoin.* C. S., 16 L. C. R., p. 387 (1865). Renversé en Appel, où il a été jugé que ces paroles, ayant blessé le demandeur dans sa sensibilité, lui donnent droit d'action en dommages. *Ibidem*;—2 L. C. L. J., p. 20 (1866).

543. Un prêtre qui écrit dans un régistre de l'état civil des mots injurieux à l'adresse d'une personne, est passible de dommages. *Côté vs. De Gaspé.* C. R., 16 L. C. R., p. 381 (1866).

DOMMAGES :—

544. $20 and costs awarded to plaintiff, the defendant having used insulting language towards him in a Magistrate's Court. *Gravelle et Bélanger.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 69 (1867).

545. A City Corporation may be sued in damages for assaults committed by its servants, such as policemen, when the assaults are approved and attempted to be justified by the Corporation. *Doolan vs. The Corporation of Montreal.* C. R., 13 L. C. J., p. 71;—1 R. L., p. 84 (1868).

546. Un officier de douane qui, en saisissant des effets prohibés par les lois de douane, enlève d'autres articles dont il ne pouvait déterminer la nature sans un examen prolongé, n'est pas responsable des dommages résultant de leur saisie. *Saunders vs. Barry.* C. S., 14 L. C. R., p. 370 (1864).

547. Quand la mort d'une personne est arrivée en tout ou en partie à raison de son imprudence et imprévoyance, une action par ses représentants contre une municipalité en recouvrement de dommages, allégués avoir été causés par l'état périlleux d'un chemin, sera renvoyée. *Charbonneau vs. La Corporation, etc., de St. Martin.* C. R., 16 L. C. R., p. 143;—1 L. C. L. J., p. 109 (1865).

548. An action for damages will not lie, where the injury is the result of pure accident, and where no negligence can be imputed to the defendants. *Montreal City Passenger R. R. Co. et Bignon.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 21 (1866).

549. A servant has no action of damages against his employer for any injury he may sustain through the negligence of his fellow servants. *Fuller vs. The Grand Trunk R. R. Co.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 68 (1865). Also *Bourdeau vs. Grand Trunk R. R. Co.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 186 (1866).

550. A party injured by being run over, can only be held responsible for the exercise of such care and prudence as are equal to his capacity. *Beauchamp vs. Cloran.* C. C., 11 L. C. J., p. 287;—1 L. C. L. J., p. 121 (1866).

551. Une partie ne peut réclamer des dommages d'une autre pour négligence à remplir certaines conventions, lorsque la partie obligée ne pouvait raisonnablement prévoir que sa négligence causerait de tels dom-

DOMMAGES :—
mages, et pour acquérir un droit d'action il lui faut mettre le défendeur en demeure de remplir cette partie du contrat, et l'avertir du dommage qui devra résulter de son inexécution. *Renaud vs. Walker.* C. S., 13 L. C. J., p. 180 (1868).

552. He who receives a barge into his dock to be repaired by him, is liable in damages to the owner for not delivering it out of the dock when the repairs are finished, if, with proper precaution and diligence on his part, the delay could have been prevented; and such damages may be set up in compensation of the amount due for repairs. *Tate et al. vs. Cavan.* C. C., 17 L. C. R., p. 499 (1867).

553. Vide *Maillet vs. Desilets.* C. C., 1 L. C. L. J., p. 31 (1865).

554. Vide *Ellice et Regina.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 11 (1866).

555. Vide *Russy vs. Lamoureux.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 111 (1865).

DONATION :—**556.** La donation de meubles par des parens à leur enfant, suivie de tradition et possession, est parfaite sans qu'il soit besoin d'un acte écrit pour la constater. *Mahoney et McCready.* Q. B., 15 L. C. R., p. 274 (1864).

557. A gratuitous donation made in 1863 of moveables without displacement, although there was registration in the registry office of the domicile of donor and donee, is inoperative as against posterior creditors. *Demers vs. Lefebvre.* C. C., 14 L. C. J., p. 241 (1870).

558. La donation limitée à des choses désignées particulièrement est une donation à titre particulier. *Pâquin vs. Bradley et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 208 (1870).

559. Le donataire à titre particulier n'est pas tenu personnellement aux dettes du donateur. *Pâquin vs. Bradley et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 208 (1870).

560. Une donation entre-vifs revêtue de toutes les formalités, faite quelques jours avant la mort du donateur alors malade, mais non de la maladie qui l'emporte, est valide. *Raîche vs. Alie.* C. S., 1 R. L., p. 77 (1867).

561. La convention de fournir une certaine quantité "du meilleur blé qui poussera sur la terre donnée," oblige le donataire, si la terre n'en produit pas de bon, à en acheter. *Lalonde vs. Cholette.* Q. B., 1 R. L., p. 700 (1868).

DONATION :—

562. A deed of donation of real estate will not be considered fraudulent because the donor had a chirographary creditor who obtained judgment against him eighteen months after the donation, which was made for good consideration; and the seizure and sale of the land donated in the donee's possession at the instance of the chirographary creditor will be set aside. *Tessier vs. Bienjonetti.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 68 (1865).

563. When it is stipulated in a donation that, after the death of the donor, his son should be usufructuary and his son's children proprietors of certain real estate and that in default of such issue, it should belong to the other heirs of the donor, who should enjoy and dispose of it in such manner as the donor should direct by his will,—this stipulation does not operate as a substitution, but creates a conditional reversion of the property in favor of the donor and his heirs; and as the right reserved to the donor formed part of his property and afterwards of his succession, and passed by his will to his son, the latter, having died childless, could under his father's will dispose by his own will of the property as he thought fit. *Dufaux et al. et Herse et al.* Q. B., 17 L. C. R., p. 246;—3 L. C. L. J., p. 90 (1867).

564. Vide *Ward vs. Brown.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 95 (1865).

565. Vide *Fletcher vs. Périllard.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 26 (1865).

DOUAIRE :—**566.** A married woman cannot (according to the maxim *jamais mari ne paya douaire*) claim to rank, during the life-time of her husband, on the moveable estate of her husband (an insolvent), in respect of an amount given to her, by their contract of marriage, in lieu of dower, and stipulated to be payable to her only in case she should survive her husband. *Masson et al. vs. Leslie et al.* S. C., 10 L. C. J., p. 233 (1861).

567. La femme peut réclamer le douaire préfix, avenant la séparation de biens judiciaire, s'il a été stipulé au contrat de mariage qu'il y aurait lieu à l'ouverture du douaire "arrivant dissolution de communauté par mort ou autrement." *Parent vs. Tonnancour.* 1 R. L., p. 50.

568. The share of the children renouncing to the dower does not accrue to the other *douairiers*, but falls

DOUAIRE :— into the succession of the father. *Lepage et al. vs. Chartier.* S. C., 11 L. C. J., p. 29 (1866).

569. A general renunciation for consideration by a wife *séparée de biens*, in 1828, of all rights she might have in a property sold by her husband, and which at the time was hypothecated for the payment to her of a *douaire préfix*, dit not operate as a bar to her children's claim to be paid such dower, when the same became open. *Morley vs. Massue.* C. R., 13 L. C. J., p. 85 (1868). Confirmed by the Court of Appeals. 14 L. C. J., p. 308 (1869).

570. A sale of the property affected by such dower, under the bankruptcy laws in force in 1845, dit not purge the property from the *douaire préfix* not then open. *Ibidem.* Confirmed by the Court of Appeals. 14 L. C. J., p. 308 (1869).

DROIT LITIGIEUX :—**571.** Un droit ne peut être considéré comme litigieux que quand il y a procès mu. *Leclère et al. vs. Beaudry et al.* C. S., 10 L. C. J., p. 20 (1865).

572. Voir *Lemoine vs. Lionais.* C. S. (1866), et Q. B. (1870), 2 R. L., p. 333.

ÉCHANGE :—**573.** A la suite des longs délais écoulés depuis l'échange de chevaux entre les parties, la garantie de défaut ou de maladie caché faite par le demandeur étant fausse, cette garantie n'entraîne pas la résolution, mais donne lieu seulement en faveur du défendeur à une diminution du prix (retour) réclamé du défendeur. *Durocher vs. Bone.* C. C., 8 L. C. J., p. 168 (1864).

ÉCHENILLAGE :—**574.** L'échenillage n'est pas obligatoire en ce pays, et partant il n'y a pas droit d'action pour recouvrer les dommages que les chenilles tombées ou parties de la propriété du voisin auraient causés. *Ferguson et Joseph.* Q. B., 12 L. C. J., p. 72 (1868).

ÉCOLES :—**575.** A payer of school rates in a school municipality of Lower Canada, though not resident therein, is an *inhabitant* of such municipality within the meaning and application of s. 55, c. 15, C. S. L. C. *The School Commissioners of Lacolle vs. Bowman.* S. C., 10 L. C. J., p. 103;—16 L. C. R., p. 204;—1 L. C. L. J., p. 77 (1865).

576. Sous l'acte des écoles, S. R. B. C., c. 15, les dissidents ont droit de déterminer et limiter l'application de leurs taxes et cotisations scolaires aux écoles de leur dénomination ; et l'intention de la loi est de garantir toute croyance religieuse contre une instruction qui y répugnerait; de sorte qu'elle doit être interprétée de

ÉCOLES :—

façon à donner telle garantie. *The School Commissioner of Lacolle vs. Bowman.* C. S., 16 L. C. R., p. 204 ;—1 L. C. L. J., p. 77 (1865).

577. Une élection à la charge de commissaire d'écoles est nulle, si les votes ont été enregistrés, non dans un livre de poll, mais au crayon sur une feuille volante sans mentionner les prénoms et qualités des électeurs *Pacaud et Gagné.* Q. B., 17 L. C. R., p. 357 (1867).

578. Le secrétaire-trésorier des Commissaires d'Écoles qui fera un rapport faux au gouvernement pour obtenir l'octroi des écoles communes, pourra être poursuivi par tout citoyen intéressé dans la bonne administration des écoles et être condamné à payer une amende de $10 à $40, en vertu de la s. 126, c. 15, S. R. B. C. *Pacaud et Roy.* Q. B., 12 L. C. J., p. 65 (1866).

579. Par suite du dépôt du cadastre des seigneuries, conformément à la loi qui a aboli la tenure seigneuriale, les seigneurs sont exonérés du paiement du quarantième du montant de la cotisation scolaire. *Les Commissaires d'écoles de Nicolet vs. Trigge et al.* C. C., 12 L. C. J., p. 344 (1868).

580. Le fait d'engager un maître d'école non diplômé n'est pas une contravention au ch. 151, s. 110, ss. 10, S. R. B. C., punissable en vertu de la s. 126. *Audette dit Lapointe et al. et Duhamel.* 1 R. L., p. 52.

ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES :—**581.** A person wilfully voting at a parliamentary election without having all the qualifications required by law, will be condemned to pay $40 and costs to any one who may sue therefor as in an action of debt, and will be *contraignable par corps* in default of payment within the period to be fixed by the Court, under C. S. C., c. 6 ; and the fact of the defendant having obtained a legal opinion of qualification to vote will not, of itself, absolve him from the penalty. Such actions are subject to the rules governing actions of debt, and consequently the defendant is bound to answer upon *faits et articles.* *Perry vs. Adams.* C. C., 8 L. C. J., p. 165 (1864).

582. L'amende imposée par la s. 60, c. 6, S.R.C., pour avoir voté illégalement au nom d'une personne dont le nom figure sur la liste des électeurs parlementaires, ne peut être recouvrée dans une cour civile ; mais l'offense étant un délit, devra être poursuivie devant une cour

ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES :—

criminelle et l'amende imposée, sur conviction, par telle Cour. *Barrette vs. Bernard.* C. C., 14 L. C. R., p. 435 (1864).

583. Par la s. 4, c. 6, S. R. C., la Cour, sur requête des parties lésées par le refus du secrétaire-trésorier de la municipalité d'inscrire leurs noms sur la liste électorale, ordonnera, après enquête contradictoire, au secrétaire-trésorier d'inscrire les noms de ces parties sur la dite liste, et ce avec dépens contre la corporation municipale. Ex parte *Deniger et al. et la Corporation de Laprairie.* C. S., 8 L. C. J., p. 175 (1864).

584. The petitioners in the case of a contested election are jointly, *not* severally, liable to the sitting member for their half of the Commissioner's fees paid by the sitting member. *Lamère et al. et Guèvremont.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 59 (1865).

ÉMANCIPATION :—**585.** A minor aged nineteen years and upwards may be emancipated as regards the administration of her property. Ex parte *Shaw et Cooper.* S. C., 9 L. C. J., p. 166 (1864).

EMPHYTÉOSE :—**586.** Un bail fait pour vingt ans d'un héritage que le preneur a promis d'améliorer à un montant de $2000, moyennant une rente ou canon emphytéotique de £15 à £20, est un véritable bail emphytéotique. *Dufresne vs. Lamontagne.* C. S., 8 L. C. J., p. 197 (1864).

587. Le droit de commise s'exerce à l'égard du bail emphytéotique, sans aucune stipulation, par le défaut de paiement de la rente ou canon emphytéotique pendant trois ans, et sans aucune mise en demeure de payer. *Ibid.*

588. Le juge a le pouvoir d'accorder un sursis à l'exécution du jugement prononçant la résolution d'un bail emphytéotique, avec faculté au preneur de payer pendant ce délai et de garder possession de l'héritage. *Ibid.*

589. Lorsqu'un immeuble est décrété, si les annonces du shérif portent que l'immeuble est tenu à bail emphytéotique consenti au défendeur, l'adjudicataire devra acquitter la rente ou canon emphytéotique pour l'avenir. La rente ou canon emphytéotique est l'indice du *dominium directum* résidant dans le bailleur, et pour la conservation duquel il n'est pas tenu de produire une opposition à fin de charge, et du moment qu'il appert que c'est le bail emphytéotique qui est vendu par décret,

EMPHYTÉOSE :—
c'est à l'adjudicataire à s'enquérir des charges du bail. *Blanchet vs. Le Séminaire de Québec.* C. S., 15 L. C. R., p. 104 (1863).

590. Il ne peut y avoir de bail emphytéotique sans rente ou canon emphytéotique. *Blanchet vs. Le Séminaire de Québec.* C. S. 15 L. C. R., p. 104 (1863).

591. Les droits d'un bailleur emphytéotique peuvent être saisis et décrétés comme un immeuble par les créanciers du bailleur ; mais dans ce cas le domaine direct seul est saisi et vendu, et le décret n'affecte pas les droits de l'emphytéote, qui ne fait que changer de créancier et doit payer le canon emphytéotique à l'adjudicataire au lieu du bailleur. *Précourst vs. Vidal.* 1 R. L., p. 42.

ENCAN : –**592.** A party purchasing for over $100 at an auction, where the terms of sale are announced to be " over $100, four months, paper satisfactory to the sellers from this date, " is not entitled to the credit if he does not give such satisfactory paper, and the vendor may then sue, in an ordinary action of *assumpsit*, for the price, purely and simply. *Young et al. et Mullin.* Q. B., 8 L. C. J., p. 74 ;—14 L. C. R., p. 353 (1864).

593. L'ordre donné à un encanteur de ne pas vendre au dessous d'un certain prix n'est pas illégal, et si l'encanteur y désobéit il pourra être poursuivi pour le recouvrement de la différence. *Lawlor vs. Fages et vir.* C. C., 15 L. C. R., p. 25 (1864).

ENQUÊTE :—**594.** Une partie ne peut examiner un témoin une seconde fois, sans avoir au préalable obtenu la permission de la Cour. *Jackson et Filteau.* Q. B., 15 L. C. R., p. 60 (1864).

595. The Court of Appeals will, on motion, fix a day for *enquête* on an exception filed in that Court by the respondent. *Ménéclier dit Morechaud et Gauthier.* Q. B., 15 L. C. R., p. 474 (1865).

596. La demande en déclaration d'hypothèque, étant d'une nature réelle, est une cause appelable, et l'enquête doit être prise par écrit et conduite comme dans une cause appelable, à la réquisition de l'une des parties. *Dupont et al. et Grange.* Q. B., 10 L. C. J., p. 75 ;—16 L. C. R., p. 146 ;—1 L. C. L. J., p. 52 (1865).

597. Where the attorneys for both parties consent that a deposition sworn before a commissioner of the Superior Court should be taken and considered as if taken

ENQUÊTE :—

at *enquête* sittings, the consent is null, the commissioner having no jurisdiction to receive the deposition, and the deposition will be struck out of the record, although the plaintiff, relying on such consent, declared his *enquête* closed. *Pinsonnault vs. Valade et al.* S. C., 17 L. C. R., p. 496 (1867). Confirmed in Appeal. 13 L. C. J., p. 169 (1868).

598. A party may fyle at *enquête*, and without notice, papers and documents on which his action or plea is not based; such papers will not be rejected upon notion, but their materiality will be decided at the final hearing of the cause. *Mills vs. The Granby Red Slate Co.* S. C., 13 L. C. J., p. 166 (1869).

ENREGISTREMENT :—**599.** Registration of substitutions only became law in 1855 (18 Vic., c. 101); and registration, before that date, could not supply the place of insinuation and publication. *MacIntosh et al. et Bell.* Q. B., 12 L. C. J., p. 121 (1868).

600. Les frais d'enregistrement d'un jugement sont toujours à la charge du débiteur. *Beauchène vs. Pacaud.* C. C., 13 L. C. J., p. 135;—1 R. L., p. 740 (1869).

601. Deux jugements de dates différentes, enregistrés le même jour et à la même heure, sous deux numéros différents, ont la même date et le même rang hypothécaire. *McConnell vs. Dixon.* C. R., 10 L. C. J., p. 140 (1866).

602. Where a deed of mortgage and a deed of sale, executed after the passing of the Registry Ordinance, are deposited in the Registry Office, the former on a Sunday and the latter on the Monday morning following, at nine o'clock, they will be held to have been registered simultaneously, and, as the mortgage was consequently not registered *before* the sale, though the deed was executed before the sale, the mortgage will be held to be inoperative as against the purchaser. *Chaumont et Grenier.* Q. B., 9 L. C. J., p. 208 (1862).

603. Dans le cas d'une dette assurée par hypothèque dûment enregistrée, pour une somme payable en dix ans, si le débiteur s'est depuis obligé de payer plus tôt, le tiers-détenteur poursuivi hypothécairement pour cette dette ne peut invoquer le défaut d'enregistrement du dernier acte, à moins de faire voir que son titre a été enregistré antérieurement à ce dernier acte. *Sicotte et Bourdon.* Q. B., 15 L. C. R., p. 40 (1864).

ENREGISTREMENT :—

604. L'enregistrement d'une obligation consentie au demandeur par Antoine *Declos aliàs Decleau,* mais inscrite dans les livres du registrateur comme consentie par Antoine *Dechène,* ne prévaudra pas à l'encontre d'un tiers-détenteur de bonne foi qui a acquis de Declos sur la foi d'un certificat du registrateur attestant qu'aucune hypothèque n'existe sur la terre de Declos, et en conséquence l'action hypothécaire sera renvoyée. *Beland vs. Dionne et al.* C. R., 13 L. C. J., p. 204 (1869).

605. L'immeuble donné par le mari à sa femme par contrat de mariage, et saisi et vendu sur le mari à la poursuite de ses créanciers, ne peut être revendiqué par la femme par sa demande en nullité de décret, à raison du défaut d'insinuation ou enregistrement du contrat de mariage dans les délais prescrits par la loi, et partant la femme est tenue de faire insinuer ou enregistrer tel contrat de mariage durant le mariage. *Audet vs. Normand.* C. S., 8 L. C. J., p. 158 (1864).

ETAT CIVIL :—**606.** Where registers do not exist of the birth of a person, such person has a right of action to establish by a judgment of the Court the date and place of birth, and he does not need to show any special interest to procure such judgment apart from the non-existence of such registers. The date of birth is an important part of the *status* of a person, giving him a right of action to establish such date, although his *status* as the lawful issue of certain parents be admitted. *Lane et Campbell.* Q. B., 8 L. C. J., p. 68 (1863).

607. Entries in the registers of births, marriages and deaths may be amended by order of the Court, on application and due proof. Ex parte *Denis.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 97 (1865).

608. On ne peut, par action, demander la rectification d'un registre de l'état civil en y retranchant des mots qui constatent des faits accessoires ne touchant en rien au caractère de l'acte ou à l'état civil des personnes. *Côté vs. De Gaspé.* C. R., 16 L. C. R., p. 381 (1866).

609. Les Curé et Marguilliers de l'œuvre et fabrique d'une paroisse ne sont pas les gardiens des registres de l'état civil, et ne peuvent être forcés ni tenus d'y faire aucune entrée. *Brown vs. Les Curé, etc., de Montréal.* C. R., 2 R. L., p. 257 (1870).

ÉTRANGER :—**610.** An alien indicted for a felony has the right of being tried by a jury *de medietate linguæ*, if he claims the benefit upon pleading at the arraignment. *Regina vs. Miller*. Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 280 (1855). And in such a case the Court will order the issue of a writ of *venire facias ad triandum*, to summon thirty-six jurors speaking the language of the prisoner. *Regina vs. Vonhoff*. Q. B. (Cr. S.), 10 L. C. J., p. 292 (1866).

EXCEPTION A LA FORME :—**611.** If a certified copy of a plaintiff's declaration be not served upon a defendant, the action may be dismissed on an exception *à la forme*. *Scantlion vs. Barthe*. C. C., 8 L. C. J., p. 138 (1864).

612. Dans une demande par une femme séparée de biens contractuellement, on doit se prévaloir par exception à la forme, et non par défense en droit, du défaut d'allégation du titre qui établit cette séparation. *Walker et vir et La Corporation, etc., de Sorel*. Q. B., 16 L. C. R., p. 264;—2 L. C. L. J., p. 22 (1866).

613. Where essential matter is merely imperfectly stated, and not entirely omitted in the declaration, the defendant should attack the declaration by an *exception à la forme*, and not by a *défense en droit*. *Walker et vir et The Corporation of Sorel*. Q. B., 2 L. C. L. J., p. 22 (1866).

614. A motion to reject an exception *à la forme* attacking the truth of a bailiff's return, will be dismissed, such exception being a proper mode to contest the return. *Irish vs. Brown*. S. C., 1 L. C. L. J., p. 111 (1865).

615. Lorsque, par suite d'une exception à la forme fondée sur ce que la copie de déclaration n'était pas certifiée, le demandeur obtient permission de faire signifier une nouvelle copie en payant les frais sur l'exception, le défendeur ne doit plus procéder sur l'exception. *Mallette vs. Tremblay*. C. S., 14 L. C. J., p. 209 (1869).

616. Une exception à la forme basée sur ce que l'huissier instrumentant, lors de la signification au défendeur du bref de sommation et de la déclaration, ne l'a pas informé du contenu de ces pièces, ne peut être maintenue, l'article de l'Ordonnance requérant telle information étant en désuétude, et telle exception sera rejetée sur motion à cet effet. *De Lorimier vs. Hurtubise*. C. C., 9 L. C. J., p. 280 (1865).

617. L'huissier qui signifie une sommation émanée de la Cour de Circuit doit informer le défendeur de la nature et du contenu de l'action. *Laidlaw vs. Jamieson et vir*. C. C., 15 L. C. R., p. 271 (1865).

EXCEPTION DILATOIRE :—**618.** Un patron poursuivi pour balance de salaire par son commis, qui n'a pas rendu compte de certaines sommes perçues pour le patron, obtiendra, par exception dilatoire, suspension des procédés jusqu'à telle reddition de compte. *Thompson vs. Bourget.* C. C., 17 L. C. R., p. 269 (1867).

EXCLUSION DE COMMUNAUTÉ :—**619.** La seule clause d'exclusion de communauté dans un contrat de mariage ne donne pas à la femme les mêmes droits qu'une séparation contractuelle ; et une opposition à fin de distraire, faite par une femme mariée sous ce régime, ne peut empêcher la vente de ses meubles saisis pour une dette contractée par son mari durant le mariage. *Vézina vs. Denis.* C. C., 14 L. C. R., p. 415 (1864).

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE :—**620.** Une action pour dette mobilière ne peut être portée contre un exécuteur testamentaire seul, mais les héritiers ou autres représentants du testateur doivent être mis en cause, quoique l'exécuteur soit, par le testament, chargé de payer les dettes, et que l'action soit commencée dans l'an du décès du testateur ; et la défense de l'exécuteur " qu'il n'a aucune partie de la succession du testateur entre ses mains, " sera maintenue, quoique l'action soit portée dans les trois mois du décès du testateur. *Caspar vs. Hunter.* C. S., 14 L. C. R., p. 198 (1863).

621. On peut poursuivre l'exécuteur testamentaire seul, sans mettre en cause les héritiers. pour le recouvrement des dettes mobilières du testateur, et l'exécuteur devra dénoncer la poursuite aux héritiers s'il a des doutes sur la dette. *De Léry et Campbell et al.* Q. B., 16 L. C. R., p. 54 (1865).

622. Une action contre des exécuteurs et légataires universels pour leur faire exécuter cette disposition testamentaire : " Mon désir est que l'hypothèque subsistant contre la propriété de Mme. Hawley (la demanderesse) soit payée à même les deniers maintenant en banque à mon crédit,"—sera maintenue, et les défendeurs condamnés à payer le montant de l'hypothèque, la demanderesse ayant été obligée de le payer elle-même au créancier ; et s'ils n'ont pas fait d'inventaire, quand même à sa mort le testateur n'aurait pas eu en banque assez d'argent pour payer toute l'hypothèque, ils seront tenus d'y employer d'autres fonds. *Jones vs. Penn et ux.* C. S., 15 L. C. R., p. 92 (1865).

Exécuteur testamentaire :—

623. Un créancier qui obtient jugement contre un légataire universel, exécuteur testamentaire conjoint, ne peut ensuite poursuivre l'autre exécuteur pour la même dette, lors même qu'il n'aurait pas été payé par le légataire universel, s'il n'allègue pas l'insolvabilité de ce dernier. *Hossack vs. Young et al.* C. R., 15 L. C. R., p. 500 (1865).

624. Dans une action par un curateur à une succession vacante contre les représentans de l'un des trois exécuteurs testamentaires conjoints, pour le recouvrement d'une somme perçue par tel exécuteur,—*jugé* que si le testateur a légué à ses frères et sœurs nommément le résidu de sa succession comme légataires universels, et si le plaidoyer allègue comptabilité des exécuteurs à tels légataires et non au curateur, et que la nomination de celui-ci est nulle, le fardeau de la preuve de la caducité du legs universel incombe au demandeur, et à défaut de telle preuve sa nomination comme curateur sera traitée comme nulle. *McPhee et Woodbridge.* C. S., 16 L. C. R., p. 157 ;—11 L. C. J., p. 100 (1864). Confirmé en Appel, sur le motif que si les représentants du testateur avaient quelque réclamation, ils devaient l'exercer contre les trois exécuteurs ou leurs représentants pour leur administration généralement, et non pour un montant donné. *Ibidem* ;—1 L. C. L. J., p. 86 (1865).

625. A testamentary executor who has accepted office can renounce it on the authorization of a judge in Chambers, for sufficient causes; the heirs and legatees and other executors being present or duly called. Ex parte *Braithwaite.* S. C., 12 L. C. J., p. 207 (1868).

626. The executors only, and not the usufructuary under the will, can take proceedings to support the rights of the estate. *Johnson et al. vs. Lord Aylmer.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 67 (1865).

Exécution :—**627.** L'exécution du jugement rendu en Appel ne peut avoir lieu avant l'expiration de quinze jours à compter de sa date. *Duhaut vs. Lacombe et al.* C. S., 13 L. C. J., p. 180 (1869).

628. Le créancier peut cumuler contre son débiteur les contraintes et les divers moyens d'exécution donnés par la loi pour être payé d'un jugement. *Gaudette vs. Laliberté.* C. S., 1 R. L., p. 747 (1869).

629. The plaintiff in a suit has no right to accompany the bailiff when the latter is executing the writ. *Hubert*

Exécution :—
et ux. vs. Renaud dit Deslauriers. S. C., 2 L. C. L. J., p. 41 (1866).

Exhibits :—**630.** Papers fyled as exhibits in one cause cannot be transferred to another pending cause without special permission from the Court. *Aimbault et vir vs. Dunlop.* S. C., 13 L. C. J., p. 140 (1869).

Expert :—**631.** A sworn land surveyor appointed an *expert* by rule of Court, in a petitory action, to establish certain land boundaries, must be sworn before acting as such; and in default of his so being sworn, his report will be set aside even without any special motion on that ground. *Knowlton et al. et Clarke et vir.* Q. B., 9 L. C. J., p. 243 (1864).

632. A report of provincial land surveyors, acting as experts, will be set aside on motion, if the surveyors have not been sworn, though the rule appointing such experts does not order that they shall be sworn. *Aitchison vs. Morrison.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 112 (1865).

633. La Cour peut adopter un rapport d'experts dont personne n'a demandé l'homologation. *La Fabrique de Ste. Julie de Sommerset vs. Pâquet.* Q. [illegible]., 1 R. L., p. 430 (1869).

634. Un rapport d'experts n'est pas nul à raison de ce qu'ils n'ont pas donné aux parties avis du jour où ils procéderaient, ne se sont pas conformés à l'ordonnance qui les a nommés et se sont entendus eux-mêmes comme témoins. *Ibidem.*

635. The proceedings of experts are null and void when notice thereof has not been given by them to both parties. *Wardle et Bethune.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 18 (1866).

636. A surveyor is entitled to his fees and disbursements from the party who named him expert, though the report has been set aside by the Court on the ground that the experts were not sworn. *Brady vs. Ait[illegible]* C. C., 1 L. C. L. J., p. 112 (1865).

637. The tariff established by C. S. C., c. 77, s. [illegible] ss. 5, by which the time of a provincial land survey[illegible] attending a Court in his professional capacity is valued and taxed at $4 per day, may be disregarded by the Court, and the sum reduced at the discretion of the judge. *Ibidem.*

Expropriation :—**638.** The proceedings in expropriation, if irregular, will be set aside, at the instance of any of the

EXPROPRIATION :—

parties aggrieved, but with respect to such parties only as have complained. *The Mayor, etc., of Montreal et Healey.* S. C., 10 L. C. J., p. 275 (1866).

639. An action will not lie for damages caused by the Corporation of Montreal to a proprietor, by the expropriation of his property, where the damage caused by such expropriation has been assessed by the Expropriation Commissioners and paid to the proprietor, and where the Corporation has acted within the powers conferred upon it by the Legislature. *Judah vs. The Mayor, etc., of Montreal.* S. C., 14 L. C. J., p. 269 (1870).

EX POST FACTO :—**640.** A Court cannot refuse to give effect to an *ex post facto* statute which is clearly so in its terms. *Regina vs. Madden.* Q. B. (Cr. S.), 10 L. C. J., p. 342 (1866).

EXPULSION :—**641.** Une exception péremptoire alléguant que le demandenr savait, lors de l'exécution du bail d'une maison, que le défendeur entendait y tenir une maison déréglée, n'est pas une réponse à une action en expulsion fondée sur ce que le défendeur emploie la maison à des fins illégales, et cette exception sera rejetée sur réponse en droit. *Guy vs. Goudreault.* C. S., 14 L. C. R., p. 225 (1864).

642. In a case of ejectment, there may be an *expertise* to determine the rights of the parties. *Hall vs. Brigham.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 26 (1865).

643. An action in ejectment cannot be brought under the Act (C. S. L. C., c. 40) respecting Lessors and Lessees, unless there be a lease, or a holding by permission of the proprietor without lease, *i. e.* unless the relation of landlord and tenant exists between the parties; and where, in such an action, the plaintiff alleges that there is no lease or holding by his permission, the detect cannot be cured or supplied by the allegation of the defendant, in his plea to the merits, that there was a lease. *Doran vs. Duggan.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 127 (1866).

644. Une action en expulsion basée sur non-paiement de loyer, d'après les stipulations du bail, ne peut être maintenue lorsque, avant la prononciation du jugement, le défendeur offre le montant de la dette et des frais encourus jusqu'alors. *Renaud vs. Ferland.* C. C., 8 L. C. J., p. 136 (1863).

EXPULSION :—

645. Where a gardener is engaged at so much per month, with the right of occupying a tenement free from rent as long as he should continue to hold the situation, on condition that he should be subject to dismissal at a month's notice, he is a lessee within the meaning of the Lessors and Lessees Act, and subject to ejectment. *Hart vs. O'Brien.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 187 (1866).

EXTRADITION :—**646.** The Imperial Statute 6 and 7 Vic., c. 76, which was suspended in this colony by the Queen's proclamation of the 28th March 1850, was not revived by the passing of either of the Provincial Acts 22 Vic., c. 29, and 24 Vic., c. 6, and consequently a Judge of the Superior Court for Lower Canada has jurisdiction over the several classes of offences enumerated in the Treaty between Great Britain and the United States, commonly known as the "Ashburton Treaty." *Regina vs. Young et al.* S. C., 9 L. C. J., p. 29 (1865).

647. When a prisoner has been arraigned on a charge of uttering forged paper, it is not competent for the Court to order the trial, by jury, of a preliminary question raised by prisoner's counsel to the effect that the prisoner had been extradited from the United States on a charge of forgery. *Regina vs. Paxton.* Q. B., (Cr. S.), 10 L. C. J., p. 212 (1866);—Q. B. (A. S.), 3 L. C. L. J., p. 117 (1867).

648. The charge of forgery including the lesser charge, conviction maintained by the Court of Queen's Bench (A. S.). *Same cause.* 3 L. C. L. J., p. 117 (1867).

649. Under the Imperial Statute 6-7 Vic., c. 75, enacted to give effect to a treaty of extradition agreed upon between Great Britain and France, in 1843, the Consul-General of France is not competent for asking the extradition of a fugitive criminal, such consul not being an accredited diplomatic agent of the French Government. Ex parte *Lamirande.* Q. B. (Cr. S.), [illegible] L. C. J., p. 280 (1866).

650. An informal translation of an *acte de renvoi* is not a judicial document equivalent to the warrant of arrest of which the party, applying for the extradition, is required to be the bearer, according to the same statute. *Ibidem.*

651. The evidence of criminalty to support the demand for extradition must be sufficient to commit for trial, according to the laws of the place where the fugitive

EXTRADITION :—

is arrested, and not according to the laws of the place where the offence is alleged to have been committed. *Ibidem.*

652. A warrant of commitment under the Extradition Treaty, which omits to state that the accused was brought before the magistrate, or that the witnesses against him were examined in his presence, is bad upon the face of it and must be set aside. Ex parte *Brown.* Q. B. (A. S.), 2 L. C. L. J., p. 23 (1866).

FAITS ET ARTICLES —**653.** Dans certaines circonstances particulières, il peut être permis à une partie assignée à répondre *vivâ voce* sur faits et articles, de lire des réponses préparées d'avance. *Guyon dit Lemoine vs. Lionais.* C. S., 8 L. C. J., p. 91 (1863).

654. Dans *Moss vs. Douglass et al.*, C. S., il a été décidé qu'une partie assignée à répondre *vivâ voce* ne peut consulter des notes écrites que pour citer des dates ou des chiffres, et doit être empêchée de les voir pour tout autre objet. 8 L. C. J., p. 92 (1859).

655. La signification d'une règle pour interrogatoires sur faits et articles faite au greffe pour une partie absente est insuffisante. *Lamoureux vs. Boisseau.* C. S., 8 L. C. J., p. 133 (1864).

656. A rule for *faits et articles* on the plaintiffs, who by the declaration and writ appear to reside in a foreign country, cannot be legally served at the office of the prothonotary. *Tarratt et al. vs. Foley et al.* S. C., 11 L. C. J., p. 139 (1865).

657. In the case of an absentee defendant, the service of a rule for his examination *sur faits et articles* made at the prothonotary's office is sufficient, and the Court can, in its discretion, prolong the rule to the first day of the next term for defendant to answer the same. *MacDonald et al. vs. Lafaille.* S. C., 9 L. C. J., p. 98 (1865).

658. The service of interrogatories *sur faits et articles* at the defendant's domicile is not sufficient to entitle the plaintiff to a judgment, in a case where the defendant made default to appear on the writ of summons and was not served with that writ personally. *Darling vs. Henderson.* S. C., 15 L. C. R., p. 432 (1865).

659. A party in a cause who has answered a rule for interrogatories *sur faits et articles,* has a right to have his expenses taxed under Art. 233, C. C. P. *Cholette vs. Bériault.* S. C., 12 L. C. J., p. 264 (1868).

FAUX :—**660.** *Making false entries in the books of a bank* does not constitute the crime of forgery, according to the laws of England or of Canada. Ex parte *Lamirande.* Q. B. (Cr. S.), 10 L. C. J., p. 280 (1866).

661. La maxime de l'ancienne jurisprudence : " le criminel tient le civil en état, " est encore la règle, et si l'accusé de faux est trouvé coupable en Cour Criminelle, la pièce sera tenue pour fausse en Cour Civile. *Daudelin et ux. vs. Vincelette.* C. S., 14 L. C. J., p. 97 (1869).

FAUX EMPRISONNEMENT :—**662.** Dans une action pour faux emprisonnement, le demandeur doit alléguer et prouver que l'arrestation a été malicieuse et faite sans raison ou cause probable. *Laidlaw et Burns.* Q. B., 16 L. C. R., p. 318 (1866).

FAUX PRÉTEXTES :—**663.** Proof that a promissory note was obtained on the false promise to pay the party granting it a certain portion of the proceeds on what was owed him, cannot support a conviction for obtaining valuable security with intent to defraud. *Regina vs. Pickup.* Q. B., 10 L. C. J., p. 310 ;—2 L. C. L. J., p. 35 (1866).

FÉLONIE :—**664.** Persons tried for felonies may make their full defence by two counsel and no more, before a jury wholly composed of persons skilled in the language of the defence. *Regina vs. Daoust.* Q. B. (Cr. S.), 9 L. C. J., p. 85 (1865).

FEMME MARIÉE :—**665.** A married woman is not liable for the price of goods, not being necessaries of life, bought by her without the authorization of her husband. *Danziger et Ritchie et ux.* Q. B., 8 L. C. J., p. 103 ;—14 L. C. R., p. 425 (1864).

666. A wife *séparée de biens* from her husband is not liable for butchér's meat purchased by her and consumed by herself and family. *Rousson vs. Gauvin et vir.* C. C., 13 L. C. J., p. 82 ;—1 R. L., p. 86 (1868).

667. La femme séparée de biens est tenue au paiement des articles nécessaires et indispensables à l'existence et à l'entretien de sa famille, qui lui ont été fournis à sa demande. *Robert vs. Rombert dite St. Martin et vir.* C. R., 14 L. C. J., p. 162 ;—2 R. L., p. 188 (1870).

668. A wife *séparée de biens* is liable not only for groceries used by the family but (*semble*) for small sums lent to the husband and expended by him in marketing for the family. Further, she is liable for spirituous liquors used in the house for entertaining friends, as well

FEMME MARIÉE :—

as for wine and porter; but she is not liable for a sum loaned to her husband, not used by him for subsistence. *Elliot vs. Grenier et ux.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 91 (1865).

669. Un contrat fait par une femme mariée, sans l'autorisation du mari donnée par l'acte même qui contient le contrat, n'est pas valable. *Crevier dit Bellerive et al. et Rocheleau et al.* Q. B., 16 L. C. R., p. 328 (1866).

670. A deed of sale made by a wife *commune en biens* to a third party of her *propres* for a pretended consideration of $400, when the real consideration was a lease of moveables by the third party to her husband, will be set aside as a contravention of C. C., Art. 1301. *Bélanger et vir vs. Brown.* S. C., 14 L. C. J., p. 212 (1870);—C. R., 14 L. C. J., p. 259 (1870).

671. La femme mariée et séparée de biens ne peut en aucune manière s'engager pour les affaires de son mari, et si elle le fait son engagement sera annulé comme fait en fraude et en violation des lois d'ordre public; pour savoir si l'obligation contractée au nom de la femme seule l'a été pour les affaires de son mari, il faut s'enquérir de toutes les circonstances dans lesquelles elle l'a été et avoir égard aux présomptions découlant des faits prouvés. *La Société de Construction de St. Hyacinthe vs. Brunelle et vir.* C. S., 1 R. L., p. 557 (1870).

672. Promissory notes signed by a married woman without the authority of her husband and without proof that a *séparation de corps et de biens* obtained by her has been executed, are null. *Danziger et Ritchie et ux.* Q. B., 8 L. C. J., p. 103;—14 L. C. R., p. 425 (1864).

673. Le mari, légataire universel de sa femme pour qui il a endossé un billet promissoire, est tenu au paiement du billet, nonobstant le défaut de protêt, s'il est suffisamment prouvé qu'il a consenti au nom de sa femme à ce qu'il n'y eût point de protêt, afin d'éviter des frais, et que de fait la femme n'était qu'un prête-nom pour couvrir le commerce du mari. *Bériau et McCorkill.* Q. B., 14 L. C. R., p. 400 (1864).

674. Si une femme commune en biens passe, conjointement avec son mari, un acte d'obligation pour une somme d'argent "à eux prêtée," sans que l'acte fasse aucune mention de solidarité entre eux; que, pour sûreté de l'obligation, elle crée une hypothèque sur un im-

Femme mariée:—

meuble qui lui est propre ; qu'ensuite elle obtienne contre son mari un jugement en séparation de biens, et qu'elle l'exécute dûment ;—elle ne peut être poursuivie pour le recouvrement de la somme stipulée dans l'obligation, vu qu'elle en a été libérée et que l'immeuble a été déchargé de l'hypothèque en vertu du dit jugement en séparation dûment exécuté, et de l'ordonnance des enrégistrements, 4 Vic., c. 30, s. 36. *Byrnes vs. Trudeau et ux.* C. S., 14 L. C. R., p. 17 (1863).

675. A wife *séparée de biens* may legally renounce to the customary dower of herself and children, after the property affected with the dower has been sold *par décret*. *Dufresnay et Armstrong*. Q. B., 14 L. C. J., p. 253 (1869).

676. She may do so, under authority of a judge, when her husband is interdicted for insanity. *Ibidem*.

677. Lorsque le mari poursuit son épouse, celle-ci n'a pas besoin d'être autorisée pour ester en jugement. *Lussier vs. Archambault*. Q. B., 11 L. C. J., p. 53 (1848).

678. La femme séparée de biens peut ester en jugement sans l'assistance de son mari quant aux actions qui concernent l'administration de ses biens. *Erickson vs. Thomas*. C. C., 8 L. C. J., p. 134 (1864).

679. A married woman cannot appear and plead (ester en jugement) without her husband or his authorization ; and where they are both summoned in a cause, the husband in his own name as well as for authorizing his wife, and they do not appear together, but each separately in their own names, and plead separately though by the same attorney, the appearance and preliminary plea fyled by the wife will be rejected on motion, as made without authority. *Buchanan et al. vs. McMillan et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 19 (1869).

680. Though a husband is not responsible in damages for the *délit* of his wife, *commune en biens*, yet if he joins with her in a defence to the action and the defence is overruled, he will be condemned jointly and severally with her. *Rocheleau vs. Rocheleau et al.* C. C., 14 L. C. J., p. 194 (1869).

681. A wife *séparée de biens* must be authorized by her husband to make an opposition to a sale, and the wife's admission that she was not authorized will invalidate the opposition. *Blumhart vs. Boulé*. S. C., 1 L. C. L. J., p. 63 (1865).

FEMME MARIÉE :—

682. Une dette payée, pour une tierce personne, par une femme commune en biens, est payée pour le compte de la communauté qui en devient créancière contre ce tiers. *Gaudry dit Bourbonnière et Bergevin dit Langevin* Q. B., 2 R. L., p. 115 (1868).

FIERI FACIAS :—**683.** Une saisie d'immeuble n'est pas désertée parce que les annonces et criées n'ont pas été faites sur le bref de *fieri facias*, et ces annonces et criées ne servent, lorsqu'il y a une opposition au bref de *fieri facias*, que si l'opposition est décidée avant le jour fixé pour la vente. *Bouvier et Brush et al.* Q. B., 1 R. L., p. 641 (1870).

FIXTURES :—**684.** Les tuyaux à l'eau et au gaz sont des *fixtures*, mais à l'expiration de son bail le locataire qui les a posés peut les enlever ; la vente d'une maison, avec ses circonstances et dépendances, incluera ces tuyaux qui sont fixés pour demeure, à moins de réserves spéciales par le vendeur. *Atkinson vs. Noad.* C. S., 14 L. C. R., p. 159 (1863).

FOLIE :—**685.** Vide *Colville et al. et Flanigan.* Q. B., 8 L. C. J., p. 225, et 14 L. C. R., p. 328 (1864).

FOLLE ENCHÈRE :—**686.** Where a rule for *folle enchère* obtained against a woman has not been served upon her husband, all proceedings on the application for *folle enchère* will be set aside as null and void inasmuch as the married woman, though separated as to property, has not ceased to be *sous puissance de mari. Jarry et vir et The Trust and Loan Company of Upper Canada.* Q. B., 8 L. C. J., p. 29 (1862).

687. And a rule for *folle enchère* as above, and served upon the husband, is good and valid and will be declared absolute, even though in the proceedings on the application for *folle enchère* the husband be not *mis en cause*, nor any mention made of him for the purpose of authorizing his wife. *Jarry et vir et The Trust and Loan Company of Upper Canada.* Q. B., 9 L. C. J., p. 300 (1864).

688. Il n'est pas nécessaire que la signification de la règle pour folle enchère soit faite personnellement à l'adjudicataire, ni que la motion lui soit signifiée. *Lafond vs. Guibord.* C. S., 10 L. C. J., p. 139 (1866).

689. It is not competent for a party collocated in a judgment of distribution, by reason of his appearing as a mortgage creditor in the registrar's certificate returned

FOLLE ENCHÈRE :—

into Court with the writ of execution, but who is not otherwise a party to the cause, to move for *folle enchère* against an *adjudicataire*. *Lanthier vs. McCuaig*. S. C., 8 L. C. J., p. 221 (1863).

FORMA PAUPERIS :—**690.** Le tribunal révoquera le privilége de plaider *in formâ pauperis* accordé au demandeur, s'il appert par la procédure ou la preuve que le demandeur vaut plus que £5 stg. *Montférant vs. Bertrand*. C. C., 9 L. C. J., p. 170 (1865).

691. The privilege of proceeding *in formâ pauperis* cannot be granted in the Court of Appeals. *Legault et Legault*. Q. B., 16 L. C. R., p. 163;—2 L. C. L. J., p. 10 (1866).

FOSSÉ DE LIGNE :—**692.** L'ouverture d'un fossé de ligne entre deux héritages ne peut être ordonnée que lorsque c'est le meilleur moyen de les égoutter. *Lemire et Courchêne*. Q B., 1 R. L., p. 158 (1868).

693. L'ordre d'un inspecteur d'ouvrir un fossé de ligne doit être par écrit de manière à régler comme un procès-verbal, la dimension et le parcours du fossé.—Tel ordre est illégal, lorsque l'égoût des héritages a été réglé d'une autre manière, et aussi lorsque le fossé de ligne est de nature à causer du dommage à l'un des héritages. *Ibidem*.

694. L'action négatoire est le recours accordé par la loi pour se protéger contre le jugement d'un inspecteur qui, en ordonnant l'ouverture d'un fossé de ligne, n'a pas procédé suivant la loi, ou a ordonné des travaux inutiles, dispendieux et dommageables. *Ibidem*.

FRAIS :—**695.** L'opposant dont la créance est réduite par la Cour sera condamné aux frais. *Collette vs. Lefebvre*. C. S., 8 L. C. J., p. 128 (1864).

696. Sur distribution des deniers provenant du décret d'immeubles, le cessionnaire d'un créancier porté au certificat du registrateur a droit à ses frais d'opposition, quoique son transport n'ait pas été enregistré. *Lacoste vs. Jodoin*. C. S., 16 L. C. R., p. 393;—2 L. C. L. J., p. 41 (1866).

697. Where a writ of execution issues for principal, interest and costs of suit, and the defendant fyles an opposition *à fin d'annuler*, alleging and proving that the costs had been paid before the seizure, the defendant is

FRAIS :—

entitled to costs on his opposition. *Berthelot vs. Lalonde.* C. C., 14 L C. J., p. 28 (1869).

698. Le montant du verdict d'un jury, même lorsqu'il est pour plus de 40 chelins stg., règle la classe des frais d'action, si le jugement de la Cour ratifiant ce verdict n'a pas statué sur les frais, et dans le cas où le verdict est pour £25, quoique les frais ordinaires d'action soient réductibles au tarif de la Cour de Circuit, les déboursés nécessités par le procès par jury seront accordés au demandeur. *Dessaulles vs. Taché.* C. S., 8 L. C. J., p. 342 (1864).

699. In an action of ejectment, where no rent or damages are sued for, the costs will be taxed according to the amount of the annual rent. *Smith vs. Noad.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 67 (1865). Confirmed in Appeal, 2 L. C. L. J., p. 59 (1866).

700. Where the defendant in an action *en garantie* confesses judgment for a portion only of the principal demand, and contests the principal action as regards the balance, and judgment is rendered for the amount confessed, the defendant *en garantie* must nevertheless pay all the costs of both demands, including those of contestation, and that, according to the class of the original demand. *Mongenais vs. Pilon.* S. C., 9 L. C. J., p. 88 (1864).

701. A defendant who succeeds in Review in obtaining a reversal, in considerable part, of the judgment complained of, may nevertheless be condemned to pay the costs in Review. *Lynch vs. Bertrand.* C. R., 13 L. C. J., p. 189 (1869).

702. However unjust a condemnation for costs in the Court below may seem to be, the Court of Review cannot afford relief to the party aggrieved; and although the judgment of the Court below be in all respects confirmed, the Court of Review may nevertheless refuse costs of Review to the party succeeding. *MacDonald et al. vs. Molleur.* C. R., 13 L. C. J., p. 189 (1868).

703. Where the defendant pleads trouble to an action for instalments of purchase money, and offers to pay on security being given, the plaintiff should be condemned to pay the costs of the contestation. *MacDonald et al. vs. Molleur.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 108 (1865).

704. Après audition des parties en révision d'un ju-

FRAIS :—

gement non-susceptible de révision, la Cour, n'ayant aucune juridiction, en mettant les parties hors de Cour, condamnera aux dépens la partie qui a inscrit la cause en révision. *Beckett vs. Bonnallie.* C. R., 14 L. C. J., p. 54 (1868).

705. Dans le cas d'irrégularités dans la procédure en Cour de première instance, la partie qui en a connaissance et qui néglige de s'en prévaloir lors de l'audition finale devant cette Cour, mais qui les porte directement devant la Cour d'Appel, paiera ses frais d'appel, même si elle réussit. *Daigle et Kimball.* Q. B., 15 L. C. R., p. 138 (1864.)

706. La partie qui a plaidé comme appelable une cause qui aurait pu ne pas l'être, devra, si elle est condamnée, payer les frais d'une cause appelable. *La Corporation, etc., de St. Aimé vs. Cotnoir* (1868), et *De St. Ours vs. Chapdelaine* (1861). C. C., 1 R. L., p. 666.

707. Where the delay in returning a writ of appeal is caused by the neglect of the prothonotary, and not of the party appellant, the latter may nevertheless be condemned to pay the costs of the respondent's motion to have the appeal dismissed, his recourse being by direct action against the prothonotary. *Ferrier et Dillon.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 160 (1866).

708. Un demandeur qui a fait vendre les effets d'un défendeur en vertu d'un bref d'exécution, n'a pas le droit d'être payé, sur le produit de telle vente, de tous les frais encourus par lui sur contestation de son action ; les frais pour lesquels il a un privilége n'étant que ceux d'une action jugée au mérite *ex parte*, avec enquête. *Alford et The Mayor, etc., of Quebec.* Q. B., 14 L. C. R., p. 143 (1863).

709. Dans un ordre de distribution de deniers provenant de la vente d'immeubles, le demandeur n'a pas de privilége pour ses frais d'action. *Eastern Townships Bank vs. Pacaud.* C. R., 17 L. C. R., p. 126 (1864). Renversé en Appel, où il a été jugé qu'il a droit à ses frais de poursuite taxés comme dans une cause *ex parte*, sans enquête. *Ibidem*, et 2 L. C. L. J., p. 270 (1866).

710. L'avocat a le droit d'inclure dans son mémoire de frais la taxe des témoins de sa partie, s'il a obtenu distraction de frais, de s'en faire payer par la partie condamnée aux dépens, et même de prendre une exécution

FRAIS :—

en son nom pour cette taxe ;—et la partie gagnante peut prendre une exécution pour les frais distraits à son avocat, si elle les lui a payés, ou si l'avocat se désiste de telle distraction de frais, ou s'il permet à son client de prendre l'exécution à son nom. *Beauchène vs. Pacaud.* C. S., 15 L. C. R., p. 193 (1865).

711. Le paiement des frais à un procureur *ad litem* qui n'avait pas obtenu distraction de frais, et qui n'avait aucun pouvoir spécial pour les recevoir, est néanmoins valable. *Young vs. Baldwin.* C. S., 16 L. C. R., p. 70 (1865).

712. Un demandeur de bonne foi qui perd sa cause n'est pas tenu d'indemniser le défendeur de son temps perdu et des dépenses qu'il a encourues pour se défendre, et les frais d'action sont sa seule punition. *Cayer vs. Labrèque.* C. C., 15 L. C. R., p. 130 (1865).

713. Where an action by a foreign plaintiff has been dismissed in consequence of security for costs not having been given within the delay fixed, and a second action is afterwards brought by the same plaintiff for the same cause, the proceedings in the latter action will be ordered to be suspended until the costs of the former are paid. *Dunlop et al. vs. Jones.* S. C., 11 L. C. J., p. 316 ;—4 L. C. L. J., p. 42 (1867).

714. Where an action is dismissed on account of the defendant availing himself of his own wrongful acts, both parties will pay their own costs respectively. *Pacaud vs. La Corporation d'Halifax Sud.* C. R., 17 L. C. R., p. 56 (1866).

715. Il suffit à l'acheteur poursuivi pour paiement du prix de vente et des intérêts sur icelui, d'avoir dénoncé avant l'action les hypothèques dont la propriété vendue est chargée, sans faire d'offres réelles, pour se garantir des frais d'action. *Dorion et Hyde et vir.* Q. B., 12 L. C. J., p. 80 (1868).

716. L'omission de certains frais faite dans un bref de contrainte par corps ne délie pas le débiteur de l'obligation de les payer plus tard. *Beauchène vs. Pacaud.* C. C., 13 L. C. J., p. 135 (1869).

717. Plusieurs débiteurs condamnés à payer diverses sommes de deniers individuellement pour dommages sont tenus solidairement de payer les frais de l'action. *Génier vs. Woodman et al.* C. S., 13 L. C. J., p. 201 (1868).

FRAIS :—

718. Si un bref de prohibition, par lequel le requérant se pourvoit contre un jugement le condamnant à l'amende pour vente de boissons sans licence, à la poursuite du Percepteur du Revenu, est maintenu, il le sera sans frais contre le Percepteur, qui est un officier public représentant la Couronne. *Dubord vs. Boivin.* C. S., 14 L. C. J., p. 203 (1866).

719. Celui qui a été débouté ou s'est désisté d'une demande ou procédure peut la recommencer avant d'avoir payé les frais de la première ; mais l'autre partie pourra, sur motion, arrêter les procédés jusqu'au paiement des frais de la première, ou faire renvoyer la seconde à défaut de tel paiement dans le délai fixé par la Cour. *Gaudette vs. Laliberté.* C. S., 1 R. L., p. 747 (1869).

720. Un curateur à l'absent qui intente *ès qualité* une action pétitoire, qui est déboutée, parce qu'il n'a pas en loi le droit d'intenter une telle action qui est une action réelle, peut être condamné personnellement aux dépens de cette action. *St. Jacques vs. Parent.* C. C., 2 R. L., p. 95 (1868).

721. Where the rule appointing arbitrators authorizes them to settle the question of costs, the court will not disturb their award as to the costs. *McGibbon vs. Dalton.* C. S., 1 L. C. L. J., p. 93 (1865).

722. Where the plaintiff has been led to contest the declaration of a garnishee, owing to its vagueness, he may discontinue the contestation without being subjected to pay costs. *Bonnell vs. Miller et al.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 122 (1866).

723. La Cour de Circuit, dans une action de la juridiction de la Cour des Commissaires, n'accordera, sur confession de jugement du défendeur, produite avec les frais de la Cour des Commissaires, que les frais de cette dernière Cour, particulièrement si une telle Cour existe et fonctionne dans le canton où réside le défendeur. *Pacaud vs. St .Hilaire.* C. C., 15 L. C. R., p. 211 (1865). (*)

(*) Dans l'espèce, la Cour (POLETTE, J., Arthabaska) permit de prouver par témoins l'existence de la Cour des Commissaires. Mais à St. Hyacinthe, le Juge Sicotte a décidé dans plusieurs causes, entr'autres dans celle de *Benoit vs. Lussier*, que cette preuve ne peut se faire qu'au moyen de documents authentiques, *v. g.* la *Gazette Officielle*, etc.

FRAIS :—

724. Agreement to share costs. *Rimmer et McGibbon.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 65 (1867).

725. Vide *Eastman vs. Roland* aliàs *Rolins.* C. C., 2 L. C. L. J., p. 216 (1867).

GAGE :—**726.** Le créancier qui, après avoir obtenu un gage pour le remboursement d'une certaine somme, devient le créancier du même débiteur pour une autre somme, n'est pas tenu de remettre le gage avant d'être payé des deux dettes *McDonald vs. Hall.* C. S., 17 L. C. R., p. 168 (1867).

727. The sale of property pledged for advances must be public and after due advertisement. *Nordheimer vs. Fraser.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 92 (1865).

GAGES :—**728.** Un mineur au-dessus de quatorze ans n'a pas le droit de poursuivre en son nom pour gages, quand l'engagement a été fait par le père, sous la puissance et le contrôle duquel est le mineur. *Allard vs. Wilcot.* C. C., 13 L. C. J., p. 28 (1869).

GARANTIE :—**729.** A letter of guarantee in the following words is not a continuing guarantee: "At the request of my son-in-law A. B., I write this to inform you that I will guarantee to you the payment of any debt which he may contract with you for piano-fortes, not exceeding $2000 in amount, whether the same be closed by his note or otherwise." "You are at liberty to look upon this as my undertaking to pay you on his default in the event of your giving him credit to that extent." *Nunns et al. vs. Bourne.* S. C., 8 L. C. J., p. 220 (1864).

730. The following letter: "Sir, I hereby agree to become security for Messrs. C. F. H. and Co., for whatever furniture you must trust to their care. J. R. B." is a sufficient and binding guarantee. *Brousdon et Drennan.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 85 (1865).

731. Un cautionnement par lettre de garantie pour des avances à être faites par une maison de commerce à un marchand, cesse d'avoir effet du jour qu'un membre de cette maison de commerce se retire de la société, quand même il laisserait figurer son nom dans la raison sociale ; et les reçus donnés au débiteur après cette époque au nom de l'ancienne maison de commerce, qui est aussi celui de la nouvelle, s'imputeront sur les sommes garanties par le cautionnement et dues à l'ancienne maison. *Hénault et Thomas et al.* Q. B., 1 R. L., p. 706 (1868).

GARANTIE :—

732. Mowing machines and other like machines are always sold with a guarantee, and accordingly every workman must guarantee his work, unless the purchaser takes all the responsibility upon himself. *Fallon et Smith.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 35 (1865).

733. Vide *Joslyn vs. Baxter.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 117 (1866).

GARDIEN :—**734.** Un huissier n'a pas le droit d'insérer dans un procès-verbal de saisie une obligation par le gardien, qu'à défaut de produire les effets saisis il paiera au demandeur sa dette, intérêts et frais, et le gardien sera relevé de cette obligation, celle-ci étant nulle et de nul effet. *Dupuis vs. Bell.* C. R., 15 L. C. R., p. 435 ;—1 L. C. L. J., p. 64 (1865).

735. Un gardien d'office n'a pas d'action pour son salaire et ses déboursés contre le saisi, vu qu'il n'y a pas entre eux contrat exprès ou convention tacite. *Dansereau vs. Girard.* C. C., 16 L. C. R., p. 380 (1866).

736. L'huissier chargé d'un bref de saisie est personnellement responsable du salaire du gardien qu'il a nommé d'office. *Courchêne vs. Généreux.* C. C., 1 R. L. p. 433 (1865).

737. Un défendeur nommé gardien à la saisie pratiquée sur lui, contrairement aux ordonnances et au Code de Procédure Civile, ne peut, sur règle *nisi*, sur son défaut de représenter les effets, être condamné à l'emprisonnement pour mépris de Cour. *Patoille vs. Guilmette.* 1 R. L. p. 51.

738. Un gardien qui a reçu avis d'une motion pour règle *nisi* contre lui pour refus de livrer les effets saisis sera admis. lors de la motion et avant l'émanation de la règle, à prouver qu'il a livré les effets et que le demandeur en a eu possession et les possède encore. *Janes vs. Martin.* C. S., 10 L. C. J., p. 331 (1866).

739. Vide *Dupuis vs. Bell.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 64 (1865).

GASPÉ :—**740.** The report of Commissioners of the Gaspé land claims, under the 59 Geo. 3, c. 3., is sufficient to vest in the party claimant, in whose favor such report is made, the property mentioned therein, without the necessity of the issue of letters patent, the title of the claimant being perfect without these. *Millar et Millar.* Q. B., L. C. R., p. 229 (1864).

GRAND-CONNÉTABLE :—**741.** Le Grand-Connétable n'est pas un *recording officer*, et n'est pas tenu d'avoir un bureau pour les devoirs de sa charge. *Bussière vs. Faucher.* C. C., 14 L. C. R., p. 87 (1864).

GRAND TRONC DE CHEMIN DE FER DU CANADA :—**742.** The Grand Trunk RR. Co. of Canada has a right, as common carriers and in prosecution of their lawful business as such, to employ exclusively any carters it might select to collect from and deliver freight to its customers; and such exclusive employment of particular carters is not a violation of its charter inasmuch as the act itself is essential or incidental to its business as common carriers. *Attorney-General vs. The Grand Trunk RR. Co. of Canada.* S. C., 12 L. C. J., p. 149;—1 L. C. L. J., p. 64 and 73 (1865).

743. A proceeding against the Company, under the original incorporation act of 1853, is null and void, as the Company was amalgamated with certain other companies under 18 Vic., c. 33. *Attorney-General et The Grand Trunk RR. Co. of Canada.* Q. B., 12 L. C. J., p. 177 (1868). Vide 1 L. C. L. J., pp. 64 and 73 (1865).

GREFFIER DE LA COURONNE :—**744.** S. 73, c. 77, C. S. L. C., does not debar a Clerk of the Crown, being a Queen's Counsel, from appearing in open Court and conducting a case on behalf of the Crown, but must be construed to mean that the person holding the office of Clerk of the Crown cannot practise for individuals. *Regina vs. Lebœuf.* Q. B., 9 L. C. J., p. 197;—15 L. C. R., p. 291 (1865). *Semble* that the above section has the same application to a Clerk of the Crown not being a Queen's Counsel. *Ibidem.*

745. The duties and powers of the Clerk of the Crown not being defined in their commissions, nor by statute, the Court will look to the English law and apply it here. *Same case.* 15 L. C. R., p. 291 (1865).

HABEAS CORPUS :—**746.** When a commitment is illegal on its face, the Court will not wait till the committing magistrate has been notified to produce the papers, but will order a writ of *habeas corpus* to issue *instanter.* Ex parte *Messier.* Q. B. (Cr. S.), 1 L. C. L. J., p. 71 (1865).

747. Notice of applications for *habeas corpus* to be given to the Crown. Vide 2 L. C. L. J., p. 124 (1866).

HONORAIRES :—**748.** By the old French Law prevailing in Lower Canada, an attorney acting as such in his own cause and on his own behalf, is entitled under a judgment in his favour *avec dépens,* upon taxation of costs, to the same fees as are allowed by the tariff to attorneys in all ordi-

Honoraires :—

nary cases. *Gugy et Brown.* P. C., 11 L. C. J., p. 141;—17 L. C. R., p. 33;—2 L. C. L. J., p. 222 (1867).

749. Lorsque des procédés sur une règle pour contrainte par corps nécessitent une enquête, et que des admissions de faits écrites sont produites au soutien de telle règle, l'honoraire de $8 mentionné en l'Art. 42 du Tarif des Honoraires des Avocats, à la Cour Supérieure, doit entrer en taxe. Ex parte *Archambault et al. vs. La Corporation du Village de l'Assomption.* C. S., 2 R. L., p. 105 (1870).

Hôtelier :—**750.** A hotel-keeper is liable to a person attending a ball in his hotel, who delivers his great coat to a servant and receives a ticket or number for it, if the coat is not delivered back on presentation of the ticket and if there is no negligence on the part of the plaintiff. *Bourgoin vs. Hogan.* C. C., 15 L. C. R., p. 424 (1864).

751. Where a traveller placed his valise within the bar of a tavern, with the leave of the landlord, and went away without lodging in the house, and next day the valise had disappeared, without bad faith on the part of the landlord or servants, no action lies against the landlord, the *dépôt* having been a *dépôt volontaire. Holmes vs. Moore.* S. C., 17 L. C. R., p. 143 (1867).

Huissiers :—**752.** Les huissiers sont " officiers de justice," et leurs honoraires se prescrivent par trois ans. *Hébert vs. Pentland.* C. C., 14 L. C. R., p. 155 (1863).

753. Un huissier chargé d'un bref d'exécution qui sans raison suffisante, ne procède pas sur icelui, n'a pas droit de réclamer ses honoraires. *Croteau vs. Gingras.* C. C., 15 L. C. R., p. 204 (1864).

754. Un huissier n'a pas le droit de charger le *mileage* pour porter son retour de signification de sa résidence au lieu où le bref est rapportable, non plus que pour y porter les deniers qu'il a perçus sur exécution; il doit dans le premier cas transmettre son retour par la malle, et dans le second cas faire remise des deniers par un ordre sur la poste (money order), mais il peut, dans les deux cas, charger le *mileage* depuis sa résidence jusqu'au bureau de poste le plus proche. *Boswell vs. Belfian.* C. C., 15 L. C. R., p. 22 (1864).

755. Un huissier ne peut, pour signification de subpœnas dans la paroisse où il réside, charger la route depuis le Palais de Justice, mais de son domicile seulement, quand même il irait chercher ou rapporter le

HUISSIERS :—

subpœnas au chef-lieu ; s'il fait la route au chef-lieu, elle lui sera payée par la partie qui l'emploie. Il n'en est pas ainsi, en thèse générale, pour la signification d'actions ou pièces de procédure nécessitant des instructions particulières à l'huissier. *Lozeau vs. Côté.* C. S., 1 R. L., p. 49.

756. Un huissier que l'absence du défendeur de son domicile oblige à faire deux routes pour signifier le bref de sommation, a droit au paiement de ses deux routes, pourvu qu'il ait attendu un temps suffisant le retour du défendeur, lors de son premier voyage. *Brunelle vs. Chagnon.* C. C., 2 R. L., p. 129 (1870).

HYPOTHÈQUE :—**757.** Le tiers en faveur de qui une somme de deniers est stipulée payable dans un acte de donation, peut en poursuivre le recouvrement par action directe et même par action hypothécaire, et sa créance hypothécaire est égale à celle du bailleur de fonds sur l'immeuble donné. *Dupuis et vir vs. Cédillot.* C. C., 10 L. C. J., p. 338 (1866).

758. L'hypothèque acquise sur les biens d'un individu non-commerçant, pendant qu'il est en état de déconfiture, est valable en loi s'il n'y a pas eu fraude. *McConnell vs. Dixon.* C. R., 11 L. C. J., p. 300 ;—4 L. C. L. J., p. 42 (1867).

759. Quand le bailleur de fonds consent et concourt à la création d'une nouvelle hypothèque sur la propriété affectée à son privilége, son privilége se trouve primé par cette nouvelle hypothèque. *Robertson et Young.* Q. B., 17 L. C. R., p. 458 (1867).

760. A judicial bond, executed in 1844 and not hypothecating any property on its face, but duly registered, operates as a mortgage on all the property of the bondsmen then held by them within the registration district. *Berthelet vs. Dease et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 336 (1868).

761. Where it appears from the deeds that the amount due on certain property is 1700 *livres,* the land having originally been sold 4700, of which 3000 have been paid, the provision of the Registry law, which requires the amount to be stated in the mortgage, is satisfied. *Prévost vs. Poirier.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 40 (1866).

HYPOTHÈQUE DE LA COURONNE :—**762.** Par la 9 Vic., c. 62, s. 18, Sa Majesté a une hypothèque sur les immeubles de la

HYPOTHÈQUE DE LA COURONNE :—
caution de celui qui a emprunté au Fonds du Prêt aux Incendiés de 1845, et telle hypothèque n'a pas besoin d'enregistrement et prime toutes celles enregistrées subséquemment au prêt. *Venner et Le Solliciteur-Général.* Q. B., 16 L. C. R., p. 216 (1866).

HYPOTHÈQUE DE LA FEMME :—**763.** Par la 4 Vic., c. 30, s. 29, aucune hypothèque légale ou tacite ne subsiste sur les propriétés du mari pour le remploi des propres de la femme aliénés pendant le mariage. S. R. B. C., c. 37, s. 51. *Armstrong vs. Rolston.* C. S., 9 L. C. J., p. 16 (1864).

764. L'hypothèque légale de la femme, séparée de biens judiciairement, pour le montant d'un legs particulier dû en vertu du testament de son père décédé avant son mariage (célébré sans contrat et avant l'ordonnance 4 Vic., c. 30), ne prime point les créanciers subséquents qui ont enregistré leur titre, faute d'enregistrement de sa part ; la réception du montant de ce legs par le mari durant le mariage et après avoir constitué une hypothèque en faveur de ses créanciers pour une rente foncière sur ses immeubles, ne donne à la femme aucune réclamation hypothécaire antérieure aux créanciers de cette rente foncière ; par le fait de la femme qui fait vendre les biens de son mari à la charge de cette rente foncière, il s'ensuit qu'elle a reconnu la validité de cette réclamation hypothécaire. *Beaugrand dit Champagne vs. Lavallée.* C. S., 9 L. C. J., p. 61 ;—15 L. C. R., p. 479 (1865). Confirmé par la Cour de Révision, 9 L. C. J., p. 215 ;—1 L. C. L. J., p. 26 (1865).

765. Le rappel de la s. 34 de l'Ordonnance 4 Vic., c. 30, n'a pas l'effet de faire revivre l'ancien droit de la femme pour le remploi de ses propres. *Beaugrand dit Champagne vs. Lavallée.* C. S., *Ibidem.*

IMPENSES :—**766.** A possessor in good faith is entitled to his ameliorations, and is not liable for the rents, issues and profits accrued previous to service of process. *Knowlton et al. et Clarke et vir.* Q. B., 9 L. C. J., p. 243 (1864).

767. In an action under the Squatter's Act., if the defendant prove that his possession of the plaintiff's land was with the knowledge of the plaintiff's agents, and that he had paid taxes and made ameliorations, also to the knowledge of such agents, he is entitled to recover the value of his ameliorations, after deducting the rents and revenues of the land, and to retain possession of the land till he is paid the value of such ameliorations. *Ellice*

Impenses :—

et Courtemanche. Q. B., 11 L. C. J., p. 325;—17 L. C. R., p. 433;—3 L. C. L. J., p. 126 (1867).

768. *Semble* que le possesseur de mauvaise foi a droit à ses impenses utiles si elles ne peuvent être enlevées. *Ibidem.*

Importation :—**769.** Dans le cas de saisie d'articles contenant des gravures et représentations indécentes, comme importés en cette province en contravention aux lois de douane, il n'est pas nécessaire que l'importation soit prouvée, car elle est présumée à moins de preuve contraire. *Regina vs. Une quantité de Joaillerie, et Saunders, réclamant.* C. S., 14 L. C. R., p. 367 (1864).

770. Par la s. 3 du c. 17, S. R. B. C., le seul recours contre la première évaluation des importations par le collecteur des douanes, est une évaluation par deux marchands, et l'importateur qui n'a pas recours à cette dernière et paie les droits exigés par le collecteur n'a pas d'action pour recouvrer le surplus qu'il a payé. *Rooney vs. Lewis.* C. R., 14 L. C. J., p. 155;—2 R. L., p. 187;—aussi *Joseph vs. Lewis.* C. R., 14 L. C. J., p. 159 (1870).

771. Vide *Darling et al. vs. Lewis.* C. S., 3 L. C. L J., p. 36 (1867).

Imputation :—**772.** L'imputation faite dans une action non contestée sur laquelle est intervenu un jugement *ex parte* doit être maintenue à l'encontre du débiteur, qui aurait dû la contester alors s'il y avait lieu. *Dufresne vs. Lamontagne.* C. S., 8 L. C. J., p. 197 (1864).

773. Vide *Supple et Thomas.* Q. B., 12 L. C. J., p. 93 (1868).

774. Where the debtor does not indicate how the payments are to be applied, the creditor may impute them on whichever debt he prefers. *Barré et Dunning.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 32 (1865).

775. Where no application of payments is made by the parties, the Court will apply them to the most onerous debt. *Walton vs. Dodds.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 66 (1865).

Incompatibilité de moyens :—**776.** A petitioner complaining of the election to the mayoralty, cannot by the same *requête* allege that the election was null and void and pray that it be so declared, and allege that the sitting mayor was disqualified, and pray that the petitioner be declared duly elected, such allegations and conclusions being incompatible within the meaning of the provisions of the Code of Procedure. *Beaudry vs. Workman.* S. C., 13 L. C. J., p. 15 (1868).

Incompatibilité de moyens:—

777. Pleas of compensation and prescription are entirely inconsistent with an averment of never indebted. *Elliott v. Grenier et ux.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 91 (1865).

Indictement:—778. Upon a motion for arrest of judgment, the indictment for larceny drawn up according to the form given by s. 51, c. 99, C. S. C., will be held valid. *Regina vs. Dorion.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 281 (1857).

779. An indictment signed by an advocate prosecuting for the Crown and as representing the Attorney-General for the Province of Quebec, and not as representing the Minister of Justice of the Dominion, is valid. *Regina vs. Downey.* Q. B., 13 L. C. J., p. 193 (1868).

780. The species of coin or the nature of the bank-notes need not be alleged in any indictment for larceny of money. *Regina vs. Driscoll.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 288 (1862).

781. In an indictment for forging a receipt, it must be alleged that such receipt was either for money or goods, etc., as mentioned in s. 9, c. 94, C. S. C. *Regina vs. McCorkill.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 283 (1857).

782. In an indictment for forgery, it is not necessary to allege that the defendant did the act with intent to defraud any particular person. *Regina vs. Hathaway.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 285 (1862).

783. Upon an indictment for false pretences, the prosecutor is not bound to deliver to the defendant the particulars of the crime charged against him. *Regina vs. Senécal.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 286 (1862).

784. In an indictment for conspiracy, an offence prohibited by penal law must be set forth in the averment of the end or means, and a simple charge of cheating or defrauding, without specification of the things of which the defendants intended to defraud, will not constitute such penal offence. *Regina vs. Roy et al.* Q. B. (Cr. S.), 11 L. C. J., p. 89 (1867).

785. In an indictment for obstructing an officer of Excise under 27-28 Vic., c. 3, the omission of the averment that at the time of the obstruction the officer was acting in the discharge of his duty " under the authority of 27-28 Vic., c. 3, " is not a defect of substance, but a formal error which is cured by the verdict. *Spelman et Regina.* Q. B., 13 L. C. J., p. 154 (1868).

786. The omission of the word " Company " in an indictment for embezzling funds belonging to the Grand

INDICTMENT :—

Trunk Railway Company of Canada, comes under the class of formal defects which are cured by verdict. *Queen vs. Foreman.* Q. B. (Cr. S.), 1 L. C. L. J., p. 70 (1865).

787. Where a party bought 100 barrels of flour from A. and obtained from him an order on B. for the delivery of the flour, promising to pay cash, but failed to do so and became insolvent a few days after, and he is indicted for obtaining goods with intent to defraud,—*held* that it is not necessary 1st. that the indictment should specify the name of the person intended to be defrauded; 2nd. that the evidence should establish the charge in the indictment, of obtaining so many barrels of flour, provided it should establish that what he did obtain from the prosecutor was a valuable security, viz., a delivery order. *Regina vs. McDonald.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 34 (1866).

788. It is sufficient if an indictment be signed by the Clerk of the Crown. *Regina vs Grant.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 276 (1867).

789. An indictment will not lie, under a section of a statute (31 Vic., c. 6., s. 80), which provides that persons committing certain offences with regard to warehoused goods shall incur the *penalties* imposed on persons for *smuggling*,—for the misdemeanor of *smuggling* created by another section of the same statute. *Regina vs. Bathgate et al.* Q. B. (Cr. S.), 13 L. C. J., p. 299;—1 R. L., p. 438 (1869).

790. An indictment, under 31 Vic., c. 8, s. 143, for having opened the lock of a warehouse used for the security of the Revenue, without the knowledge and consent of the collector of Inland Revenue, is bad, if a redundant statement be introduced, making the words which form the gist of the offence "*without the knowledge and consent of the Collector of Inland Revenue*" apply apparently not to the opening of the lock, but to the keeping and securing of certain goods in the warehouse. *Regina vs. Bathgate et al.* Q. B. (Cr. S.), 13 L. C. J., p. 303;—1 R. L., p. 439 (1869).

791. The defendant is not in all cases of acquittal entitled to a copy of the indictment laid against him. *Regina vs. Senécal.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 286 (1862).

792. Upon an amendment of the indictment at the trial, no postponement of trial will be granted, if in the

INDICTEMENT :—
opinion of the Court the prisoner is not prejudiced in his defence. *Regina vs. Senécal.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 287 (1862).

793. A defective indictment may be quashed on motion, as well as on demurrer. *Regina vs. Bathgate et al.* Q. B. (Cr. S.), 13 L. C. J., p. 299;—1 R. L., p. 438 (1869).

INSAISISSABLES :—**794.** La ss. 6, s. 3, c. 85, S. R. B. C., ne s'applique qu'aux outils des ouvriers nécessaires à l'exercice de leur métier. *Bussière vs. Faucher.* C. C., 14 L. C. R., p. 87 (1864).

795. The wages of an *employé* not due at the time of the service of a writ of *saisie-arrêt* are exempt from seizure. *Wurtele et al vs. Douglas.* S. C., 14 L. C. J., p. 17 (1869).

796. Moneys payable, under a contract for the execution of fortifications in this province, by Her Majesty's Principal Secretary of State for the War Department, are not liable to attachment. *Fitts vs. Piton.* S. C., 12 L. C. J., p. 289 (1868).

797. Moneys payable on account of a pending contract with the War Department for the erection of fortifications in this Province, are not liable to attachment; and no attachment in the hands of the Secretary at War will lie under any circumstances. *Fitts vs. Piton.* S. C., 13 L. C. J., p. 165 (1869). Also *Joseph vs. Anderson.* S. C. *Ibidem* (1869).

INSCRIPTION :—**798.** When a cause is inscribed for *enquête* and audition at the same time in term, eight clear days notice of inscription is necessary. *Kent et al vs. Cranwill.* S. C., 8 L. C. J., p. 12 (1863).—Also *Voss et al vs. Coffin.* S. C., 8 L. C. J., p. 129 (1864).

799. Aux termes de la 51ème règle de pratique, il est nécessaire que, dans l'inscription au rôle de droit pour audition en droit sur les plaidoyers, le jour où telle audition aura lieu soit indiqué, ainsi que dans l'avis d'inscription, sans quoi elle sera declarée nulle et la cause rayée du rôle. *Evanturel vs. Evanturel.* C. S., 14 L. C. R., p. 151 (1864).

800. To inscribe for *enquête* and final hearing on the merits, the party so inscribing must have notified his adversary of his option so to inscribe, previous to his inscribing for *enquête* alone. *Wood vs. Swinburne.* S. C., 14 L. C. R., p. 152 (1864).

INSCRIPTION :

801. Notice that a cause has been inscribed upon the roll of *enquêtes* and merits, given with the prescribed delay before the day fixed, is sufficient, provided the cause is actually inscribed before the day fixed. *Dionne et al. et Valleau et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 112 (1866).

802. Une partie ne peut inscrire à l'enquête et mérite pour un jour fixe, même en en donnant avis à l'autre partie, à moins que ce ne soit de consentement, et à défaut de ce consentement la Cour fixera le jour. *Lemieux vs. Brochu.* C. C., 16 L. C. R., p. 48 (1865).

803. An inscription on the *rôle d'enquête ou de droit* without having regularly demanded a plea to the intervention and allowed the legal delay to elapse, will be struck (rayée), on motion to that effect. *Walcott vs. Robinson.* C. R., 11 L. C. J., p. 303 (1867).

INSCRIPTION DE FAUX :—**804.** Le seul moyen d'être admis à la preuve pour attaquer le rapport d'un huissier est l'inscription en faux. *McLimont vs. Robin.* C. S., 15 L. C. R., p. 37 (1864).

805. Although the bailiff has returned that he served a true certified copy of the declaration on the defendant, it is not necessary to inscribe *en faux* against his return if it be apparent, from the copy admitted by the plaintiff's attorney to be the copy served, that said copy never was certified. *Scantlion vs. Barthe.* C. C., 8 L. C. J., p. 138 (1864).

806. Under Art. 159, C. C. P., a sheriff's return of service of summons may be contested on motion without *inscription en faux*. *Hudon et al. vs. Solman et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 120 (1868).

807. L'inscription en faux peut être faite en tout état de cause, suivant l'art. 164 du C. P. C., lequel a abrogé toute règle de pratique contraire. *Lynch vs. Duncan.* C. R., 12 L. C. J., p. 220 (1868).

808. Il n'y a pas lieu à l'inscription de faux contre un jugement d'aucune Cour, même s'il est altéré en quoi que ce soit après son prononcé, et il en est de même à l'égard de la copie de tout jugement. *Healey et al. vs. The Mayor, etc., of Montreal.* C. S., 17 L. C. R., p. 409 (1867).

809. Quelques variantes de phraséologie entre la copie et la minute d'un testament, lorsqu'elles n'en affectent pas la substance, n'empêchent pas que la copie soit

Inscription de faux :—

suffisante, et la copie ou la minute ne peut pas être arguée de faux. *Bousquet vs. Renois.* C. S., 14 L. C. R., p. 381 (1864).

810. Dans un cas d'expropriation, le certificat du protonotaire que la Corporation de Montréal a déposé les fonds nécessaires, ne peut être attaqué par une inscription en faux à raison de ce qu'un billet promissoire, au lieu d'espèces légales, aurait été ainsi déposé ; et l'inscription en faux sera renvoyée sur une défense en droit, vu que le demandeur en faux est sans intérêt à poursuivre son inscription en faux tant que le certificat n'est pas attaqué en faux quant à son authenticité. *Beaudry et Le Maire, etc., de Montréal.* C. S., 10 L. C. J., p. 278 (1866). Renversé par la Cour d'Appel qui a jugé que les moyens de faux étaient suffisants. 17 L. C. R., p. 428 (1867).

Insolvabilité :—**811.** A firm becoming insolvent, their whole estate is the gage of the creditors, and they cannot do a single act whereby the rights or position of their creditors could be affected. *Molsons Bank vs. Leslie et al.* S. C., 8 L. C. J., p. 8 (1863).

812. He who buys goods on credit impliedly assures the vendor, if not of the actual sufficiency of his assets to meet his liabilities, at least that there is a reasonable probability of such sufficiency ; and while a vendor on credit takes the risk of the subsequent insolvency of his debtor, he is not supposed to contemplate the escape or the bankruptcy of his debtor, by reason of a state of insolvency actually existing at the time of the purchase : and where a party buys goods on credit knowing his affairs to be in a bad state, although he may have no intention of defrauding the vendor, and he subsequently declares his insolvency, the Court will be justified in suspending his discharge for a period, under its discretionary power. Ex parte *Tempest et Duchesnay et vir.* S. C., 11 L. C. J., p. 57 ;—2 L. C. L. J., p. 276 (1867).

813. A creditor who, while accepting a composition by which the insolvent agrees to pay ten shillings in the £, reserves his recourse against endorsers of notes which he holds, and upon other securities, is not bound to deduct the sums he obtains from such endorsers from his dividend of ten shillings in the £, but only from the total amount of his claim ; and the insolvent's sureties when sued for the dividend they have guaranteed, can

INSOLVABILITÉ :—

not maintain that the sums so received by the creditor exceed the amount of the stipulated dividend, if he gives credit for those sums on his whole demand, and thus reduces the amount payable as dividend. *Joseph vs. Lemieux et al.* C. R., 17 L. C. R., p. 170 (1866).

814. Where a claimant in insolvency has received from an indorser of a note a composition on the amount of his claim, in consideration of which the claimant has released the indorser, reserving his recourse against all the other parties to the note, whatever the claimant has received from the indorser must be deducted from his claim against the estate of the maker of the note. *Bessette et al. et la Banque du Peuple et Quevillon.* S. C., 14 L. C. J., p. 21 (1869).

815. After the advertisement of the sheriff that a writ of attachment in insolvency has issued, the public is bound to know the incapacity of the insolvent to sell any of his property, and this state of things continues during the pendency of an appeal from a judgment which quashed the attachment; and the sale by the insolvent of any property, under such circumstances, although the property be not actually seized, in consequence of its having been secreted, is absolutely null and not annulable only; and the guardian to the attachment under the writ can revendicate such property, when so sold, in the hands of the purchaser, who will not be allowed to claim reimbursement of his purchase money. *Mallette et Whyte.* Q. B., 12 L. C. J., p. 229 (1868).

816. Mere insolvency is not of itself a sufficient cause for setting aside a mortgage granted whilst the debtor was in that state, without proof either that such insolvency was notorious, or that there was really fraudulent collusion between the debtor and creditor. *Warren et Shaw.* C. R., 12 L. C. J., p. 309 (1868).

817. Quand un débiteur, arrêté en vertu d'un *capias*, paie sa dette à son créancier afin d'être libéré du *capias*, et ce dans les trente jours qui précèdent l'exécution d'un acte de cession par le débiteur, le syndic est bien fondé à réclamer du créancier le paiement qui lui a été fait comme susdit. *Sauvageau vs. Larivière.* C. R., 13 L. C. J., p. 210 (1869). Renversé en Appel, où il a été décidé que ce paiement n'est nul que si le créancier connait ou a raison probable de croire à l'insolvabilité du failli. Q. B., 14 L. C. J., p. 139 ;—2 R. L., p. 186 (1870).

INSTITUTEURS :—**818.** Schoolmasters have a right of moderate chastisement against disobedient and refractory scholars, but which can only be exercised for the maintenance of school discipline, the interest of education, and to a degree proportioned to the offence committed, and any chastisement exceeding this limit and springing from motives of caprice, anger, or bad temper, constitutes an offence punishable like ordinary delicts. *Brisson vs. Lafontaine dit Surprenant.* S. C., 8 L. C. J., p. 173 ;—14 L. C. R., p. 377 (1864).

INTERDIT :—**819.** La nomination d'une femme comme curatrice à son mari interdit comporte nécessairement l'autorisation d'administrer les biens de son mari et les siens propres. *Lemesurier et al. vs. Leahy et al.* C. S., 14 L. C. R., p. 417 (1864).

820. Une curatelle à un interdit ne sera pas mise de côté à la demande d'un beau-frère de l'interdit qui ne fait preuve d'aucun intérêt dans l'affaire ou de fraude pratiquée lors de la nomination du curateur. *Marois vs. Bilodeau.* C. S., 16 L. C. R., p. 169 (1862).

821. The curator to a person voluntarily interdicted must be brought into the proceedings to obtain *contrainte* for *folle enchère*, though the *folle enchère* was made before interdiction. Ex parte *Fourquin.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 118 (1867).

INTÉRÊT :—**822.** Interest is not recoverable upon a claim, by a Bank against its agent, for damages in respect to a loss said to have accrued through his conduct. *Bank of Upper Canada et Bradshaw et al.* P. C., 17 L. C. R., p. 273 (1867).

823. The fact of a plaintiff attempting to capitalize interest already accrued, is not a sufficient ground for the dismissal of his action, although the Court may refuse to grant that part of it which claims such compound interest. *Dionne et al. et Valleau et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 112 (1866).

824. Le tiers-détenteur poursuivi hypothécairement est tenu au paiement de tous les arrérages d'intérêts non prescrits, au delà de deux ans et l'année courante, quoique aucun enregistrement spécial n'en ait été fait; la formalité de l'enregistrement d'un bordereau d'arrérages d'intérêts non prescrits, au delà de deux ans et l'année courante, n'a l'effet de changer la loi commune que dans le cas particulier où deux créanciers hypothécaires se présentent par concurrence à la distribution du produit

INTÉRÊT :—

d'un immeuble vendu en justice. *Macdonald et al. et Nolin.* Q. B., 14 L. C. J., p. 125 ;—2 R. L., p. 183 (1869).

825. Vide *Legendre et al. et Fauteux.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 37 (1865).

INTERPRÉTATION :—**826.** If in a deed conveying land, the description of the land intended to be conveyed is couched in such ambiguous terms that it is very doubtful what were intended to be the boundaries of the land, and the language of the description equally admits of two different constructions, the one making the quantity conveyed agree with the quantity mentioned in the deed, and the other making the quantity altogether different, the former construction must prevail. *Herrick et Sixby.* P. C., 11 L. C. J., p. 129 (1867).

827. Dans le cas où les versions anglaise et française d'un statut diffèrent, celle-là seule doit être suivie qui est conforme à l'esprit du législateur. *Gagnon vs. St. Denis.* C. C., 12 L. C. J., p. 279 (1867).

828. In a lease to cut timber upon a location describer on the back of the license as follows : "To commence at the mouth of Green's Creek, on the Black River, and extend down six miles on the course South 21° West, and back four miles on the course North, 69° West,"—the words "down on the course" mean "down *the Black River* on the course," and the word "back" means "back *from the Black River.*" *Bryson et Stutt.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 81 (1866).

INTERVENTION :—**829.** A party has a right to intervene in a suit, when he is a partner of the plaintiff who is about to compromise their claim against the defendants without his consent. *Rutherford et al. et. Ferres ;* also *The Montreal and New-York RR. Co. et Ferres.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 83 (1867).

830. An intervention is in the nature of a *demande,* and the intervening party stands exactly in the same position as a plaintiff ; and on the reasons and grounds of intervention a new issue is raised and proceedings must be taken and followed as in an ordinary action. *Walcott vs. Robinson.* C. R., 11 L. C. J., p. 303 (1867).

831. An intervention may in the discretion of the Court be allowed, without being supported by affidavit. *Coates et al. vs. The Glen Brick Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 112 (1869).

Intervention :—

832. Lorsqu'une motion d'intervention est accordée et que l'intervention n'est ni produite ni signifiée dans les trois jours, un délai ultérieur ne peut être accordé pour produire les moyens d'intervention, même sur motion appuyée d'un affidavit. *Beaudé et ux. vs. Martel.* C. R., 15 L. C. R., p. 457;—1 L. C. L. J., p. 29 (1865).

833. A person complaining of a statement contained in the pleadings in a cause to which he is not a party, as false and calumnious, has no right to intervene for the purpose of having the passage complained of struck from the record. *Hibbard vs. Barsalou et al.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 64 (1867).

Inventaire :—**834.** La donataire universelle en usufruit par contrat de mariage est tenue d'avancer les frais d'inventaire des biens sujets à son usufruit. Les honoraires d'un notaire employé par les héritiers d'un défunt pour veiller à leurs intérêts et qui travaille à la confection de l'inventaire concurremment avec le notaire choisi par la veuve-donataire universelle en usufruit comme susdit, forment partie des frais d'inventaire qu'elle est tenue d'avancer. *Prévost vs. Forget.* C. C., 12 L. C. J., p. 54;—4 L. C. L. J., p. 61 (1868).

Jugement :—**835.** Un jugement rendu dans la Cour Supérieure, en vacance, sera renversé et annulé, mais sans frais, si la Cour n'était pas ajournée au jour où il a été rendu. *Lanigan et Gareau.* Q. B., 14 L. C. R., p. 21 (1863).

836. A judgment rendered on a day not being a day in term, or of *enquête* and hearing on the merits, will be set aside,—each party paying his own costs in appeal, and the costs below to be subject to the future decision of that Court. *Allan et The Corporation of the Township of Onslow.* Q. B., 15 L. C. R., p. 433;—10 L. C. J., p. 218 (1865).

837. An error in the date on which a judgment was rendered is not a ground of nullity, and such an error can be remedied by the Court of Appeals in and by its own judgment. *Naud et Smith.* Q. B., 10 L. C. J., p. 217 (1866).

838. Un jugement non revêtu des formalités requises par l'Art. 472, C. P. C., qui exige que le jugement soit motivé, n'est pas nul à cause de cela. *La Fabrique de Ste. Julie de Somerset et Pâquet.* Q. B., 1 R. L., p. 430 (1869).

JUGEMENT :—

839. A judgment is sufficiently *motivé*, which adopts a full and circumstancial report of a referee to whom the matters in contest between the parties had been referred. *Amiot et vir vs. Martineau.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 26 (1865).

840. Where a judgment has been prematurely rendered by the inferior Court, pending a petition *en désaveu* which had not been adjudicated on, the Court of Appeals will order the record to be remitted to the Lower Court. *Guertin et O'Neil.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 83 (1865).

841. Though the usual course in a case where the judgment calls upon a party to do something, is to make the delay run from the signification of judgment, yet, when both parties are before the Court, the delay might properly be made to run from date of judgment. *Prévost et Brien dit Desrochers.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 82 (1866).

842. The judgment of the Court of Review rejecting an inscription for hearing in Review, is a final judgment and can only be appealed from as such. *Taylor vs. Mullin.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 250 (1867).

JUGEMENT FORAIN :—**843.** In an action upon a foreign judgment, the Court will grant a motion that the plaintiff produce the note or bill of particulars upon which such judgment was based. *Hoppock et al. vs. Demers.* S. C., 16 L. C. R., p. 399 (1866).

844. Dans une action fondée sur un jugement obtenu en pays étranger, le demandeur, s'il en est requis, doit produire le compte détaillé sur lequel le jugement a été rendu, et à défaut de la produire dans le délai fixé l'action sera renvoyée avec dépens. *Hoppock et al. vs. Demers.* C. S., 13 L. C. J., p. 224 (1867).

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE :—**845.** Ce n'est que par voie d'appel ou de requête civile, suivant le cas, et non par opposition à fin d'annuler, que l'on peut obtenir réformation ou annulation d'un jugement ou ordre interlocutoire. *Gibsone vs. Jamieson et vir.* C. C., 16 L. C. R., p. 351 (1866).

846. Un jugement interlocutoire entré par erreur peut être réformé. *Quintal vs. Roy et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 57 (1868).

JUGES DE PAIX :—**847.** Sur un appel en vertu de l'Acte d'Agriculture, la Cour prendra, *ex officio*, connaissance de la commission nommant les juges de paix comme moyen de

JUGES DE PAIX :—

constater la résidence de ceux qui ont rendu le jugement dont est appel. *St. Gemmes dit Beauvais et Cherrier*. C. C., 14 L. C. R., p. 82 (1863).

848. Lorsque deux ou plusieurs juges de paix ont instruit une cause, ils doivent tous concourir pour la juger. *St. Gemmes et Cherrier*. C. C., 9 L. C. J., p. 22 (1864).

849. Cependant il a été jugé que, dans une cause entendue par trois juges de paix, jugement peut être rendu par deux d'entre eux. Ex parte *Trowley et Côté*. C. S., 9 L. C. J., p. 169 (1865).

850. Les deux juges de paix qui ont reçu la plainte et signé le bref d'assignation dans une poursuite pour vente de liqueurs sans licence (27 et 28 Vic., c. 18, s. 14), ont seuls juridiction pour juger la cause ; un autre juge ne peut s'immiscer dans la cause et la juger que si l'un d'eux est absent et que l'autre le lui permette, et alors la conviction doit constater cette absence et cette permission. *Dubord vs. Boivin*. C. S., 14 L. C. J., p. 203 (1866).

851. En règle générale les juges de paix doivent adjuger sur les exceptions qui attaquent leur juridiction ou qui réclament des exemptions, afin de permettre aux cours supérieures d'apprécier la justesse de ces exceptions. *Dubord vs Boivin*. C. S., 14 L. C. J., p. 203 (1866).

JURÉS :—**852.** Members of the Council of the Montreal Board of Trade are not exempt from serving as jurors in civil and criminal cases. *Mathewson vs. The Royal Insurance Co.*, S. C., 13 L. C. J., p. 229 (1869).

853. On a trial for a felony, the Crown may, without shewing cause, direct a juror, on his name being called by the Clerk of the Court, to " stand aside," and, on the panel being read over a second time, may, without shewing cause for challenge, direct the same juror to stand aside a second time, and so on, till the panel is exhausted, *i. e.* till it appears that a jury cannot be got without such juror. *Regina vs. Lacombe*. Q. B., 13 L. C. J., p. 259 (1869).

854. On the trial of a misdemeanor, the Crown has the same right to order a juror to stand aside, without showing cause, until the panel is exhausted, as in a felony. *Regina vs. Hogan et al.* Q. B. (Cr. S.), 1 L. C. L. J., p. 70 (1865).

855. Un juré spécial assigné pour servir dans une cause civile, et qui est déchargé avant de servir, n'a droit à aucune rémunération, la loi n'ayant pourvu qu'au

JURÉS :—
paiement des douze jurés qui servent au procès. *Sylvestre vs. Manseau.* C. C., 2 R. L., p. 93 (1870).

JURIDICTION :—**856.** Les cours civiles ne peuvent connaître du refus par un curé de la sépulture ecclésiastique. *Brown vs. Les Curé, etc., de Montréal.* C. R., 2 R. L., p. 257 (1870).

857. In cases of forfeiture of imported goods, the Superior Court has jurisdiction *quoad* such forfeiture irrespectively of the value of the goods. *Regina et Rothstein.* S. C., 8 L. C. J., p. 130 (1864). Confirmed in Appeal. 1 L. C. L. J., p. 85 (1865).

858. The Superior Court has no power to amend an award of the Board of Revisors of the Montreal Corn Exchange Association; if irregular, it must be set aside *in into.* *Glassford vs. Taylor.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 94 (1865).

859. The Circuit Court has no jurisdiction to grant the resiliation of a lease where the rent or annual value exceeds $200, though the amount of damages claimed be under $200. *McGinnis vs. Horseman.* C. R., 14 L. C. J., p. 224 (1870).

860. Dans une action en démolition de nouvel œuvre, portée devant la Cour de Circuit, il faut alléguer et prouver que la valeur de la servitude ne dépasse pas $200, pour donner juridiction à cette Cour. *Dorval vs. Chevalier.* C. R., 14 L. C. J., p. 263 (1870).

861. The Circuit Court has no jurisdiction in possessory actions. *Mackay et Cook.* Q. B., 13 L. C. J., p. 321 (1869).

862. A judge in chambers has jurisdiction to appoint a sequestrator to an immoveable seized under an execution, when its sale has been stopped by an opposition. *Senécal et al. vs. Vienne.* S. C., 14 L. C. J., p. 335 (1870).

863. Dans une poursuite pour prix de vente d'une terre, si l'action est instituée dans le district où la terre est située, et que la signification en soit faite au défendeur dans le district où il a son domicile et où le contrat de vente a été fait, la cause d'action sera déclarée avoir pris naissance dans ce dernier district, et l'action déboutée sur exception déclinatoire. *Gauthier vs. Gratton.* C. C., 14 L. C. R., p. 442 (1864).

864. Bien que le domicile du défendeur soit en dehors du district où l'émanation de la saisie-arrêt avant jugement a eu lieu, et que le défendeur n'ait pas été assigné personnellement dans ce district, le procédé est

JURIDICTION :—

valide et légal, si les faits de fraude qui ont donné naissance à la saisie ont été pratiqués dans ce district. *Coulombe vs. Lemieux.* C. S., 9 L. C. J., p. 73 (1865).

865. La livraison au bureau de poste d'un journal adressé à une personne résidant dans un autre district, donne droit d'action dans le district où se fait la livraison du journal. *Penny et al. vs. Berthelot.* C. C., 9 L. C. J., p. 104 (1865).

866. Mais, dans *Foote vs. Freer*, il a été décidé que telle livraison ne donne juridiction à la Cour du district où se fait la livraison que lorsque celle-ci se fait ainsi sur l'ordre exprès du défendeur. C. C., 15 L. C. R., p. 46 (1864).

867. Where the contract for the sale of goods is made in Montreal, through the agent there of the vendor, residing in a foreign country, and the goods arrive consigned to such agent, so that the purchaser cannot obtain the goods from the Custom-house in Montreal without the agent's consent, the cause of action will be held to have arisen in Montreal, notwithstanding that the goods may have been at the risk of the purchaser the moment they were shipped from the foreign country. *Gregory et The Boston and Sandwich Glass Company.* Q. B., 9 L. C. J., p. 134;—15 L. C. R., p. 475 (1865).

868. When a consignee in Montreal of goods consigned to him from Upper Canada, accepts a draft drawn by the consignor in Upper Canada, in anticipation of product of sale, which subsequently proves to be less than the acceptance, the cause of action to recover back the excess of the amount paid under the acceptance over the net proceeds of sale, arises in Montreal. *O'Connor et Raphaël.* Q. B., 11 L. C. J., p. 123;—2 L. C. L. J., p. 229 (1867).

869. A debt under a bill of lading signed in France, for the delivery of goods at Montreal, where the carrier made default in delivery and the value of the goods is demanded, is not a debt created without the Province of Canada, under C. C. P., 806; and such a debt is not a claim for unliquidated damages requiring an order from a judge, under C. C. P., 801. *Vanden Koornhuyse vs. Grondin.* S. C., 14 L. C. J., p. 218 (1870).

870. When a party resident at Toronto, and having no domicile nor property in Lower Canada, orders goods by letter from a merchant in Montreal, and gives verbal

JURIDICTION :—

orders for goods to the merchant's travelling agent at Toronto, which the agent transfers to his principal in Montreal, the cause of action will be held to have arisen in Montreal. *Clark vs. Ritchey.* S. C., 9 L. C. J., p. 234 ;—14 L. C. R., p. 48 (1863).

871. An action cannot be brought in a district in which the defendant has no domicile and where he has not been served with process, unless the whole cause of action have arisen in that district; and in the case of a promissory note dated in Montreal but really signed in Quebec, the action cannot be instituted in Montreal. *Gault et al. vs. Wright et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 60 ;—1 R. L., p. 88 (1868).

872. When an order for goods has been given at Kamouraska to a travelling agent of a mercantile house in Montreal, on the exhibition of samples, and has been afterwards accepted by the Montreal house and the goods forwarded by railway, according to the instructions of the purchaser who paid the freight, the right of action originated at Montreal. *Thompson et al. vs. Dessaint.* S. C., 14 L. C. J., p. 184 (1870).—Also *Joseph et vir vs. Pâquet.* C. C., 14 L. C. J., p. 186 (1870).

873. L'action en séparation de biens est valablement intentée dans le district où le défendeur est assigné personnellement, suivant la s. 26, c. 82, S. R. B. C. *Harnois vs. Xavier dit St. Jean.* Q. B., 10 L. C. J., p. 76 ;—16 L. C. R., p. 255 ;—2 L. C. L. J., p. 19 (1866).

874. Lorsqu'un créancier poursuit dans un district son débiteur et le débiteur de celui-ci, ce second débiteur résidant dans un autre district où l'action lui est signifiée, le second débiteur est distrait de ses juges naturels et obtiendra congé de l'assignation, sur exception déclinatoire. *Davis et Kimpton et al.* Q. B., 2 R. L., p. 118 (1868).

875. The quality of the magistrate before whom the defendant is summoned to appear must be stated at length in the warrant, to give him authority; and the initials *P. M.* meaning Police Magistrate are insufficient. *Durnford vs. Favreau.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 19 (1867).

876. Vide *Amiot et vir vs. Martineau.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 26 (1865).

877. Vide *Gregory et Ireland* and *Gregory et The Boston and Sandwich Glass Co.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 37 (1865).

Larcin :—**878**. When a proprietor of a quantity of broom corn places the same in the hands of a manufacturer, to be converted into corn brooms, which are to be delivered to him, to sell them and deduct his advances from the proceeds of the sale and pay over the balance to the manufacturer,—and the manufacturer, instead of so delivering the manufactured brooms, sells and converts the same to his own use, he will be held guilty of larceny, within the meaning of C. S. C., c. 92, s. 55. *Regina vs. Lebœuf*. Q. B., 9 L. C. J., p. 245 (1864).

Legs :—**879**. A condition attached by a testator to a legacy, with the view that the property bequeathed should not be alienated, or seizable by the creditors of the legatee, is not valid either by the old law of France or the general principles of jurisprudence. *Renaud et Guillet dit Tourangeau*. P. C., 12 L. C. J., p. 90;—17 L. C. R., p. 451;—4 L. C. L. J., p. 11 and 86 (1867).

880. Where a bequest was made in these words: "I hereby will, devise and bequeath £ 125 to my ward W. H., to be appropriated to the finishing of his education," and the education of the legatee was completed at the testator's expense before the death of the latter, the accomplishment of the object for which the legacy was given before the testator's death, did not relieve th executor from paying the legacy. *Hervey et Hervey*. Q. B., 14 L. C. J., p. 290 (1870).

881. When the creditor leaves a legacy to a debtor, the presumption is that he intends the amount of the bequest to be paid without deduction of the debt. *MacBean vs. Dalrymple*. S. C., 1 L. C. L. J., p. 62 (1865).

882. Where two wills, exact copies of each other, and made at the same time, by husband and wife, contain the same legacy, the legacy is only payable once. *Clément et al. vs. Leduc*. S. C., 1 L. C. L. J., p. 99 (1865).

Légataire :—**883**. Une veuve ne peut poursuivre une tutrice en reddition de compte des biens de la communauté, si le mineur que cette tutrice représente n'est ni l'héritier, ni le légataire universel du mari défunt, mais seulement le légataire particulier. *Fisher et Gareau*. Q. B., 14 L. C. R., p. 372 (1864).

884. By the appointment, under a will, of a person named as "residuary legatee," such legatee is seized of the estate of the testator after the death of his executors, and is entitled to recover bank stock held in the names of the deceased executors, and also the dividends on such

LÉGATAIRE :—

stock; and such residuary legatee is entitled to a judgment for the transmission of the shares, notwithstanding the 19 Vic., c. 76, s. 17, the legatee having made to the Bank a declaration of transmission "as heiress at law, daughter and universal legatee" of her father, and as having from the death of the executors the "further executorship" of the will. *The Bank of Montreal et McDonell et al.* Q. B., 14 L. C. R., p. 482 (1864).

LÉSION :—**885**. L'acheteur ne possède point l'action rescisoire pour faire rescinder le contrat de vente pour cause de lésion d'outre moitié du juste prix. *Chapleau et Debien.* Q. B., 13 L. C. J., p. 194 (1868).

886. A deed of sale cannot be rescinded on the ground of *lésion*, where the amount of the consideration and the actual value of the property, at the time of the execution of the deed, are not fully established. *Lemoine vs. Lionais.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 163 (1866).

LIBELLE :—**887**. La réparation faite par l'un des auteurs du libelle, et la discontinuation d'une action en dommages contre lui pour libelle, ne libèrent pas son complice de la solidarité dans le délit, quoiqu'elles puissent atténuer les dommages, et dans ce genre de délit la solidarité résulte de la suggestion de l'écrit diffamatoire sans participation dans le fait matériel de sa rédaction. *McMillan vs. Boucher.* C. S., 12 L. C. J., p. 319 (1868).

LICENCE :—**888**. Si un Percepteur du Revenu donne à un aubergiste un reçu de la somme requise "pour payer une licence pour laquelle il a obtenu le certificat du Conseil de Comté de... en date de...," et s'il refuse ensuite de donner cette licence à l'aubergiste, ce reçu doit protéger celui-ci et l'exempter de l'amende sur une poursuite pour vente de boissons sans licence. *Dubord vs. Boivin.* C. S., 14 L. C. J., p. 203 (1866).

LICITATION :—**889**. A moveable thrashing machine is susceptible of being brought to a forced sale by means of a *licitation forcée. Aubry et ux. vs. Denis et al.* C. C., 8 L. C. J., p. 315 (1863).

890. And in default of the parties in possession of the machine paying the value of the share of a deceased partner as assessed by the Court, the machine will be sold by authority of the Court. *Ibidem*, and 14 L. C. R., p. 97 (1863).

891. Dans une action en licitation où le demandeur, propriétaire de moitié, conclut au partage entre lui et les défendeurs, co-propriétaires de l'autre moitié, où les

LICITATION :—

défendeurs acquiescent séparément à ces conclusions, et où jugement est rendu conformément les experts nommés pour constater la divisibilité de la propriété doivent se contenter de faire rapport qu'elle peut être divisée ou non en deux portions, et s'ils ne s'accordent pas la Cour devra nommer d'office un tiers-expert. *Lloyd et Boswell et al.* Q. B., 14 L. C. R., p. 274 (1863).

LIQUIDATION FORCÉE :—**892**. Where two creditors, whose claims amount to $500, make a demand against their debtor for an assignment of his estate, under the Insolvent Act of 1864, and it appears in evidence that one of them has made the demand solely in order to obtain payment of the amount due him,—the demand is held contrary to ss. 3, s. 3 of said Act, and the petition to stay proceedings will be granted. *Lacombe et al. et Lanctôt.* C. R., 16 L. C. R., p. 166;—1 L. C. L. J., p. 110 (1865).

893. In the case of a joint demand by two creditors for over $500 (s. 3, ss. 2, Ins. Act, 1864) against a debtor to make an assignment, the one creditor cannot make proof for the other (Art. 251, C. C. P.); and the claim of one of such creditors based on a transfer to him by a third party, unsignified upon the debtor at the time of the demand of an assignment (although signified subsequently), cannot avail in support of the demand. *Turgeon et al. vs. Taillon.* S. C., 13 L. C. J., p. 19 (1869).

894. Under the Insolvent Acts (1864-5) a creditor whose debt has not matured may commence proceedings against his debtor, who is insolvent, in like manner as he might have done if his debt had been overdue at the time.—If it appear that the debtor does not owe more than $100 beyond the creditor's debt (none of which due at the time, and a portion not due for several years to come), he should be allowed further time to shew, if he could, that he is not in fact insolvent, and so not liable to have his estate placed in a compulsory liquidation. *Moore vs. Luce.* Common Pleas, Ontario. 13 L. C. J., p. 113 (1868).

895. Une cession faite autrement que prescrit par l'Acte de Faillite n'assujettit les biens du débiteur à la liquidation forcée que pendant les trois mois qui suivent telle cession. *Hutchins et al. vs. Cohen.* C. S., 14 L. C. J., p. 85 (1869).

LIQUIDATION FORCÉE :—

896. Le porteur d'un billet donné en garantie collatérale (gage) a droit de prendre un bref de saisie-arrêt, sous l'Acte de Faillite 1864, pour mettre le faiseur en liquidation forcée. *Hutchins et al. vs. Cohen.* C. S., 14 L. C. J., p. 85 (1869).

897. After the appointment of an assignee in compulsory liquidation, the insolvent cannot retain for his personal expenses moneys paid in to the estate. Ex parte *Tempest.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 276 (1867).

LIVRAISON :—**898.** Dans le cas d'un vaisseau arrivant d'un port étranger, le déchargement des effets, après avis, sur un quai, où tels effets sont ordinairement déchargés, est une livraison valable. *Juson et al. et Aylward.* Q. B., 14 L. C. R., p. 164 (1862).

899. Et si en pareil cas le propriétaire des effets refuse de les recevoir et qu'ils soient endommagés par les intempéries de la saison, il devra seul supporter cette perte. *Ibidem.*

900. The acceptance by a third party or middleman of a delivery order granted by a vendor in favor of a vendee, for goods to be manufactured by the third party, and the setting apart these goods as subject to the vendee's orders by the third party, as they are manufactured, is a complete delivery, even though they should still be entered in the vendor's name in the books of the third party. *Broster et Hall et al.* Q. B., 10 L. C. J., p. 205 (1866).

901. The expression "fifteen days after the sale," in the 1998th Art. of the Civil Code, means the sale and delivery; and the delivery of goods, sold in England, to a shipping agent, there employed by the vendees, who forwards them to the vendees carrying on business in Montreal, is not such a delivery as is contemplated by s. 12, Insolvent Act 1864, and such goods may be legally revendicated by the unpaid vendors in the hands of the Grand Trunk RR. Co., here, although more than fifteen days have elapsed since such delivery to the shipping agent. *The Bank of Toronto vs. Hingston et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 216 (1868).

902. The constructive delivery contained in the following words in a bill of sale : "said timber to be delivered at Ottawa, where the same shall be manufactured, and to be considered as delivered when the same is sawed, and then to belong to and to be the property

LIVRAISON :—

of the parties of the second part,"—is not valid as regards a third party, without notice and actual delivery. *White et al. et The Bank of Montreal.* Q. B., 12 L. C. J., p. 188 (1868).

903. Where a party, standing upon the top of a hill overlooking a quantity of his timber which was in the possession of another party, said to a third party, who was his surety for the construction of a church : " I give it to you " (it having been previously stipulated that the price of the construction should be paid by the Syndic to the surety, and that all the materials on the premises should be held for him), and the timber remained where it was when so delivered, there is no such delivery as will transfer the property of the timber to the surety. *Chartrand et al. vs. Joly.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 27 (1865).

904. La confection de tapis par un marchand sur commandes fournies par un chaland ne sont pas une incorporation de travail et de matériaux constituant une livraison et une acceptation aux termes du statut. *Baylis vs. Ryland.* C. S., 15 L. C. R., p. 94 (1864).

LIVRES DE POLL :—**905.** Certified copies of poll-books deposited with the Registrar of the county, are valid and sufficient evidence, in Courts of law, of the votes mentioned in them having been polled. *Perry vs. Adams.* C. C., 8 L. C. J., p. 165 (1864).

LOCATEUR ET LOCATAIRE :—**906.** Dans le cas d'un bail de certains magasins et dépendances avec la condition que le locataire ne cédera pas son droit au dit bail sans le consentement écrit du bailleur, le bail de partie des prémisses avec réserve de deux chambres par le sous-bailleur n'est pas une violation de la condition qui puisse donner lieu à la résiliation du bail principal ;—et lorsque le sous-bail est à la connaissance du locateur principal, qui a reçu les loyers de son locataire sans objection au sous-bail, le consentement du locateur sera présumé et l'action en résiliation sera renvoyée. *Persillier dit Lachapelle et al. vs. Moretti.* C. R., 14 L. C. R., p. 29 (1857).

907. Where a lessor receives rent from a sub-tenant, and it is otherwise proved that he had knowledge, without protest, of his lessee's having sub-let, contrary to a clause in the deed of lease stipulating that the lessee should " not sub-let without the consent of the lessor or representative first had and obtained in writing," the lessor will be considered as having acquiesced in such

LOCATEUR ET LOCATAIRE :—

sub-letting, and he will be deprived of the right to rescind the deed of lease on the ground that the sub-lease was effected without his consent in writing. *Cordner et Mitchell.* Q. B., 9 L. C. J., p. 319;—C. R., 1 L. C. L. J., p. 28 (1865);—Q. B., 1 L. C. L. J., p. 58 (1865).

908. *Semble* that a house agent, vested with a general authority by his principal in respect of letting houses and receiving rents therefor, has an incidental authority to consent to his principal's lessee sub-letting, even though there be a formal clause in the deed of lease prohibiting the lessee to sub-let without the consent of such principal. *Ibidem.*

909. La contravention à la clause d'un bail qui défend de sous-louer sans le consentement écrit du locateur, suffit pour résilier le bail. *Charles vs. Foley.* C. S., 15 L. C. R., p. 248 (1863). Confirmé en Appel (1865). *Ibidem.*

910. In the case of a lease by one deed of two separate premises, subject to the condition that the tenant "should not make over his interest in the lease, without the consent of the lessors being first obtained in writing," a sub-lease of one of such premises, without such written consent, is legal and valid. *Dorion et al. vs. Baltzley.* C. R., 14 L. C. J., p. 305 (1869).

911. In the case of a lease with a clause to the effect that the premises should not be sub-let without the lessor's consent in writing, the lessor, by receiving the rent from the sub-tenants for more than the period of one year, tacitly sanctioned and acquiesced in the sub-letting, and abandonned his right to oust the lessee. Therefore, by selling the property and assigning his rights to the vendee, the vendor (lessor) could not confer upon the assignee (vendee) any right to oust the lessee. To any action arising out of a violation of the lease subsequent to the assignment, the exception of guarantee could be opposed to the assignee by the lessee; but if the assignment has been stipulated without any guarantee the assignee is bound in law in the same way as his *auteur* was bound. *Owler et al. et Moreau et vir.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 84 (1866).

912. Le locataire n'est tenu d'avoir dans la maison louée que les meubles suffisants pour répondre d'un terme de loyer. *Gareau vs. Pâquet.* C. C., 14 L. C. J., p. 267 (1870).

LOCATEUR ET LOCATAIRE :—

913. Although a landlord has a privilege for his rent upon the effects garnishing the premises leased, he cannot exercise this privilege himself, but must obtain the process of the Court. *Gagnon vs. Hayes.* C. C., 15 L. C. R., p. 170 (1864).

914. Un gage spécial donné par le locataire au locateur pour sûreté du loyer ne fait pas perdre au locateur son privilége sur les autres meubles du locataire. *Terroux vs. Gareau et al.* C. C., 10 L. C. J., p. 203 (1865).

915. The landlord's *gage* on the effects on the premises leased will not prevent the sale of the effects to a third party, even when rent is due, unless the landlord seizes the effects and prosecutes the seizure to judgment. *Archibald et al. vs. Shaw.* C. C., 14 L. C. J., p. 277 (1869). Confirmed in Review. *Ibidem* (1870).

916. Une personne qui est devenue propriétaire d'une maison durant un bail fait par un propriétaire antérieur, est tenue aux réparations, tout comme si elle avait été le locateur. *Sache et Courville et al.* Q. B., 11 L. C. J., p. 119 ;—2 L. C. L. J., p. 251 (1867).

917. A tenant has no right to make necessary repairs to the leased property, unless he obtains the authority of the Court (by action) to make the same at the expense of the lessor. *Spelman vs. Muldoon.* S. C., 14 L. C. J., p. 306 (1869).

918. A tenant who is bound by the lease to make all repairs himself, is not bound to repair the premises if seriously damaged by an accidental fire. *Samuels et Rodier.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 272 (1867).

919. Where a lease has been continued for one year by *tacite reconduction*, no notice is necessary to terminate the lease thus continued, and the same legally expires at the end of the year. *Laflamme vs. Fennell.* C. C., 11 L. C. J., p. 288 ;—4 L. C. L. J., p. 42 (1866).

920. In the case of a verbal lease, verbal notice by the lessor to quit the property at the expiration of the lease, is a sufficient *mise en demeure* to sustain an action in ejectment. *Molleur vs. Favreau.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 28 (1865).

921. Where two joint owners of a property leased it, reserving to themselves the right to give notice terminating the lease on their electing to build, and one of them sold his undivided half,—the purchaser, being

LOCATEUR ET LOCATAIRE :—

substituted in the rights of his vendor, had the right to give notice for the termination of the lease. *Mullin et Archambault et al.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 90 (1867).

922. Dans une action pour loyer où le demandeur allègue bail verbal, puis usage et occupation, il peut, s'il ne prouve pas le bail, recouvrer ses loyers pour usage et occupation ; et il n'y a pas incompatibilité entre ces deux moyens. *Harrower et Wilkie.* Q. B., 15 L. C. R., p. 427 ;—1 L. C. L. J., p. 37 (1865).

923. A lease of premises to be used for purposes of prostitution, to the knowledge of the lessor, will not be upheld, and the action for the recovery of rent will be dismissed, each party bearing his own costs. *Harris vs. Fontaine.* C. C., 13 L. C. J., p. 336 (1869).

924. Une action pour la simple rescision d'un bail, sans aucune demande pour arrérages de loyers ou pour dommages, peut être portée en vertu de l'acte des locateurs et locataires, et la juridiction de la Cour sera déterminée par le montant du loyer annuel des lieux. *Guy vs. Goudreault.* C. S., 14 L. C. R., p. 202 (1864).

925. Le défaut seul de paiement du loyer suffit au locateur pour faire rescinder le bail en vertu de l'acte des locateurs et locataires, sans qu'il soit besoin d'invoquer le défaut de garnison des lieux. *Cary et Johnston.* Q. B., 15 L. C. R., p. 260 (1859).

926. La clause que le locataire ne pourra céder et transporter ses intérêts dans le bail sans le consentement par écrit du bailleur, n'est pas une clause comminatoire, et sa violation donne lieu à la résiliation du bail. *Moreau et vir. vs. Owler et vir.* C. R., 10 L. C. J., p. 112 (1866).

927. When a lessee proves to be a kept mistress (without the knowledge of the lessor), although she represented herself in the lease to be a *modiste*, and she lives in the same house with another kept woman, the landlord may demand and obtain a resiliation of the lease. *Beaudry vs. Champagne.* C. C., 12 L. C. J., p. 288 (1868).

928. The privilege of the lessor on the proceeds of the effects found on the premises leased is not affected by the Insolvent Act of 1864, and has precedence over the privilege of the assignee and insolvent for costs of their respective discharges under the Act. *Morgan et Biron.* C. C., 13 L. C. J., p. 187 (1869).

929. Where the tenant was aware that there was water in the cellar at the time he entered into possession, and nine months subsequently he gave notice that he

LOCATEUR ET LOCATAIRE :—

would keep the house another year, he cannot ask for the resiliation of the lease on the ground that the house is damp and unhabitable on account of such water. *Doutre et Walsh.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 56 (1865).

930. Le propriétaire d'une maison louée à plusieurs locataires n'est pas responsable des dommages que l'un d'eux peut causer aux autres par ses actes ou voies de fait. *Boily vs. Vézina.* C. C., 14 L. C. R., p. 325 (1864).

931. A written notice served, four days before suit, upon the lessor at the instance of the lessee, calling the former to fulfil one of the conditions of the lease, is sufficient. *Prévost et Brien dit Desrochers.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 82 (1866).

932. Where a fire renders the premises leased temporarily unhabitable, but does not totally destroy them, the tenant is entitled to hold possession and to resume occupation of the premises as soon as repaired. *Samuels et Rodier.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 272 (1867).

933. Vide *Wragg vs. Ritchie.* C. S., 1 L. C. L. J., p. 29 (1865);—Q. B., 1 L. C. L. J., p. 59 (1865).

934. Vide *Grant et Lockhead.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 106 (1866).

LOI DÉCLARATOIRE :—**935.** Une Cour de juridiction supérieure appelée à reviser un jugement sur une matière au sujet de laquelle une loi déclaratoire a été passée subséquemment à tel jugement, considérera l'ancienne loi et la loi déclaratoire comme étant un seul et même corps de dispositions, et le jugement dont est appel sera affecté par cette loi déclaratoire. *La Corporation, etc., de Québec et Dunbar.* C. R., 17 L. C. R., p. 6 (1866).

LOUAGE D'OUVRAGE :—**936.** Un bail d'ouvrage ayant été fait par un ouvrier entrepreneur tant en son nom qu'au nom d'un autre qui ne l'a jamais ratifié et n'y a aucunement participé, l'action pour le prix des ouvrages faits peut être valablement portée au nom des deux personnes désignées à l'acte comme entreprenant l'ouvrage. *Grant et al. vs. Newcomb.* C. S., 14 L. C. R., p. 40 (1861).

937. Confirmé en Appel, où il a été jugé que, nonobstant l'exception plaidée relativement au défaut de ratification et d'intérêt de celui des demandeurs qui n'avait pas accédé au bail, la reconnaissance de ce demandeur par le défendeur résultant des termes de son articulation de faits, met l'exception à néant. *Ibidem* (1862).

LOUAGE D'OUVRAGE :—

938. Celui qui a fait devant notaires un contrat pour ouvrages, peut le laisser de côté et poursuivre pour le *quantùm meruit. La Fabrique de Ste. Julie de Sommerset et Pâquet.* Q. B., 1 R. L., p. 430 (1869).

MAISON DE LA TRINITÉ :—**939.** The notice on the part of the captain of a vessel required by 12 Vic., c. 144, s. 76, for the prosecution of pilots accused of gross negligence while in charge of such vessel, must not only be sent to the harbour master, within the four days next after the arrival of such vessel in port, but it must reach him within that delay, and proof must be given in the cause that it has reached him within that delay; and a notice containing no complaint against the pilot in insufficient. *Blouin et Armstrong.* S. C., 16 L. C. R., p. 225 (1866).

MANDAMUS :—**940.** A moins qu'il n'y ait preuve de nécessité évidente, le protonotaire ne peut, en l'absence du juge, émettre un bref de *mandamus*, ni juger sur une application pour l'émission d'un tel bref, en vertu de la s. 25, c. 78, S. R. B. C. *Anger vs. Côté.* C. R., 17 L. C. R., p. 29 (1866).

941. L'exécution de l'ordre donné par le protonotaire, en l'absence du juge, pour l'émission d'un bref de *mandamus*, doit être suspendue jusqu'après les trois jours pendant lesquels on peut appeler de cet ordre pour le faire reviser, et si le bref est émis et servi dans ces trois jours il sera annulé sur exception à la forme. *Grégoire vs. Mercier.* C. R., 17 L. C. R., p. 225 (1867).

942. Le bref de *mandamus* doit être adressé individuellement aux membres du bureau de direction d'une corporation ou aux officiers qui doivent accomplir pour la corporation l'acte requis, de manière à les contraindre personnellement à accomplir le devoir demandé et à rendre sujets à l'emprisonnement ceux d'entre eux qui refuseraient d'obéir au bref; et sur cette poursuite personnelle les défendeurs ne sont pas tenus de s'unir pour répondre à la requête libellée, mais chacun peut répondre pour lui-même. *Bureau vs. Genest et al.* C. S., 1 R. L., p. 674 (1869).

943. Le bref de *mandamus* qui émane sur une requête libellée et y est annexé, doit être rédigé suivant la formule des brefs ordinaires d'assignation; cette requête fait la base de la demande et c'est à elle que le défendeur doit plaider, et non au bref. *Hibbard vs. Barsalou et al.* C. S., 1 R. L., p. 695;—1 L. C. L. J., p. 98 (1865).

MANDAMUS :—

944. Le bref de *mandamus* peut être adressé personnellement et individuellement aux directeurs d'une corporation tenue à l'acte requis. *Ibidem.*

945. Il peut être adressé au secrétaire d'une corporation pour l'obliger de donner communication des livres et archives de la corporation, bien que le secrétaire soit un officier subalterne soumis au contrôle des directeurs. *Ibidem.*

946. Un bref de *mandamus* doit ordonner quelque acte défini et spécifique, en sorte qu'un retour concluant puisse être fait. *Brown vs. Les Curé, etc., de Montréal.* C. R., 2 R. L., p. 257 (1870).

947. Un bref de *mandamus* ordonnant un enterrement dans un cimetière catholique suivant les usages et la loi, est défectueux faute de précision, vu qu'il y a deux sortes d'enterrement dans un cimetière catholique. *Ibidem.*

948. Un officier qui n'agit que sous les ordres de son supérieur ne peut être contraint par *mandamus* d'accomplir un acte dont l'exécution est entièrement à la discrétion de son supérieur. *Gouin vs. Dubord.* C. S., 2 R. L., p. 49 (1870).

949. Lorsqu'un officier a un pouvoir discrétionnaire, il peut être contraint par *mandamus* à exercer ce pouvoir, mais non à faire tel acte qu'il est à sa discrétion de faire ou de ne pas faire. *Ibidem.*

950. Un bref de *mandamus* rédigé dans les termes ordinaires d'un bref d'assignation et ordonnant " d'assigner les défendeurs afin qu'ils comparaissent par devant...... pour répondre à la demande qui sera faite contre eux par le demandeur...... pour les causes mentionnées dans la requête libellée ci-annexée," n'est pas dans la forme requise par la loi, tel bref devant enjoindre aux défendeurs d'accomplir le devoir ou l'acte requis, ou de donner leurs raisons à l'encontre au jour fixé. *Brown vs. Les Curé, etc., de Montréal.* C. R., 2 R. L., p. 257 (1870).

951. Un bref de *mandamus* pour obtenir la sépulture ecclésiastique devrait, au cas où les juges civils pourraient l'ordonner, être adressé au Curé, et non au Curé et à la Fabrique, le curé étant celui à qui il appartient de donner cette sépulture. *Ibidem.*

952. When a party, on representations that he is in good health and by suppression of the fact that he is laboring under a pulmonary complaint, obtains admission

MANDAMUS :—

to a society for aiding members during sickness; and where some of the rules of such society are that members should declare that they are exempt of all hereditary or incurable sickness and will obey all regulations of said society (one of said regulations being that the society shall always have the right to cause a member to be examined by medical men); and where, it appearing subsequently that such party was not in good health at the date of his admission, he is expelled from the society on his refusal to submit to a medical examination,—a petition for writ of *mandamus* to replace petoner on the list of members will be dismissed, on the ground that the admission to membership was null and the expulsion justified by the facts. *Morel de la Durantaye vs. La Société St. Ignace de Montréal.* S. C., 13 L. C. J., p. 1 (1869).

MANDAT :—**953.** In the case of the sale of a quantity of futtocks of certain sizes set forth in a written contract, where it is covenanted by the purchaser that he would receive all the futtocks marked off by the man he would send to superintend their getting out by the seller, and the seller tenders futtocks which, although marked off, are under size and of an inferior quality, and which the purchaser refuses to accept,—the *mandat* of the man selected by the purchaser only extends to judge of the quality of the futtocks, he having nothing to do with their size fixed by the contract, and he having no authority to bind the purchaser by marking off futtocks that were not of the size and quality stipulated. *Vanfelson et Mann.* Q. B., 16 L. C. R., p. 243 (1865).

954. Quoique le mandat en matière commerciale soit de sa nature onéreux, une partie ne sera point reçue à réclamer, une commission si elle s'est engagée à exécuter le mandat par un contrat synallagmatique qui crée une présomption que cette commission a été regardée comme partie de la considération de ce contrat. *Renaud vs. Walker.* C. S., 13 L. C. J., p. 180 (1868).

955. Where a procuration gives an attorney authority to raise money by loan, and he gives a third party a note in settlement of a debt alleged by such third party to be due to him by the *mandant* without the knowledge or consent of the latter, and such third party sues the *mandant* for the amount of the note,—his action will be dismissed, the attorney not having acted within the scope of his authority. *Messier et Davignon.* Q. 3 L. C. L. J., p. 67 (1867).

MANDAT :—

956. Where a by-law of a County Council appointed a Committee to acquire land and contract for the construction thereon of a "court-house, registry office and fire-proof vault," the Committee exceeded its powers in contracting for the construction of a "*public hall*, court-house, registry office and fire-proof vault," even though the cost stipulated in the by-law was not exceeded; and no action will lie against the Corporation on such contract, the Corporation having notified the contractor that they would not hold themselves responsible for any work done under the contract. *Fournier dit Préfontaine vs. La Corporation du Comté de Chambly.* S. C., 14 L. C. J., p. 295 (1870).

957. Vide *Giffin et Laurent.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 56 (1865).

MARCHANDE PUBLIQUE :—**958.** A man holding himself out to the world as the husband of a *marchande publique* with whom he co-habits, will be held liable for her debts. *Morgan et al. et Gauvreau.* Q. B., 11 L. C. J., p. 113;—2 L. C. L. J., p. 248 (1867).

MARGUILLIER :—**959.** Le marguillier en charge est responsable de tous les deniers de la Fabrique et en a la garde exclusive, et ces deniers doivent être déposés dans le coffre-fort de la Fabrique s'il y en a un, sinon, entre ses mains; c'est lui qui a droit de percevoir et garder les deniers provenant du reliquat de compte du marguillier sortant de charge, et une assemblée de Fabrique ne peut mettre ce reliquat en dépôt entre les mains d'un tiers de manière à enlever au marguillier en charge son droit et sa responsabilité. *Girard et Choquet.* Q. B., 1 R. L., p. 629 (1869).

MARIAGE :—**960.** Il y a lieu à la cassation et annulation d'un mariage abusivement contracté et célébré par suite du défaut de consentement du père de la fille mineure, du défaut de publications de bans, du dol, fraude, artifices et menaces du défendeur envers cette fille mineure, et de l'empêchement dirimant existant entre les deux conjoints. *Mignault vs. Hapeman.* S. C., 10 L. C. J., p. 1[illegible] (1866).

961. Le terme de trois ans fixé par les lois à l'acti[on] en nullité de mariage pour cause d'impuissance n'est p[as] absolu, et le mariage peut être annulé même après 21 a[ns] de mariage. *Lussier vs. Archambault.* Q. B., 11 L. C. [J.,] p. 53;—4 L. C. L. J., p. 42 (1848).

MARIAGE :—

962. A marriage solemnized in due form, *in facie Ecclesiæ*, will be treated as null and void, by proof, by oral evidence, of a prior existing mariage contracted amongst Indians, where there are no priests, no magistrates, no civil or religious authority, and no registers. *Connolly vs. Woolrich.* S. C., 11 L. C. J., p. 197;—3 L. C. L. J., p. 14 (1867). Confirmed in Appeal. 1 R. L., p. 253 (1869).

963. Un mariage contracté malgré l'empêchement d'affinité au premier degré (avec la sœur de sa défunte femme) est nul. *Vaillancourt vs. Lafontaine.* C. S., 11 L. C. J., p. 305 (1866).

964. Un mariage contracté devant un autre prêtre que le propre curé, est nul. *Vaillancourt vs. Lafontaine.* C. S., 11 L. C. J., p. 305 (1866).

965. Dans une action en nullité de mariage entre deux catholiques, fondée sur un empêchement dirimant, le tribunal civil ne peut prononcer la nullité du mariage qu'après que le lien religieux ou sacramentel aura été déclaré nul par l'autorité ecclésiastique. *Vaillancourt vs. Lafontaine.* C. S., 11 L. C. J., p. 305;—4 L. C. L. J., p. 42 (1866).

966. Dans une action en nullité de mariage entre deux catholiques, fondée sur un empêchement d'impuissance, le tribunal civil ne peut pas prononcer la nullité du mariage avant qu'un décret de l'autorité ecclésiastique ait préalablement déclaré nul le sacrement. *Lussier vs. Archambault.* Q. B., 11 L. C. J., p. 53 (1848).

967. A marriage contracted at Rat River, in the North-West Territory, between a Christian and a Cree Squaw, without any religious or civil ceremony, but according to the custom of the Cree Indians, and followed by constant co-habitation and repute and the bringing up of a numerous family, during a series of years, is valid, and notwithstanding the existence of poligamy and divorce or repudiation at will, amongst such Indians, such marriage will be recognized by our Courts as valid, if the right of divorce or repudiation be not exercised whilst the parties reside in the territory in question. *Connolly vs. Woolrich.* S. C., 11 L. C. J., p. 197;—3 L. C. L. J., p. 14 (1867). Confirmed in Appeal. 1 R. L., p. 253 (1869).

968. A Christian marrying an Indian Squaw as above cannot exercise in Lower Canada the right of divorce or repudiation at will. *Ibidem.*

MARIAGE :—

969. As the 6th Article of the Ord. of Louis XIII (26th nov. 1639) is in restraint of natural liberty and penal in its nature, it is to be strictly interpreted, and only when the fact of a party being *in extremis* at the time of the solemnization of the marriage was clear and beyond doubt, could it be applied;—and although death had taken place two days after a marriage had been celebrated, such article of the *Ordonnance* did not affect the validity of the marriage if the party was of sound mind, unless he was at the time sensible that he was in his last illness and in immediate danger of dying. *Scott et Pâquet et al.* P. C., 11 L. C. J., p. 289;—17 L. C. R., p. 283;—3 L. C. L. J., p. 136 (1867).

970. Un ministre protestant est tenu à des dommages pour avoir célébré le mariage d'une mineure hors la connaissance et sans le consentement de son père, bien qu'il fût muni de la licence de mariage ordinaire; mais des dommages moins élevés seront accordés si le ministre a été trompé par les dires des futurs epoux et par l'apparence de la fille qui paraissait majeure. *Mignault vs. Bonar.* C. S., 16 L. C. R., p. 195;—1 L. C. L. J., p. 97 (1865).

MATIÈRES COMMERCIALES :—**971.** L'engagement par un photographe d'un employé auquel il paie gages, tout en lui enseignant son art, n'est pas un acte de commerce; et il ne peut être prouvé par témoins sans un commencement de preuve par écrit. *Jones vs. Jones.* C. C., 16 L. C. R., p. 296 (1866).

972. The sale of a safe by a hotel-keeper to a trader, to whom the former was indebted for groceries furnished, is a commercial matter which can be proved by verbal testimony. *Archibald et al. vs. Shaw.* C. C., 14 L. C. J., p. 277 (1869).

MÉDECIN :—**973.** The fact that an unmarried woman of full age request, a physician to visit her sick mother, both residing together, is not of itself sufficient to show any liability on the part of the daughter to pay for the medical attendance, which extended over a month. *R[illegible]ond vs. Burland.* C. C., 15 L. C. R., p. 420 (1864).

974. Les honoraires du médecin pour services professionnels doivent se régler sur la valeur des services et non sur le degré de fortune du patient. *Boucher et al. vs. Duhault.* Q. B., 1 R. L., p. 702 (1868).

MÉDECIN :—

975. Depuis la 32 Vic., c. 32 (5 avril 1869), amendant l'art. 2260 du Code Civil, un médecin peut prouver par son serment la nature et la durée de ses soins durant cinq années, y compris ceux rendus avant le dit acte. *Whyte vs. De Bonald.* C. C., 14 L. C. J., p. 133 ;—2 R. L., p. 183 (1869).

976. Le médecin, demandeur, ne peut prouver son compte par son serment, sans en avoir obtenu la permission de la Cour, sur motion à cet effet. *Valois vs. Roy.* C. R., 1 R. L., p. 198 (1869).

MÉPRIS DE COUR :—**977.** On an application for imprisonment of a witness resident in Montreal, for contempt in not obeying a *subpœna* personally served, it is not necessary to prove the service of the *subpœna* by affidavit, nor that the original writ was exhibited to the witness, nor that tender was made of fees or expenses. *Joseph vs. Joseph.* S. C., 8 L. C. J., p. 41 (1863).

978. A witness who has been ordered to withdraw from the court-room is guilty of contempt, if after his examination he communicates facts disclosed in evidence at the trial to another witness not yet examined. *Regina vs. McCorkill.* Q. B. (Cr. S.). 8 L. C. J., p. 282 (1857).

979. La négligence ou le refus d'une femme de se conformer à un jugement de la Cour ordonnant la confection d'un inventaire, ne la rend pas passible de contrainte par corps pour mépris de Cour. *Larochelle et Mailloux et vir.* Q. B., 16 L. C. R., p. 407 (1866).

980. An advocate who publishes in a public newspaper letters containing libellous, insulting and contemptuous statements and language, concerning one of the Justices of the Court, in reference to the conduct of said Justice while acting in his judicial capacity, on an application made to him in Chambers for a writ of *habeas corpus*, is guilty of contempt, and may be lawfully convicted of and punished for such contempt by the Justice against whom the contempt has been committed. *The Queen vs. Ramsay.* Q. B., (Cr. S.), 11 L. C. J., p. 152 (1866) ;—Q. B., 2 L. C. L. J., p. 231 (1867). Reversed by the Privy Council. 15 L. C. J., p. 17 (1870).

981. Lorsqu'il est passé outre à un bref de prohibition adressé à une corporation municipale, lui défendant de passer outre ou faire procéder ultérieurement à l'exécution d'un réglement adopté par la dite corporation " sous quelque forme ou prétexte que ce puisse être, "

MÉPRIS DE COUR :—

une règle pour mépris de cour ne peut être maintenue contre ceux qui auraient travaillé ou fait travailler, à la réquisition de la corporation, au canal dont la confection était ordonnée par tel réglement ; et cette règle sera rejetée avec dépens. Ex parte *Archambault et al. vs. La Corporation, etc., de L'Assomption.* C. S., 2 R. L., p. 105 (1870).

MESUREUR DE BOIS :—**982.** A licensed culler, employed by the Surpervisor, cannot recover payment for any other measurement of timber than that directed by the Statute, even when specially directed by the owner of the timber to measure it in some other way. *Cook et al. et Verrault.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 182 (1866).

MORT CIVILE :—**983.** Une femme accusée du meurtre de son mari peut, entre l'accusation et la condamnation juridique, contracter un engagement valable pour se faire défendre de l'accusation, et l'avocat peut en réclamer en justice l'exécution ; si la femme est condamnée, ses biens passent à la Couronne, mais à la charge de l'obligation ci-dessus ; et si la Couronne fait remise de ces biens aux enfans de la condamnée, ceux-ci sont tenus de cette obligation, mais seulement *pro modo emolumenti*, et cela sur la part de leur mère dans la communauté, et non sur ses gains de survie, qu'elle a perdus par son crime. *Gaultier vs. Joutras.* C. S., 1 R. L., p. 473 (1869).

MINES :—**984.** Si un contrat de vente de certains lots de terre, en considération d'une somme payée, stipule en outre " le paiement, ci-après et à toujours, au vendeur, du dixième des profits nets après déduction des pertes et dépenses résultant de tous travaux de mines que l'acquéreur fera sur les dits lots, lesquels profits seront constatés le 31 décembre de chaque année, et desquels il sera rendu compte et iceux payés dans les six mois suivants,"—ces profits seront payables non-seulement sur les travaux de mines faits par l'acquéreur individuellement, mais aussi sur ceux faits par lui conjointement avec d'autres et dans lesquels il était ou serait intéressé ; et un compte-rendu allouant au vendeur un dixième des profits réalisés par l'acquéreur, sans égard au montant réalisé et retenu par un locataire ou autre personne exploitant les mines de société avec l'acquéreur, est contraire au sens de la stipulation ci-dessus, et une nouvelle reddition de compte sera ordonnée. *Cushing vs. Davies.* C. S., 9 L. C. J., p. 69 (1864). Confirmé en Appel, 14 L. C. R., p. 288 (1864).

MINEUR :—**985**. A minor aged upwards of sixteen years has a right to chose the person with whom she will reside. Ex parte. *Cooper et Tanner*. Q. B., 8 L. C. J., p. 113. (*) (1863).

986. Minors, as well as their tutor, are directly liable to a notary for the price of an account of the gestion of their tutor rendered by him, although it was the tutor who employed the notary. *Easton vs. Court et al.* S. C., 8 L. C. J., p. 124 (1864).

987. Aucune action ne peut être portée contre une fille mineure, si elle n'est marchande publique. *Feron vs. Donelly*. C. C., 14 L. C. R., p. 50 (1863).

988. A contract to permit a minor child to be received, fed, clothed, educated, and brought up by another, may be made by a father, a widower, and such contract being proved must be enforced, and the father making the same is not at liberty to repudiate such contract and demand the restoration of the child to him, after he has allowed the part execution of the contract by permitting the child to remain with the person taking it four years and more. Ex parte *Kennedy et Barlow*. S. C., 13 L. C. J., p. 57 ;—1 R. L., p. 87 (1869).

989. The interests of the minor and the habits of the father and his domestic relations are to be considered, and particularly when the minor is a female, when the father demands the custody of the minor after having left her to the care of another for a length of time. *Ibidem*.

990. The fact of the party taking the child being of a different religious faith from the father, is no ground of itself for declaring the contract void. *Ibidem*.

991. Un défendeur poursuivi sur un billet consenti pendant sa minorité ne peut faire renvoyer l'action en plaidant seulement sa minorité, mais il doit demander à être relevé de son obligation, en alléguant qu'il a été lésé et de quelle manière il l'a été. *Cartier vs. Pelletier*. C. C., 1 R. L. p. 46.

992. Vide *Mahoney et Howley et al.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 32 (1865).

(*) In a note, 8 L. C. J., p. 115, we find it reported that in the case *Ex parte Connor*, it was held (27 June 1863) in the Dublin Court of Queen's Bench, that 14 years of age is the period when a boy should be regarded as having the right to exercise his will against the wish of his father, and as being emancipated from his authority as regards his domicile.

MITOYENNETÉ :—**993.** Avant le Code, le propriétaire qui voulait bâtir dans la ligne séparant son héritage de celui du voisin, avait le droit de prendre la moitié de l'épaisseur de son mur sur le terrain voisin, pourvu que l'épaisseur totale du mur n'excédât pas dix-huit pouces, et cela lors même qu'il existait déjà une clôture en bois séparant les deux héritages. *Prévost et Perrault et al.* Q. B., 13 L. C. J., p. 106 (1868).

994. Le droit de forcer un voisin à contribuer au mur mitoyen jusqu'à l'hébergo, c'est-à-dire à dix pieds de terre, et de fournir neuf pouces de terrain à cet effet, est absolu, et non pas soumis à la condition de nécessité ni restreint par les inconvénients qui peuvent en résulter au voisin. *Prévost et Perrault et al.* Q. B., 2 R. L., p. 109 (1868).

995. Vide *Beaudry et Roy et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 20 (1866).

MUNICIPALITÉS :—**996**. Le rôle d'évaluation d'une municipalité doit être déposé pour révision dans les limites de la municipalité qu'il affecte. *Les Commissaires d'Ecoles, etc, de St. Roch de Québec-Nord vs. Rousseau.* C. C., 14 L. C. R., p. 93 (1863).

997. Un rôle d'évaluation est nul si les estimateurs ne possèdent pas la qualification foncière requise, s'ils n'ont prêté le serment voulu et s'ils n'ont signé le rôle. *Patton vs. La Corporation de St. André d'Acton et al.* C. S., 13 L. C. J. p. 21 (1868).

998. La réquisition de paiement voulue par l'Acte Municipal, s. 59, par. 13, doit être faite, pour rendre exigible la cotisation, et autoriser la vente municipale soit de meubles soit d'immeubles. *Ibidem.*

999. L'avis requis de la confection du rôle de perception est indispensable. *Ibidem.*

1000. Le réglement municipal fixant le montant de l'impôt à prélever doit spécifier d'une manière exacte et précise l'objet et la fin de tel impôt. Cet impôt doit porter sur le montant exact de la valeur des propriétés imposables. *Ibidem.*

1001. Les municipalités de Comté sont garantes des ventes de terres qu'elles font par leur secrétaire-trésorier, pour taxes dues à une municipalité locale; mais cette garantie n'est que celle dont est responsable un préposé de justice; dans ces ventes le secrétaire-trésorier agit comme mandataire de la municipalité de comté,

MUNICIPALITÉS :—

qu'il oblige par les actes qu'il fait dans les limites de son mandat. *Pacaud et La Corporation du Comté d'Arthabaska.* Q. B., 17 L. C. R., p. 99 (1867).

1002. Les juges de paix auxquels un procès-verbal de cours d'eau est soumis pour homologation, doivent prendre la preuve par écrit, s'il y a opposition à l'homologation. *Smith et al. et Ogilvie et al.* C. C., 11 L. C. J., p. 84 (1867).

1003. Where the power of making negotiable promissory notes or accepting bills of exchange is not expressly given to a municipal Corporation, it cannot be implied as necessary to accomplish any of the purposes for which such a Corporation is created; and a promissory note made by such a Corporation to pay the amount of a judgment against the municipality, is null, as it can raise money in a different manner. *Pacaud vs. La Corporation d'Halifax Sud.* C. R., 17 L. C. R., p. 56 (1866).

1004. Les Corporations municipales doivent observer strictement les formalités prescrites par la loi et exorbitantes du droit commun, pour prélever les cotisations, surtout pour émaner une saisie-exécution, à défaut de quoi elles sont passibles de dommages. *Mathews et Le Maire, etc., de Montréal.* Q. B., 1 R. L., p. 610 (1870).

1005. Un surintendant spécial, nommé pour régler des travaux, qui fait rapport "qu'il ne se croit pas en droit de faire aucune ordonnance à ce sujet," doit être considéré comme refusant d'agir et comme contrevenant en conséquence à la s. 45 de l'Acte Municipal Refondu; et l'homologation de ce rapport par le Conseil local ne vaut rien et ne peut donner droit à un appel au Conseil de comté. *Lami vs. Rabouin.* C. S., 1 R. L., p. 687 (1870).

1006. A *procès-verbal* made by a superintendent without visiting the localities or examining the previous *procès-verbaux* connected with the work, will be set aside as not entitled to confidence. *Dansereau vs. Corporation of Verchères.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 92 (1865).

1007. Le Conseil municipal d'un comté et la Corporation de ce même comté sont une seule et même personne morale. *Rhéaume et la Corporation du Comté de Lotbinière.* C. C., 14 L. C. R., p. 444 (1864).

1008. Le lieu des séances d'un Conseil municipal ayant été fixé et choisi *de facto* dans un certain endroit dans la municipalité, lors de l'organisation primitive du Conseil, il n'était pas nécessaire de déterminer et fixer

Municipalités :—
subséquemment le lieu des séances par un réglement, le lieu primitivement choisi étant le siége légal du Conseil depuis cette époque.' *Pigeon vs. La Corporation de St. Jean-Bte de Rouville.* C. S., 9. L. C. J., p. 92 (1865).

1009. Les pouvoirs du Conseil de comté et du Conseil local se bornent à rejeter, confirmer ou amender un procès-verbal du surintendant spécial, sans que ces Conseils puissent dresser un procès-verbal, au refus du surintendant d'en faire un. *Lami vs. Rabouin.* C. S., 1 R. L., p. 687 (1870).

1010. Les membres d'un Conseil municipal ne peuvent être condamnés à l'amende, sous la s. 62, § 3, c. 24, S. R. B. C., pour non-assistance aux séances du Conseil, s'il n'y a un réglement pour les contraindre à y assister et à y remplir leurs devoirs. *Plante et Rivard.* C. C., 2 R. L., p. 240 (1868).

1011. Lorsqu'une élection municipale a eu lieu par acclamation, il n'est plus au pouvoir du président d'accorder un poll, et s'il l'accorde, ce poll étant illégal, ceux qui y voteront sans avoir les qualifications requises, ne seront pas passibles de l'amende. *Bézières vs. Turcotte.* C. C., 2 R. L., p. 129 (1870).—Aussi *Melançon vs. Sylvestre.* C. C., 14 L. C. J., p. 217 (1870).

1012. Lorsqu'une personne possédant une propriété destinée à un objet spécial, comme une brasserie, est taxée à plus que la valeur réelle de sa propriété, en conséquence de la valeur additionnelle qu'elle acquiert par le négoce que l'on y fait, elle ne peut être taxée en sus sur le revenu annuel de tel négoce. *Boswell et Le Maire, etc., de Québec.* C. S., 14 L. C. R., p. 450 (1864).

1013. Une bâtisse dans la Cité de Québec contenant dans le bas des magasins de gros et de détail, et dans le haut des bureaux, n'est pas sujette, comme maison occupée, à une taxe pour l'eau de deux chelins dans le £ sur sa valeur annuelle cotisée, mais elle doit être cotisée, comme magasin, au montant d'un chelin dans le £. *Shaw et al. et The Mayor, etc., of Quebec.* Q. B., 15 L. C. R., p. 65 (1864).

Nouveau Procès :—1014. A new trial will be granted, in a case of felony, on an application, supported by affidavit, based on the discovery of new evidence. *Regina vs. Daoust.* Q. B. (Cr. S.), 9 L. C. J., p. 85 ;—1 L. C. L. J., p. 70 (1865).

NOUVEAU PROCÈS :—

1015. No new trial can be granted in a case of felony. *Regina vs. Daoust.* Q. B. (A. S.), 10 L. C. J., p. 221;—16 L. C. R., p. 485;—2 L. C. L. J., p. 29 (1866).

1016. When the verdict and findings of the jury are, in the opinion of the Court, contrary to the evidence adduced at the trial, the Court will set aside the verdict and findings and grant a new trial. *Mathewson vs. The Royal Insurance Co.* S. C., 13 L. C. J., p. 6 (1868).

1017. Vide *Poitevin et Morgan.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 93 (1867).

NOVATION :—**1018.** L'acceptation d'un billet par le créancier des mains de son débiteur n'opère pas novation, et il peut poursuivre sur la dette originaire. *Dassylva et al. vs. Dufour.* C. C., 16 L. C. R., p. 294 (1866).

1019. A settlement of accounts between the creditor and the principal debtor, and the taking by the creditor of a note payable on demand for the balance due by the debtor, does not operate a novation of the debt so as to discharge a surety to the original obligation. *Rogers et al. vs. Morris et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 20 (1869).

1020. The following agreement effects a novation of the original debt: "We, the undersigned creditors, hereby agree to take 2 s. 6 d. in the £ for our respective claims set forth in the annexed statement, and on payment thereof within six weeks from date, we hereby undertake to grant him a discharge in full." *Tees vs. McCulloch.* C. C., 2 L. C. L. J., p. 135 (1866).

NUISANCE :—**1021.** No damages can be claimed by reason of the abatement, by the proprietor of a lot in the City of Montreal, of a public nuisance erected thereon without his authority, after the party who erected it has been notified by the proper officer to remove the same. *Bienvenu vs. Côté.* S. C., 8 L. C. J., p. 94 (1863).

1022. Obstructions to navigable rivers are public nuisances, and no action by an individual lies for such nuisance unless he suffers special and particular damage. *Brown et Gugy.* P. C., 14 L. C. R., p. 213 (1864).

1023. A person convicted of keeping an excessive quantity of gunpowder in a building, is guilty of a nuisance, for which he may be condemned to pay a fine of £50 and be imprisonned untill the fine be paid; and in such a case, the Court may order the sheriff to prostrate the nuisance by the immediate destruction of the powder. *Regina vs. Dunlop.* Q. B., 11 L. C. J., p. 186 (1867).

NUISANCE :—

1024. Vide *Johnson et al. et Archambault.* Q. B., 8 L. C. J., p. 317 (1864).

NULLITÉ :—**1025.** Le dol et la collusion dans les titres du défendeur à une action pétitoire ne peuvent être invoqués par le demandeur dans ses réponses aux exceptions du défendeur si la nullité n'a déjà été prononcée, et cette nullité ne peut être prononcée sans mettre en cause toutes les parties; elle ne peut non plus être invoquée après dix ans. *Lacroix et Moreau.* Q. B., 15 L. C. R., p. 485;—1 L. C. L. J., p. 33 (1865).

1026. Sur demande en nullité d'une vente de terre faite par une municipalité pour défaut de paiement de la répartition illégale et irrégulière ordonnée par elle pour l'ouverture d'un chemin, le demandeur peut, par sa réponse aux exceptions des défendeurs, invoquer la nullité d'un réglement subséquent à celui dont il se plaint par son action. *La Corporation, etc., de St. Barthélemy et Désorcy.* Q. B., 16 L. C. R., p. 463;—2 L. C. L. J., p. 16 (1866).

1027. A party has a direct action by reason of the nullity of a municipal by-law, without the necessity of making a demand of revision or of appeal from such by-law. *La Corporation, etc., de St. Barthélemy et Désorcy.* Q. B., 16 L. C. R., p. 463;—2 L. C. L. J., p. 16 (1866).

1028. Where the plaintiff revendicated a piano-forte purchased by the defendant at the judicial sale of the goods of a party to whom the plaintiff had leased the piano, and the sale was made by the bailiff in a different district from that in which the instrument was seized,—the sale was null and void and could not convey any right of property as against the proprietor; and the Court has power to declare the sale null, without any conclusions to that effect in the plaintiff's declaration or special answers. *Nordheimer et al. et Duplessis et vir.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 105 (1866).

OFFRES RÉELLES :—**1029.** L'acquéreur poursuivi par le cessionnaire de partie du prix de vente, s'il a fait des offres suffisantes après l'institution de l'action, et s'il a demandé du cessionnaire cautionnement contre une hypothèque grevant la propriété lors de son acquisition, sera condamné aux frais faits jusqu'au jour des offres, et le demandeur aux frais subséquents. *Quintin dit Dubois et Butterfield.* Q. B., 15 L. C. R., p. 488 (1865).

OFFRES RÉELLES :—

1030. Dans une action contre les faiseurs et la caution d'un billet promissoire, la caution qui a fait les offres avant l'action est tenue de les renouveler en Cour. *Bove et McDonald et al.* C. S. (1863). Confirmé en Appel, 16 L. C. R., p. 191 ;—1 L. C. L. J., p. 55 (1865).

1031. An intervening party tendering to an opposant the amount claimed by his opposition, must also tender the costs incurred by the opposant in a distinct action in another district, instituted for the same object as that for which the opposition was fyled. *Demers et St. Amour et al.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 59 (1865).

1032. Vide *Filiatreault vs. McNaughton.* C. S., 1 L. C. L. J., p. 63 (1865).

1033. The offer to a creditor of a cheque on a Bank, though accepted by such Bank, is not a legal tender. *Young et al. et Mullin.* Q. B., 8 L. C. J., p. 74 ;—14 L. C. R., p. 353 (1864).

ONUS PROBANDI :—**1034.** The *onus probandi* in cases of forfeiture of imported goods, by way of information, lies on the claimant. *Attorney-General et Rothstein.* S. C., 8 L. C. J., p. 130 (1864). Confirmed in Appeal. 1 L. C. L. J., p. 85 (1865).

1035. In an action for *douaire contumier*, by the children, it is unnecessary to prove that there were no other properties in the succession subject to the dower sufficient in value to meet it ; the *onus probandi* of the fact being on the party prosecuted. *Lepage et al. vs. Chartier.* S. C., 11 L. C. J., p. 29 (1866).

1036. The *onus probandi* is on the petitioner, under ss. 3, s. 3, Insolvent Act of 1864, to establish that his stoppage is only temporary and that his assets are sufficient to meet his liabilities. *McCready et al. et Leamy,* C. R., 11 L. C. J., p. 193 (1866).

1037. The general rule by which the burden of proof is on the opposant, as plaintiff, suffers no exception, even when the opposition simply negatives the allegations of the affidavit on which an execution issued before the expiration of the fifteen days after judgment, on special order of the judge. *Boudreau vs. Lanctôt.* C. R., 12 L. C. J., p. 345 (1868).

1038. Dans une action en dommages par un contribuable contre une Corporation municipale pour saisie illégale, quand même le demandeur se contenterait d'alléguer illégalité et malice sans se plaindre spécialement

ONUS PROBANDI :— de l'inobservance des formalités requises, c'est à la Corporation à prouver l'observance de ces formalités. *Mathews et Le Maire, etc., de Montréal*. Q. B., 1 R. L., p. 610 (1870).

OPPOSITION :—**1039.** To entitle the opposant to obtain from the Court (C. C. P., Art. 586) an order on plaintiff and defendant to declare within a period to be fixed whether they admit or contest his opposition, notice of application for such order must be served on both parties. *Saxton vs. Sheppard*. S. C., 13 L. C. J., p. 308 ;—1 R. L., p. 440 (1869).

1040. Dans le cas d'une opposition par un tiers, contestée par un autre que le défendeur, celui-ci a droit d'être averti de tous les procédés adoptés sur l'opposition, et aucun jugement final ne peut être rendu maintenant telle opposition, à moins que le défendeur ne soit appelé à déclarer s'il entend la contester. *Kelly et Le Conseil, etc., de Sorel*. Q. B., 1 R. L., p. 167 (1869).

1041. Une opposition fondée sur ce que les meubles saisis sur le défendeur appartiennent à l'opposant qui les a loués, il y a cinq ans, au défendeur pour un an, par bail notarié, sera maintenue, le défendeur n'ayant aucun titre de propriété ni une possession de bonne foi qui lui permette d'invoquer la prescription. *Plinguet et Kimpton*. Q. B., 15 L. C. R., p. 256 (1864).

1042. The sheriff cannot suspend proceedings upon an opposition to a *venditioni exponas* without an order from the judge. *Beauquaire vs. Durrell*. S. C., 1 L. C. L. J., p. 93 (1865).

1043. Le saisi doit se pourvoir contre les nullités de procédure antérieures à la vente par opposition en temps utile, et ces nullités sont couvertes par son consentement tacite, s'il ne s'oppose pas à la vente. *Bouvier vs. Brush et al*. Q. B., 1 R. L. p. 641 (1870).

1044. An agent has no right to file an opposition in his own name. *Pennoyer et Butler*. Q. B., 2 L. C. L. J., p. 21 (1866).

1045. Where an opposition is based on a purchase by the opposant from A., by a deed *sous seing privé* not registered, of a piece of land then under seizure at the suit of B., who had donated the land to A., with the condition that A. should not alienate it during B.'s lifetime,—such opposition will be dismissed. *Burroughs et Kiernan*. Q. B., 2 L. C. L. J., p. 108 (1866).

OPPOSITION :—

1046. An opposition to the seizure of real estate based on a deed which the Court had previously held to be fraudulent in another opposition to the sale of moveable property in the same case, will be dismissed with costs. *Masson et al. vs. McGowan.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 63 (1865). Confirmed in Review. 2 L. C. L. J., p. 37 (1866).

1047. Where an opposition to the sale of land is based upon title under a deed of donation manifestly fraudulent, the judgment dismissing such opposition should be *motivé* that the deed of donation was fraudulent, and not that the opposition was unsupported by sufficient proof. *McGinnis vs. Cartier.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 66 (1865). In such a case, the *motivé* of the judgment will be corrected without costs. *Ibidem.*

OPPOSITION A JUGEMENT:—**1048.** Le défaut de déposer, avec une opposition à jugement, une somme suffisante pour payer les frais encourus par le demandeur, à compter du rapport du bref jusqu'au jugement, ne suffit pas pour faire rejeter l'opposition. *Venner vs. Lamontagne.* C. C., 15 L. C. R., p. 49 (1864).

1049. The rule as to opposing judgments, within eigt days after service is not law in Lower Canada, and a defendant against whom judgment has been rendered by default for a larger sum than was actually due, and where the proper delay between service of summons and return was not allowed, has a right to file his opposition any time within thirty years after judgment. *Cushing vs. Hunter.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 114 (1866).

1050. An amendment of opposition to a judgment will be allowed after the argument on the opposition, on payment of full costs, in the case where receipts are found establishing that the whole debt was paid. *Johnson vs. Watts.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 122 (1866).

1051. Le défendeur peut se pourvoir contre un jugement rendu par défaut en vacance (Art. 89, 90, 91, 92, C. P. C.), par simple opposition, la veille de la vente, sans aucun ordre d'un juge, par suite de ce que le procès-verbal de carence n'a jamais été rapporté ni produit. *Leprohon vs. Crébassa.* C. R., 14 L. C. J., p. 159 ;—2 R. L., p. 187 (1869).

OPPOSITION A FIN D'ANNULER :—**1052.** An opposition *à fin d'annuler* alleging a previous seizure and that *saisie sur saisie ne vaut*, will be set aside on motion. *Fraser vs. Burnstein.* S. C., 9 L. C. J., p. 215 (1865).

OPPOSITION A FIN D'ANNULER :—

1053. Une opposition à fin d'annuler fondée sur ce que l'huissier n'avait pas droit de se faire accompagner d'un recors, sera renvoyée sur motion. *La Banque du Peuple vs. Daoust.* C. S., 9 L. C. J., p. 215;—15 L. C. R., p. 464 (1865).

1054. Lorsqu'une opposition à fin d'annuler n'est pas revêtue des timbres requis, la Cour, sur motion du demandeur, permettra de procéder à la vente, en dépit de l'opposition. *Gibsone vs. Jamieson et vir.* C. C., 16 L. C. R., p. 351 (1866).

OPPOSITION A FIN DE CONSERVER :—**1055.** An *opposition à fin de conserver*, made through the ministry of an attorney, must contain an election of domicile, and the omission to elect domicile as above may be cured by a motion to amend, after the fyling of an *exception à la forme*, on payment of forty shillings costs. *La Banque Jacques-Cartier vs. The Canadian Rubber Company.* S. C., 10 L. C. J., p. 200 (1866).

OPPOSITION A FIN DE DISTRAIRE :—**1056.** An opposition *à fin de distraire* may be amended upon the production of new deeds, upon payment of fifty shillings costs. *Chandler vs. Landrie.* S. C., 10 L. C. J., p. 196 (1866).

1057. The seizure, under an unregistered judgment not creating a hypothec, of immoveable property an undivided fourth of which had been in possession of a third party as proprietor, for several years prior to the judgment and the debt giving rise thereto, will be maintained, notwithstanding the opposition *à fin de distraire* of such third party; and the contestation by the seizing creditor of the opposition, by a *défense en fait* merely, not setting forth any title showing the property to be the defendant's, is maintenable, if the title be produced at the *enquête*, although unregistered and subsequent in date to the opposant's possession and to a declaration by the defendant in an authentic deed that the property belonged to a commercial partnership wherein the opposant had a fourth share. *Lepage et Stevenson et al.* Q. B., 17 L. C. R., p. 209 (1866).

1058. An opposant, whose *opposition à fin de distraire* is contested by the (foreign) plaintiff, may by motion demand of him 1o. security for costs, 2o. production of a power of attorney to the attorney *ad litem*. *Baltzar et al. vs. Grewing et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 297;—1 R. L., p. 437 (1869).

OPPOSITION EN SOUS-ORDRE :—**1059**. In the absence of allegation of insolvency, in an opposition *en sous-ordre*, and of proof of that fact, the Court will dismiss the opposition with costs, although no distinct issue on the point be raised by the contestation fyled. *Charbonneau vs. Gladu.* S. C., 9 L. C. J., p. 107 (1865).

1060. An opposition *en sous-ordre* which is not based on a judgment, cannot be maintained. Ex parte *The Mayor, etc., of Montreal et Bissonnette.* S. C., 9 L. C. J., p. 280 (1865).

ORDONNANCE DE 1667 :—**1061.** Tout le 12me titre (des Compulsoires et Collations de pièces) de l'Ordonnance de 1667 est en force dans le Bas-Canada, bien qu'on n'en ait pas fait usage depuis grand nombre d'années. *Lord vs. Laurin et al.* C. C., 15 L. C. R., p. 452 (1865).

ORDRE D'EMPRISONNEMENT :—**1062.** A formal warrant of commitment may be substituted for an informal one; and the substitution need not be referred to in words in the subsequent warrant, since so long as there is a good warrant authorizing the detention of a prisoner, it does not matter how many bad warrants there are. *Regina vs. Murray.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 87 (1866).

PAIEMENT :—**1063.** Le fait du paiement peut se présumer par le laps de temps, ou par toute autre circonstance qui rend le fait probable. *Allard vs. Legault et al.* C. C., 13 L. C. J., p. 80 ;—1 R. L., p. 85 (1868).

1064. Vide *Hunter et Grant.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 107 (1866).

PARI :—**1065.** The Art. 1927 of the Civil Code, while refusing the right of action to recover money won on a bet or wager, does not declare such contract illegal. *McShane vs. Jordan.* S. C., 13 L. C. J., p. 61 ;—1 R. L., p. 89 (1868).

1066. In the case of a wager, where the money is deposited before the event in the hands of a stake-holder, such deposit is equivalent to a payment, within the meaning of Art. 1927, C. C.; and therefore the loosing party has no right of action to recover back the amount so deposited, in the absence of fraud. *Ibidem.*

PARJURE :—**1067.** Il ne peut y avoir de complice en matière de parjure. *Regina vs. Tellier* et *Regina vs. Pelletier.* Q. B. (Cr. S.), 1 R. L., p. 565 (1870).

PARTAGE :—**1068.** Un partage entre majeurs appelés à une succession et grevés eux-mêmes, fait du vivant du premier substitué, ne peut être mis à néant, après un laps de dix ans et plus, sous prétexte : 1o. du défaut de nomina-

Partage :—

tion d'un tuteur à la substitution ; 2o. du défaut d'évaluation des biens partagés ; 3o. de la non-ouverture de la substitution en faveur des co-partageants au temps du partage ;—les co-partageants ayant eu la possession des biens, du moins en partie, pendant la vie du premier grevé. *Guy et Guy.* Q. B., 14 L. C. R., p. 229 (1864).

1069. A partition, between parties of full age, of merely the usufruct property will be carried into effect, without regard to substitutes whose rights are protected. *Guy et Guy.* P. C. (affirming judgment of Q. B.), 17 L. C. R., p. 122 (1866).

Pension alimentaire :—**1070.** La Cour de Circuit n'a pas de juridiction dans une action pour aliments au montant de $200 par année durant toute la vie de la demanderesse, et le jugement de la Cour de Circuit accordant £28 par année, la vie durante de la demanderesse, sera infirmé et l'action renvoyée. *Smith et ux. et Patton.* Q. B., 14 L. C. R., p. 323 (1863).

1071. Where, in an action for *séparation de corps et de biens*, an order for an alimentary allowance in favor of the wife having been given during the pendency of the suit, the parties come together again, the order lapses although the parties again separate, and an action by the wife for the allowance is bad without proof of cause for the second separation. *Reid vs. Robinson.* S. C., 9 L. C. J., p. 103 (1864).

1072. Dans le cas d'un défendeur arrêté sur *capias*, l'allocation alimentaire fixée par les S. R. B. C., c. 87, s. 6, sera divisée et payée par chaque demandeur proportionnellement au nombre d'actions pendantes en vertu desquelles le défendeur est détenu. *Moss et al. vs. Wilson.* S. C., 14 L. C. R., p. 26 (1863).

1073. Une rente ou pension alimentaire stipulée comme considération d'un acte de donation, est payable et exigible dès le commencement de l'année pour laquelle elle devient due. *Sévigny et Crochetière et al.* Q. B., 15 L. C. R., p. 473 (1865).

1074. Les grand'pères et grand'mères doivent des aliments à leurs petits-enfans en bas âge et indigens. *Resche vs. Ratté et al.* C. C., 16 L. C. R., p. 413 (1865).

Péremption d'instance :—**1075.** The death of one of the plaintiffs interrupts the *péremption d'instance*. *Brewster et al. vs. Childs et al.* S. C., 9 L. C. J., p. 21 (1863).

PÉREMPTION D'INSTANCE :—

1076. So does the death of one of the defendants. *Howard et al. vs. Childs et al.* S. C., 9 L. C. J., p. 22 (1863).

1077. The service of a notice of motion to be made by the plaintiff is a valid interruption of *péremption d'instance* under C. C. P., Art. 458. *The Mayor, etc., of Montreal vs. Ranson.* C. C., 13 L. C. J., p. 234 (1869).

1078. La demande en péremption d'instance principale doit être signifiée à toute partie intervenante dans la cause, et à défaut de telle signification elle ne peut pas être accordée. *Moreau et vir vs. Léonard.* C. S., 9 L. C. J., p. 100 (1865).

1079. Un défendeur qui n'a pas comparu peut demander et obtenir la péremption d'instance, et en ce cas signer lui-même la demande en péremption et constituer procureur lors de sa présentation en Cour. *Day vs. Descousse et al.* C. S., 12 L. C. J., p. 265 (1868).

1080. La Cour ne peut prendre connaissance d'elle-même du fait que l'avocat du demandeur aurait cessé de pratiquer. *Ibidem.*

1081. La demande en péremption d'instance est indivisible : d'où il suit qu'un seul des défendeurs peut la demander, et dans ce cas elle profite à tous les défendeurs. *Ibidem.*

1082. A motion for a rule *nisi* for *péremption d'instance*, made by a defendant in person, who has ceased to be represented by his attorney *ad litem*, and who has not subsequently appeared by a new attorney or in person, is irregular, null and void. *Johnson vs. Rimmer.* C. R., 13 L. C. J., p. 131 (1869).

PILOTE :—**1083**. Le capitaine de tout vaisseau laissant le port de Québec pour un port en dehors de cette province, ou y arrivant de tout port en dehors de la province, doit prendre à son bord un pilote licencié et lui remettre la charge du vaisseau pendant qu'il est dans les limites de pilotage. Ex parte *Chrysler.* C. S., 14 L. C. R., p. 209 (1864).

1084. Un pilote licencié n'a pas droit d'exiger qu'on lui remette la charge d'un vaisseau arrivant dans le port de Québec, à moins qu'il n'ait indiqué, par signal ou autrement, son intention de monter à bord de tel vaisseau et d'en prendre charge. Ex parte *Chrysler.* C. S., 14 L. C. R., p. 209 (1864).

PILOTE :—

1085. The pilot is bound to exercise the utmost diligence, and when in taking a barge through rapids, instead of going down a channel which he had previously gone down twice in safety, he takes another channel and damages the barge, he is responsible for such damages. *Bertrand vs. Brais.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 37 (1867).

PLAIDOYERS :—**1086.** Plaidoyers incompatibles. Voir 9 L. C. J., p. 1.

1087. If a plea contain allegations and conclusions peculiar to different classes of pleas, and they are capable of being separated from each other, those who do not properly belong to the plea fyled will be rejected from it on demurrer. (*) *Chapman vs. Nimmo.* S. C., 8 L. C. J., p. 42 (1863).

1088. In an action against the maker and endorser of a promissory note, the maker being described in the notary's protest and in the writ and declaration as E. B. Perry, instead of Joseph B. Perry, a plea by the endorser of Joseph B. Perry's note to the effect that he never endorsed the note described by plaintiff and that a protest of E. B. Perry's note was not a legal protest of Joseph B. Perry's note, is bad. *Scullion vs. Perry et al.* C. C., 9 L. C. J., p. 174 ;—1 L. C. L. J., p. 64 (1865).

1089. Dans une action pour forcer un défendeur à accepter livraison et à payer des tapis faits pour lui, quoique le défendeur admette dans son examen la confection et le prix des tapis, mais qu'il ajoute que le prix n'était payable que sur livraison à bord d'un vapeur, au lieu du magasin du demandeur, l'action sera renvoyée bien que le défendeur n'ait pas plaidé que la livraison devait se faire comme il le prétend. *Baylis vs. Ryland* C. R., 15 L. C. R., p. 94 (1864).

1090. A plea of litispendence which does not cover the whole cause of action cannot be maintained. *Miller et al. vs. Dutton.* C. R., 11 L. C. J., p. 287 (1866).

1091. The pendency of an appeal to the Privy Council from a judgment rendered in Upper Canada, when security has been given for the costs only, and not for

---

(*) The Court (Smith, J.) said it seemed to it that the more correct course would be to reject the whole plea, with leave to replead. In the case of *Hall vs. Kemp* (S. C., 1857), plaintiff demurred to a part of the plea only and concluded for the rejection of that part only, but the judgment as drawn (Day, Smith and Mondelet, JJ.) rejected the whole plea.

PLAIDOYERS :—

the capital of the judgment (as required by the laws of Upper Canada, to stay execution in the cause), is no defence to a suit brought upon such judgment in Lower Canada. *The Northern RR. Co. of Canada vs. Patton et al.* S. C., 17 L. C. R., p. 71 (1867).

1092. A party charged with an assault and acquitted can avail himself of his certificate of acquittal as a defence to an action for tearing the plaintiff's clothes on the same occasion. *Julien vs. King et al.* C. C., 17 L. C. R., p. 268 (1867).

1093. In an action for the amount of a note given in excess of the amount of composition, the plea by the defendant that the note was given before the composition and was postdated by plaintiff, and that if it were paid the plaintiff would receive more than the other creditors,—is no answer to the action. *Martin et al. et Macfarlane.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 55 (1865).

1094. Dans une action pour empiétement sur un chemin public, le défendeur peut opposer pour défense que l'empiétement a été commis par des tiers. *La Corporation de St. Jean Baptiste Isle d'Orléans vs. Lachance.* C. C., 16 L. C. R., p. 315 (1866).

PLAINTE :—**1095.** Une plainte ne peut se rapporter qu'à une seule matière et non à deux ou plusieurs, et une dénonciation qu'à un seul délit et non à deux ou plusieurs, à moins que la loi sous laquelle l'une ou l'autre est faite ne le permette ; et si nul délai pour faire la plainte ou la dénonciation n'est fixé par l'acte y relatif, elles doivent l'être dans les trois mois du jour où est arrivé ce qui en fait le sujet. *Pacaud vs. Roy.* C. C., 15 L. C. R., p. 205 (1865).

1096. Pour soutenir une plainte en vertu de la s. 125, c. 15, S. R. B. C., il faut y alléguer que l'accusé a commis la contravention *volontairement*. *Audette dit Lapointe et al. et Duhamel.* 1 R. L., p. 52.

PONT DE PÉAGE :—**1097**. Le privilége de construire un pont de péage sur une rivière navigable n'emporte jamais la propriété des eaux, qui sont du domaine public. *Jones vs. The Stanstead, Shefford and Chambly RR. Co.* S. C., 17 L. C. R., p. 81 (1866).

1098. Le propriétaire d'un tel privilége ne peut demander la démolition des travaux faits en vertu d'une loi sur telle rivière dans un but de gain, comme le pont d'un chemin de fer,—à moins que ce droit ne lui soit

PONT DE PÉAGE :— accordé par sa charte, et son recours se borne à l'indemnité qu'il peut exiger en vertu de sa charte des contrevenants, et, dans le cas du non-paiement de cette indemnité, à demander l'interdiction de transport. *Ibidem.*

POSSESSION :—**1099**. Le demandeur qui conteste l'opposition par laquelle un tiers reclame comme propriétaire la terre saisie dans la cause, ne peut invoquer la possession du défendeur à qui il avait vendu la terre, afin de compléter la possession et prescription de dix ans, en vertu de l'art. 115 de la Coutume de Paris. *Ruiher vs. Thibaudeau.* C. S., 14 L. C. R., p. 306 (1863).

1100. During the interval that the Crown held a property surrendered by a seignior, for the purpose of commutation under the statute 6 Geo. 4, c. 59, before the issuing of the letters patent re-granting the same, prescription ran in favour of a mere squatter in actual possession of such property, but without any title whatever thereto. *Macdonald et Lamb.* Q. B., 9 L. C. J., p. 281 (1864). Affirmed by the Privy Council, 11 L. C. J., p. 335 ;—4 L. C. L. J., p. 8 ;—17 L. C. R., p. 293 (1867).

1101. The possession of a squatter, as above, could legally avail, in favour of a party succeeding him in the possession of the property, under a plea of thirty years' prescription, and junction of possession such as above does not require a title, in itself *translatif de propriété,* from the one possessor to the other, but any kind of informal writing *sous seing privé,* supported by satisfactory verbal evidence, will suffice. *Ibidem.*

1102. Mere possession of a moveable is not equivalent to title, but is only presumptive of title ; a possession of three years being necessary to render such possession equivalent to actual title. *Gould et al. vs. Cowan.* C. R., 10 L. C. J., p. 345 ;—17 L. C. R., p. 46 (1866).

1103. To sustain a plea of prescription, the evidence must show peaceable uninterrupted possession and ownership for upwards of thirty years. *Herrick et Sixby.* P. C., 17 L. C. R., p. 146 (1867).

PRESCRIPTION :—**1104.** Les billets à ordre faits devant notaires sont prescriptibles par cinq ans. *Séguin de la Salle vs. Bergevin.* C. S., 8 L. C. J., p. 94 (1864).

1105. Renversé en Appel, où il a été jugé que la prescription de cinq ans fixée par le c. 64. S. R. B. C., ne s'applique pas aux billets en brevet. 15 L. C. R., p. 438 ;—16 L. C. R., p. 415 (1865).

PRESCRIPTION :—

1106. La prescription de cinq ans contre un billet promissoire en vertu de la 12 Vic., c. 22, s. 31, n'est pas interrompue par l'absence du défendeur du Canada pendant 7 ou 8 ans. *Darah vs. Church.* C. C., 14 L. C. R., p. 295 (1861).

1107. En vertu du c. 64, S. R. B. C., un billet doit être considéré d'une manière absolue comme payé si une action n'a pas été intentée dans les cinq ans après son échéance. *Giard et al. vs. Giard.* C. S., 15 L. C. R., p. 494 (1865).

1108. The declaration on oath of the defendant that he paid the debt demanded, by a "contra-account", which contra-account he stated that "he had not yet made up, but always supposed that the plaintiff was in his debt," will not support a plea of prescription based on the allegation of payment, and will of itself afford a sufficient admission of the plaintiff's demand. *Thayer vs. Wilscam.* Q. B., 9 L. C. J., p. 1 (1861).

1109. Les comptes de médecins antérieurs au Code se prescrivent par cinq ans. *Valois vs. Roy.* C. R., 1 R. L., p. 198 (1869).

1110. La prescription de cinq ans ne s'applique pas à la location des bancs d'église. *Les Curé et Marguilliers, etc., de Montréal vs. Minier dit Lagassé.* C. S., 8 L. C. J., p. 133 ;—15 L. C. R., p. 419 (1864).

1111. Parties sued hypothecarily in respect of property held by them in virtue of a donation from the debtor, cannot plead the prescription of ten years if they have become heirs at law of the debtor, by reason of his death since the date of the donation, and have not renounced his succession. *Berthelet vs. Dease et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 336 (1868).

1112. La prescription de cinq ans n'a pas lieu pour les arrérages d'une rente constituée par acte de vente, comme représentant le prix de l'immeuble vendu. *Pappans et al. et Turcotte et ux.* Q. B., 15 L. C. R., p. 153 (1864).

1113. The existence of a fence for upwards of forty years as a dividing line between two properties, will not prescribe either the right to institute proceedings *en bornage* or the right of the lawful owner to such portion of the property as may have been improperly enclosed by such fence. *Les Curé et Marguilliers, etc., de l'Isle Perrot vs. Ricard.* S. C., 9 L. C. J., p. 99 (1864).

PRESCRIPTION :—

1114. La prescription ne court pas entre époux. *Ménéclier dit Morochond et Gauthier.* Q. B., 16 L. C. R., p. 181;—1 L. C. L. J., p. 82 (1865).

1115. Pour prescrire par dix ans et faire les fruits siens, il suffit que le tiers-acquéreur, ait été de bonne foi au moment de son acquisition ; la connaissance des vices de son titre ou de celui de son auteur, survenue au tiers-détenteur depuis son acquisition, ne peut vicier sa possession. *Lepage et al. vs. Chartier.* C. S., 11 L. C. J., p. 29 (1866).

1116. La prescription court contre une créance hypothécaire, en faveur d'un tiers-acquéreur, quoique, lors de son acquisition, il connût l'existence de cette hypothèque enregistrée, à moins qu'il ne se soit chargé de la payer. *Pierce vs. Kaigle.* C. R., 1 R. L., p. 697 (1868).

1117. La prescription de deux ans pour le rachat de terres vendues pour taxes, etc., municipales (27 Vic., c. **9**), court à compter de l'adjudication et non de l'acte de vente. *La Corporation du Comté d'Arthabaska et Barlow.* Q. B., 1 R. L., p. 759 (1870).

1118. Cette prescription ne court qu'en faveur de l'adjudicataire, et non des corporations qui provoquent la vente, et qui sont toujours, après comme avant les deux années subséquentes à l'adjudication, responsables des dommages résultant de ventes illégales. *Ibidem.*

1119. The entries made in a book by a creditor of a payment will not prove interruption of prescription. *Legault dit Deslauriers vs. Viau.* C. C., 14 L. C. J., p. 56 (1869).

1120. La prescription court de l'échéance de la dette et non de la date de l'acte qui la comporte, soit que cet acte soit le titre constitutif de la créance ou sa reconnaissance. *Fortier vs. Cantin et ux.* C. S., 17 L. C. R., p. 336 (1867).

1121. Vide *Cornell vs. The Liverpool and London Insurance Co.* 4 L. C. L. J., p. 13 (1867).

PREUVE :—**1122**. In an action upon a foreign judgment " assessing the damages for the plaintiff on occasion of the non-performing of certain promises, " proof *aliundè* of such promises is required, and interest will be given on the damages and costs from the date of such judgment. *Chapman vs. Gordon.* C C., 8 L. C. J., p. 196 (1864).

1123. La production d'un extrait de baptême de l'une des parties à un procès, paraissant être signé par un curé en Irlande, sera considérée comme preuve suffisante du

PREUVE :—

baptême ; et la mention de la qualité, occupation et résidence du père requise par la s. 5, c. 20, S. R. B. C., n'est pas nécessaire en pareil cas. *Feron vs. Donelly.* C. C., 14 L. C. R., p. 50 (1863).

1124. The English rule of evidence requiring notice to produce an original document, in the hands of the adverse party, does not obtain in a case instituted to rescind a deed of assignment of hereditary rights, and a copy of such document can be proved, when the articulation of facts indicates that it is the intention of the party producing the same to prove it to be a true copy, and such articulation is a sufficient notice to the adverse party to produce the original thereof if he think fit. *Herriman et ux. et Taylor.* Q. B., 9 L. C. J., p. 253 (1865).

1125. Even if the English rule, as above, did prevail, the failure to object to the evidence on that ground at *enquête* would be fatal. *Ibidem.*

1126. A witness shall not be interrogated about a copy of a statement until the non-production of the original is accounted for. *The Glen Brick Co. vs. Shackell.* S. C., 14 L. C. J., p. 238 (1870).

1127. La date écrite sur un billet fait preuve que le billet a été fait ce jour-là, et on ne peut prouver qu'il a été fait à une autre date. *Evans et Cross et al.* Q. B., 16 L. C. R., p. 469 (1866).

1128. In the case of an *exception déclinatoire* based on the pretension that the note sued on, although dated in Montreal, was really signed in Quebec, evidence of the fact may be legally made by the oath of the plaintiff. *Gault et al. vs. Wright et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 60 ; —1 R. L., p. 88 (1868).

1129. The claim of a notary public for professional services is not a commercial matter, and therefore the English rules of evidence are not applicable to it. *Thomas et Archambault.* Q. B., 9 L. C. J., p. 203 (1863).

1130. Le Statut des Fraudes (29 Charles 2, c. 3) a été reconnu par notre jurisprudence avant et depuis l'acte provincial 10-11 Vic., c. 11, comme étant en force comme règle de témoignage en matières commerciales. *Baylis vs. Ryland.* C. S., 15 L. C. R., p. 94 (1864).

1131. L'art. 1235 du Code Civil, s. 4 (preuve dans les matières commerciales), ne s'applique qu'au cas où le marchand qui trafique sur un article de commerce

Preuve :—

qu'il ne confectionne pas lui-même, le fait confectionner ou l'achète de l'ouvrier ou d'autres négociants pour le revendre. *Donegani et Molinelli.* Q. B., 14 L. C. J., p. 106 (1869);—C. S., 4 L. C. L. J., p. 15 (1867).

1132. Le Statut des Fraudes ne s'applique qu'aux ventes commerciales pures et simples et non aux contrats d'ouvrage pour objets non encore confectionnés. *Donegani et Molinelli.* Q. B., 14 L. C. J., p. 106 (1869);—C. S., 4 L. C. L. J., p. 15 (1867).

1133. In an action against the Corporation of Montreal, for damages caused by negligence in the performance of works which they are authorized by law to make, declarations made by them in protests against their contractors will be taken as evidence against them. *Harold et The Mayor, etc., of Montreal.* Q. B., 11 L. C. J., p. 169;—3 L. C. L. J., p. 88 (1867).

1134. Full faith and credit will be given to a magistrate or officer's return to a writ of *certiorari*, and if the return show that the conviction was had upon the confession of the defendant, the defendant will not be permitted to go behind the return and show by affidavits of parties present that he made no confession and that the return is false, and that the conviction was really had without any proof or confession whatever. Ex parte *Morrison et DeLorimier.* S. C., 13 L. C. J., p. 295;—1 R. L., p. 437 (1869).

1135. An indictment in a criminal prosecutionof the defendant is not admissible as evidence in a civil suit against him. *Winning et al. vs. Fraser.* S. C., 12 L. C. J., p. 291 (1868).

1136. Evidence adduced by plaintiffs in rebuttal tending merely to strengthen and confirm their original case is inadmissible and will be rejected. *Morland et al. vs. Torrance.* S. C., 13 L. C. J., p. 197 (1869).

1137. Dans une demande basée sur un prêt d'argent, un billet prescrit ne peut établir aucune preuve de ce prêt. *Gibeau vs. Chef dit Vadeboncœur.* C. R., 14 L. C. J., p. 53 (1868).

1138. The statements or admissions of an agent, made after the contract has been perfected, are inadmissible as evidence to bind the principal. *Redpath et al. vs. The Sun Mutual Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 90 (1869).

PREUVE :—

1139. The evidence required by C. S. C., c. 94, s. 26, to corroborate the evidence of an interested witness, cannot be based upon something stated by such witness to have been said by the prisoner. *Regina vs. Perry.* Q. B., 1 L. C. L. J., p. 60 (1864).

1140. La qualité et la juridiction de l'inspecteur étant niées par la défense, la preuve s'en fait par un extrait des régistres de la municipalité, et non verbalement. *Lemire et Courchêne.* Q. B., 1 R. L., p. 158 (1868).

1141. Where the defendant is examined by the plaintiff as his witness, evidence may be adduced by the defendant's attorney to prove that such defendant is not a reliable witness, he being " d'une intelligence bien faible et d'une mémoire très bornée. " *Delisle et al. vs. Décary.* S. C., 9 L. C. J., p. 107 (1864).

1142. Though a written promise by defendant to pay the whole account subsequently sued on, acknowledged by defendant on oath, is the only evidence adduced,—such written promise may be taken as proof of part of the account, and not of the whole, and the account may be reduced. *Brady vs. Aitchison.* C. C., 1 L. C. L. J., p. 112 (1865).

1143. Le témoignage d'un témoin de la partie adverse peut être contredit en prouvant (par un autre témoin de la même partie) les dires du premier témoin dans une conversation au sujet de laquelle ce premier témoin n'a pas été interrogé. *Méthot vs. Lalonde dit Ganiwas.* C. S., 11 L. C. J., p. 301 ;—4 L. C. L. J., p. 42 (1866).

1144. Copies of the depositions of witnesses examined in another cause may be fyled in a case pending at *enquête* for the purpose of discrediting a witness examined therein. *O'Connor vs. Brown et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 28 ;—4 L. C. L. J., p. 42 (1868).

1145. A physician is not exempt from disclosing information acquired by him confidentially in his professional character. *Browne vs. Carter.* S. C., 9 L. C. J., p. 163 (1865).

1146. Illegal evidence allowed to go to the jury under reserve of objection may be subsequently ruled out by the judge in his charge, and the conviction is not invalidated thereby, if it does not appear that the jury were influenced by such illegal evidence. *Regina vs. Fraser.* Q. B., 14 L. C. J., p. 245 (1870).

1147. Vide *Miller vs. Ferrier.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 17 (1867).

Preuve :—

1148. Vide *Shannon et al. vs. Wilson et al.* C. S., 3 L. C. L. J., p. 120 (1867).

Preuve testimoniale :—1149. In an action for $33.25, parol evidence is inadmissible to prove a contract of suretyship, unless there is a *commencement de preuve par écrit. Reeves vs. Malhiot.* C. C., 8 L. C. J., p. 84 (1863).

1150. The observance of the required formalities preliminary to a sale of land belonging to minors, as, for example, that the required publications of such sale were duly made, cannot be established by parol testimony. *Poustie et al. vs. McGregor.* S. C., 9 L. C. J., p. 332 (1851).

1151. Parol evidence will not be admitted to control, vary or alter the receipt set up in the cause, which must be assimilated to a written contract. *West et al. vs. Fleck et al.* C. C., 15 L. C. R., p. 422 (1864).

1152. Verbal evidence is inadmissible to prove payment of a debt due under a judgment, although the debt were originally of a commercial nature. *Miller vs. Kemp.* C. R., 14 L. C. J., p. 74 (1869).

1153. On ne peut prouver par témoins une soumission d'un entrepreneur pour la construction d'une chapelle et d'une sacristie, lorsque le prix de l'entreprise excède $50, non plus que l'acceptation de cette soumission par les syndics, pour la même raison et parce que les syndics formant une corporation ne peuvent s'engager que par écrit. *Chèvrefils dit Belisle vs. Les Syndics, etc., de Ste. Hélène.* C. S. (1869), et C. R. (1870), 2 R. L., p. 161.

1154. Parol testimony of age will not be admitted until the non-existence of baptismal registers has been proved. *Hartigan vs. International Life Insurance Co.* S. C., 8 L. C. J., p. 203 (1863).

1155. Where the date of a birth is in issue, parol proof may be adduced, without first establishing the non-existence of a registered record of such birth. *Lane et Campbell.* Q. B., 8 L. C. J., p. 68 (1863).

1156. An entry of a baptism in a non-authentic register where mention is made of the date of the birth of the person baptized, signed by both parents, is only *primâ facie* proof of the birth at that date, and such date may be contradicted and disproved by oral testimony. *Sykes et Shaw et al.* Q. B., 9 L. C. J., p. 141 ;—15 L. C. R., p. 304 (1864).

PREUVE TESTIMONIALE :—

1157. The agreement to release the maker of a negotiable promissory note, made after the signature and before the maturing of the note, may be proved by verbal evidence. *Gole vs. Cockburn.* S. C., 8 L. C. J., p. 341 (1864).

1158. To prove the payment of a promissory note, recourse must be had to the laws of England; and the payment of such note may be proved by parol testimony. *Carden et al. et Finley et al.* Q. B., 8 L. C. J., p. 139 (1860).

1159. The making and loss of a promissory note may be established by parol evidence, and the variance between the declaration (stating maturity of note to be in september) and the proof (establishing it to be in november) is immaterial, when the evidence establishes acknowledgement of the note by the maker, subsequent to his knowledge of its loss. *Carden et Ruiter.* Q. B., 9 L. C. J., p. 217 (1864). (*)

1160. *Semble* that parol evidence will not be admitted to prove that a note given by an insolvent to one of his creditors, for the purpose of obtaining his signature to a deed of composition, was given after the signing of the deed of composition, nor to establish anything relating thereto inconsistent with the terms of such deed. *Sinclair et al. et Henderson et al.* Q. B., 9 L. C. J., p. 306;—1 L. C. L. J., p. 54 (1865).

1161. Le tireur d'un chèque peut prouver par témoin qu'il avait des fonds en dépôt chez l'accepteur du chèque. *Nichols vs. Ryan.* C. R., 2 R. L., p. 111 (1868).

1162. Parol evidencewill be received to prove a verbal agreement extending terms of payment of a promissory note upon which the action was founded, for a sum exceeding $50. *Eastman vs. Roland aliàs Rolins.* C. C., 2 L. C. L. J., p. 216 (1867).

1163. A right of *mitoyenneté* cannot be established by mere verbal evidence, when there is no title and the marks on the wall do not indicate any such right. *Rodier vs. Tait.* C. C., 1 L. C. L. J., p. 70 (1865).

1164. The contents of a lost document can be proven by verbal testimony after the loss established by affidavit, which is the regular way of proving such loss. *Russell vs. Guertin et al.* S. C., 10 L. C. J., p. 133 (1866).

(*) In this case, the payee had first made affidavit himself of the loss of the note.

PREUVE TESTIMONIALE :—

1165. In a commercial case the creditor of a notarial obligation and of a current account will be admitted to prove by oral evidence an agreement as to the special imputation of certain payments on the current account, posterior to the obligation. *Lalonde vs. Rolland.* S. C., 10 L. C. J., p. 321 (1864).

1166. In an action *en bornage*, verbal evidence is sufficient to establish that the fence had been for upwards of thirty years in the same line as it was at the time of the action, although it be proved that such fence was entirely destroyed by fire and remained so destroyed for upwards of one year, and none of the witnesses testify to having seen a vestige of the old fence after the fire, or to have been present when the new fence was built. *Eglaugh et The Montreal General Hospital.* Q. B., 12 L. C. J., p. 39 (1868).

1167. Vide *Woodard vs. Auringer.* C. C., 1 L. C. L. J., p. 113 (1866).

PROCÈS PAR JURY :—**1168.** L'action du gendre contre son beau-père pour avoir reçu et refusé de lui renvoyer sa femme, accompagnée d'une demande subsidiaire de dommages (£60), est une action en dommages pour injures personnelles, et partant elle est susceptible d'un procès par jury. *Comte vs. Garceau.* C. S., 8 L. C. J., p. 131;—14 L. C. R., p. 446 (1864).

1169. A suit, wherein the plaintiff avers that he has been injured in his credit, name and reputation and brought into disgrace, by reason of an attachment sued out by defendant illegally and maliciously, is susceptible of trial by jury under Art. 348, C. C. P. *Fulton vs. Stevenson et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 112 (1869).

1170. Dans une poursuite sur des billets à ordre souscrits et endossés alternativement par des négociants et des non-négociants, toute partie au procès pourra demander et obtenir un procès par jury ; et quoique les défendeurs séparent leurs défenses, le tribunal pourra ordonner que toutes les questions soulevées soient soumises à un seul et même jury. *Evanturel et Withal.* Q. B., 15 L. C. R., p. 126 (1864).

1171. Une action par un non-commerçant pour recouvrer de l'argent prêté à des commerçants qui ont reconnu le prêt par une lettre, n'est pas susceptible d'un procès par jury, et l'option des défendeurs pour tel procès

PROCÈS PAR JURY :—

sera rejetée sur motion, le contrat entre les parties n'étant pas d'une nature commerciale. *Gilmour et al. et Whishaw.* Q. B., 15 L. C. R., p. 177 (1865).

1172. Option of trial by jury made in the plaintiff's answer can only avail him as a notice to the opposite party, and must be followed by a special application to the Court within four days after issue joined or not later than the first day of next term. *Mathews vs. The Northern Assurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 138 ;—2 R. L., p. 185 (1870).

1173. Le dépôt exigé par la 65e Règle de Pratique ne doit se faire qu'avec la motion pour *venire facias*, laquelle ne peut se faire qu'après la définition des faits à être soumis au jury. *Glass vs. Deniss et al.* C. S., 16 L. C. R., p. 299 (1866).

1174. En accordant une motion pour remettre un procès par jury, lorsque le manque de bonne foi est apparent, la Cour peut condamner aux dépens la partie qui agit avec mauvaise foi, quoique la motion pour ajournement soit faite par l'autre partie. *The Quebec Bank vs. Rolland et al.* C. S., 15 L. C. R., p. 23 (1863).

1175. The verdict of a jury will be set aside for misdirection on the part of the judge, or if contrary to the evidence adduced at the trial. *Rolland vs. The North British and Mercantile Insurance Co.* S. C., 14 L. C. J., p. 69 (1869).

1176. Where the jury have found a verdict for plaintiff, and the defendant has not moved for a new trial, the Court cannot take into consideration the question whether the damages awarded by the jury are excessive. *Benning et Grange.* Q. B., 14 L. C. J., p. 284 (1870).

PRÉVÔT DES INCENDIES :—**1177.** The Chief-Engineer of the Fire Department, Montreal, was not legally put *in morâ* to grant to the Fire Marshal the certificate required by the Quebec Act 31 Vict., c. 32, by making a simple demand therefor, without making due proof to the Enginer that the fire had occurred and that the Fire Marshal had made investigation into its cause, within the period prescribed by the Act. *Austin et al. vs. Bertram.* C. C., 13 L. C. J., p. 157 (1869).

1178. The Chief-Engineer was not liable to be sued personally for the recovery (by way of damages) of the fees intended to be covered by the certificate demanded of and withheld by the Engineer, and the only legal remedy in the premises was the writ of *mandamus*. *Ibidem.*

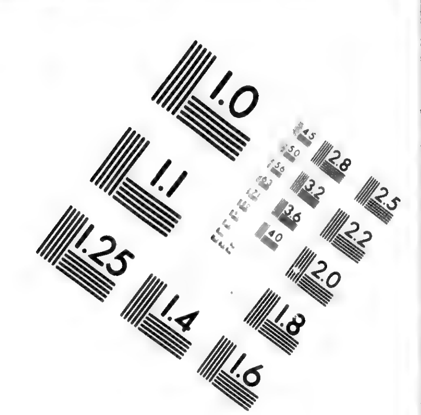
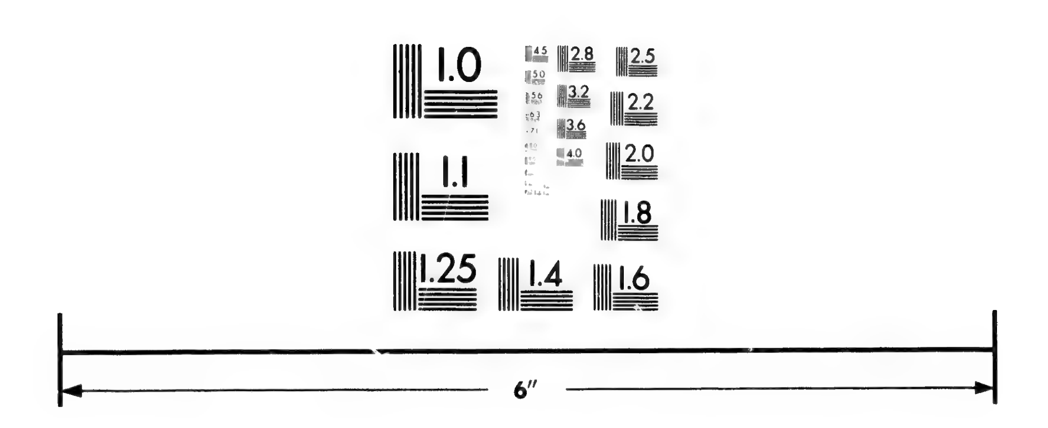
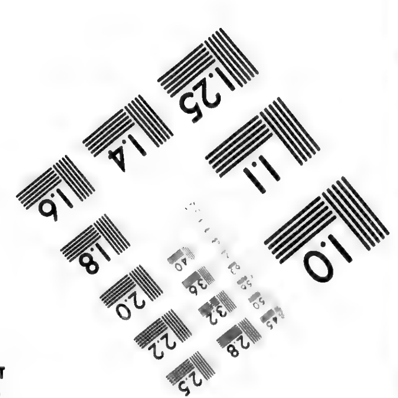
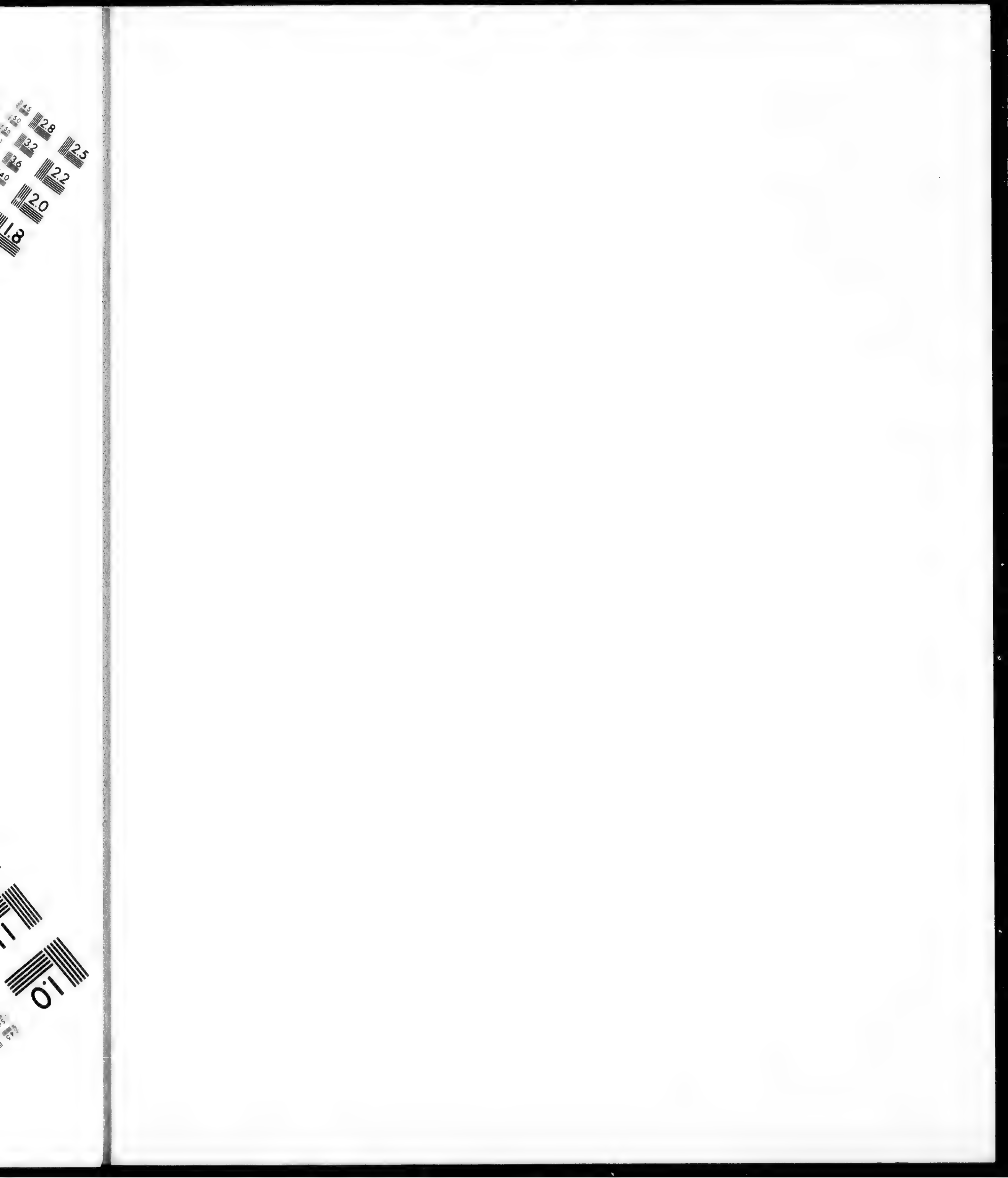


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**







2.8
2.5
3.2
2.2
3.6
2.0
1.8
1.0

PRIVILÉGE :—**1179**. A lessor, though the lease be *sous seing privé*, can, like an hypothecary creditor, sue a third party who holds property subject to his claim for rent without bringing into Court at the same time his debtor. *Auld et Laurent et al.* Q. B., 8 L. C. J., p. 146 (1864).

1180. Under the common law of France, which is in force in Lower Canada, a captain of a barge has a lien upon it for his wages as long as he remains on board, and this lien includes the right of seizure before judgment, without the formality of an affidavit as required by c. 83, C. S. L. C., such seizure being in the nature of a *saisie-conservatoire*. *Dubeault vs. Robertson.* C. C., 8 L. C. J., p. 333 (1864).

1181. But in the same cause of *Dubeault vs. Robertson*, upon an exception *à la forme*, it was decided by another judge that the captain of a vessel has no lien upon the same for his wages ; that a sailor or seaman has a lien upon the vessel on which he serves, for his wages, under a recent statute ; that a seaman cannot attach a vessel before judgment for his wages, without making the affidavit required in all cases of *saisie-arrêt* before judgment by c. 83, s. 46 [illegible] 775, C. S. L. C. 8 L. C. J., p. 334 (1863). Vide on [illegible] subject *Reid vs. Porteous.* King's Bench (1825), 8 L. C. J, p. 337.

1182. Celui qui a avancé des deniers pour la construction d'un mur mitoyen entre lui et son voisin, ne pourra réclamer un privilége, sur vente par décret de l'héritage voisin, à l'encontre des créanciers hypothécaires sur tel héritage, s'il n'a suivi les formalités exigées par la ss. 4, s. 26, c. 37, S. R. B. C., quoique la valeur de l'héritage ait été augmentée par la construction de ce mur. *Stillings et vir vs. McGillis.* C. S., 14 L. C. R., p. 129 (1863).

1183. The vendor of a barge exceeding fifteen tons cannot claim, by privilege, on the moneys arising from the judicial sale of said barge, the balance still due to him on the price of sale. *Meloche vs. Hainault.* S. C., 16 L. C. R., p. 51 (1865).

1184. Vide *Cole vs. Williams.* C. C., 3 L. C. L. J., p. 144 (1867).

PRIX DE VENTE :—**1185**. Where the conditions of sale in an action of licitation, require that the purchase money be deposited in the hands of the Prothonotary, the Court cannot authorize the retention of such purchase money by one of the parties in the cause who has become *adju-*

PRIX DE VENTE :—

dicataire, and who is apparently entitled to receive the amount eventually, even on giving good and sufficient security. *Stansfield et vir vs. Stansfield.* S. C., 9 L. C. J., p. 103 (1864).

PROCÉDURE :—**1186**. L'omission du mot *député* avant les lettres P. C. S., sous le nom d'un député-protonotaire, dans la copie d'un bref de sommation, n'est d'aucune importance. *McLimont vs. Robin.* C. S., 15 L. C. R., p. 101 (1865).

1187. Dans une action contre un étranger dont l'occupation est correctement désignée, il suffit de le désigner par les initiales de son nom de baptême dont il fait usage dans sa signature. *Clooney vs. Nett.* C. S., 17 L. C. R., p. 262 (1867).

1188. In an action of damages for verbal slander, it is not necessary to set out in the declaration the precise words complained of, and the allegation giving certain words complained of, or *words to the same effect*, is sufficient. *McLean vs. Short.* S. C., 8 L. C. J., p. 181 (1864).

1189. Dans une action sur billet promissoire, il n'est pas nécessaire d'alléguer dans la déclaration que le billet est timbré au désir de la loi. *Doyle vs. Clément.* C. S., 10 L. C. J., p. 332 (1866).

1190. Dans une action où le mari n'intervient que pour autoriser sa femme séparée de biens et marchande publique, les conclusions ne doivent être prises qu'en faveur de la demanderesse ; sinon, l'action sera renvoyée sur une défense en droit. *Leford et vir vs. Desmarais et al.* Q. B., 11 L. C. J., p. 122 (1848).

1191. A plaintiff cannot increase the amount of his demand by a motion to amend his declaration to that effect. *Senécal vs. Lemoine.* S. C., 13 L. C. J., p. 56 (1869).

1192. Le demandeur sur saisie-arrêt avant jugement ou sur *capias*, au lieu de faire signifier la déclaration au défendeur ou au greffe, peut en laisser au greffe une copie pour le défendeur et faire constater ce dépôt sur l'original par le protonotaire ou greffier. *Gaudette vs. Laliberté.* C. S., 1 R. L., p. 747 (1869).

1193. Une motion pour amender le bref et la déclaration, après audition sur l'exception à la forme, sera accordée au demandeur, en par lui payant tous les frais, et en ce cas l'exception à la forme sera renvoyée. *Bousquet vs. Jodoin et al.* C. S., 10 L. C. J., p. 199 (1866).

1194. Where a defendant moved before *enquête* to amend his plea on payment of costs, on affidavit to the effect that from absence from the country and sickness he

PROCÉDURE :—

has been unable to give proper instructions to his attorneys, and afterwards made a similar motion at the hearing on the merits, both of which motions were rejected, the Court of Review will reverse the final judgment and allow the defendant to plead *de novo*, on payment of all costs, considering that sufficient cause had been shown to authorize the amendment. *Lasell vs. Brown.* C. R., 16 L. C. R., p. 151;—1 L. C. L. J., p. 109 (1865).

1195. Where a female has been sued as a widow, but is in reality the wife of the other defendant who has been sued in his quality of executor of a will, and the return of service establishes that the copy of the writ and declaration for the female defendant was left with the male defendant personally, the plaintiff may amend the writ and declaration (by paying the costs of the exception) so as to describe the female defendant correctly. *Connelly vs. Bonneville et al.* S. C., 11 L. C. J., p. 192 (1866).

1196. Each distinct pleading must be followed by a conclusion, but the Court will permit the defendant to amend on payment of fifteen shillings costs. *Johnson vs. Gauthier.* S. C., 13 L. C. J., p. 163 (1869).

1197. Where a motion to amend declaration has been allowed, the amendment must be made on the face of the declaration, and an opportunity given to defendant to replead, before judgment can be rendered. *Cournoyer vs. Tourquin dit Léveillé.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 110 (1865).

1198. Le défaut du demandeur de payer l'honoraire d'entrée le jour du rapport d'un bref, ne vicie pas le rapport qui a été fait. *Lee et al. vs. Kinsman et al.* C. S., 14 L. C. R., p. 156 (1863).

1199. Dans les causes appelables à la Cour de Circuit, il n'est pas nécessaire de donner avis de la comparution ; une fois la comparution du défendeur reçue par le greffier, il ne peut plus être procédé à jugement en vacance ; et le juge en chambre n'a pas de juridiction pour rejeter de la procédure une comparution irrégulièrement filée. *Duvernay et al. vs. La Corporation, etc., de St. Barthélemy.* C. R., 10 L. C. J., p. 136;—2 L. C. L. J., p. 56 (1866). Vide 1 L. C. L. J., p. 108.

PROCÉDURE :—

1200. Le défendeur peut sur requête à un juge en chambre, appuyée d'un affidavit, être relevé du défaut de comparution, et avis de cette requête peut être donné la veille d'un jour non-juridique pour le lendemain de ce jour. *Crébassa vs. Ethier.* C. S., 2 R. L., p. 332 (1870).

1201. When an appearance is filed, it cannot be rejected, except on motion by the plaintiff in Court. *Duvernay vs. Corporation of St. Barthélemy.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 36 (1866).

1202. A defendant foreclosed from pleading to a writ of *saisie-arrêt* after judgment will, on special motion, be allowed to answer the plaintiff's contestation of a *tiers-saisi's* declaration made in obedience to such writ, if he has an interest in the matters raised by the contest. *Kingston vs. Torrance.* S. C., 9 L. C. J., p. 20 (1864).

1203. An intervening party cannot foreclose a party already *en cause,* without a regular demand of plea to the intervention and a lapse of the delays allowed for similar pleadings in ordinary suits; and such foreclosure will be set aside on motion. *Walcott vs. Robinson.* C. R., 11 L. C. J., p. 303 (1867).

1204. La forclusion du défendeur de plaider à l'action ne peut pas être accordée par le protonotaire en certains cas. *Tracy vs. Isaacson et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 236 (1870).

1205. A defendant who has been regularly foreclosed will not be allowed to come in and plead when the plea offered is not considered good. *Corporation of Montreal vs. Ranson.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 100 (1865).

1206. The Court, in its discretion, will permit the defendant, on payment of costs, to file his plea after foreclosure, when the plea was ready and deposited on the day of foreclosure. *Sheridan et al. vs. Bourne.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 40 (1866).

1207. Partie d'un plaidoyer à une action commencée par saisie-arrêt, sur billet promissoire non encore dû, par lequel le défendeur nie sa déconfiture et le recel de ses effets, et allègue qu'il a continué à retirer ses billets à leur échéance et que l'action est vexatoire, et conclut à ce que l'affidavit soit déclaré non-fondé et la saisie annulée, sera renvoyée comme irrégulièrement plaidée, sur réponse spéciale en droit,—ces matières devant être plaidées par une exception préliminaire comme *nullités*

Procédure :—
d'exploit, et non par un plaidoyer au mérite,—et une réponse en droit à partie d'un plaidoyer sera maintenue en autant que cette pratique a été suivie par la Cour, quoique, dans l'opinion du juge, une motion doive être faite pour rejeter la partie du plaidoyer qui est illégale. *Chapman et al. vs. Nimmo.* C. S., 14 L. C. R., p. 103 (1863).

1208. Le mérite d'un plaidoyer ne peut être jugé sur une motion pour le faire renvoyer, et une exception à la forme ne peut être renvoyée sur motion fondée sur ce que le numéro de la cause a été mis incorrectement sur l'endos. *Leslie vs. Fraser.* C. S., 15 L. C. R., p. 43 (1864).

1209. An exception of discussion which fails to indicate the property to be discussed, or to allege even the existence of property liable to discussion, and which also fails to contain an offer to defray the expense of discussion, and to be accompanied by the actual deposit of the necessary funds to that end, is bad in law and will be dismissed on demurrer. *Panton et al. vs. Woods et al.* S. C., 11 L. C. J., p. 168 (1866).

1210. Le demandeur qui a répondu sans réserve à une exception préliminaire non accompagnée du dépôt voulu, est forclos du droit de faire rejeter cette exception par motion. *Quintal vs. Roy et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 57 (1868).

1211. Un défendeur ne peut, par une défense en droit, invoquer son défaut de capacité et de qualité, mais il doit le faire par une exception préliminaire. *Breault vs. Barbeau et al.* C. S., 2 R. L., p. 130 (1870).

1212. Une défense en droit alléguant 1o. vague et contradiction dans une partie de la déclaration, 2o. défaut d'établir le montant des dommages soufferts par suite des faits y allégués, 3o. défaut de conclure à demander la valeur des dommages allégués,—sera renvoyée, ces moyens ne pouvant faire le sujet que d'une exception péremptoire à la forme. *Chèvrefils dit Bélisle vs. Les Syndics, etc., de Ste. Hélène.* C. S. (1869), et C. R. (1870), 2 R. L., p. 161.

1213. Dans les causes au dessous de $60, une exception préliminaire doit être reçue sans dépôt. *Alie vs. Pamelin.* C. C., 2 R. L., p. 184;—14 L. C. J., p. 134 (1869).

1214. A plea *puis darrein continuance* cannot be filed without previous leave of the Court. *Duhault vs. Pacaud.* C. R., 17 L. C. R., p. 178 (1866).

PROCÉDURE :—

1215. Une motion pour suspendre les procédés, parce que le demandeur n'a pas encore payé les frais d'une première action qu'il a retirée, ne sera pas accordée, et cette objection, étant déclarée par la loi une fin de non-recevoir, doit être présentée par un plaidoyer à l'action. *Lambert vs. Bergeron.* C. C., 14 L. C. R., p. 413 (1864).

1216. Where the pleas are precisely similar to four separate actions between the same parties, on promissory notes matured at different dates, the Court will not entertain a motion by the defendants to unite the causes, if the application be resisted by the plaintiffs, though the Court has such a power, on sufficient cause shown. *F[illegible] et al. et Tarratt et al.* Q. B., 9 L. C. J., p. 108 ;—15 L. C. R., p. 245 (1865).

1217. Dans une action sur billet promissoire, le plaidoyer de défaut de considération doit être soutenu par l'affidavit requis par les S. R. B. C., c. 83, s. 86, ss. 2. *Kelly et al. vs. O'Connell.* C. S., 16 L. C. R., p. 140 (1866).

1218. Le défendeur qui plaide prescription n'est pas tenu d'opposer cette exception de prescription avant ses défenses au fonds. *Beaudry vs. Brouillet et vir.* C. S., 11 L. C. J., p. 50 ;—3 L. C. L. J., p. 19 (1866).

1219. The prescription of a promissory note, made in a foreign country and payable there, cannot be tested by a demurrer to the declaration. *Wilson et Demers.* Q. B., 11 L. C. J., p. 105 ;—2 L. C. L. J., p. 251 (1867).

1220. Dans une action par un régistrateur contre un shérif pour la valeur de certains certificats, dans laquelle il n'est pas allégué que le shérif a reçu les honoraires du registrateur, la validité de la déclaration ne peut être contestée par une défense au fonds en droit ; l'objection doit être faite par un plaidoyer au mérite. *Lambly et al. vs. Quesnel.* C. C., 15 L. C. R., p. 148 (1864).

1221. The Statute of Limitations must be pleaded by an exception, and cannot be put in issue by a demurrer. *Wilson et Demers.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 251 (1867).

1222. When a plea to the jurisdiction is dismissed, a plea to the merits under certain circumstances is not a waiver of the plea to the jurisdiction. *Durnford vs. Favreau.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 19 (1867).

1223. But where, instead of a plea to the jurisdiction, the defendant makes a motion to the same effect, the plea to the merits is a waiver of objection to the jurisdiction. *Durnford vs. Ste. Marie. Ibidem.*

PROCÉDURE :—

1224. Plea of *autrefois acquit.* Vide *Durnford vs. Cypiot.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 20 (1867).

1225. The use of the present tense *has*, instead of the past *had*, under certain circumtances is good ground for a demurrer. *Stephens vs. Hopkins.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 93 (1865).

1226. A demurrer to a declaration setting up a contract and (without asking that the contract be set aside) claiming more than was stipulated in the contract,—will be maintained. *Gough vs. Greaves.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 93 (1865).

1227. A plaintiff who in his declaration expressly declares " that the sum of money in the said promissory note specified is now wholly due and unpaid, " and who repeats it in his articulation of facts, cannot, under 12 Vic., c. 38, § 85, and 23 Vic., c. 57, § 37, in consequence of his failure to fyle an answer to defendant's plea, be held to have admitted that the note has been paid and discharged, as alleged by defendant's plea. *Lagrange et Carlisle.* Q. B., 8 L. C. J., p. 182 (1863).

1228. A plaintiff who has failed to fyle an answer to an affirmative plea is not, under 23 Vic., c. 57, in consequence of that failure, in the same position as he could have been if he had been formally foreclosed, under 12 Vic., c. 38, from answering such plea. *Ibidem.*

1229. Where a *quo warranto* is taken on the ground of an undue election as school commissioner, and the defendant pleads he was duly elected,—the plaintiff has a right to specify, in his special answers to the defendant's exception, the particular grounds of nullity of the election, if he has not specified them in his declaration. *Pacaud et Gagné.* Q. B., 17 L. C. R., p. 357 (1867).

1230. The issue is completed by declaration, exception and answer to exception, if the answer to exception be general. *Cochrane et al. vs. Bourne et al.* S. C., 13 L. C. J., p. 168 (1869).

1231. La contestation est liée par une réponse générale à une exception, et aucune réplique à cette réponse n'est recevable. *Hutchins et al. vs. Fraser et al.* C. R., 14 L. C. J., p. 280 (1870).

1232. Where a plaintiff gives notice of a motion to reject an exception *à la forme*, as not filed within the delay (Art. 1070, C. C. P.), and afterwards answers the exception by an answer in law and fact, without reserve

PROCÉDURE :—

of the motion, the answer is a waiver and *désistement* of the motion. *Copland et al. vs. Cauchon et al.* C. C., 14 L. C. J., p. 242 (1869).

1233. Une partie faisant défaut de produire une articulation de faits devra, même dans le cas où elle réussirait, supporter les frais de son enquête. *Atkinson vs. Noad.* C. S., 14 L. C. R., p. 159 (1863).

1234. L'articulation de faits suivante : " N'est-il pas vrai que les allégations, matières et choses énoncées dans la déclaration du demandeur sont vraies et bien fondées en fait, " sera rejetée avec dépens comme étant insuffisante et irrégulière. *Day vs. Hart.* C. S., 16 L. C. R., p. 397 (1866).

1235. A party will not be allowed to fyle an answer to an articulation of facts after the case has been inscribed for review by the opposite party. *Sicotte et al. vs. Reeves.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 107 (1865).

1236. The Court may discharge a *délibéré*, and order the case to be inscribed on the *rôle d'enquête*, for the purpose of allowing the plaintiff to complete his answers to interrogatories *sur faits et articles*, where the interrogatories have not been answered properly at first. *Jones et al. et Guyon dit Lemoine.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 16 (1866).

1237. Un délai de trois jours suffit pour l'inscription d'une cause sur le rôle d'enquête, si elle est faite dans un terme extraordinaire régulièrement fixé par la Cour. *Barthe vs. Champagne.* C. R., 2 R. L., p. 113 (1870).

1238. Where a party has inscribed a case generally on the merits, he cannot afterwards say that he only intended to inscribe it in part ; and final judgment on the whole case will not be disturbed. *Kathan vs. Kathan.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 107 (1865).

1239. In the case of a *saisie-arrêt* before judgment where an exception *à la forme* has been fyled against the *saisie*, and subsequent to the fyling of the exception a petition has been fyled contesting the validity of the *saisie*, in the manner provided for the contestation of writs of *capias*, the *enquête* of the petitioner on the petition may be proceeded with independently of the contestation on the exception *à la forme*. *The Quebec Bank vs. Steers et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 227 (1868).

1240. A declaration that plaintiff intends to make use of defendant's evidence, fyled after the defendant's *enquête* is closed, is fyled too late and will be struck

Procédure :—

from the fyles of the Court, on the defendant's motion (1863); but plaintiff, on special motion to that effect at any time before judgment, may fyle such a declaration (1864). *Beaudry vs. Ouimet et al.* S. C., 8 L. C. J., p. 126 and 127;—14 L. C. R., p. 107.

1241. La Cour, pour une cause suffisante, peut rayer une cause inscrite au rôle de droit pour audition au mérite, permettre de rouvrir l'enquête pour l'examen d'un témoin, et permettre au demandeur de produire sa déclaration qu'il entend se servir de la déposition du défendeur, bien qu'une déclaration à cet effet, faite antérieurement, ait été rejetée du dossier, sur motion du défendeur, comme irrégulièrement produite. *Beaudry vs. Ouimet et al.* C. S., 14 L. C. R., p. 449 (1864).

1242. Pour forcer la partie adverse à procéder à l'enquête *coram judice* il suffit de l'inscription au rôle d'enquête sans inscription au rôle de droit, même lorsque le défendeur a produit une défense en droit qui a été réservée pour adjudication en même temps que le fonds du litige. *Barthe vs. Champagne.* C. R., 2 R. L., p. 113 (1870).

1243. Il est à la discrétion de la Cour d'accorder ou non une motion du demandeur pour faire rejeter les défenses des défendeurs, syndics à la construction d'une église et sacristie, sur le principe qu'ils n'ont pas été autorisés par la paroisse à se défendre; et la Cour rejettera cette motion accompagnée de l'affidavit du demandeur qu'il n'a connu qu'après contestation liée tel défaut d'autorisation. *Ducharme vs. Morison et al.* C. S., 8 L. C. J., p. 160 (1864).

1244. Une motion pour faire rejeter une articulation de faits doit être présentée à l'enquête. *The Quebec Bank vs. Rolland et al.* C. S., 14 L. C. R., p. 95 (1863).

1245. A motion to reject evidence taken at *enquête* under reserve of objections, cannot be made till the final hearing of the cause. *Miller vs. Darling et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 111 (1869).

1246. Une motion faite par le défendeur, le jour de l'audition de la cause, pour le rejet hors du dossier de certains papiers produits par le demandeur avec sa déclaration, mais non mentionnés en icelle, sera rejetée comme faite en temps inopportun et couvrant par là l'irrégularité du demandeur, si irrégularité il y a. *Chèvrefils dit Belisle vs. Les Syndics de la Paroisse de Ste. Hélène.* C. S. (1869), et C. R. (1870), 2 R. L., p. 161.

PROCÉDURE :—

1247. Une motion pour faire rejeter du dossier un avis de plaider donné irrégulièrement sera renvoyée, tel avis n'étant pas un procédé qui affecte la cause ; et les procédés postérieurs à l'avis peuvent seuls affecter la cause. *Armstrong vs. Barthe.* 1 R. L., p. 49.

1248. A paper antedated and fyled on a different day from its date and after the proper delay, will be struck from the fyles of the Court, on motion supported by affidavit ;—and it is not necessary to inscribe *en faux* against the plumitif or register of papers fyled. *Beaudry vs. Ouimet et al.* S. C., 8 L. C. J., p. 126 ;—14 L. C. R., p. 107 (1863).

1249. Le défendeur peut se servir d'une simple requête à fin d'opposition, en dehors du terme, pour obtenir la nullité d'une saisie-arrêt avant jugement. *Maillou vs. Somerville.* C. C., 9 L. C. J., p. 80 (1864).

1250. Where a *capias ad respondendum* after judgment has issued, it is competent to a defendant on the merits of the cause, after fyling a plea to the merits, to disprove the allegations of the affidavit upon which the *capias* has issued. *Perry vs. Milne.* S. C., 8 L. C. J., p. 222 (1864).

1251. The Court has a discretionary power to give precedence to any particular case, notwithstanding 27-28 Vic., c. 39, s. 24, says : "the case shall be *heard in its order* on the first day in term on which it can be heard." *Attorney-General et The Grand Trunk RR. Co.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 38 (1865). Also *Cairns vs. Hall.* C. R. *Ibidem*

1252. While the record in a cause is before the Court of Review for the purpose of obtaining the revision of a judgment of the Superior Court, no proceeding in the cause can be taken in the Superior Court. *Meigs et al. vs. Aiken aliàs Curtis.* S. C., 14 L. C. J., p. 84 (1869).

PROHIBITION :—**1253.** Un bref de prohibition adressé à une Corporation doit l'être à elle-même en son nom corporatif, et non pas aux officiers publics qui la composent ni à chacun d'eux. *Landry vs. Mignault et al.* C. R., 13 L. C. J., p. 325 (1869).

1254. Un corps municipal qui a droit d'émaner des saisies pour taxes et cotisations est un tribunal inférieur auquel un bref de prohibition peut être adressé pour excès de juridiction ; mais un contribuable ainsi saisi ne peut obtenir tel bref en alléguant que la Corporation

PROHIBITION :—
lui est endettée pour un montant plus élevé que celui qu'il doit et qu'il y a compensation,—parce que le maire peut émaner une saisie lorsque le rôle de perception homologué constate que les cotisations sont dues par le contribuable, et il faut que l'excès de juridiction apparaisse à la face même des procédés pour donner droit à tel bref. Ex parte *Armstrong.* 1 R. L., p. 48.

1255. A writ of prohibition cannot issue to commissioners appointed by the Montreal Corporation for the expropriation of property, at least before their report has come before the Court for adjudication thereon. *Drummond vs. Comte et al.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 100 (1865).

PROMESSE DE MARIAGE :—**1256.** L'inconduite d'une fille majeure après qu'un homme lui a fait une promesse de mariage suffit pour justifier celui-ci de ne pas accomplir sa promesse. *Poissant et Barrette.* Q. B., 15 L. C. R., p. 51 (1864).

1257. An action lies for damages for breach of promise of marriage. *Grange vs. Benning.* C. R., 13 L. C. J., p. 126 (1868). Confirmed in Appeal. 14 L. C. J., p. 284 (1870).

1258. In such an action, the *préjudice moral* caused to the plaintiff may be regarded. *Grange vs. Benning.* C. S., 13 L. C. J., p. 290 ;—1 R. L., p. 436 (1869).

PROMESSE DE VENTE :—**1259.** Pour que l'inexécution d'une promesse de vente donne droit à des dommages, il faut qu'elle ait été rédigée par écrit, ou que le défendeur l'admette clairement. *Gagnon vs. Fecteau.* C. C., 15 L. C. R., p. 89 (1865).

1260. " Promesse de vente avec tradition et possession actuelle équivaut à vente " signifie que le promettant est lié à passer titre à l'autre partie si celle-ci remplit les conditions stipulées, mais ne dépouille pas le promettant de tout droit de propriété, pour transporter à l'autre partie une propriété parfaite. *Renaud vs. Arcand et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 102 (1869).

1261. Celui qui a obtenu une promesse de vente de l'agent régulièrement reconnu d'une compagnie faisant le commerce de terres, et qui a pris possession du terrain, ne peut être dépossédé par la compagnie. *Dubrule et Lafontaine.* Q. B., 1 R. L., p. 709 (1868).

PROPRIÉTAIRE RIVERAIN :—**1262.** The riparian proprietors on adjacent lots, but holding under the same original title, may make such compacts or stipulations with respect to

PROPRIÉTAIRE RIVERAIN :—

the use of the water of the stream or river flowing along their properties respectively as they may think proper. *Hamel et al. vs. The Mayor, etc., of Quebec.* C. R., 16 L. C. R., p. 129 (1865).

1263. The natural use of flowing water, under the common law, cannot be restricted by artificial means, or by the agreements or stipulations of riparian neighbours. *Ibidem.*

PROTÊT :—**1264.** Un contribuable qui a protesté une Corporation pour l'obliger à exécuter certains travaux exigés d'elle par un procès-verbal, a droit à des dommages pour la négligence de la Corporation à faire ces travaux, et de se faire rembourser par elle le coût de ces protêts. *Lecours vs. La Corporation, etc., de St. Laurent.* C. R., 10 L. C. J., p. 82 ;—1 L. C. L. J., p. 106 (1865).

QUO WARRANTO :—**1265.** To entitle a party to the issuing of a writ in the nature of a *quo warranto*, a *primâ facie* case must be made out on affidavit. *Gibb vs. Poston.* S. C., 16 L. C. R., p. 257 (1866).

1266. Un bref de la nature d'un *quo warranto* émanant en vertu du c. 88, S. R. B. C., doit être adressé à un huissier de la Cour Supérieure pour être signifié, et non au défendeur dans la cause. *Henry vs. Simard.* C. S., 16 L. C. R., p. 273 ;—17 L. C. R., p. 77 (1866).

1267. En matière de *quo warranto*, il n'y a pas d'appel au Conseil Privé. *Pacaud et Gagné.* Q. B., 17 L. C. R., p. 357 (1867).

RAPPORT DE DISTRIBUTION :—**1268.** La contestation d'un rapport de distribution et d'une collocation est de la nature d'une défense en droit, qui ne permet de s'enquérir d'aucun fait, et si la contestation repose sur des questions de fait, la partie contestante aurait dû plaider à l'opposition du colloqué. *Dorion vs. Grant.* C. S., 14 L. C. R., p. 227 (1864).

1269. Chirographary creditors have the right to contest the distribution of the proceeds of immoveables against hypothecary creditors when the latter are erroneously and wrongfully collocated to their prejudice. *Larivière et Whyte.* S. C., 11 L. C. J., p. 265 ;—4 L. C. L. J., p. 42 (1867).

1270. A party contesting a judgment of distribution is like a plaintiff, and therefore the party collocated has a right to fyle an answer in writing to the contestation and must be put in default to do so by a regular demand

of an answer ; and where the party collocated is represented by attorney, the inscription of the cause for hearing on the merits by the contestant must be served upon the attorney. *The Trust and Loan Co. of Upper Canada vs. Barlow et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 278 (1868).

1271. Les frais de contestation d'une créance colloquée, bien que payée avant la vente de l'immeuble, doivent être payés sur la masse, si le créancier déclare qu'il a été colloqué à son insu et qu'il admet la contestation ; et s'il y a plus d'une contestation de la même créance ainsi colloquée, les frais d'une seule contestation seront pris sur la masse et partagés également, après avoir été taxés par le protonotaire. *Cournoyer vs. Plante.* C. S., 1 R. L., p. 38.

1272. Any report of distribution homologated by the prothonotary in accordance with the provisions of 23 Vic., c. 57, s. 32, may be reviewed before three judges under the Act 27-28 Vic., c. 39, s. 20. *The Eastern Townships Bank vs. Pacaud.* C. R., 9 L. C. J., p. 156 (1864).

1273. Lorsque des hypothèques affectent plusieurs immeubles dont les deniers sont à distribuer en même temps, et que d'autres affectent seulement quelques-uns de ces immeubles, les hypothèques générales doivent se répartir proportionnellement sur le produit des immeubles affectés ou sur la balance qui en reste à distribuer, et alors la masse des créanciers, et non pas les créanciers hypothécaires non payés, doit profiter de la balance du prix de vente d'un des immeubles qui se trouve dégagé par suite de cette division de l'hypothèque générale ; en d'autres termes, les créanciers hypothécaires ne doivent être colloqués que sur le produit net provenant des propriétés spécialement hypothéquées en leur faveur. *Larivière et Whyte.* C. S., 11 L. C. J., p. 265 (1867).

1274. A report of distribution is irregular, which does not shew what part of the costs each lot sold is to bear ; and the Court may proceed, in review, and, without further formality, make a distribution of the monies levied. *Eastern Townships Bank vs. Pacaud.* C. R., 17 L. C. R., p. 126 (1864). Held in Appeal that no collocation can be homologated, without having been previously contained in a report of distribution, regularly made and fyled, so as to enable the parties in the

RAPPORT DE DISTRIBUTION :—

cause to contest it; and that after a report of distribution has been rejected, a new one must be prepared in conformity with the judgment setting it aside. *Ibidem*;—2 L. C. L. J., p. 270 (1866).

1275. Il y a lieu à révision et à appel de l'homologation d'un rapport de distribution, lors même qu'il n'a pas été contesté. *Eastern Townships Bank et Pacaud.* Q. B., 17 L. C. R., p. 126;—2 L. C. L. J., p. 270 (1866).

1276. Les deniers saisis, sur un jugement et en vertu d'un bref d'exécution de nos cours de justice, entre les mains de tierces personnes résidant dans la province, les dits deniers appartenant à un défendeur insolvable d'après la loi des Etats-Unis et dont les biens sont en liquidation aux Etats-Unis, doivent être distribués suivant nos lois et non suivant celles des Etats-Unis. *The Canadian Inland Steam Navigation Co. vs. The Columbian Insurance Co. of New-York.* C. R., 1 R. L., p. 190 (1869).

1277. Le créancier qui a une hypothèque spéciale sur l'immeuble vendu par décret, a le droit de demander d'être colloqué jusqu'à concurrence du montant prélevé, de préférence à un créancier antérieur ayant une hypothèque spéciale sur d'autres biens non encore saisis ou vendus,—en par lui donnant caution de rapporter le montant pour lequel il sera ainsi colloqué dans le cas où les immeubles non encore saisis ou vendus seraient insuffisants pour payer et satisfaire en entier la créance de ce créancier antérieur. *Delagrave vs. Dessaulles.* C. S., 9 L. C. J., p. 89 (1865).

RÉBELLION A JUSTICE :—**1278.** A *contrainte par corps* may issue upon the return of the sheriff against the debtor refusing to open his doors to the sheriff charged with a writ of execution against him for the purpose of effecting the sale of his goods and chattels. *Massue vs. Crébassa.* S. C., 8 L. C. J., p. 122 (1864). Confirmed in Appeal, 2 L. C. L. J., p. 22 (1866).

1279. Lorsqu'un défendeur contre qui émane une saisie-exécution barricade sa porte et soustrait les effets saisis, pendant que l'huissier procède à les porter sur son procès-verbal, et use de violence envers l'huissier pour faire cette soustraction, il n'est pas coupable de rébellion à justice et ne peut être déclaré en mépris de cour ni condamné à l'emprisonnement, mais seulement aux frais de la règle prise contre lui, et l'huissier doit procéder de nouveau à la saisie et vente des effets du défendeur. *Terroux vs. Dupont.* C. C., 10 L. C. J., p. 143 (1866).

RÉBELLION A JUSTICE :—

1280. Where a defendant in a case of *saisie-revnedication* refuses to open his doors, the judge may, upon a return of the seizing bailiff to that effect, on the petition of the plaintiff, order the opening to be effected by all necessary means, in the presence of two witnesses, and with such force as may be required. *Moreau vs. Mathewson et al.* C. C., 12 L. C. J., p. 285 (1868).

RECEL :—**1281.** The word of the statute *secreting* does not simply mean hiding; the french expression *détourner* comes nearer it. *Secreting* means placing property out of the reach of creditors to prevent them from getting their rights, making their position different from what the law makes it. *Molson's Bank vs. Leslie et al.* S. C., 8 L. C. J., p. 8 (1863).

1282. A fraudulent preference given by a debtor to one of his creditors by selling him goods as security for a debt, is not a secreting and does not constitute sufficient ground for a *capias*. *Gault vs. Donelly.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 119 (1866). Confirmed in Appeal. 3 L. C. L. J., p. 56 (1867).

1283. Where a trading partnership obtains advances from a Bank, under an agreement that the moneys derived from the sale of hemlock bark extract manufactured by the partnership should go in liquidation of the debt of the Bank, and the partnership, while in a state of insolvency and largely indebted to the Bank, sells a quantity of bark extract and applies the proceeds to the payment of other debts, such an act does not amount to secretion; and there cannot be constructive secretion. *The Quebec Bank vs. Steers et al.* C. R., 13 L. C. J., p. 75;—1 R. L., p. 85 (1869).

RECORD :—**1284.** Sur une règle prise contre les greffiers pour mépris de Cour, à raison de la non-production d'un dossier qui est égaré, les parties sont tenues de se purger par serment sur les faits reprochés aux greffiers. *Morgan vs. Valois.* C. C., 9 L. C. J., p. 169 (1865).

1285. If the return of service is found defective by the Court, the record will be ordered to be remitted to the Court below, that the parties might be heard on the point raised by the Court. *Woodman et Génier.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 200 (1866).

REÇU :—**1286.** Receipts are by no means conclusive evidence; they constitute *primâ facie* evidence, but it is competent for the parties to prove that the money was not received. *Morin vs. Meunier.* S. C., 4 L. C. L. J., p. 14 (1867).

Reçu d'entrepôt :—**1287.** A loan by a banking institution to a warehouseman may be secured by the warehouseman granting a warehouse receipt, without endorsement, for goods in his possession belonging to himself. *The Molson's Bank vs. Janes et al.* C. R., 9 L. C. J., p. 81 (1864).

1288. A., the holder of a receipt by which B. declared he held in trust for A. 200 tons of coal and would sell the same accounting for the proceeds and acknowledging himself to be bailee of said coal for A., cannot transfer the said receipt without endorsement. *Baile vs. Whyte.* C. R., 13 L. C. J., p. 130 (1868).

Recorder :—**1289.** Un réglement du Conseil-de-Ville qui accorde un pouvoir discrétionnaire au Recorder est mauvais, si le statut sur lequel ce réglement est basé ne donne pouvoir discrétionnaire qu'au Conseil qui fait le réglement. Ex parte *Marry et Sexton.* C. S., 14 L. C. J., p. 163 ;—2 R. L., p. 188 (1869).

Récusation :—**1290.** The fact that a judge is one of several persons formerly associated together in a commercial enterprise to build a bridge, and who had not registered the partnership, does not disqualify him from judging in an action *qui tam*, for penalty, instituted against certain of these persons, for failure to register such partnership. *Leclerc vs. Bilodeau.* C. C., 12 L. C. J., p. 20 ;—4 L. C. L. J., p. 42 (1867).

1291. A judge having, in another Court, in similar suit, between the same parties expressed his opinion and delivered judgment in accordance therewith upon the pretensions of the parties. which pretensions were to be urged before the Court of Queen's Bench, should refrain from sitting in the cause. *Hall et Brigham.* Q. B., 13 L. C. J., p. 252 (1869).

1292. A judge who has rendered judgment in a case of contempt of Court, is not subject to be recused in any subsequent proceedings in the same cause, even where he was the complainant in the cause. *Ramsay et Regina.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 231 (1867).

Registrateur :—**1293.** A registrar giving a certificate of the registration in his office of an obligation to the effect that three lots in another registration district are hypothecated for the amount of the obligation, omitting to state that certain lots, within his own district, are also hypothecated for the same debt, is liable in damages to a purchaser of the lots last referred to, to the extent of the amount of the *hypothèque* existing on these lots. *Dorion vs. Robertson.* S. C., 15 L. C. R., p. 459 (1865).

REGISTRATEUR :—

1294. And such purchaser, when sued hypothecarily for the amount of the said *hypothèque,* has a right to bring an action *en garantie* against the registrar and to be held harmless against the *hypothèque*, and to recover the costs of the hypothecary action, as well as of the action *en garantie. Ibidem.*

1295. And, if sued in damages, the registrar cannot claim the six months prescription established by c. 101, C. S. L. C. *Ibidem.*

1296. Un registrateur qui refuse de délivrer un acte enregistré à son bureau peut y être forcé par bref de *mandamus* ; le registrateur, si on lui offre les honoraires auxquels il a droit, ne peut retenir des papiers sous prétexte que les honoraires qu'il réclame—dûs même relativement à d'autres vacations—n'ont pas été payés. Si le registrateur a reçu les papiers sans exiger d'avance son honoraire, il ne le peut ensuite que lorsque l'ouvrage est fait. *Doutre vs. Gagnier.* C. R., 13 L. C. J., p. 305;—1 R. L., p. 439 (1869).

REGISTRES :—**1297**. Un actionnaire ne peut exiger qu'on le laisse consulter les registres des lettres reçues et expédiées par la compagnie, lorsque des ordres contraires ont été donnés par les directeurs. *Murphy vs. La Compagnie des Remorqueurs du St. Laurent.* C. C., 16 L. C. R., p. 300 (1866).

RÉINTÉGRANDE :—**1298.** Dans un partage de fief, avec stipulation que les revenus d'un moulin construit sur la part d'un des co-partageants se partageraient suivant leurs parts respectives jusqu'à ce que le propriétaire du fonds eût remboursé à son co-partageant la valeur de sa part dans le dit moulin,—ce dernier peut prendre une action en réintégrande pour être remis en possession de son droit de percevoir sa part des revenus du moulin, si le propriétaire du fonds ne lui rembourse pas la valeur de sa part du moulin. *DeBellefeuille et al. et Globensky.* Q. B., 14 L. C. R., p. 260 (1864).

RENONCIATION :—**1299**. La renonciation de la femme à ses droits et reprises matrimoniales en faveur d'un créancier de son mari n'est pas un cautionnement, et par conséquent elle est valide. *Armstrong vs. Rolston.* C. S., 9 L. C. J., p. 16 (1864).

1300. Les renonciations par les enfans aux successions futures de leurs parents, valables et présumées faites pour l'avantage des autres héritiers, lient les renon-

RENONCIATION :—
çants. *Crevier dit Bellerive et al. et Rocheleau et al.* Q. B., 16 L. C. R., p. 328 (1866).

1301. En général, les renonciations aux successions futures de personnes vivantes sont inefficaces, si ce n'est dans les contrats de mariage. *Ibidem.*

RENTE CONSTITUÉE :—**1302**. Le créancier d'une rente constituée ne peut en demander le remboursement à raison de ce qu'une autre rente constituée qui lui est hypothéquée est remboursée à son débiteur par suite du décret forcé de la propriété sur laquelle est assise cette dernière rente,—s'il a d'ailleurs d'autres hypothèques suffisantes pour assurer la prestation de sa rente. *Laframboise et al. vs. Berthelet.* Q. B., 9 L. C. J., p. 89 (1849).

1303. The amount of a constituted rent established by the schedule of a seigniory cannot be contested after its completion, and the schedule proves not only the amount of the constituted rent, but also, in the absence of other proof, the amount of the *cens et rentes* which it replaces. *Rieutord vs. Ginnis.* C. C., 9 L. C. J., p. 109 (1864).

1304. Vide *Lalonde et Brunet.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 18 (1866).

RENTE VIAGÈRE :—**1305**. La valeur d'une rente viagère ne doit pas être capitalisée en la multipliant par dix ans, mais doit être réglée sur la valeur de la vie du donateur, évaluation qui sera faite par la Cour sur les calculs des compagnies d'assurance sur la vie, sans expertise ; et quoique ces calculs des compagnies d'assurance ne soient ni produits ni prouvés, la réclamation d'un opposant pour rente viagère sera réduite d'après cette échelle, avec dépens contre l'opposant. *Collette vs. Lefebvre.* C. S., 8 L. C. J., p. 128 (1864).

1306. The mode of ascertaining the probable life-time of a *rentier*, opposing the distribution of money, proceeds of property sold, will be by an *expertise* of medical men. *Tremblay vs. Vadeboncœur.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 109 (1865).

1307. Dans une poursuite pour arrérages de rente viagère créée par une donation faite le 3, et enregistrée le 5 mai 1843, le demandeur ne peut réclamer hypothécairement au delà de cinq ans d'arrérages et l'année courante sans avoir fait enregistrer un sommaire de ces arrérages. *Desjardins vs. Prévost.* C. S., 15 L. C. R., p. 132 (1864).

REPRISE D'INSTANCE :—**1308**. Une demande en reprise d'instance de la part de quelqu'un tenu de reprendre l'instance, doit se faire par requête ou motion, et non par une action contre l'autre partie. *Côté et Mâsse et al.* Q. B., 16 L. C. R, p. 138 (1865).

1309. Lorsqu'une des parties à un procès devient insolvable dans le cours de l'instance, l'autre partie peut, sur motion, obtenir que tous les procédés soient suspendus jusqu'à ce que le syndic reprenne l'instance. *Burland et Larocque.* Q. B., 12 L. C. J., p. 292 (1867).

REQUÊTE CIVILE :—**1310**. La requête civile est encore en force dans le Bas-Canada. *Maguire vs. Stride.* C. C., 14 L. C. R., p. 105 (1864).

1311. Les moyens qui pourraient être opposés à une action ou à une opposition par une exception à la forme, peuvent l'être à une requête civile par une simple motion. *Ibidem.*

1312. La signification d'une requête civile doit être faite à la partie qui a intérêt à la contester. *Ibidem.*

1313. La permission de la Cour est nécessaire pour la production d'une requête civile. *Ibidem.*

1314. Une requête civile peut être accordée [illegible]ar le protonotaire en vacance, en l'absence du juge résidant dans le district. *Lambert vs. Gaucin.* 1 R. L., p. 47.

1315. Une motion pour la faire rejeter sur le principe que les raisons de la requête sont insuffisantes, sera rejetée, un tel moyen ne pouvant être invoqué que par une défense en droit. *Ibidem.*

1316. Une opposition de la nature d'une requête civile ne peut être considérée comme une requête civile que si elle est ainsi appelée et si l'opposant observe les formalités particulières à la requête civile, et le mot requête civile est sacramentel dans tel procédé. *Bilodeau vs. Martin.* C. C., 14 L. C. R., p. 205 (1864).

RÉVISION :—**1317**. Il n'y a pas lieu à révision d'un jugement rendu sur une demande pour un bref de *certiorari*, [illegible] seules causes sujettes à révision étant celles qui sont a[illegible]lables à la Cour du Banc de la Reine. Ex parte *Spe[illegible]n.* C. R, 10 L. C. J., p. 81 ;—1 L. C. L. J., p. 115 (1866).

1318. Mais il a été jugé, dans Ex parte *Beauparlant*, qu'il y a lieu à révision d'un jugement rendu sur une demande ou motion pour un bref de *certiorari*, et si, en révision, le jugement refusant le bref est jugé valable, il sera confirmé avec dépens. C. R., 10 L. C. J., p. 102 (1865).

RÉVISION :—

1319. A final judgment rendered by a judge dismissing a writ of attachment issued under the Insolvent Act of 1864, ss. 6, s. 3, is subject to review under the provisions of 27-28 Vic., c. 39, s. 20. *Johnston et al. vs. Kelly.* C. R., 9 L. C. J., p. 156 ;—1 L. C. L. J., p. 64 (1865).

1320. Il n'y a pas lieu à révision d'un jugement rendu par la Cour de Circuit sur appel d'une conviction par un juge de paix en vertu de l'Acte d'Agriculture, les causes sujettes à révision étant celles seulement qui sont sujettes à appel devant la Cour du Banc de la Reine. *Guévremont vs. Plante.* C. R., 10 L. C. J., p. 110 ;—1 L. C. L. J., p. 115 (1866).

1321. Interlocutory judgments subject to appeal can alone be inscribed for review. *Young vs. Baldwin.* C. R., 16 L. C. R., p. 242 (1865).

1322. Il n'y a pas d'appel à la Cour de Révision d'un jugement taxant un mémoire de frais à une somme de moins de £25. *Brown et Lowry.* Q. B., 16 L. C. R., p. 410 (1866).

1323. Cases not susceptible of appeal to the Queen's Bench cannot be reviewed by the Superior Court. *Taylor vs. Mullin.* C. R., 11 L. C. J., p. 48 ;—2 L. C. L. J., p. 200 (1866).

1324. Un jugement de la Cour Supérieure expulsant une personne d'une fonction publique n'est pas susceptible de révision. *Taylor vs. Mullin.* C. R. (1866), et Q. B. (1867), 17 L. C. R., p. 397-8 ;—2 L. C. L. J., p. 200.

1325. There is no appeal to the Court of Review, from a decision of the Superior Court, in matters relating to municipal Corporations and offices. Ex parte *Beaudry et Workman.* C. R., 12 L. C. J., p. 214 ;—4 L. C. L. J., p. 59 (1868).

1326. The Superior Court has no jurisdiction in revision of an interlocutory judgment which is not appealable. *Beaudry vs. Workman.* C. R., 12 L. C. J., p. 219 (1868).

1327. Lorsque le montant d'un jugement n'excède pas $100, et que le demandeur y acquiesce, le défendeur ne peut porter la cause en révision, quoique le montant demandé par l'action excède $100. *Lefebvre vs. Murdoch.* C. R., 13 L. C. J., p. 328 (1869).

1328. La Cour de Révision n'a pas juridiction pour reviser la taxe d'un mémoire de frais de révision. *Belleisle vs. Lyman et al.* C. R., 14 L. C. J., p. 137 ;—2 R. L., p. 185 (1870).

RÉVISION :—

1329. There is no right of revision with respect to a judgment under the Municipal Act of Lower Canada. *Taylor vs. Mullin.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 200 (1866).

1330. 27-28 Vic., c. 39, does not give a right of revision of judgments under the Municipal Act. *Dubord vs. Lanctôt.* C. R., 3 L. C. L. J., p. 63 (1867)

1331. Si le délai de huit jours exigé par la 27-28 Vic., c. 39, s. 21, pour l'inscription des causes en révision, expire un dimanche ou jour férié, alors elle pourra être faite le jour juridique suivant, et il n'est pas nécessaire que la signification de cette inscription soit personnelle. *Scatcherd vs. Allan.* C. R., 10 L. C. J., p. 201;—1 L. C. L. J., p. 96 (1865).

1332. Where a party inscribes a cause for review and fails to file the factum required by the rules of practice and to shew cause why the inscription should not be set aside, such inscription will be discharged and the case remitted to the Court below. *Ellis vs. Gould.* C. R., 16 L. C. R., p. 168 (1865).

1333. An inscription for review and deposit made on the eighth day after a judgment is sufficient, though notice thereof be only given on the following day. *Jacques vs. Lussier.* C. R., 12 L. C. J., p. 215 (1868).

1334. The delay of eight days for fyling an inscription in Review (27-28 Vic., c. 39, s. 21), does not run during the vacation of July and August. *Whalley vs. Kennedy.* C. R., 12 L. C. J., p. 225 (1868).

1335. The delays fixed by C. C. P., Art. 497-8, for inscribing in review are not suspended by the vacation (overruling *Whalley vs. Kennedy*). *Fournier vs. Ledoux.* C. R., 13 L. C. J., p. 332 (1869).

1336. Il n'est pas nécessaire que l'inscription en révision soit signifiée à l'avocat personnellement. *Duvernay vs. La Corporation de St. Barthélemy.* Q. B., 1 R. L. p. 714 (1868).

1337. An inscription for review, in an action under the Lessors and Lessees' Act, in which the pleadings do not, by the amount of rent, or annual value, show any jurisdiction in the Court of Review, will on motion of the respondent be discharged and the appeal dismissed. *Robinson et al. vs. Watson.* C. R., 12 L. C. J., p. 215 (1868).

1338. The defendant in a case in which judgment has been rendered against him in vacation, may consider the judgment as final, and inscribe the case for review

Révision :—

without having put in an opposition, or having waited till the delay for doing so has expired. *Duvernay vs. Corporation, etc., of St. Barthélemy.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 108 (1865).

1339. Dans une action en dommages concluant au paiement d'une certaine somme et à l'exécution de certains travaux pour prévenir des dommages à l'avenir, le dépôt de $20 pour inscrire en révision suffit, l'action n'étant pas une action réelle. *Dessaint dit St. Pierre vs. The Grand Trunk R. R. Co. of Canada.* C. R., 16 L. C. R., p. 49 (1865).

1340. Dans une action hypothécaire dont le montant n'excède pas $400, le dépôt requis sur l'inscription pour révision n'est que de $20. *Forsyth et al. vs. Charlebois.* C. R., 13 L. C. J., p. 328 (1869).

1341. The prothonotary may refuse, though both parties consent, to receive an inscription for revision without the deposit, as he is by law liable for the deposit and the law says that the deposit must be made. *Loiselle et al. vs. Loiselle.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 37 (1866).

1342. The deposit in the Court of Review will not be paid over to the successful party, when an appeal is taken from the decision in review. *Ryland vs. Routh.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 44 (1866).

1343. Le protonotaire est tenu de mettre une cause sur le rôle pour audition en révision à la demande de la partie qui a payé tous les dépôts exigés d'elle par la loi et le tarif, nonobstant que l'autre partie soit en défaut de payer ce que la loi et le tarif exigent d'elle. *Leprohon vs. Crébassa.* C. R., 14 L. C. J., p. 55 (1869).

1344. It is not necessary for the party appealing to state that he has been aggrieved by the judgment of the original Court, the fact being sufficiently shewn by his asking for revision. *Hart vs. Alie.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 64 (1865).

Révocation :—**1345.** A deed must stand unrevoked and good and valid in law until revoked upon a demand in rescision against all the parties thereto formed within ten years. *Sykes et Shaw et al.* Q. B., 9 L. C. J., p. 141 ;—15 L. C. R., p. 304 (1864).

Rivières navigables :—**1346.** Les rivières navigables et flottables, appartenant au domaine public, ne peuvent servir à un usage privé qui gêne l'usage public ; les constructions ne sont permises de droit que sur les cours d'eau

RIVIÈRES NAVIGABLES :—
non-navigables et non-flottables ; pour en faire sur les rivières navigables et flottables, il faut l'autorisation de l'autorité compétente, et même avec cette autorisation ces constructions ne doivent gêner ni la navigation ni le flottage. *Béliveau et al. vs. Levasseur et vir.* C. S., 1 R. L., p. 720.

RUES :—**1347.** A strip of ground used for upwards of thirty years as a public lane or street will be held to be such, though no title or *procès-verbal* establishes that it is public property, and a neighbouring proprietor whose access thereto has been prevented by a fence or other obstruction erected by another neighbouring proprietor, has a right of action to compel the removal of such fence or obstruction. *Johnson et al. et Archambault.* Q. B., 8 L. C. J., p. 317 ;—14 L. C. R., p. 222 (1864).

SAISIE-ARRÊT APRÈS JUGEMENT :—**1348.** En vertu de la s. 153, c. 83, S. R. B. C., un témoin peut faire émaner une saisie-arrêt en main-tierce pour le montant de sa taxe. *De Beaumont vs. Papineau.* C. S., 11 L. C. J., p. 49 (1866).

1349. In the case of a *saisie-arrêt en main-tierce*, where the seizure in the hands of the *tiers-saisi* is made *corporeally*, the seizure is null, but an intervening party cannot, by motion made immediately after he is allowed to intervene, and before any issue is joined on the intervention, claim the quashing of the seizure. *Fleck et Brown.* Q. B., 9 L. C. J., p. 216 ;—15 L. C. R., p. 416 ;—1 L. C. L. J., p. 32 (1865).

1350. A writ of *saisie-arrêt après jugement* should be addressed to the sheriff of the district in which it is to be executed, being the district where the judgment was rendered, and not to a bailiff. *Ryland vs. Delisle.* S. C., 14 L. C. J., p. 17 (1869).

SAISIE-ARRÊT AVANT JUGEMENT :—**1351.** Whether the person doing the last repairs to a ship be the *dernier équipeur* meant by C. S. L. C., c. 83, s. 46, or not, he cannot obtain process of attachment before judgment without the affidavit required by that section. *Plante vs. Clarke.* C. C., 17 L. C. R., p. 75 (1866).

1352. Egan and Moffatt having been in copartnership, under the firm of Wm. Moffatt and Co., and Egan having subsequently entered into copartnership with other parties under the firm of John Egan and Co., by an agreement in July 1855, Moffatt agreed with John Egan and Co. to assume all the liabilities of Wm. Moffatt and Co.,

SAISIE-ARRÊT AVANT JUGEMENT :—

to pay the sum due Egan and Co. in four installments, and to give security, on condition that he should be allowed to cut timber on certain timber limits of Egan and Co. He subsequently cut timber without giving security, and the timber was transferred to the firm of Symes and Co., which had made advances to him. Moffatt paid Egan and Co. the first installment of the above mentioned debt by two notes, one for £1500, which Egan and Co. paid away to a third party, and one for £800, which Egan and Co. placed to the credit of Wm. Moffatt and Co.—Egan and Co. having, by *saisie-arrêt* before judgment, seized the timber cut as in the possession of Moffatt, and having sued for the whole debt,—*held :*

1o. That Egan and Co., having paid away the note for £1500 to a third party, could not sue for the debt for which it was given till they produced the note.

2o. That Egan and Co., having carried the note for £800 to the credit of Wm. Moffatt and Co., could not withdraw it from that account without the consent of Moffatt.

3o. That the plaintiffs, not having alleged the insolvency of Moffatt in their declaration, could not base a right to sue for the whole of the debt on such insolvency, and that the allegation of his insolvency in their special answer could not avail to supply the deficiency in the declaration.

4o. That the right to sue for the whole of the debt could not be based on the alleged fraud of the defendant in transferring the timber to Symes and Co., unless such fraud had been alleged in the declaration, the allegation of fraud in the affidavit alone being insufficient. *Gibson et al. et Moffatt.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 60 (1866).

1353. A seizure made by a bailiff, out of his district under a writ of *arrêt simple*, directed to be executed in said district " or on the confines thereof," is null, the Clerk having no power to add these words to the usual form, and there being then nothing in the writ to justify a seizure in another district. *Howe vs. Moore.* C. C., 17 L. C. R., p. 78 (1866).

1354. The omission of the words *before me* or *us*, as the case may be, in the jurat of an affidavit for attachment against goods, sworn to before the Prothonotary, is a fatal irregularity, and a writ of attachment before

SAISIE-ARRÊT AVANT JUGEMENT :—

judgment issued on such an affidavit will be quashed upon motion. *Heugh et al. et Ross et al.* Q. B., 8 L. C. J., p. 96 ;—14 L. C. R., p. 429 (1864).

1355. Dans un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement, le déposant doit jurer qu'il est informé d'une manière croyable, a toute raison de croire et croit vraiment en sa conscience que le défendeur est sur le point de laisser, etc., et la formule du statut doit être strictement suivie, sous peine de nullité. *Jobin vs. Symmons.* C. C., 14 L. C. R., p. 14 (1863).

1356. An affidavit for attachment, in which deponent swears that without the benefit of a writ of *arrêt simple* the plaintiff *may* lose his debt, is sufficient. *Sharples et al. vs. Rosa.* S. C., 17 L. C. R., p. 39 (1867).

1357. The words " *may* be deprived of his remedy and *may* lose his debt and sustain damage " in an affidavit for an attachment before judgment, are insufficient to justify the issuing of the writ of *saisie-arrêt. Ferres vs. Rutherford et al.* S. C., 9 L. C. J., p. 102 (1864).

1358. Un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement dans une action pour argent payé, prêté et avancé au défendeur, ne vaut qu'en autant qu'il y est distinctement allégué que l'argent a été ainsi payé, etc., pour l'usage du défendeur et à sa demande. *Maguire vs. Link.* C. S., 16 L. C. R., p. 372 (1865).

1359. Lorsqu'un affidavit pour saisie-arrêt embrasse plusieurs causes d'action et que l'une d'elles n'est pas suffisamment énoncée, tout l'affidavit est vicié. *Maguire vs. Link.* C. S., 16 L. C. R., p. 372 (1865).

1360. L'art. 834 du C. P. C. n'a pas changé la loi relativement à l'affidavit requis pour saisie-arrêt avant jugement ; il suffit que l'affidavit énonce que le défendeur est sur le point de quitter le Bas-Canada ou cette Province, dans l'intention de frauder, etc., et il n'est pas nécessaire d'y dire " la ci-devant Province du Canada." *Beaulieu vs. Linklater.* C. C., 17 L. C. R., p. 40[illegible] (1867). *Cook vs. Millar et al.* C. S., *Ibidem*, p. 40[illegible] (1867).

1361. In the case of an attachment before judgment *en mains-tierces,* the omission to state in the affidavit that the defendant is *personally* indebted to the plaintiff, and to state also the cause of debt, and that the defendant hath or had an intent to defraud his creditors

SAIRIE-ARRÊT AVANT JUGEMENT :— and the plaintiff in particular, is fatal, and the attachment in such case will be quashed on motion. *Lynch vs. Ellice.* C. R., 12 L. C. J., p. 209 (1867).

1362. An affidavit affirming, after setting out the indebtedness of defendant, " that the deponent is credibly informed and hath every reason to believe, and doth verily and in his conscience believe " that defendant is secreting, etc., with the grounds of belief, is sufficient to obtain a warrant of attachment before judgment, and the omission of the word *verily* in the conclusion of the affidavit " doth verily believe that without a warrant of attachment," etc., is not fatal. *Clément vs. Moore.* S. C., 13 L. C. J., p. 163 (1869).

1363. If it is contended that the affidavit upon which a *saisie-arrêt* before judgment has issued is false, the proper mode in which to traverse the affidavit and procure the annulling of the attachment is by an *exception à la forme.* (*) *Leslie et al. et Molson's Bank.* Q. B., 8 L. C. J., p. 1 (1861). Also *Chapman vs. Nimmo.* S. C., 8 L. C. J., p. 42 (1863).

1364. Une saisie-arrêt avant jugement peut être attaquée par une défense au fonds. *Rodden vs. Ollier.* C. C., 8 L. C. J., p. 134 (1864).

1365. The allegations contained in an affidavit upon which a *saisie-arrêt* before judgment has issued may be denied by an exception *à laforme. Giroux vs. Gareau.* S. C., 8 L. C. J., p. 164 ;—14 L. C. R., p. 447 (1864).

1366. La vérité des faits énoncés dans un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement ne peut être attaquée par une exception à la forme. *Asselin vs. Kemp.* C. C., 15 L. C. R., p. 191 (1864).

1367. Vide *Quinn vs. Edson.* C. S., 1 L. C. L. J., p. 29 (1865).

SAISIE CONSERVATOIRE :—**1368.** In the case of a *saisie conservatoire,* under the 176th. Art. of the *Coutume de Paris,* of a quantity of wheat on board a vessel in the port of Mont. real, the Court can authorize the removal, by the sheriff, of flour stowed above the wheat, to such an extent as to admit of the proper seizure of the wheat. *Duchesnay et vir vs. Watt.* S. C., 8 L. C. J., p. 169 (1864).

---

* NOTE.—At the argument it was stated by one of the Judges that the report of the case of *Préfontaine et Prévost et al.* (1 L. C. J., p. 104) does not correctly convey the views of the Judges in respect of the point under discussion.

SAISIE-EXÉCUTION :—**1369.** Une saisie ne peut être annulée parce qu'elle aurait été faite dans les limites du Palais de Justice, en dehors de l'audience. *Bussière vs. Faucher.* C. C., 14 L. C. R., p. 87 (1864).

1370. Une exécution pour le montant du jugement et des frais, émanée sans que ceux-ci soient taxés, est illégale. *Audet dit Lapointe vs. Asselin.* C. C., 15 L. C. R., p. 272 (1864).

1371. Un défendeur saisi-exécuté pour plus qu'il ne doit a un droit absolu de faire une opposition et à demander la réduction de la saisie, sans être tenu d'offrir, lors de la saisie, et de déposer avec son opposition le montant qu'il doit. *Lafleur vs. Verville.* C. C., 1 R. L., p. 45.

1372. Une erreur de l'huissier saisissant dans le double de l'avis de vente au bas de son procès-verbal de saisie de meubles (la dite erreur relative au jour de la vente), donne au défendeur le droit de faire une opposition à la vente, mais elle n'annule pas la saisie *in toto.* *Manseau vs. Bernard.* C. S., 2 R. L., p. 242 (1870).

1373. L'omission de la signature du créancier exécutant ou de son procureur *ad litem* sur le bref *de terris* n'emporte pas la nullité de la saisie, la 78e. Règle de Pratique étant abrogée par la s. 140, c. 83, S. R. B. C *Lévêsque vs. Beaupré.* C. R., 10 L. C. J., p. 257 (1866).

1374. Un créancier par jugement peut exercer simultanément tous les modes de saisie et d'exécution que la loi autorise, pour se faire payer de ce qui lui est dû. *Lalonde vs. Lalonde.* C. R., 16 L. C. R., p. 395 (1866).

1375. Un jugement rendu dans un district où ne réside pas le défendeur peut être exécuté *de plano* dans le district où le défendeur réside, à moins qu'il ne démontre qu'il possède des biens dans le district où le jugement a été rendu. *Terroux vs. Hart et al.* C. S., 10 L. C. J., p. 199 (1866).

1376. By Art. 461, C. C. P., a writ of execution in the Superior Court for the district of Montreal may be addressed to and executed by a bailiff of the district of Montreal in an adjoining district. *Duhault vs. Lacombe.* S. C., 13 L. C. J., p. 308;—1 R. L., p. 440 (1869).

1377. Le commandement de payer contenu dans le procès-verbal de *nulla bona* signé par le défendeur dispense d'aucun commandement de payer dans le procès-verbal de saisie immobilière faite le même jour. *Hurteau vs. Owens et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 55 (1869).

SAISIE-EXÉCUTION :—

1378. L'exécution d'un jugement doit être suspendue, avenant le décès du défendeur après la saisie, et avant de continuer les procédés sur cette saisie, le jugement doit être déclaré exécutoire contre les représentans du défendeur décédé. *Dorion vs. Dagenais et al.* C. S., 9 L. C. J., p. 139 (1865).

SAISIE-GAGERIE :—**1379.** A piano-forte, belonging to a third party, but proved to have been in the lessee's house as a *meuble meublant*, may be revendicated by the landlord in the hands of its proprietor, by *saisie-gagerie par droit de suite* within eight days after its removal from the house. If it cannot be found, the defendant into whose possession it has been traced will be ordered to restore it to the house from which it has been taken, or to pay the value to the landlord;—and this without bringing the lessee into the cause. *Auld et Laurent et al.* Q. B., 8 L. C. J., p. 146 (1864).

1380. The privilege granted to the lessor by the 161st Art. of the *Coutume de Paris* over movables *meubles* found in the premises leased by him, is founded on the presumption that such movables are the property of the lessee, and it does not extend to such goods as the lessor must have known not to belong to the lessee ; and goods belonging to a third party stored temporarily in a bonded warehouse, leased as such from the landlord, are not liable to *saisie-gagerie* for rent due by the tenant of the warehouse. *Eastty et Les Curé, etc., de Montréal.* Q. B., 12 L. C. J., p. 11 ;—17 L. C. R., p. 418 ;—3 L. C. L. J., p. 125 (1867).

1381. Whatsoever goods are, by the usage of trade and for the benefit of trade, in the house of the tenant and not belonging to him actually or constructively, are privileged from the *saisie-gagerie* of the landlord, who must presume that they are not the property of the tenant nor put by him upon the premises. *Ibidem.*

1382. Goods belonging to a third party, stored temporarily in an ordinary warehouse, are not liable to seizure for rent due by the tenant of the warehouse, beyond the amount of storage actually due and unpaid. *Renaud et al. et Hood.* Q. B., 12 L. C. J., p. 197 (1868).

1383. La saisie-gagerie par droit de suite peut être exercée après les huit jours qui suivent l'enlèvement des meubles, et même après l'expiration du bail, en autant que le locataire seul y est concerné. *Beaudry vs. Rodier.* C. C., 10 L. C. J., p. 203 (1866).

SAISIE-GAGERIE :—

1384. As between landlord and tenant, the *saisie-gagerie par droit de suite* may be made after eight days from the removal of the goods from the leased premises. *Serrurier vs. Lagarde et al.* C. C., 13 L. C. J., p. 252 (1869).

1385. In an action commenced by *saisie-gagerie*, the declaration must be served either by depositing a copy with the Clerk of the Court within the eight days after service of writ (C. S. L. C., c. 83, s. 57), or if served in ordinary course must be served on defendant, giving the usual delay before return. *Ward vs. Cousine.* C. C., 9 L. C. J., p. 28 (1864).

1386. In the case of a *saisie-arrêt*, the delay between the service of the copy of declaration in the Prothonotary's or Clerk's office and the return day of the writ must be the same as between the service and the return day of an ordinary writ of summons. *Brahadi vs. Bergeron et al.* C. C., 10 L. C. J., p. 18 ;—1 L. C. L. J., p. 69 (1865).

1387. But it was held in Appeal : 1o. that the copy of the declaration may be simply deposited (not served by a bailiff) *au greffe* ; 2o. that it is not necessary that the delay between such deposit and the return day of the writ should be the same as between service and return days of an ordinary writ of summons. 10 L. C. J., p. 117 ;—2 L. C. L. J., p. 67 (1866).

1388. Le locateur qui a pris une saisie-gagerie par droit de suite pour le loyer non-échu, est tenu de prouver que les lieux loués ne sont plus suffisamment garnis pour assurer le paiement du loyer. *Tracey et vir vs. Lazure et al.* C. S., 10 L. C. J., p. 256 (1856).

1389. Le sous-locataire ne peut obtenir main-levée de ses meubles saisis-gagés par le propiétaire qu'en payant le terme courant. *Senécal vs. Trigg.* C. C., 10 L. C. J., p. 202 (1866).

SAISIE-REVENDICATION :—**1390.** The delivery contemplated by s. 12, Insolvent Act of 1864, is an actual, complete and final one, and consequently the delivery of goods to a purchaser's shipping agent in England, for transmission to the purchaser in Canada, and the entering of the goods in bond here by the purchaser's custom-house broker, is not such a delivery as will defeat the vendor's remedy under the 176th and 177th articles of the *Coutume de Paris. Hawksworth et al. vs. Elliott et al.* S. C., 10 L. C. J., p. 197 (1865).

SAISIE-REVENDICATION :—

1391. La vente d'un corps certain et déterminé pour un prix fixe et déterminé est parfaite par le seul consentement des parties, et l'acheteur peut dès lors le saisir-revendiquer; mais la vente d'objets dont le prix doit être payé à tant la mesure n'est parfaite que par la livraison, et l'acheteur peut en demander la livraison, et des dommages le cas échéant, sans pouvoir les saisir-revendiquer, et s'il les revendique comme propriétaire son action sera renvoyée sur défense en droit; cependant, s'ils sont en la possession du vendeur, il a droit à une saisie-conservatoire. *Kelly et al. vs. Merville.* C. R., 1 R. L., p. 194 (1869).

1392. An unpaid vendor for cash may, after eight days from delivery to purchaser, attach, by means of a *saisie-conservatoire*, stones placed on the land of a third party for whom the purchaser is building a house, unless the third party proves a sale to himself by purchaser and payment by himself to purchaser. *Lavoie vs. Cassant.* C. C., 14 L. C. J., p. 225 (1870).

1393. A party cannot claim to be proprietor of, and revendicate, the timber cut upon timber limits, while at the same time he brings an action for the price for which he sold the said timber. *Gibson et al. et Moffatt.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 66 (1866).

SCELLÉS :—**1394.** Sur une opposition à l'apposition des scellés et sur l'exposé d'un conflit de titres entre l'impétrant et l'opposant, les parties seront renvoyées au principal à l'audience pour se pourvoir, si elles le jugent à propos. Ex parte *Pelletier et Turcot.* C. S., 8 L. C. J., p. 119 (1864).

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER :—**1395.** Le bureau du secrétaire-trésorier du Conseil Municipal est d'après la loi fixé au lieu des séances duConseil, sans qu'il soit besoin de le fixer par réglement ou autrement. *Pigeon vs. La Corporation de St. Jean-Baptiste de Rouville.* C. S., 9 L. C. J., p. 92 (1865).

1396. Un bref de *mandamus* adressé au "Secrétaire-Trésorier de la Corporation de la paroisse de........." est nul, attendu qu'il n'existe pas un tel officier public, mais que son titre légal est "Secrétaire-Trésorier du Conseil Municipal de la Paroisse de........." *Gravelle vs. Marcotte.* C. S., 9 L. C. J., p. 94;—15 L. C. R., p. 244 (1865).

SÉDUCTION :—**1397.** In an action of seduction, the *frais d'entretien* can only be legally recovered from the date of service of process, and not from the birth of the child ; in such an action a condemnation of £500 damages is excessive in the absence of proof that the seducer is wealthy, and that there were any specially aggravating circumstances attending the seduction; and, moreover, interest will not be allowed, when not demanded by the declaration. *Coupal et Bonneau.* Q. B., 10 L. C. J., p. 177;—1 L. C. L. J., p. 33 (1865).

1398. L'action pour séduction intentée par une fille majeure sans aucune allégation d'une promesse de mariage par le défendeur, est mal fondée en loi. *Désormeaux vs. Cadotte.* C. C., 13 L. C. J., p. 211 (1868).

1399. Une veuve, séduite sur promesse de mariage, peut obtenir, sur pétition, un jugement provisoire condamnant le défendeur à lui payer mensuellement une somme déterminée jusqu'à son accouchement, et elle peut obtenir un autre jugement du même genre après son accouchement, pourvu que, dans les deux cas, elle ait intenté contre son séducteur une action soit pour bris de promesse de mariage, soit en déclaration de paternité. *Beauvais vs. de Montigny.* C. R., 13 L. C. J., p. 212 (1868).

1400. Vide *Laliberté vs. Morin.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 18 (1867).

SEIGNEURS :—**1401.** The seigniors may exercise a certain *usage de bois* in a *lisière de bois*, irrespective of the right and property of the commoners in the communal lands, including the land in which the *lisière de bois* is standing. *Le Président, etc., de la Commune de la Baie du Febvre et Lozeau et vir.* Q. B., 10 L. C. J., p. 295;—2 L. C. L. J., p. 154 (1866).

SÉPARATION DE BIENS :—**1402.** There is no legal separation as to property between husband et wife until the judgment pronouncing such separation has been followed by execution. *Danziger et Ritchie et ux.* Q. B., 8 L. C. J., p. 103; —14 L. C. R., p. 425 (1864).

1403. Un jugement en séparation de biens, déterminant les reprises matrimoniales de la femme, n'est qu'un jugement d'expédience, que les tiers peuvent attaquer. *Doutre vs. Trudeau.* C. C., 8 L. C. J., p. 135 (1864).

1404. Et une saisie-arrêt entre les mains de la femme séparée par tel jugement est une voie régulière de faire rendre par la femme aux créanciers du mari ce que lui accorde illégalement tel jugement. *Ibidem.*

SÉPARATION DE BIENS:—

1405. Il n'est pas besoin d'une expertise pour constater ce que reçoit illégalement par tel jugement la femme ainsi séparée, quand la preuve en est faite autrement d'une manière satisfaisante. *Ibidem.*

1406. By the effect of a judgment of *séparation de biens* duly executed, the wife is exempted from any liability by her previously incurred as security (caution) for her husband. *Plessis dit Bélair vs. Dubé.* S. C., 9 L. C. J., p. 76 (1865).

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—**1407.** Sur la déclaration de la demanderesse qu'elle se désiste de sa demande en séparation de corps pour s'en tenir à celle en séparation de biens, elle sera séparée quant aux biens seulement. *Dudevoir vs. Turcot.* C. S., 8 L. C. J., p. 153 (1864).

1408. In an action *en séparation de corps et de biens,* where the proof only establisnes mere incompatibility of temper, such incompatibility cannot justify the granting of the separation. *Turgeon vs. Turgeon.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 109 (1865).

1409. Dans une action par une femme en séparation de corps et de biens, s'il est prouvé que les deux époux ont été coupables d'immoralité grossière, les conclusions du mari pour faire décheoir sa femme de ses droits dans la communauté seront rejetées. *Bisson vs. Lamoureux.* C. S., 17 L. C. R., p. 140 (1867).

1410. *Séparation de corps et de biens* granted on account of cruelty on the part of the husband. *Malo vs. de Montigny.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 61 (1865).

1411. Vide *Dednam vs. Wood.* C. S., 1 L. C. L. J., p. 69 (1865).

SERMENT:—**1412.** Un serment prêté sur un *Paroissien Romain* est valide en loi. 4 L. C. L. J., p. 28.

SERMENT DÉCISOIRE:—**1413.** The decisory oath cannot be withdrawn, when the party to whom it has been deferred accepts the reference and declares himself ready to answer. *O'Farrell vs. O'Neil.* S. C., 17 L. C. R., p. 80 (1867).

1414. The Court of Queen's Bench in Appeal has the same right to submit the *serment judiciaire* to one of the parties in a cause as a Court of original jurisdiction. *Ferrier et Dillon.* Q. B., 12 L. C. J., p. 202 (1868).

SERVICE:—**1415.** The service of a writ of summons upon the Clerk of the Recorder's Court at his office attached to the Court, during office hours, and whilst he is engaged

SERVICE :—

in his official duties, but not *à l'audience*, is a valid service. *Wilson vs. Ibbotson.* S. C., 13 L. C. J., p. 186 (1869).

1416. An exception *à la forme* on the ground of the nullity of the affidavit of service of the writ and declaration on the defendant, described in the writ as "of Toronto, in the Home district of Canada West," will be maintained and the action dismissed, the affidavit stating the service to have been made on the defendant by delivering copies of the writ and declaration to the wife of the defendant, "of the township of York, in the County of York, at his place of residence in the said township of York." *The Montreal Assurance Co. vs. McPherson.* S. C. (1863). Confirmed on the ground that the service was contrary to C. S. L. C., c. 83, s. 63. Q. B., 16 L. C. R., p. 122 ;—1 L. C. L. J., p. 84 (1865).

SERVITUDE :—**1417.** Le droit de passage sur un héritage pour arriver à une enclave qui n'a pas d'autre voie d'accès, est une servitude légale dont il n'est pas nécessaire de produire un titre écrit, lorsque la jouissance en a duré trente ans et plus. *Rauger vs. Rauger.* C. S., 14 L. C. R., p. 134 (1863).

1418. Le propriétaire d'arbres forestiers croissant sur ou près de la ligne séparative ne peut être forcé à enlever leurs branches ni leurs racines qui s'étendent sur l'héritage du voisin, si ces arbres croissent là depuis plus de trente ans, sans plainte du voisin. *Ferguson vs. Joseph.* C. C., 10 L. C. J., p. 333 ;—1 L. C. L. J., p. 111 (1865).

1419. Le droit qu'a le propriétaire d'un fonds de faire abattre par le propriétaire du fonds voisin les arbres plantés sur la propriété de ce voisin près de la ligne de division est un droit de servitude active, dont le voisin se libère par la prescription trentenaire, c'est-à-dire par la possession pendant trente ans des arbres ainsi plantés ; mais cette possession ne donne pas à ce voisin le droit de laisser les racines et les branches de ces arbres empiéter sur le terrain d'autrui. *Ferguson et Joseph.* Q. B., 12 L. C. J., p. 72 (1868).

1420. La possession à titre civil d'un héritage en faveur duquel il existe une servitude est un titre suffisant pour jouir de cette servitude. *Monastesse vs. Christie.* C. S., 8 L. C. J., p. 154 (1864) ;—Q. B., 1 L. C. L. J., p 54 (1865).

1421. Vide *Johnson et al. et Archambault.* Q. B., 8 L. C. J., p. 317 (1864).

SHÉRIF :—**1422.** Le shérif, après son rapport d'un bref de saisie-arrêt simple, est *functus officio*, et ne peut pas même substituer un gardien volontaire au lieu d'un gardien à gages. *Dinning vs. Oliver.* C. S., 14 L. C. R., p. 296 (1861). Confirmé en Appel (1862). *Ibidem.*

1423. C'est au shérif et non à l'huissier qu'il emploie de faire rapport à la Cour de ses procédés en vertu du warrant du shérif, et si tel rapport est fait par l'huissier, il sera considéré comme non-officiel et partant comme non-authentique. *Dinning et Oliver.* Q. B., 14 L. C. R., p. 296 (1862).

1424. Le shérif ne peut obliger un enchérisseur de renouveler la déclaration dû lieu de sa résidence à chaque enchère qu'il fait, et il ne peut non plus recevoir une contestation de telle déclaration de résidence. *Morrison vs. Cyr.* C. R., 14 L. C. J., p. 265 (1870).

SIMULATION :—**1425.** La vente d'un immeuble par le fils à son père sera déclarée simulée et frauduleuse et mise à néant, à la demande des créanciers, malgré la preuve du paiement du prix de vente, s'il y a preuve suffisante que le père n'avait pas de moyens pécuniaires. *McGrath et O'Connor.* Q. B., 14 L. C. R., p. 393 (1864).

SOCIÉTÉ :—**1426.** H., being sued jointly with B. as the firm of B. et H., pleaded that the firm was composed of himself and B.'s wife. The partnership was not registered till after action brought, and credit was given to B. et H., the reputed firm. *Held* that, under the circumstances, H. was liable. *Tourville et al. vs. Bell et al.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 41 (1866).

1427. Deux ex-associés ne peuvent être poursuivis comme associés, quoique leur responsabilité n'ait pas été changée par la dissolution de la société, et leur droit d'être poursuivis dans leurs qualités propres est suffisant pour faire tomber l'action qui les assigne comme associés, sur une exception à la forme. *Talioreti vs. Dorion et al.* C. S., 8 L. C. J., p. 93 (1864).

1428. Where no fraud is proved, a judgment against an individual partner cannot be executed against property of the firm in which he is a partner. *Richardson vs. Thompson.* C. C., 9 L. C. J., p. 26 (1864).

1429. The defendant who, in ignorance of the existence of a partnership, buys effects belonging to the firm from one of the partners who owes him money, cannot set off against the amount of his purchase the money due him by the partner from whom he bought, though

SOCIÉTÉ:—

the latter managed the affairs of the partnership. *Rolland vs. St. Denis et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 110 (1866).

1430. A partnership with reference to the use and *exploitation* of a moveable thrashing machine is dissolved by the death of any one of the partners. *Aubry et ux. vs. Denis et al.* C. C., 8 L. C. J., p. 315;—14 L. C. R., p. 97 (1863).

1431. And the purchase, by the widow of the deceased, of her husband's interest in the machine does not constitute a consent to continue the partnership. *Ibidem.*

1432. Vide *Farrell vs. Glassford et al.* C. R., 2 L. C. L. J., p. 37 (1866).

SOLIDARITÉ:—**1433.** Where the floors of a building have sunk, in consequence of the insufficiency of the timber used to support the bridging joists and floors, the architects and superintendents and the carpenters and joiners are jointly and severally responsible for the damages incurred.—In estimating such damages, allowance will be made in favor of the architects and contractors for what the work would originally have cost, had timber been originally used of the proper size and quality; and no allowance will be made to the proprietor for moneys paid by him to his tenants, for actual expenditure by them in removing out of the building during the time that the necessary repairs are being made. *David et McDonald et al.* Q. B., 8 L. C. J., p. 44 (1863).

1434. Les propriétaires indivis d'un héritage hypothéqué au paiement des arrérages d'une rente ne sont pas tenus solidairement au paiement de ces arrérages. *Pappans et al. et Turcotte et ux.* Q. B., 8 L. C. J., p. 152;—15 L. C. R., p. 153 (1864).

1435. Il n'existe aucune solidarité entre plusieurs parties signataires de la pièce de procédure par laquelle commencent les vacations de l'avocat, pour le paiement des honoraires de cet avocat, et l'avocat est lié par les conventions particulières intervenues entre tels signataires relativement aux frais à faire, quoique cet avocat soit étranger à ces conventions et même les ignore; et si par telle conventions un des signataires est exonéré des frais par ses co-signataires, l'avocat n'a aucune action contre lui. *Doutre vs. Dempsey.* C. C., 9 L. C. J., p. 176;—1 L. C. L. J., p. 65 (1865).

SOLIDARITÉ :—

1436. The heirs-at-law are liable each for his share only of the pew rent due by, and the charges for interring, their parents. *Fabrique of Montreal vs. Brault.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 66 (1865).

1437. Les membres d'un comité qui fait imprimer certains documents, etc , sont responsables envers l'imprimeur conjointement, mais non solidairement, pour le prix de ces impressions. *Lovell vs. Campbell et al.* C. S., 2 L. C. L. J., p. 131 (1866);—C. R., 11 L. C. J., p. 317 (1867). Confirmé en Appel. *Papineau et Lovell,* 14 L. C. J., p. 238 (1870).

SUBSTITUTION :—**1438**. Dans les substitutions il n'y a pas lieu à représentation, à moins que le donateur n'ait manifesté clairement son intention de déférer les biens suivant l'ordre des successions légitimes ; et la mort d'un des appelés, petit-enfant du donateur, arrivée avant l'ouverture de la substitution, ne produit pas un droit de représentation en faveur des arrière-petits-enfans du donateur, mais un droit d'accroissement en faveur des appelés vivant lors de l'ouverture de la substitution. *Castonguay et al. vs. Beaudry.* C. R., 1 R. L., p. 93 (1869).

1439. The words *jouissance* and *usufruit* used in a donation as describing the rights intended to be conveyed to a donee, may be construed to mean the rights to be enjoyed by a *grevé de substitution*, if the general purport of the deed of donation indicates the intention of the donor to create a substitution, and not merely to transfer to one person the *usufruit* and to another the *nue propriété. Joseph et Castonguay.* Q. B., 8 L. C. J., p. 62 ;—1 R. L., p. 200 (1861).

1440. Vide *Castonguay et Castonguay.* Q. B., 14 L. C. R., p. 308 (1857).

1441. The sale of a substituted property for debts created by the author of the substitution, or for other debts or charges anterior to the substitution, is a valid sale and purges the substitution ; and at such sale the institute who has *délaissé* the property *en justice* in consequence of being sued for a debt of his *auteur* may legally purchase the property. *MacIntosh et al. et Bell.* Q. B., 12 L. C. J., p. 121 (1868).

1442. Dans le cas d'une substitution non-ouverte, le curateur à la substitution n'a aucun droit ni intérêt à formuler une opposition à fin d'annuler la saisie d'un immeuble substitué. *Wilson vs. Leblanc.* C. R., 13 L. C. J., p. 201 (1869).

SUBSTITUTION :—

1443. Le tuteur à une substitution, poursuivi en cette capacité, représente tous les appelés à la substitution dans le cas où ils ne sont pas mentionnés nommément dans l'acte créant la substitution. *Castonguay et Castonguay.* Q. B., 14 L. C. R., p. 308 (1857).

SUCCESSION :—**1444.** Un héritier collatéral n'est pas censé avoir fait acte d'acceptation d'héritage, avant que les héritiers directs y aient renoncé, ni avant d'avoir eu connaissance de la renonciation de l'héritier le plus proche, ni après sa propre renonciation à la succession. *Lavoie vs. Lefrançois.* C. C., 15 L. C. R., p. 145 (1865).

1445. A woman who, in good faith, contracts marriage with a married man, believing that he is unmarried, gives to that alliance the civil effects of a legal marriage, and she is entitled to one-third of his husband's estate, the legitimate wife still living in England to one-third, and the children issued from both alliances to the last third. *Cathcart et al. vs. The Union Building Society.* S. C., 15 L. C. R., p. 467 (1864).

1446. L'action en retrait successoral n'a point lieu quand la cession a eu pour objet une part fixe et déterminée dans un immeuble certain, et cette cession ne peut être considérée comme étant un droit litigieux que quand il y a procès mu. *Leclère et al. vs. Beaudry et al.* C. S., 10 L. C. J., p. 20 (1865).

1447. Where a testator left to each of his children a certain sum, and expressly declared by his will that in the event of the death of any of his children before him, the legacy made to such child would go to his or her children, to be *propre* to such children (*petits-enfants*), and one of the testator's daughters died before him leaving a child,— the legacy is *propre* to the child, and in the event of the child's death the father could not inherit it from his son. *Leprohon et al. et Vallée.* Q. B., 3 L. C. L. J., p. 93 (1867).

SURESTARIE :—**1448.** Les frais de surestarie sont dus au propriétaire du vaisseau, sans condition expresse à ce sujet, lorsque les retards causés par le propriétaire de la cargaison lui ont causé un dommage réel. *Seymour et Sincennes.* Q. B., 1 R. L., p. 716 (1869). *Vide* same cause, C. R., 1 L. C. L. J., p. 118 (1866).

1449. Vide *Mullin vs. Renaud.* C. S., 3 L. C. L. J., p. 19 (1867).

SYNDICS :—**1450**. Assignees, as such, have in Lower Canada no quasi-corporate or representative capacity; the appointment of assignees is a *mandat*, and on the principle *nul ne peut plaider par procureur* the assignees, as *mandataires*, cannot sue, be sued, or maintain an opposition. *Chevalt vs. De Chantal.* S. C., 8 L. C. J., p 85 (1861).

1451. An assignee under a deed of assignment executed with the approval of all the creditors of an insolvent, before the Insolvent Act of 1864, can exercise the same remedy *in rem* that the insolvent could otherwise exercise. *Starke et al. et Henderson.* Q. B., 9 L. C. J., p. 238 (1865).

1452. An official assignee, under the Insolvent Act of 1864, has a right to claim and be paid, as a *tiers-opposant*, a sum of money deposited in the hands of the Prothonotary by a *tiers-saisi*, after judgment, in a case of *saisie-arrêt* before judgment; and the plaintiffs in such a case have a lien for their costs of attachment up to the time to the publication of the attachment under which the official assignee was appointed; the right to be paid will be reserved to the plaintiffs in the judgment awarding the moneys to the official assignee. *Macfarlane et al. vs. Bell.* S. C., 10 L. C. J., p. 26 (1865).

1453. Une cession de biens par une partie, en vertu de l'Acte de Faillite 1864, transporte au syndic les effets déjà sous saisie, et une opposition du syndic les réclamant pour les partager entre les créanciers, sous le dit acte, sera mainteune. *Bacon et al. vs. Douglass et al.* C. C., 15 L. C. R., p. 456 (1865).

1454. An action lies by the assignee to recover damages caused to an insolvent estate by an opposition founded on a simulated sale from the insolvent to opposant, Defendant, and the assignee does not require to be specially authorized to bring such action by the creditors holding hypothecary claims on the real estate. *Brown vs. Smith.* S. C., 13 L. C. J., p. 288 ;—1 R. L., p. 436 (1869).

1455. Un syndic peut accepter l'obligation donnée par un adjudicataire et ses cautions pour le prix d'un immeuble décrété par lui, puis les poursuivre pour le paiement de l'obligation, sans être tenu de procéder par folle enchère. *Barthe vs. Armstrong.* 1 R. L., p. 47.

1456. Sous l'opération de l'Acte de Faillite de 1864, un syndic ne peut être poursuivi pour le recouvrement du prix d'un immeuble vendu au failli. *Kuper vs. Stewart et al.* C. S., 11 L. C. J., p. 85 (1865).

SYNDICS D'ÉGLISE :—**1457.** Les syndics pour la construction des églises, etc., élus avant le c. 18, S. R. B. C., s. 21, ne forment pas une corporation. *Ducharme vs. Morison et al.* C. S., 8 L. C. J., p. 117 (1864);—*Joly vs. Les Syndics, etc., de Ste. Marthe.* C. S., 11 L. C. J., p. 74 (1867).

1458. As such, they cannot be sued as a body politic and corporate, but as trustees. *Ibidem,* and 17 L. C. R., p. 141.

1459. Un syndic d'église ne peut faire et présenter aux syndics une soumission d'un tiers pour la construction d'une église et d'une sacristie, les qualités de syndic et de mandataire d'un tiers voulant contracter avec les syndics étant incompatibles. *Chèvrefils dit Bélisle vs. Les Syndics, etc., de Ste. Hélène.* C. S. (1869) et C. R. (1870), 2 R. L., p. 161 et 181.

1460. Une résolution pour la construction d'une église, adoptée à une assemblée des syndics, est irrégulière et nulle s'il n'appert par le procès-verbal à quelle heure, en quel endroit, dans quelle paroisse, l'assemblée a eu lieu, et qu'avis de sa convocation a été donné à tous les syndics, dans le cas où quelques-uns d'entre eux n'auraient pas assisté à l'assemblée. *Ibidem.*

SYNODE :—**1461.** When the certificate of election, granted to a lay delegate to "The Synod of the Diocese of Montreal" by the Chairman of the Vestry meeting held for the election of lay delegates, is in form and found to be satisfactory by the Committee appointed to examine the certificates of such lay delegates, it is not competent to the Synod to enquire into the validity of the proceedings at the Vestry meeting, or in any way to try the validity of the election certified to in the certificate. *Davidson et Baker.* S. C., 14 L. C. J., p. 165;—2 R. L., p. 189 (1870).

1462. The second clause of the constitution of the Synod of the Diocese of Montreal is legal. *Ibidem.*

TÉMOIN :—**1463.** A witness cannot be examined in a cause until after the return day of the writ of summons, even though such witness be about to leave the Province. *Benning vs. Malhiot.* S. C., 9 L. C. J., p. 213 (1864).

1464. An application to examine a witness about to leave the Province will not be granted by the Superior Court, while the record is before the Court of Review, on an inscription for revision of an interlocutory judgment. *St. Jemmes dit Beauvais vs. de Montigny.* S. C., 12 L. C. J., p. 343 (1868).

TÉMOIN :—

1465. In a matter of urgency under the C. C. P., Art. 240, notice given the previous evening for the following morning is sufficient. *Molson vs. The Moisie Company.* S. C., 13 L. C. J., p. 255 (1869).

1466. An affidavit to the effect that a witness was the next evening to leave for the Moisie, a distance of 500 miles from Montreal, with which there was no regular communication ; that he would be there at least a month, and that on his return he proposed to set off for the United States, to remain there an indefinite time, is sufficient to justify an order for the immediate examination of the witness, under C. C. P., Art. 240. *Molson vs. The Moisie Company.* S. C., 13 L. C. J., p. 255 (1869).

1467. Notwithstanding s. 10, ss. 4, Insolvent Act of 1864, which authorizes the examination of any person upon oath respecting the estate of the insolvent, the wife of an insolvent cannot legally be examined concerning his estate. *Feron et Whyte.* S. C., 10 L. C. J., p. 111 ;—1 L. C. L. J., p. 99 (1865).

1468. Where a woman carries on trade and commerce through her husband, authorized as her agent to that effect, under power of attorney, the husband may be examined as a witness against his wife. *Ireland vs. Maume.* S. C., 10 L. C. J., p. 28 (1864).

1469. A husband of a party in a cause, summoned for the mere purpose of authorizing his wife, is not a party in a cause within the meaning of C. S. L. C., p. 698, s. 15, and cannot as such be examined as a witness for or against his wife, even though she is a *marchande publique*, carrying on business through him her duly authorized agent to that effect under power of attorney. *Ireland et Duchesnay et vir.* Q. B., 11 L. C. J., p. 51 ;—2 L. C. L. J., p. 227 (1867).

1470. In an action against a wife separated as to property, and sued as a *marchande publique*, the husband cannot be examined as a witness on behalf of his wife, and that exclusion rests upon grounds of public policy and is not done away with by C. S. L. C., c. 82, s. 14 and 15. *The Ontario Bank vs. Duchesnay et vir.* S. C., 15 L. C. R., p. 463 (1865).

1471. Sous les s. 14 et 15, c. 82, S. R. B. C., un défendeur poursuivi personnellement et comme autorisant sa femme défenderesse à l'action avec lui, peut être examiné comme témoin de la part du demandeur. *Dillon vs. Harrison et al.* C. S., 14 L. C. R., p. 96 (1863).

TÉMOIN ;—

1472. A wife cannot be examined *sur faits et articles* or as a witness against her husband, unless she is a party to the cause and her rights are concerned, but not otherwise. *Lefort vs. Marie dit Ste. Marie.* S. C., 16 L. C. R., p. 400 (1866).

1473. Where the evidence shows that a suit has been maliciously instigated and urged on by a witness, the taxation of such witness will be struck off. *Lighthall vs. Walker.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 43 (1866).

1474. Any one in public employ is entitled to be taxed as a witness, and if at the same time he is a professional man, he must be taxed at the rate which the tariff allows to practising members of his profession. *Rochette vs. Forgues.* C. C., 2 L. C. L. J., p. 185 (1866).

1475. The jury have a right, after the summing up and the case is concluded, to re-examine any of the witnesses whose evidence was not well understood by them. *Regina vs. Lamère.* Q. B. (Cr. S.), 8 L. C. J., p. 281 (1857).

1476. Where a deposition is missing from a record, and the judge is satisfied on the evidence of the prothonotary or otherwise that it cannot be found, an order may be issued for the examination *de novo* of the witness. *Macfarlane et al. et Court.* S. C., 14 L. C. J., p. 235 (1870).

1477. Deux personnes accusées, dans deux indictements séparés, d'avoir commis conjointement un acte criminel, sont témoins compétents l'une contre l'autre ou l'une pour l'autre, même lorsqu'un verdict de culpabilité a été rendu contre celle qui est appelée comme témoin, pourvu que la sentence ne soit pas encore prononcée ; et la crédibilité du témoin est laissée à l'appréciation du jury. *Regina vs. Tellier,* et *Regina vs. Pelletier.* Q. B. (Cr. S.), 1 R. L., p. 565 (1870).

1478. Une fille mineure est témoin compétent pour son père, pour prouver, dans une action en dommages par celui-ci, des actes de violence commis sur elle pendant qu'elle restait dans sa famille. *Neill vs. Taylor.* C. S., 15 L. C. R., p. 102 (1865).

1479. In an action *qui tam* for penalties, the defendant has a right not to be examined as a witness for the plaintiff, and when, being called and sworn, he claims that privilege, on the ground that every question must have a direct tendency to criminate him, he will be exempted from answering. *Burton vs. Young et al.* C. R., 17 L. C. R. p. 379 (1867).

TÉMOIN :—

1480. Les syndics d'église sont individuellement témoins compétents, s'ils n'y ont un intérêt privé, dans une cause relative à un objet religieux intéressant tout le corps des paroissiens. *Chèvrefils dit Bélisle vs. Les Syndics, etc., de Ste. Hélène.* C. S. (1869) et C. R. (1870), 2 L. C. L. J., p. 161 et 181.

1481. A party to a cause having, during its pendency, made an assignment under the Insolvent Act, can be examined as a witness by the assignee who intervenes and takes up the instance in his place. *McFee vs. Bowie.* C. C., 13 L. C. J., p. 335 (1869).

1482. Dans une action pour contraindre un défendeur à accepter livraison et payer des tapis faits sur commande, et où le défendeur plaide la s. 17 du Statut des Fraudes, le témoignage des commis du demandeur ne peut être admis. *Baylis vs. Ryland.* C. S., 15 L. C. R., p. 94 (1864).

TERRES DES SAUVAGES :—**1483.** Since the passing of the C. S. L. C., c. 14, all rights of action relating to Indian Lands are vested in the Commissioner appointed under it, and no member of an individual tribe can maintain a real action in his own name concerning lands appropriated for the use of the tribe. *Bastien et ux. et Hoffman et vir.* Q. B., 17 L. C. R., p. 238 (1867).

1484. The sale of Indian Lands without authority from the Commissioner is illegal. *Commissioner of Indian Lands vs. Jannel.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 111 (1865).

TESTAMENT :—**1485.** Pour la validité d'un testament exécuté par deux notaires, il faut que le testateur l'ait dicté et nommé au notaire qui le reçoit, en présence du second notaire; et un testament rédigé par le notaire instrumentaire sur des instructions préalablement données par le testateur et subséquemment reconnu pardevant les deux notaires, sera déclaré nul. *Evanturel vs. Evanturel.* C. S., 15 L. C. R., p. 321 (1864).

1486. Renversé en Appel, où il a été jugé qu'un testament préparé par un notaire sur des instructions du testateur, et reconnu ensuite devant les deux notaires, est valablement dicté et nommé, tel que voulu par la Coutume de Paris; et d'après celle-ci, il n'est pas nécessaire qu'un testament solennel soit écrit en présence du testateur et des notaires qui le reçoivent. *Ibidem* (1865).

1487. Un testament dressé et préparé en grande partie par le notaire instrumentaire, hors de la présence du testateur et du second notaire appelé pour le rece-

TESTAMENT :—

voir, et qui n'a pas été lu et relu au testateur en présence du second notaire, est nul. *Bourassa et al. et Bourassa.* Q. B., 17 L. C. R., p. 299 (1867).

1488. Une disposition dictée par le testateur à un notaire, en la présence de deux témoins, pour être écrite et exécutée comme testament authentique, mais non terminée par le notaire, ni signée par le testateur, en conséquence de sa mort soudaine pendant qu'on écrivait le testament, est nulle et ne peut valoir comme testament nuncupatif ou verbal, suivant la forme anglaise. *Malo et vir et Migneault.* Q. B., 14 L. C. J., p. 141 ;—2 R. L., p. 186 (1869).

1489. A will made before a notary and two witnesses under circumstances which rendered it improbable that the testator was in the possession of his faculties, or that the will was dictated by him, cannot be maintened. *Brunet dit Létang et al. et Brunet dit Létang et al.* C. S., 1 L. C. L. J., p. 60 (1865). The Court of Queen's Bench held that the testator in this case was of sound mind and that the will was properly dictated ; and it reversed the judgment of the Court below. 3 L. C. L. J., p. 69 (1867).

1490. A will, made in solemn form by a person who could not write or sign his name and who was wholly ignorant of any other language than Gaëlic before a notary who only spoke and understood the French language, and two witnesses, one of whom understood Gaëlic but was wholly ignorant of the French language (in which the will was written), and the other spoke English, French and Gaëlic, and acted as interpreter all round, is valid. *Dewar vs. McLennan.* C. R., 11 L. C. J., p. 19[illegible] (1866).

1491. Reversed by the Court of Queen's Bench, where it was held that the notary and the witnesses must understand the testator's language and the language in which the will is written. *Same case.* 13 L. C. J., p. 10[illegible] (1868).

1492. 1o. Tout individu a le droit de disposer comme bon lui semble de ses biens, sans être obligé d'expliquer ses motifs. 2o. Tout testateur est supposé avoir été, au moment de son testament, en possession de son intelligence au degré suffisant pour tester d'une manière légale ; en un mot, la possession de l'intelligence est l'état normal d'un individu à moins qu'il n'ait été privé d

TESTAMENT :—

l'exercice du droit de tester par une interdiction judiciaire. 3o. Il incombe à celui qui attaque un testament, comme fait par une personne incapable de tester par suite de faiblesse d'esprit, de prouver cette faiblesse d'esprit, et le légataire n'a qu'à se tenir sur la défensive. 4o. Le testament *ab irato* n'est pas par lui-même frappé de nullité, à moins qu'il ne soit le fruit du dol, de la suggestion et de la captation ; et le dol, la fraude et le défaut d'intelligence sont les bases de la captation et de la suggestion. 5o. La volonté d'un testateur sain d'esprit, mémoire et entendement, sans suggestion et captation, fruits de la fraude, suffit pour justifier les dispositions testamentaires *sic volo, sic jubeo. Evanturel et vir vs. Evanturel.* C. S., 16 L. C. R., p. 353 (1866).

1493. The fact of a legatee being aware that the testator had altered his will in his favor, is no ground for supposing that undue influence was exerted to induce such alteration. *Lacombe et al. vs. Dambourgès et al.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 10 (1867).

1494. Where the testator was not interdicted at the time the will was made, and where there is no proof of hallucination, the presumption is that he was of sound and disposing mind. *Ibidem.*

1495. There is nothing unreasonable or calculated to excite suspicion in the bequest by the testator of *une part d'enfant* to two nieces, who had laboriously attended and nursed him and his wife for several years prior to their decease. *Ibidem.*

1496. The revocation of a second will, which had revoked the first will, has not the effect of reviving the first will, unless words in the revocation indicate that the testator had the intention of reviving it. *Dupuis et al. vs. Dupuis.* S. C., 14 L. C. J., p. 26 (1869); or unless the circumstances under which the revocation took place show such an intention. *Same case in Review*, 14 L. C. J., p. 242 (1870).

1497. From and after the passing of 14 Geo. 3, c. 83, a testator had capacity to devise or bequeath without reserve, restriction or limitation. *King vs. Filiatrault et. al.* S. C., 14 L. C. J., p. 197 (1870).

1498. From and after the passing of 41 Geo. 3, c. 4, a testator had a right to bequeath in favor of any person or persons whatsoever, without reserve, restriction or limitation. *Ibidem.*

TESTAMENT :—

1499. A bequest by a testator, who died in 1799, in favor of an adulterine bastard, who only had a right to the bequest in 1835, is to be considered, as regards its validity, relatively to the time at which the right comes into effect. *King vs. Filiatrault et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 197 (1870).

1500. A written will, duly executed before three witnesses, may be altered in its bequests, by cheques signed by the testator during his last illness, and left "as parting gifts" to the parties indicated in them, in the hands of his private secretary;—and probate of a written memorandum of such bequests made by the testator's private secretary, at his request, as his "last bequests", will suffice to entitle the legatees to recover, without obtaining probate of the cheques themselves. *Colville et Flanagan.* Q. B., 8 L. C. J, p. 225;—14 L. C. R., p. 328 * (1864).

TIERCE-OPPOSITION :—**1501**. The fact that one of the *tiers-opposants* (who claim as co-partners) is a defendant in the cause, is no bar to their right to fyle their opposition. *McDonald et vir vs. McDonald.* C. R., 14 L. C. J., p. 307 (1869).

TIERS-SAISI :—**1502.** A declaration of *tiers-saisi* made before the return day must be accompanied by a bailiff's certificate that notice has been given to the plaintiff or his attorney, at least 24 hours previously, of the intention of the *tiers-saisi* to make such declaration before the return day, and a declaration made without such certificate of notice will be rejected on motion. *Versailles vs. Bailey.* S. C., 8 L. C. J., p. 315 (1864).

1503. La contestation de la déclaration d'un tiers-saisi doit être accompagnée d'un avis au tiers-saisi d'y répondre. *Pearce vs. Kelly.* C. R, 10 L. C. J., p. 249 (1866).

1504. Un demandeur ne peut, dans sa contestation de la déclaration d'un tiers-saisi, alléguer à la fois qu'il est propriétaire de certains effets possédés par le tiers-saisi et conclure à ce que ces effets soient vendus pour satisfaire à son jugement contre le défendeur. *Nordheimer et al. vs. Roy.* C. C., 16 L. C. R., p. 298 (1866).

---

* The Superior Court had held that the legatees could recover as upon a *don manuel*, but the Court of Appeals held on the contrary that they could recover as on a testamentary bequest.

TIERS-SAISI :—

1505. Le tiers-saisi qui a éte condamné sur une fausse déclaration par lui faite par erreur peut être relevé de ce jugement, et il lui sera permis de faire une nouvelle déclaration en payant les frais encourus depuis la première. *Atkinson vs. Walker*. C. S. 14 L. C. J., p. 60 (1869).

1506. Le montant accordé sous forme de taxe à un tiers-saisi peut être recouvré par action, mais le tiers-saisi ou le témoin ainsi taxé ne peut poursuivre pour le recouvrement de sa taxe avant d'en avoir fait la demande *Brunelle vs. Samson*. C. C., 14 L. C. R., p. 12 (1863). *Plante vs. Parke*. C. C., 15 L. C. R., p. 152 (1864).

1507. Lorsqu'un demandeur, qui a obtenu jugement contre un tiers-saisi, néglige ou refuse de contraindre le tiers-saisi à payer, le défendeur sera autorisé à poursuivre l'émanation d'un bref d'exécution pour prélever le montant dû par le tiers-saisi, lequel montant restera entre les mains du shérif sujet à l'ordre du demandeur. *The Quebec Bank vs. Stuart et al.* C. S., 14 L. C. R., p. 101 (1863).

1508. Vide *Kingston vs. Torrance*. C. R., 1 L. C. L. J., p. 108 (1865).

1509. The Court cannot, in a contestation upon a *saisie-arrêt*, look into accounts between the garnishees and a party not in the record, in order to determine what may be due from the garnishee to the defendant. *Ireland vs. Gregory*. S. C., 2 L. C. L. J., p. 132 (1866).

1510. Un créancier ne peut obtenir jugement contre son débiteur lorsque ce dernier a été condamné comme tiers-saisi dans une autre cause où le créancier était défendeur, et surtout quand le tiers-saisi a commencé à satisfaire au jugement rendu contre lui comme tiers-saisi. *Parent vs. Talbot*. C. C., 14 L. C. R., p. 127 (1863).

TITRES :—**1511**. In a conflict of titles between two proprietors of different portions of a lot of land derived from a common *auteur*, the one who traces back his title to the common source, particularly when it appears or is to be presumed he was the first purchaser, will have the preference over the one who only shows a more recent deed, and in determining the contest the question will be as if it had arisen between the original vendee and the original vendor, bound to make good the description by which he sold. *Herrick et Sixby*. Q. B., 8 L. C. J., p. 324 (1864).

Titres :—

1512. Where two parties claim title to moveables and invoke possession thereof, the Court will refer to the respective titles as *indicateurs. Russell vs. Guertin et al.* S. C., 10 L. C. J., p. 133;—2 L. C. L. J., p. 42 (1866).

1513. A title to moveables taken with knowledge of one previously given to another party, by the same vendor, is of no avail but fraudulent. *Russell vs. Guertin et al.* S. C., 10 L. C. J., p. 133;—2 L. C. L. J., p. 42 (1866).

1514. Vide *Leprohon vs. McDonald et al.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 142 (1867).

Tradition :—**1515**. In a sale of timber growing with the right to cut the same, the only tradition that the vendor can make at the time is to point out to the purchaser the trees to be cut. *Russell vs. Guertin et al.* S. C., 10 L. C. J., p. 133 (1866).

Traite :—**1516**. When a Bank discounts for A. a draft by him on B. and accepts a cheque for the proceeds and delivers it to A., for transmission to B., to enable B. therewith to retire a draft for a similar amount, drawn by A. and accepted by B., for A.'s accommodation, and about to fall due at the branch of the Bank where B. resides, on the faith of A.'s representation, assurance and undertaking (without authority however from B.) that B. will accept the new draft, and B. receives the cheque, and before using it has knowledge of the transaction as between A. and the Bank, B. cannot legally use the cheque to retire his own acceptance on the old draft, without accepting the new one. *The Bank of British North America vs. Torrance et al.* S. C., 12 L. C. J., p. 325 (1868).

Transport :—**1517**. Un transport de créance accepté par le notaire, au nom du cessionnaire, est suffisamment ratifié et parfait par la signification qui en est faite au nom du cessionnaire, et il prend effet du jour de cette signification. *Perrault et vir et The Ontario Bank.* Q. B., 14 L. C. R., p. 3 (1863).

1518. En l'absence du cessionnaire, l'acceptation du transport par le notaire pour le cessionnaire, sans autorisation spéciale, est valable, si le cessionnaire la ratifie par des actes subséquents, et l'enregistrement du transport, à la réquisition du cessionnaire, en est une ratification suffisante. *Crébassa vs. Crépeau.* C. R., 1 R., L., p. 667 (1868).

1519. Le transport d'une créance enregistrée est parfait par l'acceptation du débiteur et l'enregistrement subséquent, et il n'est pas nécessaire de fournir au déb-

TRANSPORT :—

teur un double du certificat d'enregistrement. *Crébassa vs. Crépeau.* C. R., 1 R. L., p. 667 (1868).

1520. Une action portée par le cessionnaire d'une créance, sans signification de transport ou sans acceptation par le débiteur, sera renvoyée avec dépens, sur une défense en droit. *Mignot vs. Reeds.* C. C., 9 L. C. J., p. 27 (1864).

1521. While an action upon a transfer not signified may be maintained against the original debtor, an hypothecary action against a *tiers-détenteur* upon such transfer cannot be maintained without previous signification of the transfer upon the debtor. *Aylwin et Judah.* Q. B., 9 L. C. J., p. 179 ;—14 L. C. R., p. 421 (1864).

1522. Partial payments by a debtor on account of a debt transferred, or papers *sous seing privé* showing that the debtor had a knowledge of the transfer, are equivalent to a transfer only as between the *cessionnaire* and the debtor, and not as between the *cessionnaire* and a third party. *Ibidem.*

1523. Dans le cas où un débiteur (A. B.) transporte à un créancier (C. D.) une somme qui lui est due par un tiers (E. F.), il est du devoir de celui (G. H.) qui se " porte caution du dit débiteur (A. B.) pour le paiement " par le tiers (E. F.) " de la somme transportée au créancier (C. D.) par le dit acte, "—de faire signifier au tiers (E. F.) le dit transport, et la garantie est non-seulement que le tiers (E. F.) paiera la somme au débiteur (A. B.), mais que celui-ci la paiera au créancier (C. D.). *Doutre vs. Routier et al.* C. R., 15 L. C. R., p. 110 (1865). La Cour d'Appel a renversé ce jugement, en décidant que c'est au créancier à faire signifier ce transport. *Dorion et Doutre.* 3 L. C. L. J., p. 119 (1867).

1524. L'acte de cession ou transport, par un associé à son co-associé, de sa part de dettes actives dues à la société, doit être signifié au débiteur qui a consenti une hypothèque à la société. *Renaud et Proulx.* C. S., 16 L. C. R., p. 476 ;—2 L. C. L. J., p. 126 (1866).

1525. Un transport n'est parfait, et le cessionnaire ne peut poursuivre le recouvrement de la créance que lorsque le transport a été dûment signifié en en laissant copie au débiteur, ou que le débiteur l'a accepté. *Charlebois et Forsyth et al.* Q. B., 1 R. L., p. 606 ;—2 R. L., p. 184 ;—14 L. C. J., p. 135 (1869).

TRANSPORT :—

1526. An assignment of hereditary rights obtained by fraud and false representations will be rescinded and set aside. *Herriman et ux. et Taylor.* Q. B., 9 L. C. J., p. 253 (1865).

1527. An assignment of a forged mortgage, though made in good faith and without knowledge of the forgery, is null, the assignor being bound to guarantee to the assignee the existence of the debt at the time of the assignment, and the assignee has a right to recover back the consideration money from the assignor, and also such costs as he may have incurred in attempting to enforce payment of the mortgage. *Supple et Thomas.* Q. B., 12 L. C. J., p. 93 (1868).

1528. A judgment debt being legally susceptible of transfer, and having been legally transferred, the assignee (cessionnaire) has the right to enforce the judgment in the name of the judgment creditor. *Bergevin dit Langevin et al. vs. Persillier dit Lachapelle et vir.* S. C., 9 L. C. J., p. 78 (1865).

1529. The right of action under the old French law (that of 1777) to recover back from the lender any money received by him, on a usurious contract, in excess of the principal and legal interest, is assignable; and (reversing the judgment of the Court of Queen's Bench, 2 L. C. L. J., p. 69 (1866) the joinder, in the instrument of assignment, of any number of persons who had nothing to assign, does not affect the validity of the assignment by those who alone were interested. *Kierzkowski et Dorion et al.* P. C., 14 L. C. J., p. 29 (1868).

1530. Le débiteur qui a accepté un transport n'est plus recevable à plaider erreur quant au montant qu'il devait au cédant. *McDonald et al. vs. Goyette.* C. R., 14 L. C. J., p. 137;—2 R. L., p. 184 (1869).

1531. Vide *Valls et British American Land Co.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 71 (1866).

TROUBLE :—**1532.** L'acquéreur d'immeubles par contrat antérieur au St. 23 Vic., c. 59 (19 mai 1860), peut, s'il est troublé ou a de fortes raisons de craindre d'être troublé par action hypothécaire ou en revendication, retarder le paiement du prix d'achat jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser ce trouble, tout comme s'il était acquéreur en vertu d'un contrat postérieur à cette date. *Merrill vs. Halary.* C. S., 8 L. C. J., p. 38 (1863).

TROUBLE :—

1533. L'acquéreur d'immeubles qui a raison de craindre d'être troublé par quelque action hypothécaire ou en revendication, a droit de retenir les intérêts de son prix de vente de même que le capital. *Dorion vs. Hyde et vir.* C. R., 10 L. C. J., p. 327 (1866).

1534. Dans une action pour contraindre le défendeur à passer titre d'acquisition et à payer alors le premier versement, suivant les conditions de son acquisition à l'encan, et à créer une hypothèque pour sûreté de la balance du prix de vente, si le défendeur plaide qu'il a raison de craindre d'être troublé dans sa possession, et que le demandeur n'offre et le défendeur ne demande cautionnement,—la Cour, si elle juge que le défendeur a raison de craindre d'être troublé, ne pouvant ordonner que cautionnement soit fourni, vu le défaut des parties de le demander ou de l'offrir, déboutera le demandeur de sa poursuite avec dépens. *McIntosh et al. vs. Bell.* C. S., 16 L. C. R., p. 348 (1866).

1535. L'acheteur d'une propriété vendue avec la clause de franc et quitte, mais grevée d'hypothèques, peut retenir les intérêts stipulés au contrat de vente, tout en jouissant des fruits et revenus de la propriété vendue, si partie du prix de vente a été payée par l'acheteur, et ce indéfiniment jusqu'à ce que le vendeur donne caution ou fasse disparaître les hypothèques qui grèvent la propriété. *Dorion et Hyde et vir.* Q. B., 12 L. C. J., p. 80; —4 L. C. L. J., p. 61 (1868).

1536. Where defendant pleads trouble to an action for installments of purchase money, and offers to pay on security being given, the plaintiff should be condemned to pay the costs of the contestation. *McDonald et al. vs. Molleur.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 108 (1865).

1537. L'acquéreur poursuivi pour balance du prix de vente d'une terre originairement concédée par lettres patentes à certains individus, et subséquemment vendue au demandeur, sans garantie autre que de ses faits et promesses, par un individu qui n'avait pu établir par titres aucune connexion entre lui et les cessionnaires originaires ou leurs ayants-cause, n'a pas droit d'exiger du demandeur le cautionnement pourvu par la 23 Vic., c. 59, s. 18. *Hase et al. vs. Messier.* C. S., 14 L. C. R., p. 320 (1863).

1538. L'acquéreur d'un immeuble qui accepte un transport de portion du prix de vente peut, s'il est poursuivi par le cessionnaire, exiger de lui comme il aurait

TROUBLE :—

pu l'exiger du cédant, caution contre une hypothèque existant sur la propriété antérieurement à son acquisition, et tel cautionnement sera pour tout le montant de l'hypothèque, quoique ce montant dépasse de beaucoup la somme réclamée par l'action. *Quintin dit Dubois et Butterfield.* Q. B., 15 L. C. R., p. 488 ;—1 L. C. L. J., p. 34 (1865).

1539. Where a party is sued for the price of land which is burdened with hypothecs beyond the price claimed, and the party sued has demanded before action, through a notary, that such hypothecs should be discharged or good and sufficient security given against all possible trouble arising from such hypothecs, and the plaintiff has failed to cause the hypothecs to be discharged or the required security to be given, his action ought to be dismissed purely and simply. Mere personal security in such a case is insufficient. *Dorion et Hyde et vir.* Q. B., 12 L. C. J., p. 49 ;—4 L. C. L. J., p. 61 (1868).

1540. Although, in such an action, the defendant's plea only prays for the dismissal of the action in case the required security be not given within a delay to be fixed by the judgment, and although the judgment be rendered according to the conclusions of said plea, and such judgment be confirmed in Review, the Court of Appeals, on the appeal instituted by the plaintiff only and without any cross-appeal by the defendant, and although the respondent (defendant) pray, in her answers to the reasons of appeal, and in her *factum*, for the confirmation of both judgments, will nevertheless reform these judgments and dismiss the original action purely and simply. *Dorion et Hyde et vir.* Q. B., 12 L. C. J., p. 49 ;—4 L. C. L. J., p. 61 (1868).

1541. L'acquéreur d'un immeuble dont moitié n'était possédée par le vendeur qu'à titre d'usufruit, peut refuser d'en payer le prix et demander la résiliation de la vente s'il est menacé d'éviction, sans être tenu d'accepter le cautions offertes par le vendeur. *Monjeau et Dubuc.* Q. B., 14 L. C. R., p. 344 (1864).

1542. Dans une action par un bailleur de fond contre l'acquéreur pour recouvrer le prix de l'immeubl où le demandeur allègue l'existence d'hypothèques gr vant la propriété vendue, mais offre de bonnes caution avec hypothèque, que le défendeur ne sera pas troublé raison de ces hypothèques ; et où le défendeur plaide,

TROUBLE :—

raison de ces hypothèques, son droit de garder en mains le principal et les intérêts à moins que le demandeur ne fournisse cautions ; et où le demandeur, avec sa réponse, produit quittances dûment enregistrées de ces hypothèques ;—action du demandeur maintenue avec dépens contre le défendeur. *Tétreau dit Ducharme vs. Bouvier.* C. S., 15 L. C. R., p. 76 (1863). Confirmé en Révision. *Ibidem.*

1543. Dans une action pour balance du prix de la vente d'un immeuble faite en 1861 par le demandeur au défendeur, où le défendeur a plaidé crainte de trouble, parce que, lors de cette vente, il y avait dix-neuf ans d'arrérages de cens et rentes sur la terre, c'est-à-dire depuis 1842, date de la vente de la même terre au défendeur par la mère du demandeur,—la Cour a jugé que les cens et rentes étaient dûs par le défendeur, que le demandeur ne devait pas en conséquence être tenu de lui donner cautionnement pour le garantir de tels cens et rentes, et que le demandeur avait droit aux frais de l'action, bien que le jugement lui ordonne de donner caution contre toute revendication de la part de sa mère et de sa sœur, et bien qu'il n'eût pas offert de cautionnement avant ou par son action. *Thompson vs. Thompson.* C. R., 15 L. C. R, p. 80 (1865).

1544. Dans une action pour prix de vente de terre, si le défendeur plaide trouble à raison d'hypothèques enregistrées contre l'immeuble, et que quelques-unes d'elles soient radiées après l'enfilure du plaidoyer, le demandeur aura jugement pour le montant dû, avec dépens jusqu'à l'enfilure du plaidoyer, et les dépens subséquents seront accordés au défendeur. *Collette vs. Dansereau.* S. C., 15 L. C. R., p. 83 (1864).

TUTEUR :—**1545**. The proper mode of proceeding to destitute a tutor is by petition. *Stephen vs. Stephen.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 98 (1865).

USUFRUIT :—**1546**. Les époux qui par leur contrat de mariage se font donation mutuelle en usufruit au cas de non-survenance d'enfants, peuvent affranchir cette donation du cautionnement ; ils peuvent la subordonner valablement à la simple caution juratoire ; en ce dernier cas, l'usufruitier qui a fourni sa caution juratoire a, vis-à-vis des nus-propriétaires, la même liberté que s'il eût été dispensé de tout cautionnement, ou que si, ayant été assujetti à un cautionnement fidéjussoire, il l'avait donné ; en ce cas,

USUFRUIT :—

la femme usufruitière ne perd pas, par le seul fait de son convol en secondes noces, le bénéfice de sa caution juratoire, et ne peut être assujettie à un cautionnement fidéjussoire en faveur des héritiers de son mari, mais elle peut le devenir par les conventions de son second mariage, la stipulation de communauté par exemple, qui l'aurait dépouillée de l'administration des biens usufruités pour en revêtir son second mari, constituant par là une abdication de son administration. *Amireau et al. vs. Martel et al.* C. S., 10 L. C. J., p. 145 (1866).

1547. Si cette abdication est précédée ou suivie de circonstances qui mettent en péril les droits des maîtres de la propriété, ou constituent un abus de jouissance de la part de la femme ou de son mari, ou de tous deux, ils pourront être contraints de donner cautionnement fidéjussoire ou à subir le séquestre des biens dont l'usufruit est entré dans leur communauté. *Ibidem.*

1548. Le retrait de créances considérables fait par la femme pendant sa viduité, sans remploi au nom de l'usufruit et sans indication de leur origine quand elle les a replacées en son nom propre, joint à semblable retrait fait par elle conjointement avec son mari, lequel n'offre aucune garantie et les a placées en son nom seul constituent un abus de jouissance. *Ibidem.*

1549. Si, outre les créances, la femme et son second mari ont employé le prix de vente du mobilier pour faire des placements de deniers au nom de la femme avant le second mariage et au nom du mari seul après, cette circonstance ouvre un moyen additionnel aux héritiers pour exiger le cautionnement. *Ibidem.*

1550. La défense d'aliéner l'usufruit d'une maison donnée à titre d'aliments et l'insaisissabilité de cet usufruit portées à un acte de donation, ne peuvent être invoquées par le donataire pour faire annuler un bail par lequel il loue cette maison pour un prix au-dessous de sa valeur, moyennant, en revanche, certaines améliorations nécessaires à être faites par le locataire, si ces réparations sont de nature à augmenter la valeur et le revenu de la maison. *Valois vs. Gareau et al.* C. S., 2 R. L., p. 131 (1870).

USURE :—**1551.** Money voluntarily paid in excess of six per cent interest during the time that the Statute 16 Vic., c. 80, was in force, cannot be recovered back in an action *condictio indebiti*. *Massue et Dansereau et al.* Q. B., 10 L. C. J., p. 179 ;—1 L. C. L. J., p. 35 (1865).

USURE :—

1552. A promissory note for $1000 given on the 15th Feb. 1864, as a renewal note of one dated 24th. May 1862, which had been discounted by a Bank in American greenbacks taken at par, at the ordinary rate of 7 per cent per annum, and the payment in addition of $10 to cover alleged trouble connected with renewals, is null and void, as being tainted with usury. *The Eastern Townships Bank vs. Humphrey et al.* C. R., 12 L. C. J., p. 137 (1867). Reversed by the Court of Queen's Bench, 13 L. C. J., p. 156 (1868).

1553. Where the proof established that an agent of the lender received or retained from the borrower a sum of £1500 as remuneration for his services in attending to the negotiation of a loan of £4,875, the contract (made while the old French law of 1777 was in force) was not usurious. *Kierzkowski et Dorion et al.* P. C., 14 L. C. J., p. 29 (1868).

1554. Assuming that the above contract was usurious, no right of action existed under the Provincial Act of 24th March 1853, to recover from the lender money paid him in excess of legal interest subsequent to that Act, where the payments sought to be recovered were made under a new contract dated 7th May 1853, upon a good and sufficient consideration, substituted for such assumed usurious contract. *Ibidem* (1868).

VAISSEAU :—**1555.** The right of the assignee of a *bonâ fide* purchaser to recover, by personal action, from the registered owners the value of necessary services performed in rescuing and refitting a sunken and damaged vessel, is not waived by the neglect to reserve such right at the time of the restoration of such vessel to the owners, made in consequence of the claim thereto preferred by them. *LeBouthillier et al. vs. Robin.* S. C., 15 L. C. R., p. 31 (1864).

1556. Transfers of a Canadian steamer, not made and registered in the manner prescribed by the Act referred to in C. C., Art. 2360, do not convey to the purchaser any title or interest in the vessel. *Calvin et al. vs. Tranchemontagne et al.* S. C., 14 L. C. J., p. 210 (1870).

1557. Where A. advanced money to B., to enable him to complete a vessel, and, as security for his advances, the vessel was mortgaged to him, and it was expressly covenanted that the vessel shall be and is the absolute property of the said A., so that he shall take

VAISSEAU:—

and obtain the register of the said vessel in his own name and give a good title thereto,—A. is not liable for goods sold by a third party to B. before the vessel was registered, for the purpose of finishing it. *Freer et al. et Maguire et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 104 (1866).

1558. The registration of a vessel for the purpose of transfering its property must be made by the Collector of customs, and not by his deputy. *Mulholland et Benning et al.* Q. B., 15 L. C. R., p. 284 (1864).

1559. Without an express agreement, according to the Ship-building Act (C. S. C., c. 42), a vessel cannot become the property of a party advancing thereon, so that such party may obtain the register and sell the vessel; and if the advancer stipulates only for the hypothecation of the vessel in his favor, and not that it is to be his property, the register cannot be granted to him or to the assignee of his rights; and the register obtained by the latter is insufficient to support a proprietory title to the vessel, when seized as belonging to the builder or mortgagor. *Auger et Forsyth et al.* Q. B., 17 L. C. R., p. 227 (1867).

1560. La vente d'un bateau-à-vapeur, par voie d'hypothèque, ou l'hypothèque par voie de vente, est nulle à l'égard des tiers, si elle n'est pas enregistrée suivant l'Art. 2360 du C. C. *Vautier vs. La Compagnie de Navigation de Beauharnois.* C. C., 13 L. C. J., p. 52 (1868).

1561. The want of a vigilant and competent lookout exacts in all cases, from the vessel neglecting it, clear and satisfactory proof that the accident is in no way attributable to her misconduct in this particular. *The Secret.* V. A. C., 17 L. C. R, p. 399 (1867).

VARIANTE:—**1562**. Where the payees of a promissory note declare on it as payable to their order, and in an affidavit for attachment allege it to be payable to themselves, the variance is not a material one. *Sharples et al. vs. Rosa.* S. C., 17 L. C. R., p. 39 (1867).

VENDITIONI EXPONAS:—**1563**. When a sheriff has not proceeded to a sale of immoveable property seized under a writ of *fieri facias*, on account of the notices not having been made at the church door according to law, the plaintiff may proceed to the sale under a writ of *venditioni exponas* without renewing the advertisement in the *Canada Gazette*, and the defendant who, knowing that such pro-

VENDITIONIE XPONAS :—

ceeding is going on, does not oppose the sale, cannot attack the same by action *en nullité de décret*. *Bouvier vs. Brush et al.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 64 (1865);—C. R., 10 L. C. J., p. 194;—1 L. C. L. J., p. 110 (1865).

1564. Confirmé en Appel, et jugé en outre que dans ce cas le saisi ou tout autre peut produire une opposition, la défense de produire des opposition à fin d'annuler, de distraire ou de charge sur un bref de *venditioni exponas*, pour des causes antérieures à ce bref, ne s'appliquant qu'au cas où annonces et criées ont été faites sur le bref de *fieri facias*. *Bouvier vs. Brush et al.* 1 R. L., p. 641 (1870).

VENTE :—**1565**. A sale of land by given boundaries, for a fixed sum, although a quantity is stated in the description, is a sale *en bloc* or *per aversionem*, and not by measurement. For determining the extent of the thing sold, specific boundaries are to be preferred to an indication of quantity. The vendor by such a sale conveys all the property within the specified limits, and cannot reclaim any part of it, under pretence of there being a *surplus*, unless it has been obtained from him by the fraud of the purchaser. In such a case the law gives the *surplus* to the vendee, in this respect differing from the *Code Napoléon* which has established a new rule. *Herrick et Sixby*. Q. B., 8 L. C. J., p. 324 (1864).

1566. When a lot is sold as containing 40 arpents in superficies, more or less, without guarantee of precise measurement, but within certain defined boundaries, and it turns out that the lot contains in reality only 30 arpents in superficies, it will be held to be a sale according to boundaries and not *ad mensuram*. *Munro vs. Lalonde*. S. C., 13 L. C. J., p. 128 (1868).

1567. Where land sold is found to be less than the alleged extent, the consideration money will be proportionably reduced. *Walton vs. Dodds*. C. R., 1 L. C. L. J., p. 66 (1865).

1568. F. wished to buy a small strip of land, of little value to any one but himself, and offered £15 for it. The price asked by W. was £20, which F. refused to pay. Afterwards F. sold this land to S., who built on it. A petitory action being brought by W. against S., the latter sued F. *en garantie*, and it was held that F. must pay the £20 asked for the land and costs of both courts. *Watson et Spinelli*. Q. B., 1 L. C. L. J., p. 33 (1865).

VENTE :—

1569. Un acte où il est dit que " A. vend, cède, etc., à B. une petite maison située sur un certain terrain, etc., pour le prix de $20, et que la rente est faite en outre pour le prix de $5 par année pour la rente du terrain tant que la maison resterait dessus, et que B. serait libre de vendre, échanger ou enlever la maison à son gré et que la rente serait de ce jour éteinte, " n'est pas translatif des propriétés y désignées. *Badeau vs. Guay.* C. S. Renversé par la Cour de Révision, 16 L. C. R., p. 390 (1866).

1570. Where a property supposed to contain minerals was sold with a stipulation that the purchaser was to cause it to be explored, but without any time for such exploration being fixed,—the purchaser may await the result of the exploration of an adjoining lot, it being proved by scientific testimony that the working of the latter would indicate what success was to be anticipated in the lot sold. *Johnson et al. vs. Lord Aylmer.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 67 (1865).

1571. The provisions of the C. S. L. C., c. 24, s. 64, ss. 8, do not apply to the case of plaintiffs seeking to recover possession of lands bought by them upon sales for taxes, but only to the case of *adjudicataires* in possession of lots when sued in relation thereto. *Morkill vs. Heath.* C. R., 15 L. C. R., p. 408 (1865).

1572. Lorsque la vente d'un immeuble, pour charges municipales, a été faite illégalement par une corporation, elle sera annulée, après comme avant les deux ans qui suivent l'adjudication, et à l'encontre de l'adjudicataire comme de la corporation. *La Corporation du Comté d'Arthabaska et al. et Barlow.* Q. B., 1 R. L., p. 759 (1870).

1573. Un acte de vente municipale pour taxes doit non-seulement être enregistré, mais l'acquéreur doit prendre possession de l'immeuble. *Caya vs. Pellerin.* C. S., 2 R. L., p. 44 (1870).

1574. Et l'acquéreur d'un propriétaire primitif, qui aura pris possession de l'immeuble et fait enregistrer son acte d'acquisition, ne pourra être troublé par un acquéreur à une vente municipale qui n'aura pas fait enregistrer son titre de propriété et pris possession de l'immeuble. *Ibidem.*

1575. In the case of the sale of rags by sample, the purchaser may claim the resiliation of the sale, on the ground that the rags delivered were not according to sample within a reasonable delay after delivery; and

VENTE :—

the mere reception of the rags at the railway depot where they mere delivered, without special examination and comparison with the samples, and the payment of a sum to account on the supposition that all was right, will not operate as a bar to the vendee's repudiating the sale after discovery that the rags were not according to sample. *Buntin et Hibbard.* Q. B., 10 L. C. J., p. 1 ;—1 L. C. L. J., p. 34 (1865).

1576. When the article sold turns out to be something entirely different (for instance, if an article sold as indigo turns out to be common clay coloured with Prussian blue), the sale is null, though made by sample ; but it would be otherwise, if the article were really indigo, though of an inferior description. *Kerry et al. vs. Sewell et al. Lamplough et al. vs. Sewell et al. ; Lyman et al. vs. Sewell et al.* S. C., 1 L. C. L. J., p. 62 (1865).

1577. When A. sells to B. 400 barrels of coal oil for a price, payable in a specified time from date of return of the gauge of the oil, and B. accepts a certificate of guage of 352 full barrels (the gauged contents of 400 barrels), and an invoice from A. for 352 barrels only, without protest or objection, and promise to pay the amount of such invoice, he cannot afterwards repudiate the transaction and insist on a delivery to him of 400 barrels of coal oil. *Rimmer et al. et Ruston.* Q. B., 14 L. C. J., p. 325 (1870).

1578. Where defendant bought from plaintiff, through a broker, a quantity of iron which he sent a clerk to examine and test the *quality* of, before completing the purchase, and nothing was stated as to the *condition* of the goods, and subsequently a part of it was found to be rusty and damaged,—*held* that the plaintiff sold the iron as merchantable and in good order, and the examination of the *quality* by the defendant did not debar him from his right to claim a deduction for the damaged *condition* of the goods. *Benson vs. Mulholland et al.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 185 (1866).

1579. The transaction by which, five days before judgment was obtained against him, a debtor sold his farm and farm stock to a third party who leased the property back to him two days after the judgment, is a fraudulent transaction, and there was no tradition of the property. *Desjardins et ux. vs. Pagé.* C. R., 1 L. C. L. J., p. 115 (1866).

VENTE :—

1580 An opposition to the sale of moveables alleged to have been acquired at sheriff's sale will be dismissed as fraudulent, it being proved that no consideration was paid for the effects, that the defendant was *en déconfiture*, and that the opposant and the party at whose suit the alleged judicial sales were made, were both the brothers of the defendant. *Brough et McDonell.* Q. B., 15 L. C. R., p. 492 ;—1 L. C. L. J., p. 33 (1865).

1581. Une vente par un failli, après l'émanation d'un bref en liquidation forcée et la publication des avis de faillite, est nulle, et l'acquéreur ne peut invoquer sa bonne foi et demander le remboursement du prix d'achat. *Mallette vs. White.* Q. B., 1 R. L., p. 711 (1868).

1582. A. obtained from all the creditors of B., an insolvent grocer, a subrogation in their rights, and a transfer of the stock. He allowed B. to continue the sale of goods and collection of outstanding accounts on his behalf, but reserved to himself the right to take possession of the stock and premises at any time he pleased. B. made new purchases of goods from C. and others, with A.'s knowledge, and failed to pay for them. A. took possession of the stock, including the new goods, and sold the whole estate to another party. C. having served a *saisie-arrêt* upon A. :—*held* that the sale by A. was in fraud of the new creditors of the insolvent, and that A. must pay the proceeds into Court, to be distributed among said creditors. *McDonald et Nivin et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 151 (1866).

1583. La clause par laquelle le vendeur se réserve le droit de " se faire remettre, reprendre et revendiquer " n'est rien autre chose que le pacte commissoire. *Renaud vs. Arcand et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 102 (1869).

1584. Bien que le vendeur stipule revente et reprise par lui des biens vendus, au cas où l'acheteur ne paierait pas le prix de vente, il peut, de droit commun, demander la résolution de la vente faute de paiement. *Renaud vs Arcand et al.* C. S., 14 L. C. J., p. 102 (1869).

1585. Where the required publications of the sale of land belonging to minors are not legally proved to have been made, the sale will be adjudged to have been inoperative and null, and the purchaser of such land at public sale will be condemned to restore the same to such minors. *Poustie et al. vs. McGregor.* S. C., 9 L. C. J., p. 332 (1851).

VENTE :—

1586. The sale by a tutor of a *bailleur de fonds'* claim belonging to his ward, without authorization of a judge, is invalid. *Pollico vs. Elvidge.* S. C., 13 L. C. J., p. 333 (1869).

1587. Where the sale is made by husband and wife, a *contre-lettre,* passed after the sale, between the purchaser and the husband only, which does not contain any thing injurious to the interests of the wife, is not illegal. *Lemoine vs. Lionais.* S. C., 2 L. C. L. J., p. 163 (1866).

1588. The tender of the thing sold must be made at such an hour upon the last day as will give the vendee time to weigh and examine. *Franchère et Gordon et al.* Q. B., 14 L. C. J., p. 152;—2 R. L., p. 187 (1870).

1589. Vide *Larocque vs. The Merchants' Bank.* S. C., 3 L. C. L. J., p. 18 (1867).

VERDICT :—**1590.** Where a question is put to a jury as to whether the plaintiff had been guilty of any and what negligence in not immediately intimating to the defendant that the note in question in the cause was forged, and the answer was: "The plaintiff was guilty of negligence, but not to the injury of the defendant,"—the latter part of the answer will not be rejected. *Davis vs. Fitz.* S. C., 15 L. C. R., p. 413 (1865).

1591. When, in answer to a question whether the assured (in a case of fire insurance) had given notice and delivered in an account giving particulars of his loss, under oath, and offered all information to the Insurance Company and made claim to the payment of a specified sum, the jury reply: "we consider the claim made, *but not in due form,*" these last words will be held as mere surplusage as answering beyond the matters enquired of, and of no legal force or effect whatever. *Wiggins et The Queen Insurance Co.* Q. B., 13 L. C. J., p. 141;—4 L. C. L. J., p. 59 (1868).*

1592. A statement made by the jury previous to giving a verdict, that a newspaper had been handed to them, cannot be recorded on the register of the Court. *Regina vs. Notman.* Q. B. (Cr. S.), 4 L. C. L. J., p. 41 (1868).

---

* NOTE.—The Superior Court had held that these words could not be treated as mere surplusage, and that the defendants were consequently by law entitled to judgment in their favor. 3 L. C. L. J., p. 128 (1867).

VOITURIER :—**1593.** A common carrier can limit his liability by conditions inserted in the bill of lading. *Torrance et al. et Allan.* Q. B., 8 L. C. J., p. 57 (1863).

1594. A common carrier who receives goods for England on board his lighter, is not liable for loss arising from a delay in transhipment, owing to the ocean ship being already full, when the bill of lading contained a clause that if, from any cause, the goods did not go forward on the ship, the same should be forwarded by the next steamer of the same line. *Torrance et al. et Allan.* Q. B., 8 L. C. J., p. 57 (1863).

1595. A carrier is not liable for the loss or theft of an overcoat carried by a passenger in a steamboat and placed by the passenger on a sofa in the eating saloon, while he was taking supper. *Torrance vs. The Richelieu Company.* C. C., 10 L. C. J., p. 335 ;—2 L. C. L. J., p. 13 (1866).

1596. Le voiturier est tenu de délivrer toute la cargaison qu'il a reçue, à moins que la diminution ne soit due à une cause étrangère, et l'échauffement de l'avoine est une cause suffisante de sa diminution dans une proportion de 3 pour cent. *Seymour et Sincennes.* Q. B., 1 R. L., p. 716 (1869.)—*Vide* même cause. C. R., 1 L. C. L. J., p. 118 (1866).

1597. Vide *Watt et Gould et al.* Q. B., 2 L. C. L. J., p. 19 (1866).

VOLONTAIRE :—**1598.** A volunteer is liable to be tried by a Court Martial for misconduct while present at a parade of his corps, though not actually serving in the ranks at the time. Ex parte *Rickaby.* Q. B., 17 L. C. R., p. 270 (1867).

APPENDICE.

[Les décisions et les références suivantes, omises dans le corps de l'ouvrage, sont tirées, moins une, du 4ème volume du *Lower Canada Law Journal*].

ACTES DE FAILLITE :—**1599**. Vide p. 83. En relation avec les Nos. 12 et 23.

ACTION EN BORNAGE :—.**600**. Vide p. 61. En relation avec le No. 38.

ANIMAUX SAUVAGES :—**1601.** Vide p. 61. En relation avec le No. 106.

APPEL :—**1602.** Vide p. 42. En relation avec le No. 116.

ARRESTATION ILLÉGALE :—**1603**. Celui que la police va arrêter chez lui sans avoir observé les formalités prescrites, a le droit de résister ; si on l'arrête il a droit de s'échapper ; si la police le couche en joue, il peut tirer sur elle, vu qu'il est dans un état de légitime défense. Ex parte *Garner*. C. S., p. 59 (1868).

DOMMAGES :—**1604**. $100 damages awarded against a protestant minister who, before marrying a lad of 16 to a widow aged 49, presenting themselves to him with a licence, contented himself with asking him his age, to which he answered he was 22 years of age. *Perry vs. Taylor*. S. C., p. 58 (1868).

EXCEPTION A LA FORME :—**1605**. An exception to the form upon the ground of the falsity of the affidavit of the plaintiff, is a good plea to a seizure before judgment, grounded on an affidavit that the defendant was secreting his effects. *Dawson vs. Brewis*. C. C., p. 93 (1868).

FAUX :—**1606**. Vide *Wenham vs. La Banque du Peuple*. C. S , 1 L. C. L. J , p. 30 (1865).

FIERI FACIAS :—**1607.** A sheriff or bailiff executing a writ of *fieri facias* is bound, under Art. 570, C. C. P., to give immediate written notice of the time and place of the sale to the defendant. *Scott et al. vs. Alain et al.* C. C., p. 60 (1868).

FRAIS :—**1608**. When the writ of summons contains a conclusion for the costs of suit, it is not necessary that there should also be one in the declaration annexed. *Simard vs. Roy*. C. C., p. 93 (1868).

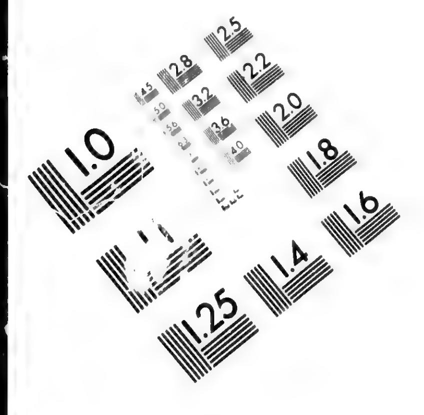
TABLE DE REFERENCE.

TABLE DE CONCORDANCE.

[*Les chiffres renvoient aux numéros du livre.*]

TABLE DES NOMS DES PARTIES.

[*Les chiffres renvoient aux numéros du livre.*]



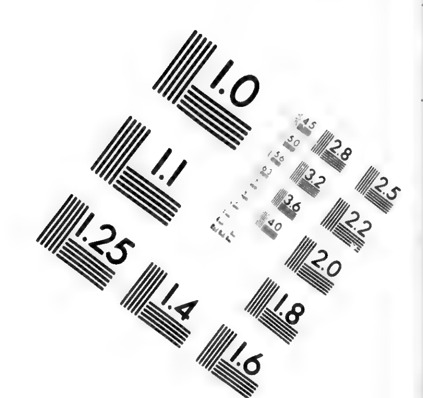
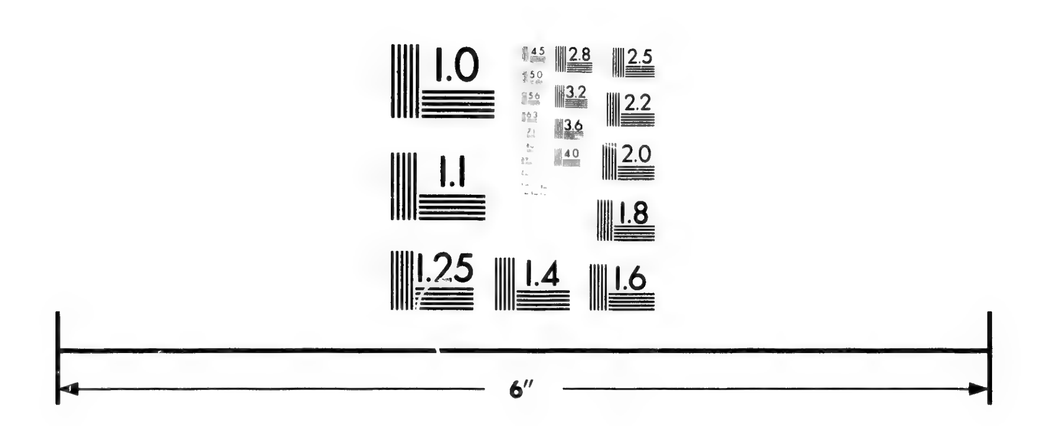
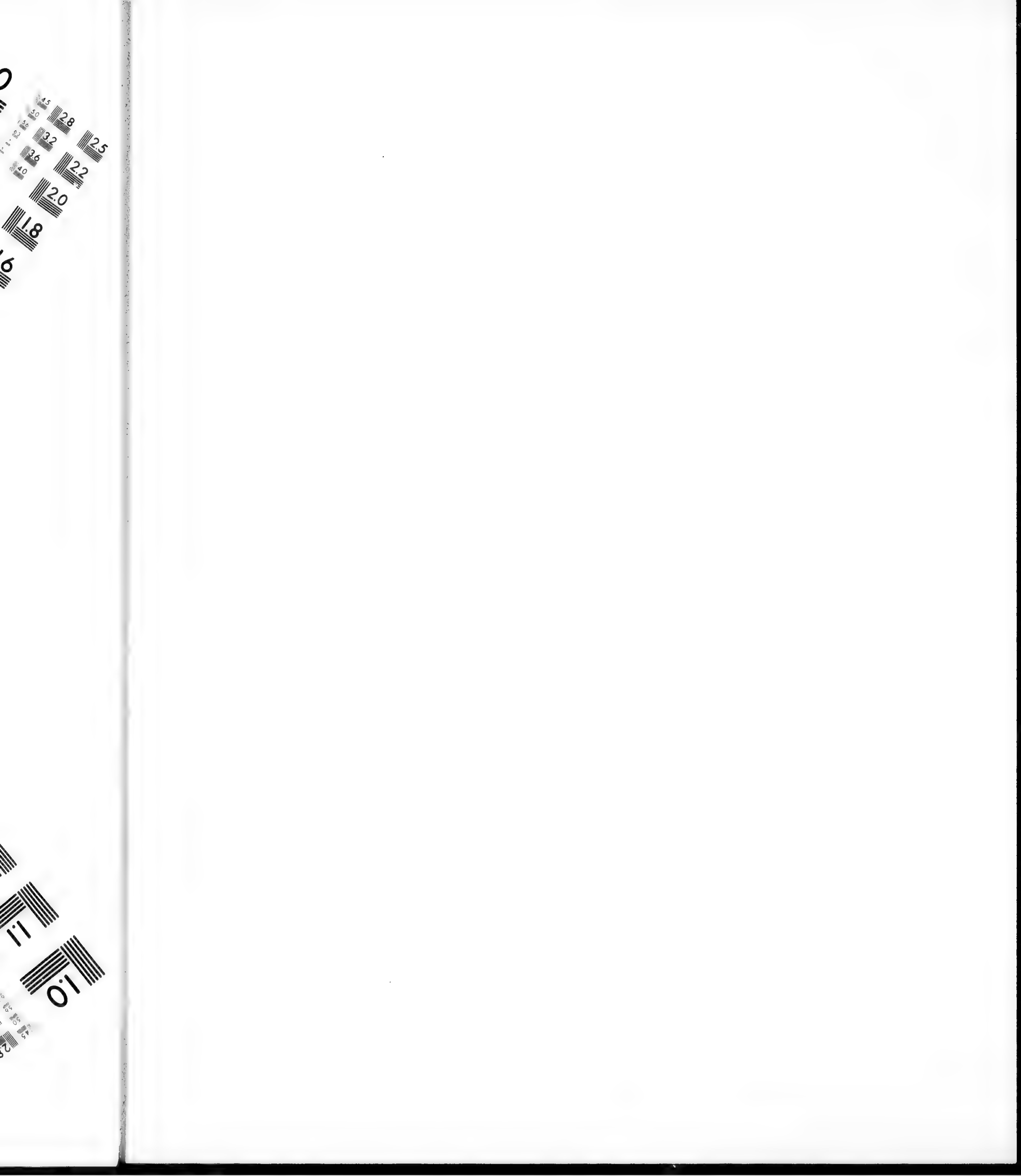


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)





[illegible]

White et al. v. [illegible]

Westendorf v. [illegible]

White et al. [illegible]

[illegible]

ERRATA.

Page 3, ligne 26, après *de* ajoutez *là.*

Page 15, ligne 5, au lieu de *fort* lisez *for.*

Page 20, la décision sous le numéro 55 doit se trouver avant celle qui porte le numéro 54, et par conséquent sous le titre *Action en dommages.*

Page 53, ligne 13, au lieu d'*emprisonnement* lisez *empoisonnement.*

Page 65, ligne 1ère, au lieu de *ne* lisez *en.*

Page 74, ligne 3, au lieu de *correspondance* lisez *correspondence.*

Page 76, ligne 7, au lieu de *hypothéques* lisez *hypothéquer.*

Page 77, ligne 9, après *Charles* mettez une apostrophe au lieu de la virgule.

Page 135, lignes 20 et 21, au lieu de *describer* lisez *described.*

Page 144, ligne 3, après *conformément* mettez une virgule.

Page 156, ligne 36, au lieu de *request* lisez *requests.*

Page 170, ligne 5, après *partage,* ajoutez 40 *de la lésion du tiers au quart ;*

Page 174, ligne 11, au lieu de *Ruiher* lisez *Ruiter.*

Page 183, ligne 37, au lieu de *enginer* lisez *engineer.*

Page 212, ligne 14, au lieu de *saisie-arrêt* lisez *saisie-gagerie.*

Page 240, 3me ligne du numéro 1569, au lieu de *rente* lisez *vente.*

Page 245, ligne 6, après *bornage* lisez 1600 au lieu de 600.

Page 284, après Ellice, Lynch v., lisez 1361.

" " ligne 30, au lieu de *Gauld* lisez *Gould.*

" " ligne 33, au lieu de 68 lisez 98.

" " au lieu de *Fletche,* lisez *Fletcher.*

" " au lieu de Foley et al. et *Farratt* lisez *Tarratt.*

Page 266, au mot *possession,* après 399 mettez 423.